



Assemblée nationale
Québec

journal des Débats

Troisième session — 31^e Législature

Le mardi 6 juin 1978

Vol. 20 — No 44

Président: M. Clément Richard

Table des matières

Déclaration ministérielle	
Droit sur les contenants de boisson jetables.....	1899
M. Jacques Parizeau.....	1899
M. Claude Forget.....	1899
M. Rodrigue Biron.....	1900
M. Camil Samson.....	1901
M. Jacques Parizeau.....	1902
Dépôt de documents	
Livres blancs sur la politique québécoise de développement culturel.....	1902
Lettre au ministre Jack Homer.....	1902
Projet de loi no 56 — Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal et la Loi constituant la Commission de transport de la rive sud de Montréal	
Première lecture.....	1902
M. Lucien Lessard.....	1902
Projet de loi no 60 — Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants	
Première lecture.....	1903
M. Denis de Belleval.....	1903
Questions orales des députés	
Programme de rétrocession des concessions forestières.....	1904
Subvention à la société Tricofil.....	1905
Répercussions des arrêts de travail sur la Côte-Nord.....	1907
Aide gouvernementale à l'habitation.....	1909
Assainissement des eaux de l'île de Montréal.....	1910
Convocation des journalistes à propos du livre blanc sur la politique québécoise de développement culturel.....	1911
Négociations au journal Le Soleil.....	1911
Tests de français à l'éducation des adultes.....	1911

L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances
Adresse: Service des Documents Parlementaires
Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement, Québec.
G1A 1A7

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762

Table des matières (suite)

Travaux parlementaires.....	1912
Prise en considération du rapport de la commission ayant étudié le projet de loi no 39 — Loi sur le recours collectif.....	1913
Projet de loi no 44 — Loi concernant les élections de 1978 dans certaines municipa- lités et modifiant la Loi des cités et villes	
Deuxième lecture.....	1914
Motion de report à quinze jours (suite).....	1914
M. Fernand Lalonde.....	1915
M. Maurice Bellemare.....	1916
Mme Thérèse Lavoie-Roux.....	1917
M. Jean-Noël Lavoie.....	1919
M. George Springate.....	1920
M. Claude Forget.....	1921
M. Robert Lamontagne.....	1922
M. Serge Fontaine.....	1923
M. John Ciaccia.....	1925
M. Rodrigue Biron.....	1926
M. Guy Tardif.....	1929
Mise aux voix de la motion de report.....	1931
Deuxième lecture (suite).....	1932
M. André Marchand.....	1932
M. Elie Fallu.....	1934
M. Fernand Lalonde.....	1937
M. Fabien Cordeau.....	1939
M. John Ciaccia.....	1941
M. Lucien Caron.....	1942
M. Fabien Roy.....	1946
M. Guy Tardif.....	1949
Mise aux voix de la deuxième lecture.....	1952
Commission plénière.....	1952
Motion de report au 12 juin.....	1955
Motion d'ajournement du débat.....	1968
Elections de 1978 dans certaines municipalités.....	1973
Dispositions déclaratoires et interprétatives.....	1973
Motion d'ajournement.....	2031

*L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances
Adresse: Service des Documents Parlementaires
Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement, Québec
G1A 1A7*

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762

Le mardi 6 juin 1978

(Dix heures huit minutes)

Le Président: A l'ordre, mesdames et messieurs!

Affaires courantes.

Déclarations ministérielles.

M. le ministre des Finances.

Droit sur les contenants de boisson jetables

M. Jacques Parizeau

M. Parizeau: M. le Président, à l'occasion du discours sur le budget du 18 avril dernier, j'avais annoncé l'introduction d'un droit de \$0.05 sur les contenants non consignés de boisson gazeuse et de bière de moins de seize onces et de \$0.10 sur ceux de seize onces et plus.

L'importante progression de la part de ces contenants non consignés dans la consommation de boisson gazeuse et de bière, les coûts supplémentaires encourus pour fabriquer et récupérer ces contenants ainsi que l'existence de contenants consignés pour tous ces produits avaient motivé le gouvernement à imposer ce droit.

À la suite du discours sur le budget de nombreuses consultations ont eu lieu avec tous les secteurs touchés par la mesure; des estimations plus élaborées de l'impact du droit sur la consommation de contenants non consignés ont permis de préciser la nature et l'étendue des conséquences économiques sur chacun de ces secteurs.

Bien qu'il apparaisse clairement que la mesure créera à moyen terme plus d'emplois qu'elle n'en fera perdre, il est maintenant acquis que l'imposition immédiate d'un droit sur les contenants non consignés de boisson gazeuse et de bière de \$0.05 ou de \$0.10, selon le cas, entraînera une certaine dislocation d'emplois dans les secteurs reliés à la fabrication des contenants. Les pertes d'emplois envisagées seraient assez importantes pour résulter en de nombreuses mises à pied.

Conscient des avantages que constitue la diminution du nombre de contenants non consignés pour les raisons d'ordre écologique dont je viens de faire mention, et étant donné l'absence de système de récupération et de recyclage, le gouvernement continue de croire qu'un droit doit être imposé sur ces contenants. Toutefois, de façon à minimiser les dislocations d'emplois dans les secteurs concernés, le droit sera introduit graduellement au cours des prochaines années.

(10 h 10)

J'annonce donc, M. le Président, qu'à partir du 1er juillet 1978, c'est-à-dire donc dans trois semaines, un droit de \$0.02 pour les contenants non consignés de boisson gazeuse et de bière de moins de seize onces et de \$0.05 sur ceux de seize

onces et plus sera prélevé. De plus, le droit sera augmenté annuellement de \$0.01 sur les contenants de moins de seize onces et de \$0.02 pour ceux de seize onces et plus, jusqu'à un maximum de \$0.05 et \$0.11 respectivement. Cette augmentation annuelle pourra cependant être annulée si les Services de protection de l'environnement en arrivent à une entente avec l'industrie concernée sur la façon de récupérer, de recycler ou de limiter la part de marché des contenants non consignés de boissons gazeuses et de bière.

De cette façon, M. le Président, nous croyons pouvoir concilier les objectifs de protection de l'environnement et de l'économie de l'énergie avec la "minimisation" des pertes d'emplois.

Une Voix: Très bien.

Le Président: M. le député de Saint-Laurent.

M. Claude Forget

M. Forget: Le ministre des Finances nous annonce ce matin qu'il recule sur une des mesures qu'il avait introduites, avec un fort renfort de considérations sur l'environnement, dans son budget du mois d'avril dernier. Il semble que le ministre des Finances se soit enfin rendu compte des contradictions inhérentes à son raisonnement prébudgétaire lorsqu'il prétendait protéger l'environnement par une mesure, ce qui supposait, bien sûr, que les canettes disparaissent, qu'il prétendait dans le même souffle obtenir des revenus supplémentaires pour l'Etat, ce qui supposait, bien sûr, que les canettes ne disparaissent pas, et lorsqu'il supposait que l'emploi ne serait pas affecté de manière adverse, ce qui supposait, bien sûr, que les canettes ne disparaissent pas.

Il est assez frappant de constater qu'un ministre des Finances qui cherche à se donner la réputation de l'omniscience et de l'infailibilité fasse si rapidement un aveu que ses calculs ne tournaient pas ronds. On peut se demander si le "même sérieux" s'attache à la préparation du reste de son budget.

Ce qui est frappant, M. le Président, dans la façon dont le ministre — façon très feutrée — introduit cette modification budgétaire, ce sont les euphémismes dont il en entoure la préparation. Pour parler de l'introduction d'un impôt, de l'imposition d'une nouvelle taxe, il parle de l'introduction d'un droit. On s'étonne un peu qu'il ne parle pas du retrait de cette taxe comme de l'évacuation d'un champ fiscal. Il aurait réussi de cette façon-là à confondre à peu près tout le monde. Pour parler de la perte de "jobs" dans le secteur touché par cette mesure fiscale, il parle de la "dislocation de l'emploi", ce qui nous permet de comprendre que, désormais, le Québec n'aura plus de chômeurs; il aura des travailleurs disloqués.

Nous avons déjà vu, M. le Président, dans le budget de l'an dernier, une mesure célèbre à la-

quelle le nom du ministre des Finances va certainement demeurer attaché. C'était l'introduction d'une taxe ou d'un droit sur les vêtements d'enfants, qui a été fort habilement évacuée cette année, lorsqu'on a aboli par hasard le même champ d'imposition à l'occasion de l'abolition de la taxe de vente. Cette année, dans le discours du budget, on avait l'imposition d'une taxe sur les canettes, qui seulement deux mois après est retirée. C'est donc une accélération de ce processus de corrections successives ou de retouches successives par lequel le ministre des Finances cherche à orienter les finances publiques.

Je ne sais pas si cela s'inscrit dans la démarche préréférendaire, M. le Président, mais, si c'était le cas, on pourrait de notre côté au moins, applaudir pour une fois au contexte préréférendaire dans lequel on se retrouve, puisque cela incite le ministre des Finances à corriger ses erreurs beaucoup plus rapidement. Peut-être pourrions-nous, d'ailleurs, si l'inspiration le pousse de ce côté à des corrections aussi rapides, lui faire un certain nombre d'autres suggestions de corrections d'autres impôts qu'il a modifiés au cours des deux dernières années. On pense à toutes les autres mesures que contenait son budget récent pour majorer certains impôts sur les dividendes, sur le revenu des cadres sur lesquelles, paraît-il, également on entretient dans certains milieux des doutes quant à leur effet sur l'économie. Si jamais il voulait accélérer le pas dans sa démarche préréférendaire, il y aurait là des candidats très bien désignés.

Je souhaite, M. le Président, en terminant, au ministre des Finances d'avoir le même succès lors de la prochaine retraite qu'il fera sur une autre mesure fiscale et de pouvoir l'annoncer le même jour qu'un de ses collègues, de façon fort obligeante, publiera un livre blanc qui est de nature à lui enlever une petite part de la publicité du jour. Très certainement, cela ne pourra pas venir de son ministre de l'environnement, qui se voit accorder aujourd'hui la pleine responsabilité de régler le problème des canettes. En effet, de façon indirecte, le ministre des Finances lui fait même le reproche que, puisqu'il n'existe aucun plan de recyclage, aucune facilité de recyclage, cette taxe, de toute manière, ne pourrait pas avoir l'effet et qu'il n'y a pas d'alternative valable. Le ministre de l'environnement est dûment averti par son collègue des Finances que, s'il veut régler le problème des canettes, il n'a qu'à s'en prendre à lui-même.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Rodrigue Biron

M. Biron: M. le Président, position diluée que celle du ministre des Finances. Le ministre des Finances ne peut pas avoir tous les jours un dossier Chrétien aussi limpide que celui de la taxe de vente qui lui a été présenté sur un plateau d'argent par son homologue d'Ottawa.

Le ministre des Finances reconnaît aujourd'hui la justesse des propos qui étaient miens en

la matière, le soir même de son discours sur le budget, le 18 avril dernier, de même que plusieurs autres de mes interventions en cette Chambre. Le ministre reconnaît la pertinence des réactions des travailleurs concernés et de leur représentant syndical, M. Jean Gérin-Lajoie, ainsi que celles de tous les industriels impliqués dans ce domaine, alors que le ministre de l'Industrie et du Commerce disait ne pas vouloir s'en occuper. En effet, l'introduction d'un droit de taxation sur les contenants non consignés de boissons gazeuses et de bière provoque des conséquences socio-économiques réelles sur les secteurs ainsi touchés, au point d'ouvrir la porte sur la perte d'emplois et sur de nombreuses mises à pied.

Pour autant, le ministre, tout en reconnaissant implicitement aujourd'hui qu'il ne s'était pas arrêté suffisamment sur ces implications, avant son discours du 18 avril dernier, et tout en reconnaissant explicitement que le travail a des droits, surtout dans le contexte économique actuel au Québec, pour autant, dis-je, le ministre maintient qu'un droit doit être imposé sur lesdits contenants. Tout au plus, le ministre minimise-t-il les torts en introduisant le droit de taxation, et en l'appliquant de façon graduelle sur une période de plusieurs années.

Pour être moins brutale, la mesure du ministre, aujourd'hui, demeure quand même relativement inacceptable, du moins d'un point de vue strictement économique. Et ici je me permets de noter en passant que, même malgré de nombreuses promesses de la part des services de la protection de l'environnement, à savoir qu'il y aurait des consultations avec les entreprises avant d'imposer tout droit quelconque sur les contenants non retournables, il n'y a eu aucune consultation avec les entreprises concernées. On nous dit aussi qu'une taxe de \$0.02 sur un contenant pourrait apporter tout de suite une baisse d'environ 20% du marché, et que cette première baisse de 20% pourrait provoquer éventuellement de nombreuses autres baisses subséquentes qui seraient encore plus substantielles. C'est donc une mesure qui est inéquitable à l'heure actuelle. Il y a aussi des usines qui, depuis 1971, fonctionnent à Montréal et qui auraient avisé le ministre, en particulier Continental Can et Coke, qui font de l'embouteillage en cannettes à Montréal, qu'elles n'auraient plus de raisons de produire à Montréal si leur marché, dans ce domaine, diminuait de façon appréciable.

(10 h 20)

Je me demande aussi, après plusieurs demandes répétées des entreprises American Can, Continental Can et Coke en particulier, pourquoi le ministre n'a pas voulu consentir à une rencontre avec les représentants des entreprises et pourquoi il a demandé plutôt à un secrétaire de téléphoner en disant que le problème avait été compris au complet. Je comprends que le ministre a rencontré les représentants des travailleurs, mais les représentants des entreprises se plaignent de n'avoir pu rencontrer le ministre personnellement. Tout comme le ministre des Finances, les minis-

tres Tremblay et Landry ont refusé toute rencontre avec les représentants des entreprises alors qu'ils sont les responsables de la création d'emploi ou de la création de chômeurs au Québec. C'est peut-être parce que le ministre des Finances a voulu agir un peu comme une prima donna là-dessus et empêcher les autres ministres de s'occuper de ce cas particulier. Cela aurait été important que les représentants patronaux puissent rencontrer le ministre et non seulement les représentants syndicaux dans ce cas en particulier.

L'objectif social en cause, à savoir la protection de l'environnement, aurait pu être atteint autrement, par exemple par un effort d'imagination des Services de protection de l'environnement de façon que, suite à une entente avec l'industrie concernée, on en arrive au résultat recherché sans avoir à lever une telle taxe comme le suggère d'ailleurs quelque peu l'avant-dernier paragraphe de la déclaration du ministre des Finances. Encore, on aurait pu employer une formule comme en Californie où on impose véritablement toutes les sources de polluant. Au total, la position du ministre des Finances, communiquée aujourd'hui, pour témoigner de quelque souplesse, implique encore les mêmes réserves qui étaient nôtres au départ et qui étaient celles du milieu concerné. Cela nous fait dire que c'est une position diluée que celle du ministre et, même plus, c'est une porte ouverte un peu comme un précédent sur l'introduction éventuelle d'une telle taxe sur les tissus Kleenex ou tout autre produit du même genre qui, parce que non retournable, pollue hélas! notre environnement, mais jamais, heureusement, autant que la plaie sociale du chômage encore trop élevé au Québec. En terminant, M. le Président, je répète une phrase que j'ai dite au ministre il y a déjà plusieurs semaines sur ce cas particulier. Je voudrais qu'il se souvienne que la pire des pollutions au Québec c'est le chômage.

M. Landry: Question de privilège, M. le Président.

Le Président: M. le ministre d'Etat au développement économique.

M. Landry: Je n'ai pas pu analyser tout ce qu'a dit le chef de l'Union Nationale. Cela a été dit à un rythme un peu trop "bironique", mais ce qu'il a dit à mon sujet est faux. J'ai rencontré les représentants de l'industrie et les travailleurs. J'en ai 50, dans mon comté, qui m'ont écrit personnellement et qui ont tous eu une réponse détaillée.

Le Président: M. le député de Rouyn-Noranda, je présume avec le consentement unanime de la Chambre.

M. Camil Samson

M. Samson: M. le Président, je pense que nous assistons ce matin à une espèce d'aveu. Cela en fait quelques-uns depuis quelques jours. Le gouvernement actuel, il n'y a pas tellement long-

temps, surtout avant de prendre le pouvoir, semblait avoir les réponses à toutes les questions et avoir des solutions à tout.

Je rappellerai, pour le bénéfice du ministre des Finances, qu'il y a environ trois ans nous avons eu une commission parlementaire spéciale sur le sujet, où nous avons entendu, pendant plusieurs jours, avec l'ex-ministre des Affaires municipales et de l'environnement, les représentants des embouteilleurs et des fabricants de canettes. Après plusieurs jours d'audience, il était encore, à la fin, difficile de déterminer s'il y avait lieu ou non d'empêcher telle ou telle production ou de favoriser telle ou telle production. Cela n'a pas tellement changé. A titre d'exemple, dans ma seule région, j'ai eu des représentations faites par des embouteilleurs de différentes compagnies. Une compagnie d'embouteillage me souligne que, si on maintenait la taxe sur les canettes, cela favoriserait l'embouteillage et cela lui permettrait d'investir et de créer des emplois. L'autre compagnie, qui fait également de l'embouteillage, mais qui vend de la canette et dont la compagnie mère est fabricante de canettes, me dit exactement le contraire. Si vous laissez cette taxe, vous allez détruire notre marché, on va perdre des emplois, etc.

Qu'en tire-t-on comme conclusion? Je pense que le ministre des Finances avait eu le mot juste, à un certain moment, à savoir que si un certain nombre d'emplois est perdu dans un secteur, on les retrouvera dans l'autre; ce n'est pas le même monde, mais ce sera à peu près l'équivalent du nombre d'emplois. Là-dessus, je suis d'accord avec lui. C'est un problème qui existe depuis longtemps. Il me semble que la libre concurrence qui existe sur le marché de l'entreprise libre, si l'on croit à l'entreprise libre, nous devons nous aussi croire à cette libre concurrence et la laisser évoluer.

Ce n'est pas le cas pour le gouvernement actuel, il me semble, qui a décidé de prendre parti pour l'une de ces factions en taxant l'autre. La taxer immédiatement ou la taxer sur deux ans, sur trois ans ou sur quatre ans, cela aura le même effet, mais sur une période plus longue. Cela risque de perturber le secteur de la fabrication de canettes, quand même, et risque de ne pas recréer dans le secteur de l'embouteillage, les emplois qui auraient pu autrement l'être. C'est une politique qui ne règle rien.

Ce que le ministre des Finances nous annonce, ce matin, ce n'est pas mieux que ce qu'il nous avait annoncé le jour du budget. Le jour du budget, il a créé un problème et, aujourd'hui, il tente de le régler. J'avoue qu'il tente de le régler, M. le Président, mais je lui souhaite bonne chance, parce que cela fait déjà plusieurs années que d'autres se sont penchés sur ce problème et n'ont pas trouvé la solution parce qu'il y a en présence, encore aujourd'hui, deux secteurs qui sont en concurrence et que l'un des deux secteurs, bien sûr, voudrait avoir sa part plus que l'autre et tenter de prendre le marché tout seul. On se retrouve exactement, après cette tournée cyclique de ministre, au même point qu'avant, M. le Président.

Le Président: M. le ministre des Finances.

M. Jacques Parizeau

M. Parizeau: Une chose, M. le Président, simplement pour terminer. Je voudrais, après la question de privilège soulevée par mon collègue, dire au chef de l'Union Nationale que non seulement les gens de mon bureau ont rencontré à peu près toutes les associations de producteurs concernées, mais que, d'autre part, si on veut bien me permettre de terminer ma phrase, j'ai reçu longuement le président de Coca-Cola parlant en son nom et au nom de toute l'industrie, m'a-t-il dit. De plus, j'ai envoyé quelqu'un de mon bureau à Coca-Cola, à Toronto, regarder les modèles de demandes construits par cette entreprise.

Je voudrais simplement souligner qu'encore une fois ce que le chef de l'Union Nationale a dit n'est pas exact. Les consultations avec l'industrie ont été aussi développées que celles qu'il a pu y avoir avec les syndicats. Cela a peut-être eu moins de, comment dire, notoriété publique, mais ce n'est pas parce que cela a eu moins de notoriété publique que cela ne s'est pas fait. Voilà ce que j'avais à dire, M. le Président.

Le Président: Dépôt de documents.

M. le ministre d'Etat au développement culturel.

DÉPÔT DE DOCUMENTS

Livre blanc sur la politique québécoise du développement culturel

M. Laurin: M. le Président, c'est avec plaisir et fierté que je dépose devant l'Assemblée nationale, en français et en anglais, la politique québécoise de développement culturel.

Le Président: Document déposé.

M. Ciaccia: M. le Président...

Le Président: Le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Tremblay: M. le Président, je voudrais déposer une lettre que j'ai fait parvenir au ministre...

Le Président: Excusez. M. le ministre de l'Industrie et du Commerce, excusez-moi.

M. Ciaccia: Excusez-moi. Est-ce que le ministre des Affaires culturelles me permettrait une question. Sur la convocation des journalistes, ce matin, pour prendre connaissance du livre blanc, est-ce que ce sont seulement les journalistes anglophones qui ont été convoqués ce matin? Apparemment, vous auriez donné une copie du livre blanc aux journalistes francophones, il y a trois ou quatre jours. Est-ce que c'est un fait?
(10 h 30)

M. Laurin: Non. ce n'est pas un fait. M. le Président.

Le Président: M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

Lettre au ministre Jack Horner

M. Tremblay: M. le Président, je voudrais déposer une lettre que j'ai fait parvenir à M. Jack Horner, le ministre fédéral de l'Industrie et du Commerce, concernant l'urgence de stabiliser les importations afin de préserver les emplois dans l'industrie du gant, du cuir et du tissu.

Le Président: Document déposé.

Dépôt de rapports de commissions élues.

Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.

Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: Article b). M. le Président.

Projet de loi no 56

Première lecture

Le Président: M. le ministre des Transports propose la première lecture du projet de loi no 56. Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal et la Loi constituant la Commission de transport de la rive sud de Montréal.

M. le ministre des Transports.

M. Lucien Lessard

M. Lessard: M. le Président, qu'il me soit permis de présenter le projet de loi no 56. Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal et la Loi constituant la Commission de transport de la rive sud de Montréal.

Les modifications proposées à la Loi de la Communauté urbaine de Montréal et à la Loi constituant la Commission de transport de la rive sud de Montréal ont principalement pour objet:

a) de permettre à la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal et à la Commission de transport de la rive sud de Montréal de fournir des services de transport en commun sur toute l'étendue de leur territoire en leur donnant le pouvoir d'acquérir de gré à gré ou par expropriation les entreprises de transport en commun qui y fournissent de tels services:

b) de prévoir les montants et l'utilisation de l'indemnité provisionnelle advenant l'acquisition par expropriation d'une telle entreprise:

c) de donner compétence à ces commissions de transport à l'extérieur de leur territoire pour exploiter et étendre les services acquis:

d) de créer un mécanisme particulier de répartition du déficit pour les municipalités situées à l'extérieur du territoire de la Communauté de

transport de la Communauté urbaine de Montréal ou de la Commission de transport de la rive sud de Montréal, avec un droit d'appel à la Commission municipale de Québec;

e) de donner à ces commissions de transport le pouvoir de fixer les tarifs des services de transport qu'elles fournissent à l'extérieur de leur territoire et d'en modifier les parcours et les circuits; et enfin, M. le Président,

f) de permettre à la Commission de transport de la rive sud de Montréal de fournir des services de transport à l'extérieur de son territoire par le biais d'une filiale.

Le Président: Est-ce que cette motion de première lecture sera adoptée?

Le Secrétaire adjoint: Première lecture de ce projet de loi.

Le Président: Deuxième lecture prochaine séance ou séance subséquente.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: Article q), M. le Président.

Projet de loi no 60

Première lecture

Le Président: M. le ministre de la Fonction publique propose la première lecture du projet de loi no 60, Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants.

M. le ministre de la Fonction publique.

M. Denis de Belleval

M. de Belleval: M. le Président, ce projet de loi a pour objet de permettre aux enseignants religieux sécularisés après le 30 juin 1965 de faire compter pour fins de pension les années d'enseignement qu'ils ont effectuées alors qu'ils appartenaient à une communauté religieuse. Il permet également la reconnaissance des années d'enseignement accomplies par des enseignants religieux sécularisés avant le 1er juillet 1965 et qui n'ont pas cotisé au fonds de retraite des fonctionnaires de l'enseignement, des ex-enseignants religieux sécularisés après le 30 juin 1965 et des enseignants qui ont appartenu au clergé séculier et des enseignants laïcs qui ont enseigné dans certaines institutions privées sans pouvoir faire compter la période pendant laquelle ils ont ainsi enseigné.

Ce projet s'applique aux personnes susmentionnées qui cotisent présentement au Régime de retraite des enseignants, au Régime de retraite des fonctionnaires, au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics ou qui retirent une pension ou ont obtenu une pension différée en vertu d'un des régimes de retraite précités.

Il s'applique également auxdites personnes qui ont obtenu le remboursement de leur cotisation alors qu'elles comptaient au moins deux an-

nées de service, de même qu'à ceux qui ont obtenu le transfert de leurs années de service auprès d'un employeur avec lequel le ministre des Finances ou la Commission administrative du régime de retraite ont conclu une entente de transférabilité.

Le présent projet de loi accorde aux enseignants auxquels il s'applique un crédit de rente minimum de \$140 pour chaque année d'enseignement effectué au Canada ou à l'étranger et non compté aux fins de pension.

Ce crédit de rente qui est indexable conformément à l'article 130 du Régime de rentes du Québec est accordé sous forme de rente viagère payable à l'âge de 65 ans ou à compter de la même date que la pension annuelle de retraite accordée en vertu du paragraphe c) de l'article 45 du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, si l'enseignant, à cette date, est âgé d'au moins 60 ans.

Au lieu de la rente viagère, l'enseignant peut choisir de recevoir une rente viagère dont le paiement est garanti pendant une période de cinq, dix ou quinze années, une rente viagère dont le paiement se continue en faveur du conjoint survivant au moment du décès de l'enseignant ou une rente viagère dont le paiement de la moitié se continue en faveur du conjoint survivant au moment du décès de l'enseignant.

Pour avoir droit à ce crédit de rente, qui est entièrement à la charge du gouvernement, les enseignants auxquels s'applique le présent projet de loi et qui cotisent soit au Régime de retraite des enseignants, soit au Régime de retraite des fonctionnaires doivent opter pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et se prévaloir des facultés de rachat prévues aux articles 72 à 78 dudit régime. Ceux qui cotisent présentement au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics doivent également procéder au rachat conformément aux articles 72 à 78 avant d'obtenir le crédit de rente minimum de \$140 pour chaque année d'enseignement non compté pour fins de pension.

Dans l'un et l'autre des cas, l'enseignant est considéré, pour les fins du calcul des années à racheter en vertu desdits articles, avoir opté pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics le 1er juillet 1973. Les enseignants auxquels le projet de loi s'applique et dont la date effective de la retraite se situe entre le 1er juillet 1965 et le 30 juin 1973 et ceux qui ont obtenu une pension différée entre les dates précitées ne sont pas requis de procéder à l'achat d'un crédit de rente conformément aux articles 72 à 78 du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

Par ailleurs, le projet de loi prévoit la façon d'établir le montant qui pourra être versé à des enseignants laïcs et à des enseignants religieux sécularisés avant le 30 juin 1965 pour leur assurer le même traitement que le projet de loi confère aux enseignants religieux sécularisés après le 30 juin 1965.

Enfin, il est prévu que la Commission administrative du régime de retraite administrera la présente loi et que les paiements qu'elle effectuera seront puisés à même le fonds consolidé du revenu.

Le Président: Est-ce que cette motion de première lecture sera adoptée?

M. Levesque (Bonaventure): Adopté.

Le Secrétaire adjoint: Première lecture de ce projet de loi.

Le Président: Deuxième lecture, prochaine séance ou séance subséquente.

Présentation de projets de loi au nom des députés.

Période des questions orales.

M. le chef parlementaire de l'Opposition officielle.

QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

Programme de rétrocession des concessions forestières

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, ma question pourrait s'adresser au ministre des Richesses naturelles et des Terres et Forêts. En son absence, j'imagine que le ministre d'Etat au développement économique n'aurait pas objection à y répondre.

Le gouvernement antérieur, le gouvernement libéral, avait un programme de rétrocession des concessions forestières. Il s'agissait d'une qualification quant à une utilisation plus rationnelle de la ressource forestière. Dans une déclaration récente que l'on prête au ministre des Richesses naturelles et des Terres et Forêts, il semblerait que le Conseil des ministres, le Conseil du trésor ou le ministre des Finances, ou les trois à la fois auraient trouvé que la note de \$60 millions était assez onéreuse et que l'on ne pourrait procéder comme prévu, selon l'échéancier fixé, échéancier d'ailleurs que l'on trouvait assez lent lorsqu'on siégeait dans l'Opposition, où on attribuait cette lenteur à nos relations avec les multinationales.

A ce moment-ci, le ministre pourrait-il indiquer pourquoi avoir mis en veilleuse un programme comme celui-là?

Le Président: M. le ministre d'Etat au développement économique.

M. Landry: D'abord, puisque notre collègue fait allusion à ses relations, je voudrais lui dire qu'une des raisons pour lesquelles nous avons dû réfléchir beaucoup à ce programme, c'est que vos relations coûtaient cher, messieurs, et que certaines analyses de dossiers de rétrocession de concessions forestières qui nous faisaient dresser les cheveux sur la tête du temps que nous étions dans l'Opposition ne nous les ont pas fait rabattre depuis. Premier élément de la réponse.

Deuxièmement, le chef parlementaire du Parti libéral n'est pas sans savoir que depuis plusieurs mois, diverses équipes gouvernementales, au ministère de l'Industrie et du Commerce, au ministère des Terres et Forêts et dans mes propres services, après la réunion de commissions parlementaires, sont en train de mettre au point une politique intégrée concernant les pâtes et papiers et les approvisionnements en matières ligneuses. Cette politique touchera la question du coût d'approvisionnement en bois, le rééquipement des usines, les coûts de transport, la conservation de l'environnement, dans une politique intégrée. Ayant peut-être été un peu brutal dans le début de ma réponse, je veux cependant dire que l'analyse faite de la question des concessions par ceux qui nous ont précédés n'est pas abandonnée par nous.

Nous voulons atteindre des objectifs analogues, par des voies analogues qui ne seront pas exactement les mêmes et qui auront un impact plus global sur l'industrie fondamentale des pâtes et papiers.

(10 h 40)

Le Président: M. le chef parlementaire de l'Opposition officielle.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, nous venons d'être témoins d'une réponse réellement inqualifiable. Le ministre peut-il nous dire si, oui ou non, on a mis ce programme en veilleuse et pourquoi? N'est-il pas vrai que c'est à cause de la politique de l'amiante, à laquelle on va consacrer \$250 millions, qu'il n'y a plus d'argent, pour des programmes comme celui-là, programme qui touche des milliers et des milliers de travailleurs à travers le Québec?

Le Président: M. le ministre d'Etat au développement économique.

M. Landry: M. le Président, je pense que ma réponse au sens strict constituait justement une réponse qualifiée; elle n'était d'aucune manière inqualifiable. Quant à la façon dont le chef parlementaire des libéraux fait dévier la question dans sa question supplémentaire, elle est déraisonnable.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, je pense que je n'ai pas besoin d'établir de nouveau par un préambule le sérieux de la question. Mais on ne peut pas faire autrement qu'être outré du genre de réponses que l'on reçoit à une question aussi importante. Le ministre est-il conscient de l'importance de donner suite à un programme comme celui-là? Le ministre ne sait-il pas que, au cours de tout le débat sur la question de l'amiante, on a mis le ministre des Richesses naturelles devant le fait que nous ne croyions pas qu'en achetant une mine il pourrait développer l'industrie secondaire et que ce n'est pas nécessaire de passer par là? Aujourd'hui, le ministre...

Le Président: M. le chef parlementaire, de l'Opposition officielle je comprends, mais il ne

faudrait pas faire un débat sur la question. Je vous invite à formuler votre question!

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, s'il était ici ce matin, le ministre des Terres et Forêts serait le premier à admettre qu'il a fait de telles déclarations et que d'autres membres du cabinet ont dit qu'il fallait faire des choix...

M. Charron: Votre rappel à l'ordre ne semble pas avoir atteint le chef de l'Opposition!

M. Levesque (Bonaventure): N'est-il pas vrai — et je le demande au ministre d'Etat au développement économique — qu'il y a eu des choix à faire et qu'on a sacrifié le programme de rétrocession des concessions forestières, au moins pour un temps, justement parce qu'il y avait des choix à faire et qu'on a privilégié la politique de l'amiante, que nous avons dénoncée dans cette Chambre?

Le Président: M. le ministre d'Etat au développement économique.

M. Landry: Il en est des analogies comme de la soupe, M. le Président. Il ne faut pas mettre trop d'eau dedans! Déjà, le gouvernement précédent, probablement procédant des mêmes analyses que nous, avait réduit — vous admettez cela — le rythme de ce programme. Secondement, quant à vouloir faire des arbitrages entre un programme de \$60 millions échelonné sur un certain nombre d'années et le budget du Québec qui dépasse les \$11 milliards, c'est proprement aberrant, il me semble. Il y a des arbitrages cruels!

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, si c'est aberrant, je demande au ministre de se renseigner auprès de son collègue. Ce sont de telles...

Le Président: A l'ordre!

M. le chef parlementaire de l'Opposition officielle.

M. Landry: Effectivement, certains arbitrages sont difficiles à faire portant sur des grandes masses au cours d'un exercice, comme le montant qui nous est retenu à Ottawa présentement. Mais \$60 millions, sur plusieurs années, sur la masse budgétaire que nous avons, je pense que c'est faire une erreur grave d'analyse d'aller prétendre que le gouvernement a tranché pour cette raison.

Le Président: M. le député de Gatineau.

Subvention à la société Tricofil

M. Gratton: M. le Président, au cours de la période des questions hier, on nous a confirmé que la semaine dernière le cabinet, après avoir rejeté la demande de subvention de Tricofil, a accepté de reconsidérer le dossier à la demande du ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières. J'aimerais demander au

ministre des Finances ce matin de nous confirmer d'abord qu'il était présent à ces deux occasions. J'aimerais surtout qu'il nous confirme ce que nous souhaitons tous être le cas, c'est-à-dire qu'il était parmi ceux qui s'opposaient au versement de cette subvention à la première occasion. Finalement, j'aimerais demander au ministre des Finances de nous dire quels arguments, outre la menace de démission du ministre des Consommateurs, ont réussi à le convaincre d'accéder à cette demande de verser une subvention de \$1 147 000 à Tricofil.

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): Si je peux me permettre...

Des Voix: Ah!

M. Levesque (Bonaventure): La transparence!

M. Lévesque (Taillon): Le Conseil des ministres n'est pas particulièrement l'endroit à partir duquel on doit permettre à qui que ce soit, y compris le député de Gatineau, de "cancaner" à volonté. Qu'il y ait des discussions, qu'il y ait des divergences, qu'il y ait parfois des affrontements au caucus du parti ministériel, c'est le lot normal de tout gouvernement, de tout parti qui n'est pas précisément fait de robots. Là-dessus, tout spécialement en ce qui concerne les discussions qui peuvent avoir lieu au Conseil des ministres — il y a un serment d'office là-dessus et il y a aussi une certaine éthique — et les conversations que votre serviteur, M. le Président, peut avoir avec ses collègues, il n'y aura aucune précision qui puisse entretenir les rumeurs et encore moins les cancans.

M. Gratton: M. le Président, je dirai tout simplement au premier ministre qu'il ne s'agit pas d'un cancan. Il était absent hier à la période des questions au moment où on a confirmé cette chose.

Le Président: M. le député de Gatineau, formulez votre question s'il vous plaît.

M. Gratton: A moins que le premier ministre n'empêche le ministre des Finances de donner une réponse à mes questions, essentiellement, je veux savoir quels sont les arguments, outre la démission du ministre des Consommateurs, qui ont fait que le ministre accepte que le gouvernement verse cette subvention de \$1 147 000 à Tricofil, après que le cabinet en eut déjà décidé autrement la veille?

Le Président: M. le ministre des Finances.

M. Parizeau: M. le Président, je n'ai rien à ajouter à ce que le premier ministre vient de dire à ce sujet.

M. Marchand: La transparence.

Le Président: M. le député de Bellechasse.

M. Goulet: Toujours sur le même sujet, M. le Président, je voudrais savoir de la part de l'honorable premier ministre sur quel principe fondamental s'appuie son gouvernement pour identifier ses priorités quand il s'agit de verser des subventions pour venir en aide au secteur mou, soit le vêtement, la chaussure ou le meuble. Si vous me le permettez, M. le Président, je citerai au premier ministre un cas concret, pour donner un exemple. Dernièrement, à Saint-Emile, en banlieue de Québec, une manufacture de chaussures a dû fermer ses portes, où il y avait 275 emplois, pour exactement les mêmes problèmes que Tricofil. Pourquoi une somme de \$1 200 000 a-t-elle été versée pour 90 emplois plutôt que quelques milliers de dollars ont été versés, ici à Québec, pour 275 emplois, à peu près dans le même domaine et pour les mêmes conditions?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): Sauf erreur, je crois qu'il a été question du cas de Saint-Emile, la semaine dernière. Est-ce que je me trompe?

M. Goulet: Vous voulez dire en Chambre?

M. Lévesque (Taillon): Oui.

M. Goulet: C'est possible, M. le Président, mais je ne m'en souviens pas.

M. Lévesque (Bonaventure): C'était BVD, à Saint-Romuald.

M. Lévesque (Taillon): Ah bon! D'accord.

M. Lévesque (Bonaventure): Il y a plusieurs mises à pied un peu partout et à un moment donné...

Le Président: A l'ordre!

M. Lévesque (Taillon): Malheureusement, c'est vrai qu'il y a des mises à pied. Si le député me le permet, je vérifierai le cas de Saint-Emile. Je n'ai pas le dossier. Je ne peux pas faire d'analogie, pour reprendre la formule qui a été appliquée au chef de l'Opposition. Je dirai simplement ceci. Dans le cas de Tricofil, à la demande expresse de quelques ministres, dont, en premier lieu, effectivement, le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, on a révisé douloureusement, après trois ou quatre séances pendant lesquelles tout cela était venu en discussion, l'attitude du gouvernement en ce qui concerne Tricofil. C'est vrai. C'est un des dossiers, dans un sens, des plus laborieux parce qu'il y a un élément social, il y a un élément économique qui...

M. Lévesque (Bonaventure): ... politique.

M. Lavoie: Politique.

M. Lévesque (Bonaventure): Péquiste.

M. Lévesque (Taillon): ... est aléatoire. Oui, il y a également un contenu politique qui, je crois...

M. Gratton: ... relativement important.

M. Lévesque (Taillon): ... rejoint la dimension sociale du dossier dont, je crois, nos amis d'en face se souviennent. Ils y ont goûté eux aussi. Cela étant dit, pour répondre au député le mieux possible, il y a des critères de soutien de l'emploi ou de stimulation de l'emploi qui se trouvent dans le programme officiellement baptisé "programme de stimulation de l'emploi" qui est en marche depuis l'automne dernier. Il comporte un volet spécifiquement destiné à ces entreprises et qui marche très bien, d'après les rapports qu'on nous en fait. Le cas de Tricofil est un cas spécial qui est revenu plutôt du côté d'un autre aspect de ces programmes, qui est la création d'emplois communautaires, dirigés par le ministre d'Etat au développement social. On ne peut pas nier que cela ait une dimension communautaire. La preuve en est que, avant d'accepter la dernière subvention — celle de la semaine dernière — il a été exigé, du milieu de la communauté — il n'y a rien qui rejoint plus directement l'adjectif qui sert d'identification au programme du ministre d'Etat au développement social — du milieu des travailleurs eux-mêmes et du milieu ambiant, y compris la caisse populaire et certaines autres instances qu'on n'a pas à mentionner tout de suite puisque ce n'est pas tout à fait complété. Mais il a été exigé une participation additionnelle — pas uniquement des fonds publics — venant de ce milieu, de l'ordre de \$250 000 qui sera probablement dépassé. Autrement dit, s'ils y mettent du leur, le gouvernement a conclu que, atteignant maintenant un total d'environ \$2 millions, pour maintenir ces emplois et l'expérience que cela représente, cela méritait d'être reconsidéré. Ce sont, en très bref, les critères qui ont servi.
(10 h 50)

M. Goulet: Question additionnelle, M. le Président.

Le Président: M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: M. le Président, sous prétexte des mêmes critères, est-ce que le premier ministre lui-même accepterait d'engager des discussions très viriles avec les membres du cabinet dans le but de rétablir les 400 emplois perdus à Beaufil, à Louiseville, et les 190 emplois de Grand-Mère Mills et de Dyerite justement à Grand-Mère, qui exigeraient exactement la moitié de ces sommes pour tâcher de sauver tout près de 600 emplois, comparativement à 103 à Tricofil?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, je suis obligé de faire la même réponse que j'ai faite tout

à l'heure en ce qui concernait Saint-Emile. Si on nous envoie les dossiers ou qu'on nous les fait... Que nos collègues des secteurs économiques puissent étudier les dossiers, qu'on voie si cela correspond aux critères qui ont servi dans le cas de Tricofil, des critères qui rejoignent d'ailleurs ceux qui ont servi sous nos amis d'en face, dans le cas de Cabano, dans le cas, sauf erreur, de Samoco, etc., mais on ne peut pas non plus transformer tout le Québec en laboratoire.

Le Président: A l'ordre s'il vous plaît! M. le député de Maskinongé, je vous rappelle à l'ordre.
M. le député de Gatineau.

M. Gratton: M. le Président, une dernière question au premier ministre. Le premier ministre est-il conscient qu'en refusant au ministre des Finances de nous confirmer ce que nous soupçonnons, en tout cas ce que nous souhaitons de tout coeur, que, lui, en tant que ministre des Finances était contre le versement de subventions, il affecte ainsi la crédibilité du ministre des Finances auprès des gens sérieux au Québec?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, je n'en ferai pas une question de privilège, cela n'en vaut même pas la peine. Je répéterai ce que j'ai dit tout à l'heure et ce que le député de Gatineau pourrait vérifier avec ses propres collègues de l'ex-gouvernement; c'est que du "cancanage" sur les attitudes qui peuvent être prises ou ne pas être prises dans un Conseil des ministres. Cela peut peut-être amuser la galerie, mais chose certaine c'est que cela ne fait pas partie des considérations qu'on doit retenir, il me semble en tout cas, dans un Parlement qui se respecte.

M. Marchand: Des canettes.

M. Picotte: Ce n'est pas du "cancanage", c'est du chantage!

Le Président: M. le député de Bellechasse.

M. Goulet: M. le Président, je ne veux pas être agressif envers le premier ministre et je veux le remercier pour la réponse qu'il m'a donnée sur Saint-Emile, apparemment on devrait avoir une réponse prochainement.

Je voudrais demander si ce n'était pas... Il vient de partir, M. le Président, ma question s'adressait au député de Chauveau et ministre des Communications. Peut-on compter sur lui, au Cabinet des ministres, pour défendre l'usine de 275 emplois et si cela va jusqu'à offrir sa démission lui aussi?

Le Président: M. le ministre d'Etat au développement économique.

M. Landry: M. le Président, je pense que le ministre mentionné par le député de Bellechasse a

fait son devoir de deux manières et ce n'est pas fini.

La première, c'est qu'il nous a effectivement saisi du dossier et la deuxième, il a pris sur lui d'organiser — ce sont des nouvelles qui plairont sans doute au député de Bellechasse — une rencontre à laquelle il a lui-même participé, où j'ai été présent avec les promoteurs de la firme, trois membres d'une même famille, leur comptable, leur banquier, un vice-président de la Société de développement industriel, un certain nombre d'autres observateurs, les inévitables avocats évidemment. La rencontre a duré au-delà d'une heure et nous avons pu constater, d'abord, la détermination des promoteurs et leur habileté dans l'exploitation de l'usine; le fait que le carnet de commandes était bon; que les perspectives d'avenir de la firme étaient bonnes, mais que sa situation financière était parfaitement déplorable. Il a été convenu que banquiers, SDI et promoteurs s'acharneraient à trouver une formule de restructuration financière qui impliquera peut-être aussi une restructuration corporative. Mais, pour résumer ma pensée, il y a suffisamment de facteurs positifs dans ce dossier pour que nous ayons d'excellents espoirs de sauver l'affaire par des moyens usuels.

Le Président: Question principale, M. le chef de l'Union Nationale.

Répercussions des arrêts de travail sur la Côte-Nord

M. Biron: Ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Sur la Côte-Nord on dit: Quand le fer va, tout va! Mais, actuellement, le fer ne va pas sur la Côte-Nord; on entre, actuellement, dans la 90^{ième} journée d'un conflit qui touche à peu près 10 000 emplois directs et possiblement 10 000 autres emplois indirects, et des centaines et des centaines de millions de dollars d'activités économiques.

Comme on a publié des comptes économiques pour le Québec, est-ce qu'au ministère de l'Industrie et du Commerce on a fait des études sur les implications des retombées économiques de ces grèves ou de ces lock-out sur la Côte-Nord? Est-ce qu'on a compilé des chiffres précis sur le coût pour le Québec de ces grèves ou de ces lock-out sur la Côte-Nord dans l'industrie du fer, surtout après la 90^e journée? Si oui, quels sont ces chiffres précis? Quelles sont les implications? Sinon, qu'est-ce qu'on attend au ministère de l'Industrie et du Commerce pour faire quelque chose?

Le Président: M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Tremblay: M. le Président, il n'est pas de tradition pour le ministère de l'Industrie et du Commerce de s'impliquer dans des conflits de travail. Il est évident que nous sommes impliqués indirectement dans ce conflit par le fait que SIDBEC a une filiale, qui s'appelle SIDBEC-Normi-

nes. qui est elle-même touchée par le conflit de travail, de sorte que, M. le Président, la question du chef de l'Union Nationale est une question oiseuse. Il ne voudrait pas que chaque ministère fasse le travail des parties en cause dans un conflit et a fortiori applique les lois qui relèvent du ministère du Travail.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: Question additionnelle, M. le Président. Je ferai comprendre, j'essaierai en tout cas de faire comprendre au ministre de l'Industrie et du Commerce qu'il y a 20 000 employés sur la Côte-Nord qui trouvent que mes questions ne sont pas des questions oiseuses et qui voudraient que le ministère de l'Industrie et du Commerce fasse quelque chose, que le ministre s'ôte les deux doigts de la même place.

M. Tremblay: Présenter un projet de loi et abolir les grèves...

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît

M. Biron: Je voudrais savoir du ministre de l'Industrie et du Commerce s'il a fait des études, si au moins il s'est occupé du dossier, s'il s'est préoccupé des 20 000 emplois suscités par les activités économiques de la Côte-Nord et si, comme on a fait des études sur les activités économiques ou sur les comptes économiques du Québec, il a véritablement fait quelque chose. Est-ce que c'est exact qu'à la Québec Cartier Mining on a un contrat pour 15 millions de tonnes sur trois ans pour du minerai de fer, qui impliquerait un chiffre de vente d'environ \$500 millions, contrat qui serait en danger d'être annulé si le conflit ne se règle pas prochainement?

Le Président: M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Tremblay: M. le Président, le genre de question que pose le chef de l'Union Nationale, c'est un peu la question: Depuis quand avez-vous cessé de battre votre femme? Il sait bien que ce n'est pas la responsabilité du ministre de l'Industrie et du Commerce de se préoccuper des solutions aux conflits de travail. S'il est contre la négociation collective, s'il est contre les grèves, qu'il propose un bill privé et on en discutera.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: M. le Président...

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale, M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre souhaiterait répondre à votre question.

M. Johnson: M. le Président, permettez que j'apporte un complément de réponse à celle de mon collègue. M. le Président, le chef de l'Union Nationale s'adonne en ce moment à des truismes

qui m'inquiètent un peu. Il est très clair que les conséquences de la grève de l'Iron Ore et de l'ensemble des mines de la Côte-Nord sont déplorables. Je voudrais juste être sûr que le chef de l'Union Nationale est bien conscient que nous sommes conscients que c'est déplorable.

M. Biron: M. le ministre de l'Industrie et du Commerce n'est pas conscient de cela.

M. Johnson: Mais quantifier le "déplorement", c'est une chose, il me semble, qui ne relève du ministère de l'Industrie et du Commerce. On est parfaitement conscient des ennuis que cela cause à la population. C'est pour cela qu'on met l'énergie qu'on peut en ce moment — et toute l'énergie qu'on peut — pour faire en sorte que les parties se rapprochent. Mais l'entêtement réciproque des parties et peut-être un certain niveau d'inconscience de la part des employeurs comme des syndicats, dans les circonstances actuelles sur la Côte-Nord, font que c'est la population, au bout de la ligne, qui paie également, et que cela peut avoir des conséquences à moyen terme pour certaines des industries. On en est très conscient. Maintenant, entre cela et le quantifier, il y a des "mosus" de limites.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: Ma question additionnelle s'adresse au ministre du Travail. Je me souviens qu'il y a une dizaine de jours, le ministre du Travail nous a parlé d'un glissement social probable sur la Côte-Nord. Ce n'est pas une question de quantifier exactement ce qu'il y a, c'est une question de s'occuper des conflits, et ce n'est pas un conflit ordinaire sur la Côte-Nord. Cela devient maintenant un conflit social. Ce n'est pas juste un conflit économique entre une entreprise et les travailleurs. Je voudrais savoir du ministre du Travail s'il a l'intention de nommer prochainement un médiateur spécial dans ce conflit puisque, il y a une dizaine de jours, il nous a dit qu'il envisageait possiblement d'autres genres d'interventions que celles qui ont été faites par le ministère du Travail jusqu'à aujourd'hui, et s'il veut faire le point au complet sur ce conflit, sur la position des entreprises de même que celle des travailleurs.

Le Président: M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Johnson: M. le Président, le sous-ministre du Travail, à ma demande, a rencontré le président des Métallos. M. Jean Gérin-Lajoie à la fin de semaine dernière, alors que celui-ci revenait de la Côte-Nord. Il a également et il aura sans doute des contacts avec les représentants des parties patronales.

(11 heures)

Je sais qu'à compter de dimanche dernier, si je me souviens bien, et au cours de la semaine, il doit y avoir des consultations qui devraient normalement donner lieu à un ensemble de votes secrets

par les salariés des douze unités accréditées qui sont impliqués et que c'est à partir de là qu'on construira une intervention, si c'est nécessaire.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud.

Aide gouvernementale à l'habitation

M. Roy: Merci, M. le Président. J'aurais une question à poser au ministre des Affaires municipales. Suite à une question qui a été posée le 18 mai dernier — si ma mémoire est bonne, je pense que c'est par le chef de l'Union Nationale — le ministre avait répondu que, dans les programmes touchant l'habitation, le Québec aurait son mot à dire et que Québec aurait un droit de regard prépondérant.

J'aimerais demander au ministre s'il est exact que, dans les ententes qui sont intervenues entre le fédéral et le provincial pour ce qui touche le programme PAREL, le gouvernement du Québec aurait laissé le gouvernement fédéral entièrement libre de transiger directement avec les municipalités rurales du Québec.

Le Président: M. le ministre des Affaires municipales.

M. Tardif: M. le Président, la réponse à la question du député de Lotbinière, je crois, la semaine dernière avait trait aux nouvelles ententes à négocier avec la Société centrale d'hypothèques et de logement et non pas au programme PAREL comme tel, lequel a été, en effet, étendu à l'ensemble des municipalités du Québec qui voulaient se prévaloir de ses dispositions.

Le fait est que le programme PAREL s'adresse comme tel aux consommateurs directement, c'est-à-dire aux propriétaires de maisons, qu'ils les occupent eux-mêmes ou qu'ils les donnent à bail, qui peuvent recevoir, d'une part, des subventions pouvant aller jusqu'à \$3250 du gouvernement fédéral et emprunter un certain montant de la Société d'habitation et de la municipalité.

Ceci n'était opérationnel qu'à l'intérieur des zones désignées par les provinces. Jusqu'à maintenant, seul le milieu urbain, des municipalités régies surtout par la Loi des cités et villes, était admissible à cela. Nous n'avons fait qu'étendre l'application du programme PAREL ou la possibilité pour les propriétaires de maisons situées dans les zones rurales de se prévaloir de ce programme fédéral. A partir du moment où nous payons des impôts à ce gouvernement, nous avons le droit d'aller chercher tout ce que nous pouvons aller y chercher.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud.

M. Roy: Je comprends bien qu'aller chercher tout ce qui nous revient c'est une chose, mais il y a une question de principe. C'est pourquoi je demande au ministre s'il est exact que le gouvernement du Québec a donné le feu vert au gouvernement fédéral pour qu'il transige directement

avec les intéressés. J'ai ici une lettre signée par un M. Germain Mathieu de la Société centrale d'hypothèques et de logement et j'en cite un paragraphe: "Nous pouvons vous confirmer qu'il y a eu un accord avec la province et, de plus, cette entente a été sanctionnée par un arrêté en conseil fédéral. La copie de l'accord comme telle n'est pas encore disponible, mais il nous laisse entièrement libres d'opérer directement avec toutes les municipalités rurales".

Dans les circulaires qui ont été émises par le gouvernement fédéral, il est dit ceci: "D'où vient l'argent? Les prêts et subventions prévus par ce programme sont offerts par la Société centrale d'hypothèques et de logement, au mon du gouvernement fédéral". Je veux savoir, M. le Président — c'est une question qui est bien importante, une question de principe — s'il est vrai ou faux que le gouvernement du Québec a donné le feu vert au gouvernement fédéral de transiger directement.

Le Président: M. le ministre des Affaires municipales.

M. Tardif: M. le Président, il ne s'agit pas d'autoriser des tractations entre les municipalités et le gouvernement fédéral. Le programme PAREL, le programme d'aide à la rénovation de logements, s'adresse aux particuliers. Présentement, n'importe qui, le député de Beauce-Sud y compris, peut s'adresser à la Société centrale d'hypothèques et de logement pour avoir un prêt hypothécaire sur une maison neuve qu'il voudrait acheter, par exemple. S'il vivait en milieu urbain, il pourrait faire un emprunt également pour rénover sa maison à lui et, alors, il n'aurait pas de permission à demander ni à la municipalité, ni au gouvernement du Québec pour ce faire; il s'adresserait à la Société centrale d'hypothèques et de logement comme un prêteur hypothécaire.

Ce qui a été conclu avec le gouvernement fédéral, c'est la possibilité que ces prêts, qui sont disponibles et avec un certain rabatement qui permet une subvention, puissent également être accessibles aux propriétaires qui ne vivent pas en milieu urbain, mais aussi bien en milieu rural. Ce n'est donc pas une relation entre Ottawa et les municipalités. Ce qui a été fait était pour permettre à tout citoyen du Québec, où qu'il demeure, de se prévaloir de prêts pour des fins de rénovation. Point.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud.

M. Roy: Ma dernière question additionnelle. Je ne parle pas du programme comme tel et le fait que les citoyens ont pu en retirer un bénéfice; nous savons cela. Ce que je demande, c'est d'abord si le ministre est au courant de la façon dont le gouvernement fédéral a lancé le programme au Québec, si le ministre a pris connaissance de cette propagande, cette publicité qu'on fait en ce sens que le gouvernement du Québec aurait donné son accord pour qu'on transige directement avec les municipalités rurales. Les termes ne

viennent pas de moi, ils viennent de la Société centrale d'hypothèques et de logement.

En dernier lieu, j'aimerais demander au ministre s'il n'est pas en mesure de nous dire si le Québec a donné le feu vert, et s'il est prêt à déposer cette entente ici devant l'Assemblée nationale.

Le Président: M. le ministre des Affaires municipales.

M. Tardif: M. le Président, si la publicité que colporte la Société centrale d'hypothèques et de logement dans ce cas-là est telle qu'indiquée par le député de Beauce-Sud, je voudrais bien la voir et y voir. Le fait est, encore une fois, que le Québec a effectivement élargi les territoires admissibles — enfin, les citoyens qui pouvaient être admissibles — à ces subventions, peu importe leur lieu de résidence, qu'il s'agisse de municipalités rurales ou urbaines. Un point, c'est tout. Je pourrai très certainement déposer mes documents en conséquence et, encore une fois, j'aimerais que le député de Beauce-Sud veuille bien me remettre copie de la documentation afin que je puisse confronter avec les termes mêmes de l'entente intervenue.

Le Président: M. le député de D'Arcy McGee.

Assainissement des eaux de l'île de Montréal

M. Goldbloom: M. le Président, ma question s'adresse au ministre délégué à l'environnement. Le journal *Le Devoir*, il y a quelques jours, a rapporté les propos du ministre au sujet de l'assainissement de la rivière du Nord, et je cite quelques lignes de ce que *Le Devoir* a écrit: "Cela fait partie de la nouvelle philosophie de mes services. Nous voulons dépenser notre argent là où cela sera le plus utile, où les résultats seront les plus visibles et où on pourra récupérer le plus grand nombre d'usages différents. C'est beaucoup plus rentable que de dépenser des milliards à Montréal sans que personne ne voie vraiment de différence. Le public en veut pour son argent."

Ma question, M. le Président, est la suivante: Le ministre a-t-il été mal cité, nonobstant le fait que ce que je viens de lire est mis entre guillemets, ou le ministre a-t-il effectivement confirmé qu'il n'existe pas actuellement de calendrier valable et ferme pour l'assainissement des eaux usées de l'île de Montréal?

Le Président: M. le ministre délégué à l'environnement.

M. Léger: M. le Président, le député de D'Arcy McGee pourrait interpréter ce qui est inclus dans l'article. En gros, l'article est clair et ferme dans la direction que nous avons donnée au programme d'assainissement. L'échéancier clair et ferme pour la grande région de Montréal a déjà été établi. Nous avons déjà dit que l'intercepteur nord de l'île

de Montréal, pour une somme totale de \$433 millions, est déjà en voie de réalisation. Nous n'avons pas à ce jour déterminé les détails précis pour les intercepteurs sud parce que, pour le moment, nous allons immédiatement faire de l'assainissement dans les bassins autour de Montréal où il y aura exactement et immédiatement, dans les quelques années, un retour aux usages que nous avons perdus depuis bien longtemps.

Le Président: M. le député de D'Arcy McGee. (11 h 10)

M. Goldbloom: M. le Président, je suis obligé de demander au ministre — lui qui s'est toujours plaint que, tous les égouts de l'île passent par son comté situé à l'extrémité est de l'île de Montréal etc. — Qu'a-t-il voulu dire par ce que je viens de citer: "C'est beaucoup plus rentable que de dépenser des milliards à Montréal sans que personne ne voie vraiment de différence." Est-ce que l'on va, oui ou non, dépenser des milliards à Montréal. Que veut-il dire par ne pas en dépenser parce que personne ne verrait la différence?

Le Président: M. le ministre.

M. Léger: M. le Président, le député sait fort bien que la pollution qui existe dans le fleuve Saint-Laurent vient spécialement de la région de l'Outaouais et des Grands Lacs. Si on ne l'enlevait pas, si on ne faisait pas un travail d'épuration en amont des cours d'eau qui coulent vers Montréal, si on ne le faisait pas, même si on épurait ou si on interceptait tous les égouts de l'île de Montréal, cela ne rendrait pas le fleuve aux citoyens et...

M. Landry: Si ce n'est pas en amont, on ne peut pas dépolluer Laval!

M. Léger: Voilà et nécessairement il va falloir que nous fassions l'épuration des cours d'eau en amont, avant de mettre de l'argent et épurer pas nécessairement à Laval, mais épurer les égouts provenant de l'île de Montréal, de l'intercepteur sud. Autrement, le député sait fort bien que, si on interceptait tous les égouts immédiatement sur l'île de Montréal, cela ne permettrait que de déverser de l'eau un peu plus propre dans de l'eau sale; un peu comme si on déversait de l'eau propre dans de l'eau de vaisselle sale, cela ne ferait qu'un peu plus d'eau de vaisselle moins sale.

M. Goldbloom: M. le Président, est-ce que celui qui vient de répondre est le même qui a crié toujours au scandale parce que Montréal déversait à chaque jour des centaines de millions de gallons d'eaux usées dans le Saint-Laurent? C'est le même qui criait au scandale et pour qui, aujourd'hui, cela ne vaut pas la peine d'agir avant que les autres ne fassent leur travail? C'est très intéressant comme réponse, M. le Président, je remercie le ministre.

M. Léger: Je veux simplement dire au député que, comme il y a des priorités au niveau du finan-

cernent, il faut nécessairement, contrairement à ce que le député faisait lorsqu'il était ministre, commencer par le commencement.

M. Picotte: Cela a commencé avec vous autres, les priorités.

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

Convocation des journalistes à propos du livre blanc sur la politique québécoise de développement culturel

M. Ciaccia: J'aurais une question à poser au ministre d'Etat au développement culturel qui se trouve juste en arrière de vous, je pourrais attendre un instant qu'il retourne à son siège.

Le Président: M. le ministre d'Etat au développement culturel est déjà là.

M. Ciaccia: Merci. M. le Président, ce matin, les journalistes ont été convoqués, je crois, à six heures, dans le salon rouge, pour prendre connaissance du document, du livre blanc que vous avez déposé aujourd'hui. Est-ce que le ministre pourrait expliquer pourquoi seulement les représentants du service anglais de la Presse canadienne étaient présents à cette rencontre? Est-ce que le représentant du service français de la Presse canadienne aurait reçu ce document avant aujourd'hui, malgré la promesse du ministre de ne pas laisser distribuer ce document avant aujourd'hui?

Le Président: M. le ministre d'Etat au développement culturel.

M. Laurin: M. le Président, j'ai déjà répondu brièvement à la question et je répète, les documents ont été livrés en même temps à tous les journalistes. Tous les journalistes ont été convoqués, pour la même heure, à six heures du matin, mais la presse anglophone était probablement plus pressée de prendre connaissance du document que la presse francophone puisque les journalistes francophones sont arrivés légèrement en retard sur les autres.

M. Ciaccia: M. le Président, ce n'est pas une question que les représentants sont arrivés en retard. Apparemment le représentant de la Presse canadienne n'était pas là ce matin. Est-ce que le ministre peut nous affirmer qu'il n'a laissé distribuer ce document à aucun autre parti avant ce matin?

Le Président: M. le ministre d'Etat au développement culturel.

M. Laurin: Je l'affirme pour la troisième fois, M. le Président.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale, une brève question, parce que M. le premier ministre m'a informé qu'il voulait

répondre à une question qui a été posée antérieurement.

M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

Négociations au journal Le Soleil

M. Bellemare: M. le Président, cela va être très court, c'est que le soleil brille, mais n'éclaire pas grand monde. Et je serais désireux, M. le Président, après la déclaration qu'a faite ces jours derniers le ministre du Travail, d'en connaître les résultats pratiques.

M. Johnson: Sur le Soleil?

M. Bellemare: Sur le Soleil.

M. Johnson: Oui, avec plaisir.

Le Président: M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Johnson: M. le Président, les choses, je pense, objectivement, vont bon train. D'ailleurs, mon collègue, le député de Joliette-Montcalm, et mon collègue, le député de Sainte-Marie, ont participé et ont offert leurs bons offices. On connaît leur expérience dans le domaine de la négociation. Ils ont rencontré, à plusieurs reprises, les représentants des deux syndicats, des journalistes et des employés de soutien, et je sais qu'ils ont eu l'occasion également de communiquer avec l'employeur, dans certains cas. On m'assure que le travail va bon train et on espère que d'ici quelques heures ou enfin quelques jours, d'ici la fin de la semaine sûrement, dans le cas des journalistes en tout cas, on aura affaire à un ensemble complet et accepté, au moins au niveau de l'exécutif syndical. Dans le cas des employés de soutien il y a des problèmes, encore quelques-uns, mais cela progresse considérablement.

M. Bellemare: Est-ce que — c'est ma dernière question supplémentaire — il est vrai que la menace de fermeture qui a été annoncée par le président il y a quelques mois serait renouvelée d'ici quelques jours?

Le Président: M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Johnson: Je n'en sais rien.

Le Président: J'invite maintenant M. le premier ministre à répondre à une question qui a été formulée antérieurement, je ne me souviens plus par quel député.

Tests de français à l'éducation des adultes

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, c'est un complément d'information que j'avais promis la semaine dernière. Ce n'est pas un événement historique, mais enfin! On se souviendra peut-être

que le député de Gatineau a bien voulu aimablement attirer mon attention, jeudi, sur le fait qu'un texte extrait d'un ouvrage à succès, "Le panier de crabes", de M. le député de Saint-Jean, Jérôme Proulx, pour ne pas le nommer, ouvrage publié en 1972 et contenant un portrait plutôt dithyrambique de votre serviteur, était utilisé comme une base d'examen par l'éducation des adultes. Le député de Gatineau a vu là la preuve — et je cite: "... d'une propagande péquiste absolument indécente". Je dois dire que je n'aurais peut-être pas été jusqu'au bout de l'information si je n'avais pas vu également, avec le même titre, un petit communiqué de l'Opposition officielle, intitulé "La propagande péquiste agit maintenant jusqu'aux examens du ministère de l'Éducation", qui a fait son petit tour de presse, comme on sait.

Pour ce qui est...

M. Lavoie: ... ce n'est pas permis.

M. Lévesque (Taillon): Mais non. Ce n'est pas cela. C'est que...

M. Lavoie: Il faudrait faire disparaître l'Opposition!

M. Lamontagne: On va abolir nos communiqués, on vous le promet. C'est achalandant l'Opposition!

Le Président: A l'ordre!

M. Lévesque (Taillon): L'Opposition était franchement mal renseignée. Parce que, renseignements pris et appuyés par une lettre dont je vais déposer copie, M. le Président, si on me le permet, renseignements pris au ministère de l'Éducation, à la Direction générale de l'éducation des adultes, le directeur-général, M. Pelletier, écrit ce qui suit au sous-ministre, M. Pierre Martin: "Pour faire suite à l'incident qui a eu lieu à la session de la Chambre le jeudi 1er juin et au cours de laquelle on a relevé que dans un examen de français, langue maternelle, préparé par la Direction générale de l'éducation des adultes, on avait utilisé un texte qui met en évidence le premier ministre actuel, voici des éléments de réponse: Premièrement, le document qu'on cite fait partie d'une série de tests qu'on fait subir aux étudiants en français, langue maternelle, afin d'évaluer la capacité d'un étudiant à déceler les éléments d'un portrait moral. Deuxièmement, ce test fait partie d'un groupe de quelque cent textes qui ont été élaborés en 1974 par des groupes..."

M. Lavoie: C'est de l'infiltration péquiste quand même! Cela ne change rien.

M. Lévesque (Taillon): "... de professeurs ou de spécialistes de français, à la demande de la DGEA".

Une Voix: Des spécialistes.

M. Lévesque (Taillon): "Il n'a donc pu être influencé, de quelque façon que ce soit, par le parti au pouvoir. Troisièmement, les rédacteurs de

ce test avaient reçu entre autres directives de demeurer neutres au niveau du choix des stimuli devant servir à la rédaction des items, etc.

En conséquence, — et il a fallu quand même attendre que quelqu'un s'en occupe; je remercie le député de Gatineau d'avoir attiré notre attention là-dessus — nous retirons immédiatement ce texte, qui était là depuis 1974, de notre série d'examens de français et nous procédons à la vérification complète de nos documents afin de voir s'il ne se serait pas glissé d'autres erreurs de ce genre". On ne sait jamais, il y a peut-être du Bourassa-Québec! Maintenant, si je ne m'abuse, en 1974, le ministère de l'Éducation était dirigé par des collègues de nos amis d'en face. Alors, il me semble que l'accusation de propagande péquiste indécente qui a fait son petit tour de presse...
(11 h 20)

M. Lavoie: Infiltration.

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lévesque (Taillon): ... était, honnêtement, tout simplement du charriage et du manque d'information que le député de Gatineau aurait pu obtenir de ses propres collègues.

M. Lévesque (Bonaventure): Merci.

M. Proulx: Je regrette qu'on enlève mon texte dans les examens, mais, dans le même volume, j'ai fait un portrait de M. Trudeau et de M. Bourassa. On aurait pu s'en servir aussi.

Le Président: Fin de la période des questions.

Motions non annoncées.

Enregistrement des noms sur les votes en suspens.

M. le leader parlementaire du gouvernement, nous en sommes aux avis à la Chambre.

Travaux parlementaires

M. Charron: M. le Président, nous allons occuper notre journée, ici en Chambre, au projet de loi présenté par le ministre des Affaires municipales. Il s'agit du projet de loi no 44. Dès que nous aurons disposé de la motion d'amendement présentée par le député de D'Arcy McGee, nous achèverons le débat en deuxième lecture. Par la suite, nous procéderons à l'étude article par article de ce projet de loi jusque dans la soirée, ici même dans cette Assemblée. Ce sera en commission plénière. Pendant ce temps, M. le Président, je fais motion pour que se poursuive, ce matin et cet après-midi, à la salle 81-A, l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce, que ce soir, à la salle 81-A, les crédits de l'énergie soient étudiés de 20 heures à 24 heures et qu'à la salle 91-A, toute la journée, se poursuive l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

Le Président: Est-ce que cette motion sera adoptée?

M. Lavoie: M. le Président, avant de demander un vote enregistré, pour l'information de nos collègues, suite à la rencontre que nous avons eue hier, je vous réitère publiquement ma demande: A quel moment entendez-vous faire siéger la commission permanente de la présidence du conseil pour tenter de terminer, avant le 23, l'étude de la loi no 92?

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: Je remercie le leader de l'Opposition de me donner l'occasion d'apporter cette précision pour tous les membres. M. le Président, comme chacun le sait, demain est la journée du Conseil des ministres. Pour éviter de tomber encore une fois dans ce que nous a reproché l'Opposition la semaine dernière, l'absence forcée des ministres pendant cette séance du conseil en Chambre, la Chambre ne siégera pas demain. Après la période des questions, il y aura trois commissions parlementaires toute la journée, dont celle que réclame le leader de l'Opposition officielle. Celle-ci siégera donc demain toute la journée en trois séances, jeudi après-midi, jeudi soir et vendredi en trois séances également. Si les travaux vont bon train, comme on me dit qu'ils vont à cette commission, l'étude du projet de loi no 92, bénéficiant de huit séances de travail au cours de cette semaine, soit trois mercredi, deux jeudi et trois vendredi, pourra être considérablement avancée et l'objectif de la terminer pour le 23 juin est à l'horizon.

Le Président: Est-ce que vous demandez l'appel des députés, M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle?

M. Lavoie: Oui.

Le Président: Qu'on appelle les députés.

(Suspension à 11 h 24)

(Reprise à 11 h 34)

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Cette Assemblée est appelée à mettre aux voix la motion du leader parlementaire du gouvernement pour qu'à partir de maintenant jusqu'à 13 heures, et de 15 heures à 18 heures... M. le leader, on a parlé du salon rouge. N'aviez-vous pas une correction à faire?

M. Charron: Mme le Président, je vous remercie de me le rappeler. A la salle 81-A, ce serait la commission de l'industrie et du commerce. La commission des affaires sociales serait au salon rouge toute la journée.

Mme le Vice-Président: ... qu'à partir de maintenant jusqu'à 13 heures, à la salle 81-A, se poursuive l'étude des crédits du ministère de

l'Industrie et du Commerce et, au salon rouge, celle des crédits des affaires sociales. De 15 heures à 18 heures, la commission de l'industrie et du commerce, comme toujours à la salle 81-A et, au salon rouge, celle des Affaires sociales. A partir de 20 heures, le début de l'étude des crédits du ministère de l'énergie, à la salle 81-A, et pour le reste de la journée. La commission des affaires sociales au salon rouge. Que celles et ceux qui sont en faveur de cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Lévesque (Tailleur), Charron, Cardinal, Laurin, Morin (Louis-Hébert), Parizeau, Marois, Landry, Léonard, Couture, Tremblay, Johnson, O'Neill, Mme Ouellette, MM. de Belleval, Joron, Mme Payette, MM. Lussard, Proulx, Duhaime, Lazure, Léger, Tardif, Garon, Vaugeois, Michaud, Paquette, Marcoux, Alfred, Chevrete, Martel, Fallu, Rancourt, Grégoire, Bertrand, Godin, Laplante, Bisailon, Guay, Gendron, Mercier, Laberge, Marquis, Lacoste, Ouellette, Perron, Brassard, Clair, Gosselin, Lefebvre, Lavigne, Dussault, Charbonneau, Beauséjour, Desbiens, Baril, Bordeleau, Boucher, Gravel, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Gagnon, Jolivet, Levesque (Bonaventure), Lavoie, Vaillancourt (Oxford), Lalonde, Forget, Garneau, Mailloux, Goldbloom, Mme Lavoie-Roux, MM. Raynauld, Lamontagne, Giasson, Blank, Picotte, Ciaccia, Marchand, Gratton, Verreault, Springate, Biron, Bellemare, Grenier, Goulet, Fontaine, Brochu, Dubois, Le Moignan, Cordeau, Samson, Roy, Shaw.

Mme le Vice-Président: Contre? Abstentions?

Le Secrétaire: Pour: 93 — Contre: 0 — Abstentions: 0

Mme le Vice-Président: Motion adoptée.

M. le leader du gouvernement. Votre micro n'est pas ouvert, M. le leader.

M. Duhaime: Je demanderais d'appeler l'article 36) aux affaires du jour.

Prise en considération du rapport de la commission ayant étudié le projet de loi no 39.

Mme le Vice-Président: Ce sera donc la prise en considération du rapport de la commission permanente de la justice qui a examiné le projet de loi no 39, Loi sur le recours collectif, avec un amendement. Il y a un amendement de proposé à ce rapport.

M. le ministre au développement social.

M. Marois: Mme le Président, très rapidement...

M. Bellemare: C'est quasiment une motion non annoncée.

M. Marois: Non.

M. Bellemare: Avant la troisième lecture en vertu de l'article 125.

M. Marois: Oui. L'amendement a été déposé dans les délais et d'ailleurs c'est avec le consentement des représentants des partis de l'Opposition, à savoir le député de Saint-Louis et le député de Nicolet-Yamaska, de consentement. En commission parlementaire, après la deuxième lecture du projet de loi 39, l'article 41 renuméroté 43 avait été retiré après entente entre les différents représentants des différents partis, à savoir qu'un nouvel article serait présenté lors de la prise en considération du rapport, si nécessaire. En conformité avec cette entente, je fais motion pour que l'article 41 renuméroté 43 se lise comme suit: 43. Le fonds ne peut contracter un emprunt ou prendre des engagements financiers dont le montant dépasse dans un exercice financier la valeur des sommes mises à sa disposition par la Législature pour ce même exercice. Et que les articles subséquents soient renumérotés en conséquence.

M. Bellemare: Il faut qu'il soit renvoyé en commission plénière.

Mme le Vice-Président: M. le leader, j'ai l'impression que vous n'avez pas entendu ou que je me suis mal exprimée. Il s'agit des amendements qu'on peut proposer à la prise en considération d'un rapport en vertu de l'article 123, et cet amendement a été proposé dans les délais prévus selon l'article 123.

Une Voix: Adopté.

Mme le Vice-Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Simplement que le ministre, si c'est possible, explique, étant donné que nous n'étions pas à la commission, la portée de cet amendement. Le député de Saint-Louis n'est pas ici actuellement. S'il y a eu une entente, je ne veux pas la briser, mais j'aimerais peut-être savoir en quelques mots.

Mme le Vice-Président: M. le ministre au développement social.

M. Marois: Très rapidement, Mme le Président, puisque les textes ont été soumis hier. M. le député de Marguerite-Bourgeoys, les textes ont été soumis hier et au député de Saint-Louis et au député de Nicolet-Yamaska. C'était convenu puisque l'amendement en question, d'ailleurs, vient précisément d'une interrogation et d'une suggestion d'amendement formulée par le député de Saint-Louis et appuyée notamment par le député de Nicolet-Yamaska. J'ai accepté de me rendre à l'évidence que l'article 41, dans sa formulation actuelle, donnait au gouvernement un pouvoir qui revient normalement à l'Assemblée nationale.
(11 h 40)

A la lecture de l'amendement, vous voyez qu'effectivement, maintenant, le corridor quant à l'administration des sommes mises à la disposition du fonds d'aide au recours collectif est balisé, et littéralement balisé dans le sens d'une limitation s'appuyant sur un point d'origine qui est les sommes mises à la disposition par la Législature pour un exercice financier.

Mme le Vice-Président: Cet amendement au rapport est-il adopté?

Une Voix: Adopté.

Mme le Vice-Président: Adopté.

Le rapport concernant la loi 39 est-il adopté?

M. Lalonde: Adopté.

M. Bellemare: Adopté.

Mme le Vice-Président: Adopté.

M. Duhaime: Mme le Président, si j'avais le consentement de mes collègues de l'Opposition officielle et des autres formations politiques, nous pourrions faire motion pour l'adoption de ce projet de loi en troisième lecture immédiatement.

M. Bellemare: Je dois dire qu'après avoir consulté mon collègue, il a un discours à faire en troisième lecture.

M. Duhaime: Alors, troisième lecture, prochaine séance ou séance subséquente.

Mme le Vice-Président: Troisième lecture, prochaine séance ou séance subséquente.
M. le leader du gouvernement.

M. Duhaime: Mme le Président, je vous demanderais d'appeler l'article 11.

Projet de loi no 44

Deuxième lecture

Motion de report à quinze jours (suite)

Mme le Vice-Président: Il s'agit de la reprise du débat sur l'amendement de M. le député de D'Arcy McGee à la motion de M. le ministre des Affaires municipales proposant que soit maintenant lu. la deuxième fois, le projet de loi no 44, Loi concernant les élections de 1978 dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes.

L'amendement de M. le député de D'Arcy McGee se lit comme suit: "Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant à la fin les mots "dans quinze jours".

M. le député de Roberval, sur la motion d'amendement.

M. Lamontagne: Merci beaucoup, Mme le Président. Devant l'insistance du député de Marguerite-Bourgeoys, j'aurais l'intention de lui céder ma priorité.

Mme le Vice-Président: Vous ne cédez que votre droit de parole, mais votre priorité.

M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Fernand Lalonde

M. Lalonde: Mme la Présidente, je remercie le député de Roberval. Je voudrais dire quelques mots sur l'amendement du député de D'Arcy McGee à ce projet de loi no 44.

On pourrait naturellement expliciter davantage le principe, mais ce n'est pas là le but de l'amendement. Le but de l'amendement est simplement de rapporter à quinze jours l'étude de ce projet de loi. Le député de D'Arcy McGee l'a amplement expliqué dans son exposé. On sait que le projet de loi no 44 est un projet de loi ponctuel qui ne veut s'appliquer qu'à deux municipalités de façon directe, Longueuil et Montréal, que pour les élections de 1978 — autre limitation — et aussi aux municipalités de 20 000 âmes ou plus si elles le désirent.

Le problème c'est qu'on voit que le ministre veut régler des problèmes qui sont probablement réels. Je crois que c'est de bonne foi que le ministre voudrait améliorer une certaine situation, et le plus tôt possible. Mais je pense que nous devons, nous de l'Opposition officielle, faire appel au bon sens du gouvernement et du ministre en particulier et lui rappeler que, dans les faits, cette proposition qu'il dépose ici à l'Assemblée comporte des éléments qui ne nous semblent pas acceptables.

C'est tellement une loi ponctuelle, Mme la Présidente, que même le fait qu'elle ne s'applique que pour les élections de 1978 devient un principe, parce que c'est justement une loi pour les élections de 1978 à Montréal, à Longueuil et dans d'autres municipalités qui voudront bien volontairement en prendre les avantages ou les inconvénients.

Il est donc très difficile pour nous de l'Opposition — on serait en faveur de quelque chose — de voter en faveur de ce projet de loi, parce que justement il s'applique à 1978. Or, nous sommes rendus au 6 juin 1978. Nous avons un règlement qui prévoit un congé d'été pour les travaux de cette Chambre à partir du 23 juin 1978. Le ministre nous présente ce projet de loi qui prévoit que le 15 juillet 1978, il y a une échéance importante. Au 15 juillet 1978, les municipalités qui sont touchées devront avoir non seulement procédé à la délimitation des quartiers, mais en avoir déjà avisé les autorités mentionnées dans le projet de loi.

Donc, c'est dire que, si ce projet de loi passe par les étapes normales et qu'après délibération en cette Assemblée, après le processus législatif des trois lectures, on arrive, par exemple, à une adoption dans quelques jours, une dizaine de jours ou, en fin, avant le 23 juin, il ne restera à ces municipalités que quelques jours pour se soumet-

tre à la loi. Il me semble que, pour que la loi soit acceptable, il faut qu'elle soit praticable aussi; il faut qu'elle soit possible dans les faits. Il ne faut pas qu'elle ait l'allure d'une imposition déraisonnable.

Comment pourrait-on reprocher — ce que tous les démocrates voudraient faire — à quiconque de ne pas se soumettre à la loi, si celle-ci comporte en elle-même des éléments qui ne sont pas raisonnables? Alors, c'est dans ce but que nous croyons qu'étant donné la réunion des municipalités dans quelques jours, non seulement pour les municipalités, naturellement, qui sont touchées directement — la ville de Montréal et Longueuil — mais aussi pour celles qui pourraient se soumettre volontairement à cette loi, il ne s'agit que d'un geste de décence et de bon sens de remettre l'étude ici en cette Assemblée après cette réunion, si on veut lui donner un sens complet.

Je le sais, ce n'est pas une réunion pour discuter de tout le processus électoral des municipalités; c'est une réunion pendant laquelle on va surtout discuter de la fiscalité municipale. Mais comment oublier, lors de cette réunion, que... On me rappelle qu'une journée est spécialement prévue pour discuter de la fiscalité.

Toutefois, comment pourrait-on donner un caractère sérieux à cette réunion à laquelle le ministre convie toutes les municipalités si, quelques jours auparavant, on a imposé à deux d'entre elles, parmi les plus importantes, une loi qu'elles n'ont pas eu l'occasion d'accepter, à propos de laquelle on ne sait si elles ont été consultées, à propos de laquelle le gouvernement a même refusé de les convoquer en commission parlementaire pour qu'on puisse entendre ce qu'elles en pensent? Comment peut-on donner un caractère sérieux à cette réunion de fin de semaine si, quelques jours auparavant — aujourd'hui ou demain — on a procédé à imposer simplement à deux municipalités, sans tenir compte de leur opinion, tout un train de mesures qui vont les obliger — d'ailleurs, on ne sait comment elles vont pouvoir le faire — non pas à se soumettre, mais à accepter l'imposition par le ministre, par son ministère, par les organismes gouvernementaux de dispositions? D'autorité — il semble que ce gouvernement soit de plus en plus porté vers cette approche dans l'administration publique, Mme le Président — le gouvernement va devoir, c'est évident, imposer sa propre délimitation des quartiers, parce que la ville de Montréal n'aura pas le temps de le faire. Quant à la ville de Longueuil, on ne le sait pas.

(11 h 50)

Alors, Mme la Présidente, il me semble que ce serait simplement un geste de bonne administration, un geste de bonne administration décente que de remettre l'étude à quinze jours, c'est-à-dire quelques jours avant le congé d'été. Cela nous permettra, lorsque les membres et les invités à cette réunion auront discuté de cette question, lorsque le ministre aura eu l'occasion d'entendre ce qu'ils ont à dire, de revenir ici et là, dans une atmosphère beaucoup plus détendue, beaucoup

plus en connaissance de cause de tous les points de vue, nous pourrions, à ce moment-là, aborder sereinement et en pleine connaissance des divers éléments l'étude en deuxième lecture d'abord, et ensuite article par article de ce projet de loi, avec amplement de temps, étant donné le régime de travail qui nous est imposé par la fin de session, de passer à travers et, si c'est le désir du gouvernement, de l'adopter. Je vous remercie, Mme la Présidente.

Mme le Vice-Président: M. le leader de l'Union Nationale.

M. Maurice Bellemare

M. Bellemare: Mme le Président, parlant sur la motion du député de D'Arcy McGee, je voudrais ce matin simplement vous dire que M. Jean-Claude Leclerc a écrit dans le Devoir, ces jours derniers, un éditorial fort à point, au mois de juin. Il dit: "Le ministre des Affaires municipales avait été frappé par le sort injuste fait à l'Opposition dans la ville de Québec où les électeurs opposés au régime en place n'eurent droit à aucun siège au conseil lors du dernier scrutin. Aussi, M. Guy Tardif avait-il envisagé d'introduire une représentation proportionnelle "mitigée" dans le système électoral municipal. Le gouvernement aurait toutefois jugé plus prudent d'introduire cette innovation dans le régime provincial d'abord, où le système de base est en place et bien rodé".

Et il finit, Mme le Président: "Bref, la réforme importe plus que l'élection. L'élection serait un rituel vide de sens si le régime électoral n'était pas vigoureusement assaini". D'accord, d'accord, d'accord. Cela je suis d'accord et je pense que le ministre a été très sincère, quand il nous en a fait part, hier, lorsqu'il invoquait la loyauté dans l'application de la démocratisation du système municipal. "Le gouvernement doit donc aller de l'avant et se méfier des accidents de dernière heure, comme il en survient, hélas, dans les heures fiévreuses de fin de session". Des moments de panique. Il continuait en disant: "Cette loi ne doit pas passer à la vapeur — de force, par un dirigisme d'Etat — mais elle ne saurait être retardée non plus sous prétexte de respecter une démocratie et une autonomie locale qu'elle est justement chargée de rétablir et de protéger. Si le projet 44 souffre trop d'imperfection ou que son application demande plus de temps qu'en a prévu le ministre, qu'on retarde plutôt l'élection de Montréal et de Longueuil. Car les électeurs importent davantage que les édiles".

M. le Président, la motion d'amendement à la loi du député est très simple. Hier, je vous ai expliqué un scénario hypothétique des dates qu'il fallait rencontrer de toute urgence pour parfaire cette loi afin qu'elle atteigne véritablement son but, le 15 juillet prochain. La ville de Montréal étant la métropole du Canada, étant une vaste agglomération de plusieurs mentalités différentes, de langues, de religions, de groupements, il arrive qu'il y aura là des protestations véhémentes

contre l'immense différence de 19 districts avec 54 nouveaux districts électoraux.

Il va y avoir là des schismes qui vont se créer entre les différents groupes, entre les différents candidats qui sont aujourd'hui même échevins à la ville de Montréal, à trois par district. Quelle est la représentation qui va être la plus équitable? On prétend qu'il y aura 20 000 électeurs à peu près dans chacun des arrondissements. C'est bien logique. La présentation que nous fait le ministre est absolument dans l'esprit démocratique d'une population qui s'intéresse vivement à ce projet.

Mais pourquoi cette hâte de dernière minute? Pourquoi cette panique qui s'empare de la Chambre présentement, particulièrement de l'honorable ministre qui semble nous dire qu'il n'y a pas de danger? Il m'a dit hier soir: Non. Le scénario hypothétique qu'a fait le député de Johnson, comparativement à ce que nous allons faire, et ce que nous avons déjà fait jusqu'à présent... On a déjà mis les deux grandes municipalités au courant de ce qui va arriver, de la manière dont cela va être divisé, et mon honorable ami a sur son bureau la redistribution électorale des 54 sièges électoraux.

C'est de la bonne administration dont on voudrait que le ministre se rende compte. On voudrait que les délais qui sont prévus ne viennent pas déranger tout le système. Si le ministre manque son coup, manque les élections de Montréal, la réforme qu'il veut appliquer à Montréal et à Longueuil, c'en est fini dans la province. Vous n'aurez jamais l'appui des autres, sauf si vous voulez établir un dirigisme d'Etat ou si vous voulez véritablement imposer une dictature dans la province au point de vue des municipalités. Je ne pense pas que ce soit ce que le ministre veut, pas du tout, au contraire. Il a essayé de trouver, précédemment, des méthodes qui sont véritablement très démocratiques puisqu'il a commencé même avant le temps à faire distribuer le projet de loi, à leur dire qu'il y aurait 54 districts électoraux.

Nous sommes à la veille de terminer cette session, nous sommes rendus au 6 juin. La loi sera en vigueur peut-être vers le 15 juin. Le 15 juillet, tous ceux qui ont des objections à formuler, il faudra qu'elles soient faites, qu'elles soient entendues, que les décisions soient prises, et en conformité avec la loi, tout cela pour le 15 juillet. C'est un peu trop court! L'honorable ministre va avoir en fin de semaine une conversation géante au sommet avec les municipalités. Et il nous a dit qu'il aurait même une journée particulière pour la démocratisation municipale. C'est cette fin de semaine là, vendredi, samedi et dimanche! On demande au ministre au moins d'entendre les parties lui dire d'ici la fin de semaine ce qu'elles ressentent véritablement vis-à-vis de ces deux grandes réformes parlementaires municipales, dans le système municipal.

Je lui ai donné hier des dates, 1927, 1942, 1962. lorsque l'on a procédé à une refonte de la distribution électorale, et pourquoi on l'a fait. On avait des problèmes avec M. Bouchard; cela a été une grande institution de 33 personnes: 11, 11, 11,

les A, B et C, et cela a donné quoi? Cela a donné l'enquête Champagne. On est arrivé en 1962 à l'enquête Champagne, qui a produit quoi? Qui a produit le système qu'on a aujourd'hui, mais qui a été approuvé par un référendum dans chacun des cas. Et cela... Oui, pas en 1942 avec Bouchard, ce n'est pas vrai. C'est vrai, Bouchard n'avait pas vu cela! Mais les autres en 1927 et en 1962, après l'enquête Champagne, oui il y a eu un plébiscite. Il y a eu un référendum pour confirmer et le peuple a été appelé à voter. Là, le peuple n'est pas appelé à voter. C'est la plus grosse agglomération d'électeurs qu'il y a dans la province de Québec. (12 heures)

Là, on va lui imposer, par une loi, par des délais qui sont trop courts... L'honorable député de D'Arcy McGee a demandé hier, dans son discours, s'il fallait qu'on n'atteigne pas l'objectif, ce qui arriverait. Si, après le 15 juin, il arrive des choses imprévues, qu'est-ce qu'on va faire, nous? On va laisser l'île de Montréal et on va retarder les élections? On va être obligé de passer un petit bill spécial. Le ministre dit non, non, non, que cela n'a pas de bon sens. Je vous dis, M. le ministre, que dans la politique il y a des choses imprévisibles, surtout dans un gros décor comme celui auquel vous faites face présentement. Il y a là des imprévus qu'on n'est pas capable de soupçonner. Il va arriver que le 15 juillet, le ministre sera peut-être obligé de nous demander de voter une petite loi d'exception pour arriver avec les délais que, dans certains cas, il faudra justifier. Sinon, M. le Président, il y aura là un malaise considérable de la part des opposants qui ne voudront pas s'en aller dans un quartier plutôt que dans un autre. Ils ne voudront pas subir cette délimitation cadastrale que font les 54 nouveaux districts électoraux.

M. le Président, je suis assuré que le ministre est foncièrement honnête. Je suis sûr que le ministre veut le bien de la population et la démocratisation du service municipal. Je suis sûr et certain que l'honorable ministre aurait voulu, probablement avant aujourd'hui, avoir une séance de la commission parlementaire des affaires municipales pour entendre les parties. Cela n'est pas possible car les délais sont trop courts.

Vendredi, samedi et dimanche, il aura l'occasion d'entendre, directement, les protestations et les échanges, en coulisse, de certains personnages qui lui diront leur opposition. C'est pourquoi, je demande au ministre de bien vouloir acquiescer à cet amendement. Qu'est-ce qu'il dit, l'amendement, M. le Président? "Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant à la fin les mots "dans quinze jours". Qu'est-ce que c'est quinze jours pour le ministre s'il doit véritablement empêcher que sa loi soit contestée à cause d'une foule d'incidents qui vont la rendre boiteuse et qui ne rendront pas justice à la démocratie qu'il cherche?

M. le Président, nous voterons en faveur de l'amendement de l'honorable député parce que je le crois réellement utile, nécessaire et obligatoire au point de vue de l'ordre public. Vous verrez, M. le député de D'Arcy McGee, que l'honorable

ministre va se tromper. Vous allez voir cela le 15 juillet. Il va arriver et dire: "On a oublié une affaire. C'est épouvantable. Messieurs, voulez-vous me donner votre consentement pour que la loi soit amendée parce que je suis pris dans un étau où je me suis mis moi-même avec un raisonnement que je croyais sûr. Je me suis mis sur le dos et, aujourd'hui, je suis encarcené dans une camisole de force.

Mme le Vice-Président: M. le leader...

M. Bellemare: Je conclus, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: ... je n'aurais pas voulu vous interrompre.

M. Bellemare: Non, non, madame...

Mme le Vice-Président: J'aimerais savoir si vous parlez comme représentant de votre chef.

M. Bellemare: Non, non. Madame, j'ai eu mon heure.

Mme le Vice-Président: Votre temps serait maintenant écoulé.

M. Bellemare: J'ai droit à une demi-heure. Je ne parle pas au nom de mon parti.

Mme le Vice-Président: Votre temps serait écoulé. Veuillez conclure, s'il vous plaît.

M. Bellemare: Je conclus, madame. Je suis d'avis que l'honorable ministre des Affaires municipales, jeune homme distingué, jeune homme qui a fait son apprentissage à même les choses municipales, un homme qui comprend le bon sens, qui comprend la véritable démocratie, va accéder à ce geste que lui a aimablement proposé le député de D'Arcy McGee. Je suis sûr que nous allons l'entendre, aujourd'hui, pendant le courant de la journée après y avoir réfléchi, nous donner son acquiescement.

Mme le Vice-Président: Mme le député de L'Acadie.

Mme Thérèse Lavoie-Roux

Mme Lavoie-Roux: Mme le Président, je voudrais intervenir sur cette motion du député de D'Arcy McGee, reportant à quinze jours l'étude du projet de loi, et l'appuyer.

Je comprends mal la hâte du gouvernement et du ministre des Affaires municipales de déposer ce projet de loi à la toute fin de la session et d'essayer de le faire adopter à la vapeur. Si le gouvernement ne vote pas pour la motion du député de D'Arcy McGee, on aura, à mon point de vue, compte tenu des courts délais impartis, utilisé à fond de train les procédures pour faire avaler de force, en d'autres termes adopter à la vapeur ce projet de loi.

D'abord, il y a un grand nombre de questions qui se posent, ne serait-ce que sur la possibilité pour les deux municipalités concernées, la ville de Montréal et la ville de Longueuil, de voir à la distribution des districts électoraux dans les délais prévus. A ce sujet, j'aimerais demander au ministre des Affaires municipales s'il a obtenu l'opinion du directeur général des élections quant au réalisme de ces délais prévus dans la loi. Je sais — c'est peut-être encore une tactique de procédure — que nous aurions pu, si le projet de loi avait été étudié en commission élue plutôt qu'en commission plénière, faire une motion pour entendre le directeur général des élections qui, somme toute, a une responsabilité importante. On voit à l'article 14 que le contrôle et la surveillance sont sous l'autorité du directeur général des élections. Evidemment, ceci sera impossible.

J'aimerais demander au ministre des Affaires municipales s'il a en sa possession un avis ou s'il pourrait demander un avis écrit au directeur général des élections, établissant que les délais prévus sont satisfaisants pour adopter vraiment un projet de loi qui sera le meilleur possible dans les circonstances. Egalement, je pense qu'il faut rappeler qu'on assiste, une fois de plus, à cette tactique, à mon point de vue, peu démocratique du gouvernement qui, jour après jour, affirme son désir de consulter la population. Mais, quand il s'agit d'agir et de mettre en pratique ce grand principe de consulter les intéressés, là, on ne se gêne pas du tout pour court-circuiter les vrais mécanismes qui permettraient une consultation véritable. On l'a vu dans le cas du livre vert sur l'éducation où on parle de décentralisation. On fait des hypothèses. On sait comment le ministre de l'Éducation répète à satiété qu'il veut consulter et qu'il retourne à la base. Enfin, vous savez tous les clichés qu'on nous sert. Finalement, on court-circuite la consultation, puisque, en fin de semaine, à la conférence des municipalités, on fera des fameuses hypothèses de gestion qui auraient pu être retenues pour les commissions scolaires.

Le même phénomène s'applique dans le cas des municipalités. D'autres l'ont dit avant moi. Il y aura, dimanche en huit, une journée qui sera consacrée à une discussion de la démocratie municipale. On n'attend pas cela. On décide de procéder immédiatement, avant même que cette journée d'étude ait eu lieu. Je le dis encore une fois: Si on refuse de le reporter à quinze jours, je pense qu'il faudra, là aussi, voir la volonté du gouvernement de ne pas entendre en commission parlementaire les principaux intéressés qui sont les villes de Montréal et Longueuil.

Ce que je trouve le plus extraordinaire, Mme le Président, c'est qu'on ait eu le temps de faire préparer une nouvelle distribution des districts électoraux au moins de la ville de Montréal. J'ignore s'il en est ainsi pour la ville de Longueuil? Oui. On a eu le temps de faire préparer cela et j'imagine que c'est un processus qui doit prendre au moins quelques mois.

(12 h 10)

Mais on arrive, trois semaines avant la fin de la session, avec le projet de loi. Pourquoi n'a-t-on

pas prévu que ceci soit déposé antérieurement? On aurait eu le temps d'étudier le mieux possible ce projet de loi dont le succès va conditionner le succès éventuel de la démocratie municipale que l'on veut implanter dans les municipalités. Ce que je pense, c'est qu'on a eu recours, Mme le Président, au même truc auquel on a eu recours au moment de la loi 101. Vous vous souviendrez qu'à ce moment on a demandé aux commissions scolaires d'appliquer la loi antérieurement à l'adoption de la loi 101, en se servant d'un argument technique, dont le bien-fondé n'a jamais été prouvé, pour dire aux commissions scolaires: A partir de demain, vous allez faire vos admissions à partir de tels principes qui sont contenus dans le projet de loi 101. Celui-ci n'avait même pas encore été déposé à l'Assemblée nationale, et ceux qui osaient s'y opposer, ce qui fut le cas de la Commission des écoles protestantes de Montréal et de quelques autres commissions, on les a accusés de mauvaise foi, on les a traités de haut.

J'aimerais demander au ministre des Affaires municipales si, dans son esprit, les municipalités auraient déjà dû procéder à l'étude de ce projet de loi qui n'était pas encore déposé en Chambre, si elles auraient déjà dû s'appliquer à faire cette nouvelle distribution des districts électoraux. Il est probablement fort surpris que les municipalités de la ville de Montréal ne soient pas prêtes séance tenante à produire la nouvelle carte électorale. Evidemment, c'est une hypothèse, mais j'aimerais quand même que le ministre des Affaires municipales nous confirme ou infirme cette hypothèse que je fais à savoir que les municipalités devraient déjà mettre en oeuvre les opérations nécessaires pour réaliser cette nouvelle carte électorale avant même que la loi ne soit adoptée et avant même que la loi n'ait été déposée.

Mme le Président, je le répète, on assiste, une fois de plus, à cette espèce de parodie de la consultation et de la soi-disant démocratie. Là-dessus, je pense qu'en commission plénière mes collègues auront l'occasion de le prouver. Il y a bien des points qui mériteraient d'être soulevés dans ce projet de loi, mais ce n'est pas l'objet de la discussion de cette motion qui est vraiment de reporter l'examen de quinze jours pour permettre aux principaux intéressés de se faire entendre.

En terminant, je voudrais demander au gouvernement et particulièrement au ministre des Affaires municipales quelles chances de succès veut-il vraiment donner à son objectif d'atteindre une plus grande et une meilleure démocratie municipale en prenant les risques qu'il prend, en brûlant les étapes et en imposant tous ces mécanismes de procédure de l'Assemblée nationale. Quand bien même on voudrait s'y opposer par un "filibuster", on sait fort bien qu'en siégeant, je ne sais pas, de 10 heures du matin à 4 heures de la nuit ou 24 heures par jour, le gouvernement en viendra à bout.

Mais à ce moment, vous en venez à bout, la loi est adoptée, vous êtes le gouvernement, vous pouvez faire adopter tout ce que vous voulez. Mais dans quelle mesure avez-vous permis à l'Opposition de faire une étude sérieuse de ce projet de loi.

Dans quelle mesure avez-vous permis aux principaux intéressés de se faire entendre? Et dans quelle mesure êtes-vous vraiment sincère quand vous parlez d'une plus grande démocratie, non seulement dans le domaine municipal, mais également dans cette participation que vous nous dites souhaiter toujours plus grande auprès de l'ensemble des citoyens? Ce sont des questions que je pose au ministre des Affaires municipales. Merci, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: M. le leader de l'Opposition officielle.

M. Jean-Noël Lavoie

M. Lavoie: Mme le Président, je voudrais intervenir très brièvement sur cette motion de report à quinze jours de la deuxième lecture du projet de loi no 44. Il est évident, à la lecture même de ce projet de loi, qu'il y a des très bonnes mesures contenues dans le projet de loi no 44, notamment en ce qui concerne un meilleur équilibre de la population des électeurs dans les quartiers municipaux.

Il y a avantage, je crois, et personnellement je l'ai vécu, à la formule des comités exécutifs, à un contrôle des dépenses électorales dans les municipalités; nous sommes d'accord. Qu'on enlève le vote aux personnes morales lors des élections municipales, on est totalement d'accord. Il y a de très bonnes mesures dans ce projet de loi. Mais ce que nous reprochons au gouvernement, c'est cette précipitation. Ce qui cause toute la difficulté actuellement — il faut quand même circonscrire la difficulté — et ce qui pousse les députés de l'Opposition à intervenir dans ce débat, c'est ce fameux chambardement des quartiers municipaux.

C'est uniquement sur cela, je crois, qu'on accroche, actuellement, où il y a danger de buter. Pourquoi? C'est parce que cela nous est présenté dans des délais inacceptables. On reprochait à certains moments à l'ancien gouvernement d'être un gouvernement de pompier, d'éteindre les feux, mais ici ce que nous avons, c'est que le ministre met le feu lui-même et, il va être obligé de l'éteindre à la suite de l'incendie qu'il va provoquer. Pourquoi un délai inacceptable? Nous sommes le 6 juin aujourd'hui, on veut forcer une municipalité comme Montréal, la métropole du Canada, une population d'environ un million et quart, dans un délai d'à peine cinq semaines de tout chambarder, de changer ses districts électoraux de 17, plus 2 exceptionnels, à 54 en passant un règlement qui devra être en vigueur le 15 juillet.

Le député de Johnson l'a soulevé, on dit que la municipalité devra mettre en vigueur avant le 15 juillet un règlement. C'est bien beau, cela prend une assemblée du conseil d'abord pour préparer la carte. On a l'expérience actuellement de la Commission permanente de la réforme des districts électoraux. Je ne parle pas des expériences qu'on a vécues, il y a quelques années, lorsqu'on a

modifié la carte électorale du Québec. Il y a quatre ou cinq mois, cette commission nous a soumis à l'Assemblée nationale un rapport où on change, on ajoute ou on semble vouloir ajouter — c'est une proposition — onze districts électoraux. Là on est pris avec cela, on a posé des questions. L'Opposition n'est pas trop d'accord, on a énormément de réserve, l'Union Nationale également, et même le gouvernement, par la bouche de son leader parlementaire a dit: Ecoutez, c'est loin d'être accepté. Et cela n'est uniquement qu'un changement mineur, onze ajoutés sur 110, mais à Montréal, c'est quand même une ville d'un million et quart. Il y a en place environ 50 conseillers municipaux, une carte électorale ne se fait pas à la vapeur. Il faut considérer les cellules socio-économiques, les barrières naturelles, l'historique d'un quartier, les groupes ethniques. Il y a des aspects humains. Dans des quartiers, actuellement, il y a trois conseillers, on va couper ce quartier peut-être en trois, si on fait l'échelle. Il va arriver le problème que des conseillers n'habiteront plus leur quartier. Ceux qui veulent continuer une carrière municipale, il peut se présenter que les trois vont être dans un nouveau quartier municipal. Il ne faut pas que cela se fasse à la machine et qu'on mette cela dans l'ordinateur.

Je dis que le ministre a posé un geste indécent. Si sa loi n'était même pas déposée lorsqu'il a fait préparer une carte par les hauts fonctionnaires de Québec ici, non pas à la demande des autorités municipales de Montréal, mais à son propre désir, son propre diktat de ministre, s'il l'a fait sans consulter Montréal, il a dit: Je vais vous en faire une carte, moi, à Québec, pour des quartiers de Montréal, par des technocrates, par des bureaucrates, par des fonctionnaires qui ne connaissent même pas Montréal, est-ce qu'on va accepter cela? C'est cela votre décentralisation, c'est cela votre autonomie municipale?

(12 h 20)

Nl. Tardif: Vous ne parlez pas de l'amendement.

M. Lavoie: Je vous dis que ce projet de loi, spécialement sur ce chapitre de la division de la municipalité en districts électoraux, est invivable, impraticable. C'est irrespectueux de la population de Montréal. J'aurai une proposition à faire au ministre tout à l'heure. Cette carte-là, avec toutes les difficultés qu'on connaît, la faire à la bonne franquette, à la va comme je te pousse, prendre la carte et la faire au millimètre carré ou d'une rue à l'autre, ce n'est pas de cette façon que cela doit se faire.

Il y a l'histoire d'un quartier. Seulement l'aspect du nom d'un quartier: le quartier Mont-Royal, le quartier Saint-Denis, le boulevard, à Montréal, Rosemont, Ville-Emard. Il y a des attaches. Comment les quartiers vont-ils s'appeler? En plus de cela, il faut non seulement que le conseil adopte un règlement, mais il faut qu'il y ait, pour un règlement, une autre assemblée antérieure où un conseiller donne un avis de motion. Cela ne peut

pas se faire à la même assemblée. Il faut une deuxième assemblée pour adopter le règlement. Il y a des délais de sept jours de publication dans les journaux, dix jours pour entendre les oppositions. S'il y en a cent, c'est la Commission de la réforme des districts électoraux qui doit les entendre.

Il peut fort bien y avoir des contestations devant les tribunaux. Pensez-vous que c'est normal? C'est rire, c'est de la risée, Mme le Président, que de forcer la ville de Montréal à créer 54 districts, ou 50 ou 55, dans un délai de cinq semaines.

M. Bellemare: Sans référendum et sans auditions publiques.

M. Lavoie: Je vous dis qu'il y a de très bonnes choses dans ce projet de loi. Nous sommes d'accord sur la grande majorité, à part ce chapitre de la division. La suggestion que j'aurais à faire au ministre est celle-ci. Montréal a déjà vécu avant que le ministre arrive, Montréal existe depuis 336 ans. Il y a eu toutes sortes de formules de quartiers à Montréal. Ce n'est pas parce qu'on va chambarder les quartiers municipaux à six mois d'une élection... Que le ministre enlève de son projet de loi le chapitre de la division de la municipalité en districts électoraux, qu'il enlève donc ce chapitre-là et Montréal va vivre quand même. Il y aura une élection normale cet automne.

Egalement, ce sont des mesures transitoires. Avez-vous déjà vu cela? On fait adopter une loi pour laquelle le ministre s'est creusé les méninges, pour laquelle une armée de fonctionnaires ont travaillé, pour présenter une loi d'espèce qui ne vise actuellement que la ville de Montréal et la ville de Longueuil, qui ne vise pas les autres municipalités même au-delà de 100 000 habitants ou 20 000 habitants. Les municipalités de 20 000 habitants, elles n'ont le choix que cette année. Ce n'est pas obligatoire d'opter ou non pour ce projet de loi. Le ministre sera obligé de revenir à la session de l'automne pour amener un autre projet de loi parce que le cas de Montréal et de Longueuil sera réglé. Je comprends bien qu'à ce moment-là ce sera normal. Si on a un régime de contrôle des dépenses électorales, de comités exécutifs et de quartiers, il devra apporter une autre loi complète cet automne et abroger celle-là.

On ne légifère pas de cette façon, Mme le Président. Je dis que le ministre enlève de son projet de loi ce chapitre-là et laisse donc voguer Montréal et Longueuil. Ce n'est pas la fin du monde même si les conseillers sont élus avec les 15 ou 17 quartiers actuels. Qu'il laisse cela dans la loi et nous allons accepter toutes les autres dispositions de la loi, soit les dépenses électorales, l'application de la loi 2 pour le contrôle des dépenses électorales, le retrait du vote aux personnes morales, et on pourra adopter ce projet de loi. Je crois que c'est irrespectueux également pour les municipalités qui sont invitées dimanche prochain au sommet municipal. Je pense qu'on pourrait s'entendre et ce projet de loi pourrait être adopté très facilement. Mettez donc de côté le cas spécial de Montréal ou de Longueuil; je pense que

cela ne changera pas beaucoup de choses dans la démocratie au Québec.

M. Springate: Mme le Président...

Mme le Vice-Président: M. le député de Westmount.

M. George Springate

M. Springate: ... je veux d'abord féliciter le ministre pour vouloir démocratiser de plus en plus les élections et les municipalités du Québec, mais je dois lui dire en même temps que les moyens dont il se sert pour arriver à cet objectif démontrent qu'il est complètement hors de la "track" et qu'il a manqué le bateau.

Il faut, Mme le Président, établir certains faits, quand nous parlons du gouvernement et surtout du ministre des Affaires municipales. Il ne faut pas oublier qu'en 1976, au mois de décembre, le premier projet de loi que ce ministre a présenté en cette Chambre, c'était la taxe olympique concernant les contribuables de Montréal. Il ne faut pas oublier à cette époque que le ministre a refusé de tenir une commission parlementaire pour entendre les responsables de Montréal. Et cela vient d'un gouvernement et du ministre qui fait partie d'un parti politique qui se vante d'être le plus démocratisé dans l'histoire du Québec. Je dis cela, Mme le Président, parce que cela montre un autre aspect de la vie des municipalités du Québec. L'an passé, le gouvernement a soulevé la colère des municipalités et des citoyens du Québec, quand il a agi d'une façon plutôt juvénile, en donnant l'ordre à ses ministres de ne pas se présenter à la réunion annuelle de l'Union des municipalités. Autrement dit, le gouvernement a refusé de rencontrer les élus du Québec. Ce projet de loi nous démontre la façon dont le ministre présente ses projets en Chambre; le ministre a refusé de tenir une commission parlementaire pour entendre encore une fois les responsables de Montréal et de la ville de Longueuil, même si le maire de la ville de Longueuil a dit à des journalistes que lui a été écouté très attentivement par le gouvernement lors d'une discussion plutôt privée.

Maintenant, nous avons le projet de loi no 44. C'est plutôt à la vapeur, le gouvernement nous dit que maintenant il est essentiel de faire adopter cette loi. avant la fermeture de cette Chambre, le 23. Nous avons une expression en anglais, Mme le Président, "What is the rush"? Trois petits mots qui disent beaucoup. Pourquoi est-on tellement pressé de présenter un projet de loi et de le faire adopter pour s'en servir seulement dans deux villes? Il faut le dire: Si des villes de 20 000 habitants ou plus désirent le faire respecter, à ce moment-là ces villes ont le droit de le faire. "What is the rush"?

On parle de démocratiser les municipalités et on refuse même de les entendre. On est tellement pressé qu'on fait siéger la Chambre sur le bill 44, cinq jours avant que nous allions — quand je dis nous, c'est notre gouvernement — rencontrer les maires et les conseillers des différentes municipa-

lités de la province de Québec. Est-ce parce qu'on veut arriver sur place vite et dire: La voilà, votre loi; vous n'avez même pas le droit de nous dire ce que vous en pensez? C'est ce que vous allez faire, c'est ce que vous voulez faire? Vous parlez de démocratie et vous ne voulez même pas entendre les responsables, les autorités des différentes villes du Québec.

La raison pour laquelle je vais appuyer la motion visant à reporter l'étude de quinze jours, qui a été proposée par le député de D'Arcy McGee, c'est parce que — et je sais que cela ne fait que dix-huit mois que le gouvernement est en place — quand un gouvernement décide de présenter un projet de loi lourd de conséquences, il faut que la Chambre ait l'opportunité de l'étudier à fond, quelque chose que nous ne pouvons pas faire maintenant, parce que le projet de loi est adopté à la vapeur.

(12 h 30)

Deuxièmement, il est essentiel dans une démocratie d'entendre tous les responsables de tout ce que ce gouvernement ne veut pas faire, et on dit aussi, dans la loi, que les autorités de la ville de Montréal et de Longueuil auront jusqu'au 15 juillet pour préparer un plan des différents districts électoraux. Comme nous l'avons lu dans un journal de fin de semaine, et comme le ministre nous l'a présenté, ce projet a été préparé non pas par les autorités de la ville de Montréal, mais par les technocrates du gouvernement provincial, avec les différents quartiers que le gouvernement veut peut-être que Montréal accepte. Montréal va sûrement prendre un quartier, le quartier 42, qui sera représenté désormais par un seul conseiller municipal. Le quartier 42 démontre que cela n'a pas été préparé par quelqu'un qui connaît Montréal, mais par quelqu'un de Québec. Parce que le quartier 42 représente Pointe-Saint-Charles, Grifintwon, la petite Bourgogne et Centre-ville. Et vous voulez que cela soit représenté surtout au niveau municipal. Qu'il y ait un seul échevin pour représenter les électeurs rapproche-t-il les échevins de leurs électeurs? Le ministre exagère. Il demande encore trop!

Mais on se demande pourquoi il est essentiel de faire adopter cette loi, surtout avant qu'on rencontre les autorités municipales, dimanche. A quoi cela sert-il d'inviter les différents élus si on arrive sur place en disant que tout est fait? Pourquoi? Est-ce pour gaspiller de l'argent? Est-ce simplement pour donner l'image d'un gouvernement très démocratisé? Je vous demande pourquoi, Mme le Président? Je ne peux pas vous donner la réponse parce que j'essaie d'en trouver et que je n'en trouve pas, sauf celle que je viens de vous mentionner.

Mme le Président, rien ne presse ce gouvernement de faire adopter cette loi-là cette semaine. Et je suis fier d'appuyer la motion qui a été présentée par le député de D'Arcy McGee.

Mme le Vice-Président: M. le député de Saint-Laurent.

M. Claude Forget

M. Forget: Mme le Président, personnellement je serais fort disposé à me laisser convaincre qu'il est temps que certaines réformes interviennent au niveau de nos institutions municipales. Je suis déjà persuadé, d'ailleurs, que sur le plan des contrôles des dépenses électorales, du financement des candidats, il y a des règles qu'il est important d'étendre dans leur application au-delà du cercle étroit de ceux à qui s'appliquent ces règles maintenant, c'est-à-dire les membres de l'Assemblée nationale et les candidats qui postulent un poste à l'Assemblée nationale et leur donner une plus large application.

Je n'ai rien de particulièrement fort qui me porte à m'attacher à tout prix à la méthode de représentation multiple par circonscription plutôt que la méthode de représentation unique. Il y a donc, c'est normal, un certain nombre de réformes auxquelles on peut attacher différents degrés de probabilités ou un désir plus ou moins grand de les voir se réaliser plus ou moins rapidement.

Cependant, on ne touche pas à des institutions qui existent depuis si longtemps et qui impliquent un si grand nombre de gens sans être bien sûr que les gestes que l'on pose sont inspirés non pas par des intuitions mêmes géniales ou bien intentionnées, mais quelles sont basées sur une très bonne connaissance du fonctionnement des institutions, des possibilités de transformation, de l'impact possible de ces transformations sur la vie municipale et sur le fonctionnement des institutions municipales.

Il peut être plaisant ou flatteur, pour les membres de l'Assemblée nationale, de prétendre pouvoir régler, à la place des élus municipaux, l'ensemble de ces problèmes, mais ne nous faisons pas d'illusion. Il y a un très petit nombre d'entre nous qui connaissons vraiment comment fonctionnent les institutions municipales. Ce n'est pas impunément que nous pouvons substituer notre jugement au jugement de ceux qui connaissent l'expérience, comment tout ceci fonctionne et comment tout ceci pourrait fonctionner.

Le gouvernement se comporte comme si l'avis qu'il devait recevoir des élus municipaux et des autres qui s'intéressent au fonctionnement des institutions municipales était irrémédiablement inspiré par un désir crasse de ne rien changer, de conserver des méthodes anciennes et condamnables comme si on ne pouvait pas faire confiance que, par une consultation normale, ces gens qui connaissent la vie municipale pourraient être d'accord avec un certain nombre de réformes. Pourquoi craindre cet avis? Pourquoi redouter d'avance qu'ils vont nous conseiller de ne rien faire? C'est une imputation de motifs ou d'intentions qui déshonorent l'Assemblée nationale bien plus que ceux à qui on la dirige.

Il est un élément de cette réforme qui inquiète au plus haut degré. On change le fonctionnement des conseils municipaux pour y introduire d'abord un plus grand nombre de membres des conseils

municipaux. Il faut avoir siégé dans des assemblées délibérantes pour se rendre compte que la qualité de la participation au débat est inversement proportionnelle au nombre de ceux qui y participent. Une assemblée délibérante qui passe d'un nombre de sept ou huit à 16 ou 24 et, à plus forte raison, si le nombre s'accroît, voit se développer des comportements qui ne sont pas dans l'intérêt d'une véritable prise en charge, par les élus municipaux, de leurs responsabilités. On développe des comportements de groupe, une logique partisane plutôt qu'une logique basée sur la responsabilité personnelle de chacun des élus vis-à-vis de ses électeurs.

En outre, on veut introduire un comité exécutif. La conjonction d'un nombre accru de personnes qui siègent au conseil municipal et qui prennent une attitude de plus en plus détachée parce que cela devient une espèce d'organisme où leur rôle tend à se noyer très facilement, la conjonction de cet élément avec la création d'un comité exécutif est de nature à vider de son sens les délibérations des conseils municipaux et permettre, à deux ou trois individus, de contrôler essentiellement le destin des municipalités en répondant à un minimum de questions et en permettant un minimum de participation de la part des membres individuels.

Le ministre cherche à remédier à ce danger — dont je suis sûr qu'il l'a vu aussi — en souscrivant, à 100%, à la thèse selon laquelle on devrait politiser davantage la vie municipale et qu'on devrait insérer, de façon obligée, les partis politiques dans la vie de nos administrations municipales. Je dis bien, Mme le Président, "de nos administrations municipales" parce que c'est très joli de parler de structures. On modifie les structures, mais comment voir le sens de ces réformes de structures à moins de voir le sens que le gouvernement donnera peut-être un jour ou peut-être pas à la question de la compétence ou des pouvoirs des municipalités?

Si les municipalités sont destinées à devenir des organismes de gestion très subordonnés à d'autres organismes supérieurs, qu'il s'agisse de conseils de comté, qu'il s'agisse du gouvernement provincial lui-même et que tout ce dont il est question de faire, c'est de financer la distribution de l'eau potable, les eaux usées, l'enlèvement des déchets, l'éclairage et le déneigement des rues. Cela devient une farce que de parler de démocratie. On a plutôt une administration dans le sens très étroit du mot. Les gens qui sont nommés là sont les fiduciaires des contribuables dans la gestion de certains services matériels pour lesquels les problèmes politiques ne sont vraiment pas intéressants, ne sont vraiment pas pertinents, et où les oppositions partisans, les oppositions idéologiques n'ont absolument aucun sens.

(12 h 40)

Si, au contraire — c'est ce que nous ne savons pas — le gouvernement veut donner aux municipalités un rôle accru dans la vie de notre secteur public, si on veut leur donner de plus grandes responsabilités, et des responsabilités réelles dans des secteurs comme celui de l'éduca-

tion ou des affaires sociales, ou dans les secteurs des loisirs, de façon plus complète que ce n'est le cas dans le moment, il peut peut-être faire du sens de vouloir y introduire de façon obligée les partis politiques.

Tant que l'on ne voudra pas discuter simultanément des structures et des pouvoirs qui seront ceux des nouvelles municipalités, tant qu'on se refusera à consulter complètement, sincèrement les représentants des municipalités et ceux qui sont actifs au niveau municipal, il ne faut pas demander à l'Assemblée nationale de se placer et de placer tout le monde devant un fait accompli sous prétexte qu'il y a deux élections dans lesquelles on veut intervenir, à courte échéance, et après nous dire, à l'automne: Messieurs, vous avez déjà tout décidé dans une loi provisoire; ne venez pas nous ennuyer maintenant en remettant en cause des principes qui ont déjà été adoptés. Pour cette raison, je pense que quinze jours de délai est un strict minimum.

Mme le Vice-Président: M. le député de Roberval.

M. Robert Lamontagne

M. Lamontagne: Mme le Président, évidemment, je ne peux pas rentrer, comme mes collègues de Montréal, dans le fond du sujet mais, à la suite de la motion présentée par mon collègue, le député de D'Arcy McGee, je voudrais intervenir brièvement sur des aspects qui militent, de mon côté, du moins, pour l'adoption de cette motion. D'abord, l'impression, vue de loin, du Lac-Saint-Jean, qui se dégage dans un projet de loi comme celui-là, c'est qu'en novembre, à Montréal, on va assister à la dernière élection, de l'avis de la ville de Montréal. Mon collègue le leader de l'Opposition officielle, mentionnait tout à l'heure que cela fait environ 330 années que la ville de Montréal vit. La hâte et presque l'acharnement qu'on met dans certains aspects de ce projet de loi nous laissent supposer qu'on voudrait donner l'impression à bien du monde que si cela ne se fait pas cette année, cela ne pourra jamais plus se faire.

Le chapitre particulier qui justifie mon opposition à ce projet de loi et surtout mon accord sur la motion d'amendement du député de D'Arcy McGee, c'est surtout la distribution des districts électoraux de la ville de Montréal. Je comprends le ministre des Affaires municipales. J'ai l'impression qu'il n'a pas encore vécu ce qu'était la refonte des districts électoraux. Mme le Président, lorsque j'occupais le fauteuil que vous occupez actuellement, j'ai eu l'occasion de présider la commission parlementaire qui étudiait la refonte des districts électoraux à Québec. Nous avons eu, à ce moment-là, l'insigne honneur, ou autre chose, d'établir un record parlementaire, siégeant jusqu'à 8 heures du matin. Je me souviens que je présidais avec trois chronomètres, de sorte que c'était bien strict. On siégeait toute la nuit et pendant des semaines.

Il n'y a rien de plus émotif qu'une refonte de districts électoraux. On ne peut pas, sur un terri-

toire où vivent plus d'un million de personnes, décider: dans quelques semaines, à l'avenir, vous allez être régis de telle façon, vous allez être dans tel district. Cela va prendre même des années avant que certains citoyens sachent dans quel district ils résident eux-mêmes. Mme le Président, je pense qu'on est bien placé, nous les parlementaires actuellement, pour savoir ce qu'est une refonte de districts électoraux. Le 28 février dernier, on avait, ici à l'Assemblée nationale, déposé le rapport de la Commission de la refonte des districts électoraux qui touchait, quant à nous les députés, 71 districts électoraux.

Pas besoin de vous dire, même si on n'a pas eu un débat public à ce sujet, que déjà une grande majorité des députés, quelle que soit leur allégeance politique, est fort inquiète du chambardement que l'on propose. Mme le Président, je prends à témoin mes collègues du Saguenay-Lac-Saint-Jean; il y en a quelques-uns ici. La refonte des districts électoraux qui nous est proposée dans notre région, il fallait vraiment être plusieurs pour penser à une telle réforme. Je veux juste vous dire que tout ce que j'ai dans ma serviette, ce sont strictement les représentations qui nous sont faites jusqu'à maintenant — mes collègues ont exactement la même chose que moi — dans notre région qui comprend cinq districts électoraux.

Malgré tout, nous croyons ici au Parlement qu'il est nécessaire d'y penser encore, de sorte que ce n'est que cet automne que nous serons appelés, à titre de parlementaires, à étudier nos propres districts électoraux. Nous trouvons que c'est bien important et qu'il faut prendre son temps. Mais, en même temps qu'on dit cela pour nous, on exige que la ville de Montréal y arrive strictement en une couple de semaines. Même si nous aurons l'occasion à l'étude article par article de revenir sur les articles 4 et 8, c'est tout de même un principe fondamental et je voudrais attirer l'attention des parlementaires, ceux qui connaissent un peu le fonctionnement des villes et municipalités, sur les articles 3 et 8 où on dit, par exemple, qu'au 15 juillet la ville — parlons de Montréal en particulier — devra avoir adopté, mis en vigueur et transmis à la commission le règlement adoptant et divisant les districts électoraux. Cependant, après cela, il y a un avis de sept jours et, après cela, c'est un avis de trois jours francs et il y a une publication de dix jours. Là, on arrive à ceci: si 100 personnes s'y opposent, il va falloir les entendre. On ne donne plus de délai. On dit: Dans le délai le plus bref possible. Après les avoir entendues dans un délai le plus bref possible, la commission devra faire des propositions. Je voudrais bien que le ministre réponde à cette question dans son intervention. Si la commission reçoit favorablement certaines recommandations qui lui auront été faites par plus de 100 contribuables de la ville de Montréal, ce qui veut dire qu'à ce moment elle recommande des modifications au règlement, lequel a déjà été adopté avant le 15 juillet, qu'arrive-t-il? Ce qui arrive, c'est qu'il faut se relancer dans une modification au règlement avec tous les critères d'adoption normaux d'un règlement. Mme le

Président, je ne sais pas si vous avez compté les jours avec moi. On est rendu en septembre, octobre là et on ne sait pas encore dans quel district électoral on est, parce que la commission, comme elle le fait pour nous ici, dans nos districts électoraux provinciaux, fait de nouvelles recommandations, ce qui est normal. Il serait extrêmement surprenant qu'il n'en soit pas ainsi. Le nouveau règlement, publications, tout cela pour dire qu'il y a des choses qui ne peuvent véritablement pas se faire, malgré que le principe qui est au-dessus de cet article soit bon. Mais c'est le délai qui est certainement trop court.

Mme le Président, si nous, parlementaires, trouvons qu'il faut réfléchir, dans nos propres districts électoraux, avant d'en arriver avec un débat et qu'on se donne, nous, avant d'entamer le débat, six mois de réflexion, comment pouvons-nous exiger des autres seulement deux semaines de réflexion? Je pense que le ministre va devoir répondre à cela. Comme le député de Laval l'a mentionné tout à l'heure, la majorité des grands principes qui se retrouvent dans ce projet de loi, je pense qu'on peut en discuter, les bonifier possiblement dans nos interventions en commission plénière.

On ne peut pas, dans un délai aussi court, régler ce qui n'a jamais été réglé auparavant et qui touche l'ensemble des citoyens dans une ville aussi importante que Montréal, alors que nous, on ne veut même pas se l'imposer dans un délai de six mois. Je pense que le ministre va devoir, et d'une façon très précise, répondre à cette interrogation. (12 h 50)

Mme le Vice-Président: M. le député de Nicolet-Yamaska.

M. Serge Fontaine

M. Fontaine: Merci, Mme le Président. Le gouvernement actuel, le ministre des Affaires municipales en tête, vient de crier au scandale parce que, dans les grandes villes comme Québec et Montréal, il n'y a pas d'opposition au conseil municipal.

Nous, bien sûr, Mme le Président, de l'Opposition, nous ne pouvons être contre le fait que le gouvernement veuille avoir plus d'opposition dans les différents gouvernements, tant au palier provincial que municipal. Bien sûr, puisque étant dans l'Opposition, nous ne pouvons être contre le fait que le gouvernement veuille démocratiser et avoir plus d'opposition. C'est bien sûr.

Cependant, je voudrais vous rappeler certaines paroles qui ont été prononcées hier en cette Chambre par le député de Johnson lorsqu'il a critiqué, en deuxième lecture, le projet de loi no 44. Il disait ceci: "La stratégie du gouvernement est maintenant très claire. Aussi contradictoire que cela puisse paraître, la réforme de la démocratie municipale se fera sous le signe du dirigisme politique le plus pur à l'intérieur d'une période de temps réduite où non seulement les législateurs mais aussi les principaux intéressés, à savoir les édiles municipaux, seront bousculés comme de simples assauts qui n'ont d'autres choix que de se

plier de force à l'autorité du gouvernement provincial." Il faisait sans doute ici référence à la réforme qu'on veut apporter dans la démocratisation municipale, réforme de la carte électorale pour la ville de Montréal et réforme également en voulant reconnaître les partis politiques municipaux ainsi que leurs caisses électorales qui devront être contrôlées à l'avenir.

Nous ne voulons pas ici, en prenant la parole sur la motion de report à quinze jours, dire devant cette Assemblée que nous sommes contre les objectifs de démocratisation que le ministre des Affaires municipales veut instaurer. Bien sûr, je pense que tous les membres de cette Assemblée, sans exception, pourraient se lever comme moi et vous dire qu'ils sont en faveur de l'application de ces principes.

Mais je pense que nous nous en prenons surtout ici à la façon dont on veut les appliquer, aux exigences pratiques de leur application. On veut établir une nouvelle carte électorale pour la ville de Montréal alors qu'on sait que la date limite pour formuler des objections à la suite de cette carte électorale est le 15 juillet. Quand on sait également que les élections municipales devront avoir lieu en novembre à Montréal, je pense qu'on est en droit de dire ici devant cette Assemblée que le dépôt de la loi 44 est pour le moins tardif.

M. Jolivet: Applaudissons.

M. Fontaine: Mme le Président...

M. Tardif: Jeu de mots de bon aloi.

M. Clair: Ce n'est pas nécessaire d'aller à la fontaine tous les jours pour sortir celle-là.

M. Fontaine: Cela fait deux ans. Mme le Président, ou presque, que le gouvernement du Québec, le gouvernement du Parti québécois est maintenant à la tête de la province et on dirait qu'il vient de s'apercevoir qu'une démocratisation est nécessaire dans les municipalités du Québec. Il me semble que, si le gouvernement s'était aperçu de cette situation avant aujourd'hui, il se serait préparé d'avance et nous aurait présenté un projet de loi bien avant aujourd'hui alors qu'on veut nous faire discuter ces grands principes à la veille de la fin d'une session, à la veille d'un remaniement d'une carte électorale et à la veille d'une élection dans la ville de Montréal.

Je pense que les courts délais qu'on nous donne pour la mise en application de cette loi nous permettent de demander au gouvernement de retarder l'adoption de la loi ou peut-être même de retarder les élections municipales à Montréal ou à Longueuil. Si le ministre nous assurait aujourd'hui qu'il serait d'accord que les élections municipales de Montréal ou de Longueuil soient retardées, bien sûr, je pense que nous, de l'Opposition de l'Union Nationale, serions en faveur de cesser de parler sur cette motion et d'adopter le projet de loi le plus rapidement possible après en avoir discuté sérieusement pour que les élections puissent se tenir normalement. Mais, comme tel

n'est pas le cas, je pense qu'il est de notre devoir de nous lever sur cette motion de report à quinze jours pour dire au gouvernement qu'il n'est pas dans une bonne position pour adopter immédiatement le projet de loi.

Le gouvernement du Québec dit oui à la transparence quand il s'agit de la fiscalité municipale. On fait des consultations, on fait un mini-sommet provincial-municipal où les gens seront consultés sur la fiscalité municipale, mais on dit également non à la transparence lorsqu'il s'agit de démocratie municipale. Alors, je pense qu'on a deux poids, deux mesures.

M. le député de Johnson, hier, invitait le ministre à nous donner sans faux-fuyants les véritables raisons qui sous-tendent ce comportement erratique de la part d'un gouvernement qui se veut responsable. Il nous disait qu'il est urgent de démocratiser davantage les règles du jeu politique au niveau municipal. Certes, il est urgent de repenser le système électoral au niveau municipal, de manière que toutes les facettes de réalité locale soient fidèlement représentées au conseil. Certes, il nous apparaît opportun de transporter au niveau municipal les nouvelles règles se rapportant au financement des partis politiques, adoptées l'an dernier à l'unanimité par les membres de l'Assemblée nationale.

Personne ne nie la pertinence de telles réformes. Nous disons au gouvernement: Pourquoi tant de hâte? Pourquoi se presser, à la veille d'une élection municipale, surtout dans les villes de Montréal et de Longueuil? Pourquoi tant de hâte, à la veille de ces élections? Est-ce qu'on serait en droit de voir, devant cette hâte, un acharnement à l'endroit des personnes qui sont actuellement élues dans ces municipalités? Je pense qu'on est en droit de se poser la question.

Je voudrais, Mme le Président, attirer votre attention, ici, surtout sur la question des caisses électorales municipales et la reconnaissance des partis politiques. Le projet de loi no 44 parle de cette réforme à peu près dans les mêmes termes que cela avait été le cas pour la loi 2 qui parlait du financement des partis politiques provinciaux.

Si nous avons adopté une loi, ici à l'Assemblée nationale, sur les caisses électorales des partis politiques provinciaux, qu'il nous a fallu entendre des mémoires en commission parlementaire, discuter longuement de cette loi devant la commission parlementaire qui était chargée de l'étudier, et qu'il nous a fallu également attendre presque un an après son adoption pour finalement la mettre en application.

Je pense qu'il est absolument impossible de penser qu'un gouvernement responsable puisse demander aux partis politiques municipaux d'adopter à toute vapeur une loi et de la mettre en application dans un délai aussi court, pour qu'elle soit en application pour les prochaines élections. Je pense qu'il est important de noter que le gouvernement, dans ce domaine, veut aller beaucoup trop vite. A mon avis il s'agit là d'un projet de loi beaucoup trop important, pour qu'il soit adopté dans les bouleversements de fin de session.

On a eu l'occasion d'étudier un projet de loi.

ici à l'Assemblée nationale, présenté justement par le ministre des Affaires municipales, qui s'appelait la Loi de conciliation entre locataires et propriétaires. Mme le Président, je vois qu'il est une heure et je demanderai la suspension du débat.

Mme le Vice-Président: Il est 13 heures. Cette Assemblée suspend ses travaux jusqu'à 15 heures.

(Suspension de la séance à 13 heures)

Reprise de la séance à 15 h 11

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Veuillez vous asseoir.

M. le député de Nicolet-Yamaska, au moment de la suspension des travaux de cette Assemblée, c'est vous qui aviez la parole, mais le temps dont vous pouviez disposer était écoulé. A moins que vous ne parliez comme représentant de votre chef, je vais devoir vous demander de terminer là votre intervention. Vous aviez dix minutes de fait, comme le règlement le permet en vertu de l'article 94, paragraphe 2.

M. Fontaine: Mme le Président, je me soumetts de bon gré à votre décision. Je pensais qu'il me restait quelques minutes, mais je vais immédiatement conclure en disant que je pense qu'on met la charrue devant les boeufs avec cette loi qu'on veut faire adopter.

D'ailleurs, tout à Theure, j'avais l'occasion de consulter la revue *Municipalité* 1978 qui est datée d'aujourd'hui. Dans cette revue, on nous dit qu'on veut nous faire adopter immédiatement ce projet de loi pour revenir, un peu plus tard, avec un projet de loi plus global, et, à ce moment, on fera des consultations répandues à travers le Québec.

Ce qu'on dit, Mme le Président, pour voter en faveur de cette motion, c'est qu'on voudrait que le gouvernement présente immédiatement sa législation globale pour qu'on puisse la discuter, et non pas bousculer les gens, surtout les villes de Montréal et de Longueuil, avec cette loi qu'on veut nous faire adopter qui est tout simplement une partie d'une loi qu'on veut nous faire réadopter plus tard. Mme le Président, l'Union Nationale votera en faveur de la motion telle que présentée.

Mme le Vice-Président: M. le député de Mont-Royal.

M. John Ciaccia

M. Ciaccia: Merci, Mme le Président. J'appuie la motion du député de D'Arcy McGee pour reporter l'étude de ce projet de loi à quinze jours. Mme le Président, le but du projet de loi est de démocratiser sensiblement les élections municipales. Il ne faudrait pas, avec un tel but, utiliser des méthodes qui ne sont pas démocratiques, essayer de bousculer la Chambre, essayer de hâter l'adoption de ce projet de loi sans même consulter les municipalités concernées et d'autres qui seront touchées. Je ne crois pas que ce soit démocratique. Ce n'est pas, pour le gouvernement, un exemple à donner. Nous voulons tous faire certains changements, s'ils sont nécessaires, pour démocratiser les élections municipales. Il ne faudrait pas se faire accuser de le faire d'une façon qui n'est pas acceptable par la population qui est touchée.

Il va y avoir une conférence des maires de différentes municipalités dans les prochains jours. Une de ces journées de discussion sera sur la fiscalité municipale. Je crois qu'il va aussi y avoir un autre sujet, la démocratie municipale. Il serait tout

à fait décent, tout à fait raisonnable de remettre l'étude du projet de loi après que cette conférence aura eu lieu pour permettre aux différents maires, aux différentes municipalités de s'exprimer sur certains aspects du projet de loi qui restreignent, qui affectent d'une façon assez sensible le fonctionnement de ces municipalités. Par exemple, je voudrais que les maires des différentes municipalités, non seulement les deux qui sont affectées, la ville de Montréal et, je crois, la ville de Longueuil, mais aussi que les autres municipalités soient consultées sur différents sujets prévus dans le projet de loi. Par exemple la question des districts électoraux. Quel serait l'effet? Acceptent-ils le changement non seulement pour Montréal mais aussi pour les autres? On essaie d'imposer un changement dans cet article. Ce serait bon d'avoir leur opinion, d'une façon démocratique — c'est ce que le projet de loi veut apparemment imposer aux municipalités — sur la question des districts électoraux.

L'autre question qu'on pourrait poser — nous aurons certainement l'occasion, dans les quinze prochains jours, d'avoir l'opinion de différentes personnes — c'est: Pourquoi arriver maintenant avec un projet de loi pour affecter deux municipalités pour l'année 1978? Y a-t-il une raison spécifique? Cela n'affecte que deux villes. Pourquoi avoir introduit le projet de loi à la fin de juin avec certaines restrictions, avec beaucoup de structures, avec beaucoup de changements, avec encore beaucoup de travail qui doivent être faits par ces municipalités, et le faire pour le mois de novembre 1978? Cela serait bon d'avoir l'opinion des autres municipalités sur l'effet de ce projet de loi qui est un peu hâtif. Les quinze prochains jours nous permettraient vraiment de discuter et de voir les différentes opinions de celles qui sont concernées.

Il y a aussi une reconnaissance officielle des partis politiques au niveau municipal. Cela serait bon de se poser la question: Quel serait l'effet de cette reconnaissance, dans le projet de loi? Quelle est la motivation? Quel est le but? Comment cela va-t-il affecter les municipalités concernées? Quel sera aussi l'opinion des autres cités et villes, des autres municipalités d'avoir l'inclusion de cette clause dans le projet de loi? On peut soutenir, Mme le Président, qu'au niveau municipal il y a beaucoup de différence entre l'administration municipale et l'administration du gouvernement du Québec et que peut-être pour certaines fins il y avait des avantages de ne pas avoir cette reconnaissance, de ne pas imposer cette reconnaissance. Cela n'empêche pas. Mme le Président, un parti politique de faire certaines démarches dans certaines municipalités. Mais l'imposer dans le projet de loi. On peut demander pourquoi faire cela, quels seront les résultats. Est-ce que cela va causer un chambardement? Est-ce que cela va avoir des résultats et des conséquences que peut-être on n'a pas eu le temps d'étudier? Cela nous permettrait encore une fois d'obtenir l'opinion de toutes les personnes impliquées dans cet aspect particulier du projet de loi.

Il y a l'autre aspect aussi, Mme le Président, sur lequel il serait bon de discuter plus pleinement, d'avoir d'autres opinions. C'est la question d'enlever le droit de vote aux personnes morales. Mme le Président, la distinction entre l'administration municipale et un gouvernement, c'est que l'administration municipale est composée de contribuables d'administration pour des affaires municipales. On peut se demander pourquoi, à ce stade-ci, maintenant, enlever ce droit de vote aux personnes morales seulement dans ce projet de loi-ci pour l'année 1978.

Ce n'est pas une refonte générale du Code municipal. Cela ne s'applique pas à toute la province, mais seulement à ces deux cas spécifiques. Mme le Président, je crois qu'en toute honnêteté et dans l'intérêt de tous les contribuables, dans l'intérêt de tous les électeurs, il serait plus que souhaitable, il serait même nécessaire de reporter l'étude de ce projet de loi seulement pour une période de quinze jours. Il ne s'agit pas de le remettre au calendes grecques, de retarder l'adoption de ce projet de loi indûment. Mais il y a beaucoup de questions qui sont soulevées. Il y a des principes fondamentaux. Il y a les effets sur ces deux municipalités, la ville de Longueuil et la ville de Montréal. Je crois qu'elles mériteraient un traitement un peu plus démocratique que celui que le gouvernement leur impose à ce moment-ci à la fin d'une session, quand nous avons 18 ou 20 projets à étudier et que nous ne pouvons pas, en toute franchise, leur consacrer le temps nécessaire. On nous bouscule, on nous pousse parce qu'il faut terminer la session le 23 et on nous apporte des projets de loi d'une importance fondamentale comme celui-ci.

(15 h 20)

Mme le Président, pour ces raisons, j'appuie la motion du député de D'Arcy McGee. Dans l'esprit supposé démocratique de ce projet de loi, le gouvernement, pour démontrer qu'il est vraiment de bonne foi et qu'il est sincère dans sa volonté de démocratiser cette institution, commence lui-même par donner le bon exemple et nous accorde ce délai additionnel, mais raisonnable pour faire les études nécessaires et pour consulter les organismes, les municipalités et les gens impliqués. Merci.

Mme le Vice-Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Rodrigue Biron

M. Biron: Mme le Président, je voudrais parler sur la motion présentée par mon ami de droite, le député de D'Arcy McGee, quant au report de quinze jours de l'étude de ce projet de loi.

Mme le Président, je veux simplement et rapidement, dans le temps qui m'est alloué, rappeler que ce gouvernement qui est au pouvoir maintenant à Québec nous a toujours fait part de sa volonté de procéder à une vaste réforme du pouvoir municipal. Le gouvernement, au début de 1978, s'était fixé deux objectifs bien précis. Le premier,

c'est d'accroître l'autonomie des municipalités, notamment par le biais d'une réforme fiscale en profondeur, et le deuxième objectif, c'était d'obliger les municipalités à se conformer à certaines règles de la démocratie.

Lorsqu'on parle du premier objectif, je pense bien qu'il semble qu'on s'en va dans la bonne direction, parce qu'on prend le temps nécessaire — celui qu'on ne peut pas prendre pour le second — pour organiser une vaste consultation avec les municipalités concernées avant que le gouvernement accouche d'un certain nombre de projets de loi en vue de concrétiser en termes législatifs ses politiques définitives dans ce domaine de première importance. Or, l'adoption d'une telle procédure de consultation dans un dossier aussi important nous apparaît une nécessité élémentaire et constitue, à notre point de vue, une preuve que, tout au moins dans ce secteur de la fiscalité municipale, le gouvernement a forcément compris qu'il devait agir avec prudence et que, dans le but d'éviter des confrontations dommageables et un manque de compréhension de la part de la population, il se devait de mettre dans le coup, dès le départ, les principaux intéressés.

Mais sur le deuxième objectif, Mme le Président, cet aspect que nous étudions cet après-midi avec le report de quinze jours pour nous permettre d'organiser une consultation à la fois avec les municipalités, les individus qui habitent les municipalités, ces gens-là qui devront assumer les coûts de cette transformation de certaines règles de la démocratie municipale, je pense que là-dessus on a tout simplement manqué le bateau, en ce sens qu'on ne consulte pas. D'un côté, on veut consulter pour la première partie du projet de loi, d'un autre côté, on veut tout simplement bousculer les municipalités concernées et surtout les citoyens, les individus qui habitent dans ces municipalités concernées.

Lorsqu'on a su que le gouvernement voulait consulter, dans ce premier objectif de réforme de la fiscalité municipale, nous nous attendions, en tout cas, en toute logique, que le gouvernement adopte une attitude identique pour la réalisation de son deuxième objectif; une amélioration sensible de la démocratie municipale. En toute logique, que le gouvernement n'hésite pas à soumettre son projet de réforme sur la démocratie municipale au feu d'un débat public, nous nous attendions à cela, donnant ainsi à tous les intéressés le loisir et la liberté de faire connaître leur point de vue et, le cas échéant, de soumettre à l'attention du gouvernement leurs solutions de rechange.

La stratégie du gouvernement vis-à-vis de cette étape bien particulière d'ajuster certaines règles de la démocratie municipale est maintenant très claire. Aussi contradictoire que cela puisse paraître, la réforme de la démocratie municipale se fera sous le signe du dirigisme politique. Les édiles municipaux, les principaux intéressés, les municipalités seront bousculés tout simplement afin qu'ils n'aient pas d'autre choix, afin de se plier à l'autorité forcée du gouvernement provincial

Pourquoi, Mme le Président? Nous voudrions véritablement en savoir la raison. Pourquoi dire oui à la transparence quand il s'agit de fiscalité municipale? Pourquoi dire non à la transparence lorsqu'il s'agit de démocratie municipale? Ce serait important que le ministre nous fasse connaître ses véritables raisons, les véritables raisons de son comportement dans ce domaine particulier.

En particulier, je voudrais bien savoir pourquoi le ministre a deux poids, deux mesures. Pourquoi le ministre nous dit-il: Bien sûr, c'est transparent d'un côté et de l'autre nous allons très rapidement? Je comprends qu'il y a peut-être certains objectifs politiques, mais il faut se rappeler quand même que notre province existait avant le 15 novembre 1976.

Bien sûr qu'il y a des choses à améliorer, mais il ne faut pas tout bousculer, tout détruire sous prétexte qu'on veut essayer d'améliorer un petit peu. Je pense qu'il faut prendre le temps nécessaire, de discuter avec les gens, d'écouter les gens et surtout de leur faire comprendre dans quelle direction nous voulons aller. Il est, bien sûr, urgent de démocratiser davantage les règles du jeu politique, au niveau municipal, mais nos municipalités ont fait un bon bout de chemin depuis une couple de centaines d'années.

Il est urgent de repenser le système électoral au niveau municipal, de manière que toutes les facettes de la réalité locale soient fidèlement représentées au conseil, mais il y a eu aussi un bon bout de chemin de fait au cours des dernières années. Il nous apparaît opportun de transposer au niveau municipal les nouvelles règles se rapportant au financement des partis politiques adoptées l'an dernier, à l'unanimité, par les membres de cette Assemblée nationale. C'est vrai, Mme le Président, mais il y a quand même des municipalités qui ont été assez bien administrées jusqu'à maintenant.

Bien sûr on pourrait dire qu'on veut davantage. C'est vrai, tout le monde veut s'améliorer davantage, mais il ne faut pas renier le passé pour cela. Il faut surtout que le ministre réalise qu'avant lui il y a eu d'autres ministres des Affaires municipales, qu'avant lui il y a eu d'autres gouvernements du Québec et que ces gouvernements ont réussi à faire avancer le dossier avec les petits trains usuels et qu'il est important pour lui, avant de tout chambarder, de tout foutre en l'air, de continuer à ce pas précis, mais d'améliorer la chose publique.

Or, Mme le Président, l'Union Nationale ne nie pas la pertinence de réforme de la démocratie municipale, mais ce que nous nions ici présentement, ce à quoi nous nous opposons, ce que nous n'acceptons pas, c'est la méthode un peu cavalière utilisée par le gouvernement pour atteindre les objectifs bien particuliers visés par le projet de loi no 44. A la lecture de ce projet de loi, Mme le Président, il devient évident, manifeste que, sous le couvert de principes vertueux, le gouvernement est beaucoup plus intéressé à s'immiscer directement et à la toute dernière minute dans le processus électoral devant régir les élections

générales prévues pour novembre à Montréal et à Longueuil qu'à introduire franchement et sans détour, dans un climat de confiance et de respect mutuel, certains éléments de réforme de la démocratie municipale, dont la reconnaissance des partis politiques municipaux, leur financement selon des règles similaires adoptées l'an dernier au niveau provincial.

Et, avec la même force avec laquelle nous nous opposons à l'ingérence du gouvernement fédéral en ce qui regarde les domaines de juridiction provinciale, nous nous opposons aussi, Mme le Président, à l'ingérence du gouvernement provincial dans ce qui regarde les domaines de juridiction municipale.

C'est important de laisser aux responsables locaux, aux individus des municipalités le soin d'être consultés, de déterminer eux-mêmes quel genre de vie, quel genre de gouvernement ils veulent avoir pour leur municipalité. Mme le Président, nous aurons une conférence entre les municipalités et le Québec cette fin de semaine-ci, conférence au cours de laquelle le dernier jour est réservé à des problèmes autres que les problèmes de fiscalité. Nous pourrions certainement en profiter pour en discuter avec les élus municipaux. Nous pourrions certainement entendre les intéressés en commission parlementaire, au cours des deux prochaines semaines, des quinze jours demandés par le député de D'Arcy McGee: entendre les municipalités qui auront à payer les coûts de cette réforme de la fiscalité et de cette démocratie municipale. Nous pourrions, au cours des deux prochaines semaines, entendre spécifiquement les individus de ces municipalités et savoir ce qu'ils veulent véritablement pour leur municipalité, toujours en se souvenant que ces charges supplémentaires — spécialement à Longueuil alors que nous voulons nommer plusieurs échevins supplémentaires — à Montréal et à Longueuil entraîneront des coûts à cause justement de cette nouvelle façon de financer les élections municipales. (15 h 30)

Des individus auront à payer et il serait bon d'entendre ces mêmes individus pour savoir ce qu'ils ont à dire là-dessus. Ce n'est pas parce que nous sommes contre le principe de la démocratie municipale, mais nous voudrions entendre ces individus. Je veux bien croire que le ministre a consulté les conseils municipaux, les maires des deux grandes municipalités concernées, mais est-ce que les individus mêmes ont été consultés? N'y a-t-il pas beaucoup de gens dans ces municipalités qui voudraient se faire entendre, qui ont quelque chose à dire sur cette réforme de la démocratie municipale et qui auraient des suggestions peut-être fort intéressantes à nous faire pour nous aider à améliorer ce projet de loi?

Mme le Président, je constate aussi que le ministre est peut-être naïf lorsqu'il parle de délais aussi courts. Je pense bien qu'hier soir le député de Johnson a pu le faire réfléchir considérablement lorsqu'il a parlé du délai du 15 juillet. On nous parle maintenant possiblement du 30 juillet. Le calendrier du député de Johnson a fait réfléchir le ministre dans ce cas-là: Ces sept jours donnés

aux greffiers des municipalités avant l'adoption du règlement, les dix jours pour qu'une personne puisse prendre connaissance de la publication de l'avis et faire connaître par écrit son opposition au règlement, les quelques jours donnés pour recevoir au moins une centaine de personnes majeures intéressées dans le délai prescrit, faire connaître à la commission leur opposition au règlement, les trois jours au moins nécessaires pour faire publier cela dans un journal circulant dans les municipalités. Après cela, la commission doit, sans délai, transmettre par courrier recommandé... C'est encore quelques jours. Ce calendrier dont a parlé, hier soir, le député de Johnson a dû permettre au ministre de réfléchir sérieusement sur les délais très courts imposés par ce projet de loi pour changer la vie municipale, à Montréal et à Longueuil en particulier sans consultation avec les intéressés. Voilà pourquoi nous appuyons la motion du député de D'Arcy McGee afin d'avoir ces deux semaines pour convoquer une commission parlementaire, écouter ces municipalités, écouter les gens du milieu nous parler de leurs problèmes, de leurs préoccupations et de leurs inquiétudes.

On va changer la vie municipale à Montréal et à Longueuil. Nous aurons de nouveaux districts électoraux. Les gens auront à apprendre à vivre avec ces nouveaux districts électoraux. Ils ont besoin de vivre avec; donc, ils ont besoin d'être consultés et de nous dire ce qu'ils en pensent avant que les élus provinciaux puissent prendre la dernière décision concernant ce projet de loi. Ce projet de loi est très important. Il faudrait qu'il soit adopté dans le calme, dans la lucidité et non pas dans la bousculade d'une fin de session.

Nous nous proposons d'écouter, à l'automne, peut-être 50 municipalités concernées, alors que deux des principales municipalités du Québec, Longueuil et Montréal, ne seront pas écoutées. A deux des principales municipalités, nous disons non, mais nous dirons peut-être oui à 50 autres municipalités. Le but de la motion d'amendement du député de D'Arcy McGee, c'est de rejoindre justement ces deux municipalités, c'est d'écouter ces deux municipalités pendant quelques jours de commission parlementaire afin de savoir exactement ce que les gens des municipalités concernées en pensent.

Je me reporte à des questions du député de Saint-Hyacinthe qui ont été posées au cours du mois de mars. A la période des questions le ministre des Affaires municipales avait donné sa garantie morale qu'il n'y aurait pas de bousculade, qu'il n'y aurait pas de cassure à adopter un projet de loi à la vapeur. Le ministre des Affaires municipales nous avait donné l'assurance que nous aurions le temps nécessaire pour étudier les projets de loi importants concernant la réforme de la démocratie dans les grandes villes comme Montréal et Longueuil. Pourtant, aujourd'hui, en cette fin de session, on apporte un projet de loi qui va changer d'une façon considérable la vie démocratique à Montréal et à Longueuil pour l'automne prochain.

Mme le Président, l'Union Nationale a toujours dit qu'elle était d'accord, en principe, avec les améliorations, mais des améliorations qui sont fai-

tes dans le calme et surtout des améliorations qui sont faites en fonction des besoins réels des gens de chez nous et des gens qui sont impliqués là-dedans. Au mois de février dernier, à l'occasion d'une interview qu'il a accordée à un journal du Québec, le ministre des Affaires municipales disait ne pas savoir quand les projets de loi seraient présentés, mais il s'était empressé d'ajouter: Ce n'est quand même pas pressant comme une cassure de présenter de tels projets de loi. Pourtant, aujourd'hui, quelques mois plus tard, on nous présente ces projets de loi et là cela presse comme une cassure d'ici la fin de la session.

Qu'est-ce qui s'est passé depuis deux mois et demi? C'est cela que je voudrais savoir de la part du ministre. Peut-être qu'il va nous faire changer d'idée en nous expliquant clairement ses positions là-dessus. Qu'est-ce qui s'est passé depuis deux mois et demi pour que cela devienne tout à coup pressant comme une cassure de voter un projet de loi qui va toucher Montréal et Longueuil? Qu'est-ce qui s'est passé depuis deux mois et demi pour que le gouvernement impose de force à Montréal et à Longueuil un nouveau découpage électoral, de nouvelles règles du jeu pour l'élection du maire et des conseillers, et la notion de colistier, l'introduction d'un conseiller par district électoral, et ainsi de suite? Il s'agit bien, en réalité, de l'imposition, par le gouvernement provincial au pouvoir municipal, d'une nouvelle carte électorale.

Alors, c'est un peu ce que j'avais à dire sur cette motion d'amendement du député de D'Arcy McGee en l'appuyant afin de faire réfléchir le ministre des Affaires municipales et permettre d'écouter les municipalités et les individus concernés. On ne demande pas de retarder les délais de deux semaines tout simplement pour le plaisir de retarder de deux semaines. Ces deux semaines, je voudrais que nous puissions les employer à écouter les municipalités, de la part du gouvernement, de la part des partis d'Opposition, écouter les individus et ceux qui demeurent dans ces municipalités les interroger, de la part du gouvernement, de la part des partis d'Opposition aussi, pour savoir véritablement ce que ces gens pensent.

Alors, il n'est pas question tout simplement de gagner deux semaines de délai et dire: On retarde de deux semaines l'application de la loi. Il est tout simplement question de se servir d'une façon positive des deux prochaines semaines, des prochains quinze jours que nous avons devant nous, en adoptant la motion du député de D'Arcy McGee. Il est question de se servir de ces quinze jours d'une façon positive pour consulter les gens du milieu concerné afin qu'eux aussi participent à l'amélioration de la démocratie municipale dans leur ville.

On se servira, à l'automne, de la consultation pour les 50 autres municipalités — à peu près — concernées. Au cours des deux prochaines semaines, j'invite le ministre à y penser sérieusement et à accepter de bonne grâce la proposition du député de D'Arcy McGee afin que les députés de cette Assemblée nationale puissent interviewer, discuter et interroger les individus intéressés à ve-

nir nous rencontrer, les municipalités et ceux qui auront à payer les coûts de l'amélioration de cette vie, de cette démocratie municipale à Montréal et à Longueuil.

Mme le Président, en terminant, je vous dis que j'appuierai la motion du député de D'Arcy McGee. J'invite le ministre des Affaires municipales lui-même, en grand démocrate qu'il est, à appuyer la proposition du député de D'Arcy McGee et à en profiter pour écouter les intéressés des villes de Montréal et de Longueuil.

Mme le Vice-Président: M. le ministre des Affaires municipales.

M. Guy Tardif

M. Tardif: Mme le Président, j'ai écouté attentivement les représentations des membres de l'Opposition officielle et de l'Union Nationale. J'ai été fort heureux d'entendre qu'ils sont d'accord sur les principes contenus dans le projet de loi, sur les objectifs poursuivis. Je voudrais, au moment de la discussion sur l'amendement, puisque c'est intimement relié, dire que c'est précisément le but de la deuxième lecture que de donner un accord de principe à une loi, rien de plus, rien de moins. Si on est d'accord sur le plafonnement des dépenses électorales, sur la reconnaissance des partis politiques là et lorsqu'il en existe, si on est d'accord sur le remboursement public des dépenses électorales, si on est d'accord sur les principes énoncés dans cette loi et qui, encore une fois, visent à corriger des distortions qui sont déjà, en quelque sorte, réglementées au niveau québécois, si on est d'accord avec tout cela, dis-je, je ne vois pas pourquoi on introduirait une motion de report à quinze jours ainsi qu'on l'a fait.
(15 h 40)

Deuxièmement, Mme le Président, c'est que la demande de report est pour permettre aux parties intéressées de se faire entendre. Or, Mme le Président, il y a deux municipalités qui sont touchées directement par cette loi: Montréal et Longueuil. Dans le cas des autres, la loi est d'application facultative. Et dans le cas de ces deux villes, c'est vrai aussi pour les autres, mais pour ces deux-là en particulier, il y a eu plusieurs rencontres avec le maire, des conseillers, des membres du comité exécutif, les partis d'Opposition et même des fonctionnaires de la ville de Montréal. C'est important. Et ceci sur une période de trois mois, quatre mois, de sorte qu'il y a eu amplement de consultation.

Je comprends le rôle de l'Opposition de vouloir se faire le représentant de gens qui n'auraient pas de voix, qui n'auraient pas le moyen de se faire entendre. Que je sache, ce n'est pas tout à fait la condition de M. le maire de Montréal. Lorsqu'il a quelque chose à dire, il ne se gêne pas pour le faire. Je demande à l'Opposition: Est-ce qu'elle a en main un télégramme, une demande, une lettre de la ville de Montréal ou de la ville de Longueuil demandant de se faire entendre? Est-ce que l'Opposition croit que ces deux villes leur

diraient des choses qu'elles ne nous ont pas dites? Si tel est le cas, j'aimerais les voir, qu'on les dépose. Cela me fera plaisir.

M. Bellemare: Pourquoi?

M. Tardif: S'il y a eu des représentations.

M. Bellemare: S'il y en avait, pourquoi les déposer tout de suite?

M. Tardif: Pardon? Pour en tenir compte. Je veux tenir compte des représentations. J'ai reçu de ces municipalités des représentations et on en a tenu compte. J'ai aussi compris, d'après l'intervention du député de D'Arcy McGee, du député de Johnson — et je voudrais faire une parenthèse pour l'historique qu'a tracé le député de Johnson à pied levé, comme cela. Je comprends que, s'il avait eu lui-même le temps de faire un peu plus de recherches, il aurait sans doute remonté un peu plus loin dans le temps avant 1921 puisque c'est en 1909 qu'il y a eu un premier référendum à Montréal, visant quoi, à la suite de l'enquête Cannon, incidemment? visant à réduire le nombre de conseillers de deux par district à un seul. Page historique.

M. Bellemare: La même chose en 1942.

M. Tardif: Mme le Président...

M. Bellemare: En 1927, cela a été la même chose.

M. Tardif: .. le seul moment où effectivement il y a eu une consultation où on a donné le choix véritablement aux citoyens de Montréal de se prononcer sur leur mode de représentation, c'est en 1921, ainsi que l'a souligné le député de Johnson. J'aimerais citer ici le résultat de cette consultation où en effet, le 25 mai 1921, M. René Bauset, greffier de la cité de Montréal, faisait rapport au secrétaire de la province du résultat du vote qui a été donné le 16 courant par les contribuables de Montréal sur la cédule A et la cédule B. Cédule A: 26 000 voix. En faveur de la cédule B: 44 754. Or, que contenaient ces deux cédules, Mme le Président? Elles contenaient ceci: Cédule B:...

M. Bellemare: Le ministre est très intéressant et je prends beaucoup de notes, mais ce n'est pas pertinent parce qu'on est sur la motion. Sa réplique qu'il nous fera sur la...

M. Tardif: Je finis juste le paragraphe, je vais finir cela.

M. Bellemare: D'accord, je prends des notes. C'est simplement...

M. Tardif: C'est que la cédule B qui a été votée à ce moment, à peu près deux contre un, prévoyait la division de Montréal en 35 petits quartiers représentés par un conseiller chacun

alors que la population de Montréal était, à l'époque, en 1921, de 657 000. Faites une table de trois, 657 000 égale 35 conseillers, 1 080 000 égale à peu près 54 conseillers. Donc, en 1921, le seul moment où les citoyens montréalais ont eu à se prononcer sur leur constitution, en quelque sorte, ils ont opté pour cette formule. Tout le reste du temps, cela a été pour abolir la classe C, composée de conseillers nommés et non pas élus. Et en 1962, lorsqu'il y a eu la division de la ville de Montréal en quinze districts, par le gouvernement Lesage, il n'y a pas eu de référendum.

M. Bellemare: C'était à la suite de l'enquête Champagne.

M. Tardif: Cela a été imposé par la Législature.

M. Bellemare: Oui, mais après l'enquête Champagne.

M. Tardif: Le député de Johnson m'a incité à fouiller l'histoire de Montréal et à consulter M. Rumilly, entre autres...

M. Bellemare: Une bonne source, c'est la mienne.

M. Tardif: Donc, sur ce plan, si vous voulez, si on veut remonter dans l'histoire, on pourra le faire. Mais je ferme la parenthèse du mode de représentation pour en revenir au seul point qui semble faire problème, qui est celui de la carte électorale. On a fait grand état du fait que l'on passerait de 19 districts à 54. Or, étant Montréalais, député montréalais et résident de Montréal depuis toujours, il faut quand même bien comprendre qu'actuellement parmi ces 19 districts, 17 sont représentés par trois conseillers chacun; 17 fois trois font 51. Il y a Rivière-des-Prairies et Saraguay qui ont été annexées par la suite et qui comprennent, dans un cas un et l'autre, deux conseillers.

Or, le résultat net de l'opération, pour un total de 55 conseillers actuellement, qui consiste à prendre la population de la ville de Montréal de 1 080 000, de mettre un ratio de un conseiller par 20 000 de population à peu près, nous donne 54 conseillers. Ce sont 54 conseillers contre les 55 qu'il y a présentement, qu'il s'agit maintenant de répartir à l'intérieur du territoire de la ville, scindant parfois en trois une seule circonscription électorale actuelle. Ce n'est donc pas un chambardement identique à celui qui consiste à prendre la carte du Québec et à ajouter onze districts électoraux, par exemple. Ce n'est pas un ajout considérable que l'on fait. En fait, il y a la disparition d'un siège seulement. Ce n'est donc qu'un réaménagement, mais réaménagement pour lesquels le ministère peut s'appuyer sur des données fiables. A la suite d'une étude faite pour une autre fin, qui est celle du dossier sur la décentralisation, une commande avait été passée à l'INRS-urbanisation qui a mis sur ordinateur les données socio-démographiques de chacun des 275 secteurs de recen-

sement de la ville de Montréal, et 64 variables ont été introduites dans l'ordinateur afin d'en arriver à ce qu'on appelle un regroupement par aires naturelles avec affinités socio-démographiques. Ceci a été passé à un deuxième tamisage qui est celui de l'analyse par des gens sur le terrain, des gens même très près de la ville de Montréal, qui ont tenu compte des barrières artificielles que sont les autoroutes, que sont les voies ferrées, que sont les accidents géographiques, tous ces phénomènes. (15 h 50)

Or, tout ceci a été fait en consultation avec la ville de Montréal. C'est la ville qui doit préparer la carte, ce n'est pas le ministre des Affaires municipales. L'inquiétude parce que la ville n'aurait pas assez de temps, qui a amené le député de D'Arcy McGee à demander un report à quinze jours, aura exactement l'effet contraire. En effet, si on retarde l'application ou l'entrée en vigueur de la loi de quinze jours, on vient donc de laisser moins de temps à la ville pour faire la carte. Je vais donc prendre au mot le député de D'Arcy McGee; je vais donner à la ville quinze jours de plus pour faire la carte. Je dis: Adoptons la loi maintenant et prolongeons le délai; au lieu du 15 juillet, ce sera le 30 juillet. De cette façon-là, on atteindra l'objectif fort louable recherché par le député de faire en sorte que la ville ait le temps voulu pour faire sa carte.

Mme le Président, voilà donc pourquoi je dis que l'amendement, tel que proposé, m'apparaît inacceptable parce qu'il aurait exactement l'effet contraire à celui recherché. Mais je me rends de bonne grâce au vœu de l'Opposition et je consens à prolonger le délai, mais le délai réel pour fabriquer la carte, de quinze jours.

Merci, Mme le Président.

M. Goldbloom: Mme le Président, j'invoque le règlement.

Mme le Vice-Président: Sur la question de règlement, M. le député de D'Arcy McGee.

M. Goldbloom: En vertu de l'article 96, je voudrais rectifier deux choses que le ministre vient de dire au cours de son discours.

Il a dit que l'Opposition n'avait pas fourni de preuves quant au désir de certaines personnes de se faire entendre. J'ai quand même cité un article de journal qui indiquait que tous les conseillers municipaux de Longueuil étaient en désaccord et je suis convaincu qu'ils voudraient se faire entendre. Le maire, cependant, trouvait que c'était parfait, ce que proposait le gouvernement, parce qu'il avait été largement écouté, a-t-il dit.

Deuxième chose, Mme le Président. Le ministre a dit que l'Opposition avait manifesté son accord sur les principes du projet de loi. Je voudrais lui rappeler que j'ai quand même dit, dans mon discours, que nous avons — et nous avons toujours, donc — énormément d'hésitation à voter en faveur de ce projet de loi.

Mme le Vice-Président: Sur cette explication de votre intervention, M. le député de D'Arcy

McGee, nous allons mettre aux voix la motion de report à quinze jours, c'est-à-dire la motion du député de D'Arcy McGee qui vise à retrancher le mot "maintenant" et à le remplacer par "dans quinze jours" à la fin de la motion de deuxième lecture. Cette motion est-elle adoptée?

M. Bellemare: Vote enregistré.

M. Goldbloom: Vote enregistré, s'il vous plaît!

Mme le Vice-Président: Le vote est demandé. Qu'on appelle les députés.

(Suspension à 15 h 53)

(Reprise à 16 h 5)

Mise aux voix de la motion de report

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Veuillez vous asseoir.

A Tordre! C'est le moment de mettre aux voix la motion de M. le député de D'Arcy McGee, motion d'amendement à la deuxième lecture du projet de loi du ministre des Affaires municipales, loi no 44. Cette motion d'amendement est à l'effet de retrancher le mot "maintenant" et d'ajouter à la fin les mots "dans quinze jours". Que celles et ceux qui sont en faveur de cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le **Secrétaire adjoint:** MM. Levesque (Bonaventure), Lavoie, Vaillancourt (Orford), Lalonde, Forget, Gameau, Goldbloom, Larivière, Mme Lavoie-Roux, MM. Raynauld, Lamontagne, Giasson, Blank, O'Gallagher, Ciaccia, Marchand, Pagé, Verreault, Springate, Biron, Bellemare, Grenier, Goulet, Fontaine, Brochu, Dubois, Le Moignan, Cordeau, Roy, Shaw.

Mme le Vice-Président: Contre:

Le **Secrétaire adjoint:** MM. Bédard, Tremblay, O'Neill, de Belleval, Joron, Proulx, Duhaime, Lazure, Tardif, Vaugeois, Michaud, Paquette, Vaillancourt (Jonquière), Marcoux, Alfred, Chevrette, Martel, Fallu, Rancourt, Grégoire, Bertrand, Laplante, Bisailon, Guay, Gendron, Mercier, Laber-Boucher, Gravel, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Gagnon, Jolivet.

Mme le Vice-Président: Abstentions.

Le **Secrétaire:** Pour: 30 — Contre: 46 — Abstentions: 0

Mme le Vice-Président: Motion rejetée. (16 h 10)

Deuxième lecture (suite)

C'est maintenant la reprise du débat sur la motion du ministre des Affaires municipales, proposant que soit maintenant lu la deuxième fois le projet de loi no 44, Loi concernant les élections de 1978 dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes. C'est donc le débat de deuxième lecture qui se continue.

M. le député de Laurier.

M. André Marchand

M. Marchand: Mme le Président, c'est avec regret que je vois que le ministre des Affaires municipales n'a pas écouté le député de D'Arcy McGee et les autres orateurs, membres de l'Opposition, qui ont demandé au ministre de retarder de quinze jours la loi 44. Je pense que le ministre aurait dû écouter la sagesse du député de D'Arcy McGee qui l'aurait aidé énormément à bonifier son projet de loi.

Voici qu'après plus d'un an et demi le gouvernement, par son ministre des Affaires municipales, vient de s'apercevoir qu'il est urgent de faire adopter par cette Assemblée un projet de loi concernant l'élection de 1978.

Mme le Vice-Président: Excusez-moi, M. le député de Laurier, je vais devoir vous interrompre, il y a beaucoup de... Voulez-vous, s'il vous plaît, ceux qui doivent, j'allais dire disparaître vers les commissions parlementaires, le faire immédiatement et que les autres veuillent bien s'asseoir, s'il vous plaît!

M. le député de Laurier.

M. Marchand: Je disais que je regrettais que le ministre vienne de s'apercevoir qu'il y avait une élection en 1978 dans quelques municipalités de la province de Québec, et surtout dans des municipalités aussi importantes que Montréal et Longueuil.

Ce projet de loi 44, qui n'est pas nécessairement mauvais dans son principe, mais qui est présenté, à ce temps-ci, avec son allure d'urgence, est à l'image du gouvernement. Celui-ci, pris de panique par son manque de prévoyance, nous soumet un projet de loi prématuré, sans avoir entendu à fond les principaux intéressés par le biais d'une commission parlementaire. C'est un projet qui aurait sûrement, avec un délai raisonnable, pu être bonifié et rendu acceptable dans tous ses aspects.

Mme le Président, ce projet de loi est précipité. Pour Montréal et Longueuil, mais surtout Montréal, je me demande s'il n'aurait pas été plus sage de reporter les élections municipales de Montréal au printemps 1979, ce qui aurait donné le temps de présenter une loi acceptable dans tous ses points et pour toutes les municipalités de la province de Québec qui seraient touchées par un tel projet de loi. Certaines municipalités auraient pu, avec un article de ce projet de loi, se soustraire aux normes de ce projet de loi et les conseillers municipaux continuer à administrer

leur municipalité comme ils l'avaient fait dans le passé, avec des budgets raisonnables qu'ils pouvaient administrer plus facilement. Mais, avec un tel projet de loi, plusieurs municipalités sont obligées de prendre dans leur budget actuel, c'est-à-dire ressemblant au budget actuel, dans les années à venir, l'argent qui sera donné pour le conseil municipal lui-même tandis que cet argent pourrait être appliqué à des projets plus rentables pour la municipalité et pour la meilleure administration des concitoyens qui en profiteraient davantage.

Comme ce projet de loi n'est en fait présenté que pour les villes de Montréal et de Longueuil, disons immédiatement que dans le cas de Longueuil, le maire Robidas est d'accord mais que ses conseillers municipaux s'y opposent. Je me demande comment, dans le cas de Longueuil, le ministre peut considérer plus importants les signataires d'un télégramme appuyant le projet de loi quand plusieurs de ces signataires sont des personnes venant de l'extérieur de la ville concernée, c'est-à-dire de la ville de Beloeil, de Boucherville ou de Saint-Lambert, qui n'ont rien à voir avec l'administration de la ville de Longueuil, et ne pas considérer les conseillers municipaux de la municipalité de Longueuil, dans ce cas.

Tout d'abord, je me demande pourquoi l'article 22 du projet de loi. Je sais que je ne suis pas censé parler d'un article. Je suis en dehors du sujet et je retire immédiatement l'article 22. Je sais que, dans son discours de deuxième lecture, le ministre a donné son opinion à ce sujet, mais je me demande si l'élection d'un maire n'est pas l'affaire de tous les citoyens d'une municipalité.

Dans son projet de loi, le ministre tente de nous faire croire qu'il veut démocratiser les élections municipales, mais je me demande si démocratiser vraiment ne serait pas justement donner la chance à tous les citoyens de la ville la plus importante de la province de choisir eux-mêmes, une fois en quatre ans, celui qui dirigera les destinées de la ville de Montréal pendant ces quatre ans. Je me demande justement si ce n'est pas là une attaque directe contre le maire de Montréal. Je me souviens très bien, M. le Président — c'était à une période où vous n'étiez malheureusement pas à l'Assemblée nationale — que les six membres de l'Opposition et les sept qui étaient là de 1970 à 1973 ont attaqué, avec les paroles les plus virulentes et les plus acerbes, celui qui dirige les destinées de la ville de Montréal depuis de nombreuses années, avec un brio que la ville de Montréal n'a jamais connu, et qui a permis à cette ville d'être connue à travers le monde entier. Ce n'est pas seulement la ville de Montréal qui est connue, mais c'est la province et le pays tout entier, le Canada, par toutes ses grandes réalisations. Il me semble que c'est une attaque directe contre le maire de Montréal. Je sais pertinemment que le maire de Montréal, avec sa force personnelle et l'admiration qu'il a su susciter chez les citoyens de sa ville, passera quand même à travers ces adversités.

Dans le projet de loi, le ministre suggère qu'on enlève le droit de vote aux personnes

morales. Je conçois très bien que plusieurs de ces personnes morales n'ont pas de résidence permanente dans la ville de Montréal. Cependant, plusieurs petits propriétaires de petits commerces, de petites industries qui demeurent à l'extérieur de la ville de Montréal, dans les municipalités de banlieue et même à des distances plus grandes, vivent toutes les journées ouvrables dans la ville de Montréal. Ce sont de gros contribuables. Ils subiront les contrecoups comme les bons coups d'une administration municipale. C'est pourquoi je me pose la question suivante: Pourquoi les personnes morales n'auront-elles plus le droit de vote dans la ville de Montréal?
(16 h 20)

Vous savez comme moi que si la ville de Montréal a un peu plus de 1 million de population, elle a une population véritable de presque 2 millions de personnes. Il y a 2 millions de personnes dans l'entourage de Montréal, car de partout au monde, des gens viennent grossir les rangs de ses citoyens. Je pense aux propriétaires surtout. Je ne parle pas des grosses industries. D'ailleurs, lorsque l'on compte le nombre de gros industriels, de multinationales qui auraient un droit de vote, cela peut représenter une quantité si minime qu'elle n'est même pas à compter. Les petits industriels employant 5, 10, 15, 25, 50 ou 100 personnes ou les petits commerçants ayant un, deux ou cinq employés n'auront plus le droit de vote dans la municipalité où ils passent 80% de leur temps.

Je crois que ce serait encore une chose à penser. Je ne dis pas que j'ai la vérité parfaite dans ce domaine. Je pense que cela mériterait encore une étude plus approfondie avant d'enlever un droit à ces personnes. Si leurs familles ne vivent pas dans la ville de Montréal, elles produisent parfois davantage que des gens qui vivent à Montréal, c'est-à-dire qui couchent à Montréal, mais qui travaillent à l'extérieur de Montréal, qui gagnent leur vie et qui parfois ont des commerces à l'extérieur de Montréal sans en avoir dans la municipalité même. Encore là, vous en avez une quantité. Il n'est pas question, pour moi, de demander qu'on enlève le droit de vote à ces personnes, loin de là. J'essaie de faire un parallèle entre l'importance de ces citoyens qui perdent leur droit de vote et ceux qui le conservent et qui passent peut-être moins de temps dans la ville de Montréal.

Le litige principal de ce projet de loi concerne le découpage de la carte électorale de la ville de Montréal. J'écoutais hier le ministre qui nous disait qu'il avait demandé à la ville de Montréal de tracer un tel projet de découpage de la ville de Montréal. Le ministre disait que cela n'avait pas été fait. Pourtant, je sais qu'il y a un M. Léo Lemay qui, pendant deux ans, a travaillé à la confection d'une carte électorale de la ville de Montréal comprenant 42 districts. L'administration de la ville de Montréal baissait de 13 districts; de 55 conseillers, on tombait à 42 conseillers municipaux. Le conseil municipal de la ville de Montréal considérait que 42 districts seraient suffisants pour administrer la ville de Montréal.

Hier, le ministre nous disait qu'il n'y avait pas eu de carte électorale. Pourtant, on a dit que le ministre aurait rejeté cette carte. Alors, en faisant faire une carte électorale de la ville de Montréal par la Commission de la réforme des districts électoraux, commission qui est toujours nommée par le gouvernement de la province de Québec, les dépenses électorales étant sous la juridiction du directeur général du financement des partis politiques, je crois que c'est une intrusion provinciale dans le domaine municipal et principalement dans l'administration électorale de la ville de Montréal. C'est une mise en tutelle électorale par le gouvernement actuel de la ville de Montréal. C'est avec regret que je vois ce gouvernement — il avait pourtant prêché la grande démocratie pendant toute sa campagne électorale, la démocratie et la transparence — arriver encore une fois avec une loi restrictive, puisqu'elle s'ingère profondément dans l'administration municipale de la ville de Montréal principalement. Encore une fois, ce gouvernement, lors de son élection, a trompé la population en lui promettant un beau et bon gouvernement et de la transparence. Le ministre prévoit un autre projet de loi semblable à proposer l'an prochain. Et ce projet de loi qui viendrait l'an prochain serait fait après consultation, après avoir écouté à la commission parlementaire les différents intéressés. Ce projet de loi devrait être semblable à celui-ci avec, naturellement, les améliorations nécessaires. Je me demande comment le ministre peut, lorsque cela touche la plus grande ville du Québec, plus d'un million de citoyens, nous apporter un projet prématuré en disant que, l'an prochain, le projet sera bonifié et que, cette année, on l'impose à une municipalité comme la ville de Montréal.

C'est pour cette raison, M. le Président — la carte électorale et ce projet de loi prématuré — que je me verrai dans l'obligation de voter contre ce projet de loi, même s'il est nécessaire d'apporter des améliorations dans la façon peut-être d'élire nos conseillers municipaux, mais pas un projet prématuré comme celui-ci, un projet non étudié après 18 mois d'administration. On le savait depuis 1976 qu'il y aurait des élections en 1978, dans la ville de Montréal. Pourquoi ne pas avoir étudié cette chose à fond? Pourquoi ne pas avoir donné la chance aux conseillers municipaux de la ville de Montréal, à toutes les organisations, la Chambre de commerce de Montréal, les associations d'hommes d'affaires, hommes d'affaires du Nord, hommes d'affaires de l'Est de Montréal, hommes d'affaires du Plateau Mont-Royal, de venir ici à Québec à la commission parlementaire et de dire au ministre leurs besoins?

Ce sont eux qui vivent à Montréal. Ce sont eux qui pratiquent à Montréal. Ce sont eux ces commerçants qui font vivre la population de Montréal. Les syndicats qui dirigent la classe ouvrière, ceux qui sont principalement liés à la classe de Montréal auraient dû avoir la chance de venir en commission parlementaire dire au ministre les besoins des citoyens de Montréal. Je crois que le ministre se serait amené ici avec un projet qu'il nous aurait

fait plaisir d'accepter. Un projet qui aurait été égal à la population de Montréal. Un projet dont elle a besoin. Mais non pas un projet prématuré qui, encore une fois, sera de l'ingérence politique de ce gouvernement qui nous avait promis la transparence, mais qui nous arrive encore une fois avec un projet de loi qui n'est pas prêt, qui n'est pas mûr. Il devrait être retardé jusqu'aux élections de Montréal, au moins jusqu'en 1979, afin de permettre aux citoyens de Montréal de se donner, encore une fois, une administration adéquate, mais dans les normes normales, les normes qu'ils veulent choisir eux-mêmes et non pas choisies par le gouvernement provincial. On a même mis une épée de Damoclès sur l'administration de la ville de Montréal lorsqu'on lui a dit: Si vous ne faites pas de carte électorale, on va vous en imposer une, on va en faire une.

Je pense bien que les conseillers municipaux de la ville de Montréal sont capables, avec les fonctionnaires de la ville de Montréal qui, d'ailleurs, est reconnue pour avoir les meilleurs architectes et les meilleurs ingénieurs de la province de Québec, sont capables de se faire une carte électorale décente, conçue pour les citoyens de la ville de Montréal. Je ne crois pas que ce soit l'affaire de citoyens qui n'ont jamais vécu à Montréal d'en faire une, mais bien aux citoyens de Montréal de décider de quelle sorte de carte ils ont besoin, par qui elle doit être faite.

(16 h 30)

M. le Président, je sais que j'en dérange quelques-uns, mais, si je vous dérange, faites comme d'habitude, sortez de l'Assemblée nationale. On a siégé hier soir sans quorum, on ne l'a pas demandé. De temps en temps vous étiez dix, treize, huit, sept, on ne vous a pas trop taquinés, laissez-nous donc tranquilles.

M. Dussault: ... dérangé.

M. Marchand: Lorsque le ministre a parlé, on ne l'a pas dérangé. On n'a pas dérangé vos orateurs. Vous avez dérangé lorsque le député de Johnson a parlé, vous vous êtes mis à crier immédiatement. Respectez donc ceux qui parlent, ceux qui sont capables de se lever, ceux qui ont quelque chose à dire. Si vous n'avez rien à dire, restez assis sur vos sièges, les "back-benchers", puis votez avec le ministre, contre l'administration de la ville de Montréal, contre les citoyens de la ville de Montréal. C'est tout ce à quoi vous êtes bons. Vous pensez que vous avez le génie créateur, mais vous n'avez aucun génie, c'est là votre problème.

M. le Président, je vous remercie.

Le Vice-Président: M. le député de Terrebonne.

M. Elie Fallu

M. Fallu: Ce que je crois saisir des débats d'aujourd'hui, c'est qu'il y a eu un caucus du Parti libéral vendredi dernier avec le nouveau chef et qu'ils ont décidé que...

Une Voix: Il n'est pas là.

M. Fallu: Il n'est pas là, il ne fait jamais partie du quorum.

On a décidé qu'il fallait bien s'en prendre à quelque chose d'ici la fin de la session; donc on a épluché ce qui était dans le feuilleton, ce qui était en avis et on a comme cela sorti du chapeau, à partir d'analyses dont on voit difficilement le fondement...

M. Bellemare: Vous n'avez pas raison là-dessus, parce qu'on n'y était pas au caucus, nous autres.

Le Vice-Président: A Tordre, s'il vous plaît! ... A l'ordre!... C'en fait deux quand même. Sans commentaires.

M. le député de Terrebonne.

M. Fallu: Merci, M. le Président. Bref il semble qu'on ait droit à un "mini-filibuster" sur le projet de loi. Je comprends au demeurant qu'on s'interroge, comme on l'a fait tantôt, sur la pertinence de voter la loi immédiatement ou dans quinze jours. J'en suis, puisque, effectivement, la question se pose. D'ailleurs, le ministre lui-même s'est dit prêt à faire des concessions un peu dans ce sens. Donc, de ce point de vue, je ne considère nullement qu'il s'agit d'une filibuste. Toutefois, de la même façon d'ailleurs, j'ai entendu le député de D'Arcy McGee, le député de Johnson, parler sur la deuxième lecture et approuver de façon générale les principes de la loi. Très certainement, un soldat fidèle, le député de Laurier, pour sa part, est venu dire les tréfonds de la pensée de son nouveau chef.

D'ailleurs, c'était un peu connu, on s'attendait notamment à ce qu'on nous entonne le grand thème de l'autoritarisme gouvernemental. Et, de fait, cela n'est pas encore arrivé, sans doute que cela viendra, je ne veux pas vous souffler le thème, mais c'est le chef qui l'a déjà souligné dans l'un de ses éditoriaux apocryphes. Je m'attendais également à ce qu'on nous sorte, c'est peut-être cela qui est latent, de savantes analyses sur de soi-disant savants calculs de la part du gouvernement pour découper une carte qui serait évidemment en vue de fausser ou frustrer les élections. Ce n'est pas encore arrivé. Cela va peut-être venir.

Le Vice-Président: M. le leader parlementaire de l'Opposition de l'Union Nationale. Ecoutez au lieu de parler.

M. le député de Terrebonne.

M. Fallu: M. le Président, je n'aurai malheureusement pas l'occasion, lors de cette intervention, de donner des arguments à mon collègue, le député de Johnson, puisqu'il a déjà fait son discours.

M. Bellemare: Il y a une troisième lecture.

M. Fallu: Il y a également une argumentation qu'on attendait un peu, c'est cette sombre machination contre le maire de Montréal. On y a eu droit. M. le maire de Montréal peut être fier, il a ici dans cette Chambre un ardent défenseur de sa réputation, de son intégrité, voire même de ses architectes; puisqu'on nous a dit que Montréal avait d'excellents architectes, j'ai conclu qu'il s'agissait de M. Taillibert. On l'a entonné ce cantique, mais je regrette, il n'en est rien de tout cela.

Je voudrais rassurer le député de Laurier; il n'y a pas de sombre machination contre le maire, il n'y a pas de savants calculs pour essayer de fausser les élections à l'automne, il n'y a pas d'autoritarisme sur la ville. Vous pouvez travailler avec nous tranquillement à la préparation d'une loi qui se veut tout simplement une amélioration à la démocratie au Québec.

M. Levesque (Bonaventure): De l'étapisme.

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Fallu: M. le Président, on sait que le Code municipal qui est antérieur et la Loi des cités et villes qui est postérieure sont en perpétuelle transformation. Ce sont des institutions, pour ainsi dire, qui s'ajustent de façon continue aux changements. Je relisais, il y a deux mois environ, les préfaces qu'on trouve, entre autres, dans la Loi des cités et villes. On nous rappelle brièvement l'histoire de ces codes et l'ensemble des transformations qui y sont apportées. Presque tous les Parlements — non pas les Parlements — presque toutes les Législatures, dis-je, ont apporté des changements, voire même majeurs, à plusieurs reprises, à la Loi des cités et villes et au Code municipal. Du reste, il faudrait rappeler les événements récents ici même en cette Chambre: la loi 54 et la loi 55 qui accordaient aux municipalités de nouveaux pouvoirs. Il faudrait rappeler également les changements apportés à la Charte de Montréal quand on avait eu le plaisir, entre autres, de vivre quelques jours en compagnie du maire Drapeau.

Il est entendu. M. le Président, que ce que nous faisons comme geste législatif aujourd'hui n'est pas un etapisme quelconque. Bien au contraire, c'est dans la logique, dans la tradition, dans l'histoire même des changements de nos institutions. C'est un moment précis de ce changement, une transformation, un ajustement à la vie démocratique du Québec, un ajustement par rapport à certaines lois, d'ailleurs, même déjà votées à l'unanimité dans cette Chambre.

C'est cette démarche que nous effectuons, M. le Président. D'ailleurs, elle s'inscrit dans un tout dont l'articulation en gros est déjà, sinon connue, du moins pour le moins énoncée. Que ce soit la décentralisation administrative qui prendra des formes qui restent à définir concrètement, à articuler avec les gens dans le milieu: que ce soit le partage fiscal, démarche qui a commencé à s'effectuer l'an dernier par une meilleure réglementation de l'assiette fiscale et qui verra très certainement son aboutissement après au moins quinze

années de demandes répétées de la part des municipalités, à partir de vendredi de cette semaine. Nous vivons l'histoire, M. le Président.

Troisième étape: la démocratisation des conseils municipaux. C'est cette étape que nous vivons. C'est la troisième, devrais-je dire, en ordre d'importance, comme transformation, mais c'est celle qui doit précéder toutes les autres. Elle est la condition même de la réussite d'un meilleur partage fiscal, c'est-à-dire concrètement, pour le citoyen, d'une meilleure répartition des pouvoirs locaux et de ce qui va de pair, la capacité de dépenser. Cela préfigure déjà la décentralisation administrative, c'est-à-dire une véritable prise en main par les citoyens. C'est cela la démocratisation des conseils municipaux.

M. le Président, examinons rapidement les principes qui sous-tendent cette loi. après avoir dit pourquoi on la fait. Il est question de créer dans toutes les municipalités des districts électoraux et d'y ajuster une représentativité, une représentation qui ne soit pas proportionnelle, mais vraiment uninominale.

(16 h 40)

Pourquoi une telle proposition? C'est pour que le gouvernement municipal, celui dont on a toujours dit qu'il était près des gens, le soit encore davantage, pour que la personnalisation du gouvernement municipal se fasse, pour que cette relation en ligne directe avec le voisin se fasse. Du reste, M. le Président, si jamais il y a 54 districts à Montréal, sachez que les 20 000 électeurs du conseiller municipal seront pour le moins l'équivalent, sinon davantage, de la charge administrative, de la charge de représentation que presque chacun d'entre nous aura après la réforme que nous a proposée le président des élections. Ce n'est pas une mince tâche, M. le Président.

Nous proposons également dans cette loi d'enlever le droit de vote aux personnes morales. M. le député de D'Arcy McGee a dit au hasard, peut-être un peu rapidement — j'aurais aimé l'entendre plus longuement — qu'il semblait d'accord. Le député de Laurier s'est un peu offusqué de la chose, mais sans vraiment dire s'il était pour ou contre. Il a fait quelques réserves, mais sans s'ouvrir franchement. M. le Président, les personnes morales n'ont plus le droit de financer les partis politiques. Nous les avons déjà ici, à l'unanimité dans cette Chambre, éliminées du financement des partis, puisque nous avons reconnu, par le biais de la loi 2, qu'il n'existe que des électeurs; il n'existe que des personnes physiques qui ont le droit de vote. De la même façon, dirais-je, on soustrait dorénavant tant du financement des partis municipaux que du droit de vote les personnes morales.

Il faudrait savoir au demeurant que ce système est un archaïsme demeuré comme cela dans notre Code municipal. Je pourrais longuement rappeler au professeur que vous fûtes comment cette représentation ou ce droit de vote des personnes morales s'inscrit dans les anciens systèmes censitaires. Passons; nous aurons le plaisir d'en discuter en particulier. Il n'est plus question de double mandat. Je suis d'accord et, même davantage, je

pose la question à tous mes collègues de l'Assemblée nationale, car il en va d'une réforme de la démocratie.

Peut-être pas pour fins d'amendements, mais pour fins de réflexion — si vous me le permettez, M. le Président, je m'adresserai à tous mes collègues de l'Assemblée nationale, par votre intermédiaire — nous pourrions tous nous demander si, au-delà de ces doubles mandats que nous voulons rayer dans la loi 44, il n'y aurait pas lieu aussi, pour nous parlementaires, de rayer également les doubles mandats quant à la représentation scolaire, que ce soient ceux de commissaire ou de syndic. Je vous pose la question à vous tous, mes collègues, en vue d'une prochaine réforme de la Loi électorale qui nous régit.

Les partis politiques, M. le Président, les créons-nous par la loi 44? Nullement. Nous ne faisons que reconnaître, quand il en existe, où il en existe, leur existence et voyons à ce qu'ils puissent avoir des mécanismes comparables à ce que nous vivons à d'autres niveaux. C'est nouveau, certes, chez nous. Cela ressemble peut-être à ce qui se fait en France ou en Italie ou quelque part ailleurs, mais on n'invente pas l'univers; on ne l'ajuste pas aux autres. Ces créations sont actuelles, nouvelles.

C'est ainsi que, dans ce réajustement qu'on fait aujourd'hui de la Loi des cités et villes, on prévoit que lorsqu'il y aura des partis, où il y en aura, ils pourront avoir une vie qui soit leur. Comme d'ailleurs dans nos propres Parlements, les partis ont fini par s'imposer, ont fini par faire partie de la démocratie alors que, à l'origine devrait-on dire, il n'existe pas de partis en Chambre, il n'existe que l'Assemblée nationale.

Nous ajustons également, par la loi 44, le financement des partis. Et je crois sincèrement que nous n'allons pas encore assez loin. Il faudrait carrément ajuster, même pour les municipalités de 1500 ou 1800 habitants, un mode de financement des élections. Il va falloir travailler cela avant longtemps. Je vous y invite tous. Je vais le dire comme cela se passe, M. le Président. Une élection municipale est une orgie. Il coûte plus cher de faire une élection municipale dans une ville de 15 000 habitants — quand je dis plus cher, c'est trois à quatre fois plus cher — que de faire une élection dans un comté de 150 000 habitants. C'est la réalité. Et le financement vient de toutes sources. Je ne voudrais pas faire de discrimination en en nommant quelques-uns: Est-il besoin de dire combien viennent des bureaux d'ingénieurs, des firmes d'évaluation, des bureaux de notaire, des bureaux d'avocat, des constructeurs, des promoteurs...

Une Voix: Des spéculateurs.

M. Fallu:... des spéculateurs, mais surtout pas d'humbles citoyens. C'est un drame, chez nous. Et par la suite, on sait les conséquences de ce fait très brutal au caucus, pour ne pas dire à la table du conseil, de ces nominations qui sont faites par la suite dans les comités, notamment le comité d'urbanisme, où — et sans nommer personne — il se fait tellement de rapprochement entre spécula-

teurs, conseillers, par la commission d'urbanisme interposée.

Enfin, les municipalités pourront se doter — sous certaines conditions — de conseils exécutifs. Vous connaissez la tradition de nos conseils. Ils se réunissent toujours en deux termes: le caucus et l'assemblée devant les électeurs. Et vous savez iusau'à quel point il y a là une farce, une blague. C'est un peu comme si nous nous réunissions cet après-midi en caucus pour voir quel spectacle nous allons donner! Et là, que se passe-t-il dans ces caucus? Il se passe que le procès-verbal est déjà imprimé. Je dirai davantage, il est distribué aux journalistes au début de la réunion. Il ne manque qu'un élément, le proposeur et l'appuyeur.

Il est temps que, par le biais d'un conseil exécutif, le conseil de ville puisse se donner une méthode de travail. Mais, au-delà de cela, qu'il puisse aussi se donner une méthode de relance. Il faudra peut-être prévoir, M. le ministre, que dans des municipalités un peu populeuses on alloue un bon supplément à ces gens, d'après la loi, pour qu'ils puissent donner beaucoup de temps pour faire le suivi des dossiers, pour bien préparer les réunions du conseil parce que, de plus en plus, on va donner des responsabilités aux municipalités; mais au-delà des honneurs il y a du travail. Je le citerais bien en latin comme Ovide, mais je m'en garderai. Honor...

(16 h 50)

M. Proulx: On est en mesure de comprendre.

Le Vice-Président: M. le député, je m'excuse.

M. Fallu: M. le Président...

Le Vice-Président: Avant cette brève... Non, cela c'est en grec. Je voudrais vous souligner que votre temps est déjà expiré, mais il y a consentement parce que c'est tellement intéressant.

M. Fallu: Si vous me le permettez...

M. Lalonde: M. le Président...

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! M. le député.

M. Fallu: M. le Président, j'aimerais tout simplement demander, à nos collègues de l'autre côté de la Chambre, de nous aider dans l'étude de cette loi, de nous aider dans un esprit extrêmement positif. J'aimerais demander au député de Laurier de venir nous dire, en commission parlementaire, si, de fait, il a des résistances sur le financement...

M. Bellemare: Il n'y en a pas de commission parlementaire.

M. Fallu: ... sur les personnes morales, sur la création des conseils exécutifs ou tout autre domaine.

M. Bellemare: Comité plénier.

M. Fallu: Effectivement, ce sera en comité plénier comme on l'a souhaité.

Le Vice-Président: Pardon, en commission plénière.

M. Fallu: En commission plénière. Merci, M. le Président. Qu'on le fasse dans un esprit dégagé. En conséquence, je demanderais à nos amis libéraux s'ils ont l'intention de faire une filibuste...

M. Bellemare: Non, non.

M. Fallu: ... d'y renoncer...

M. Lamontagne: Nous ne ferons certainement pas un filibuste.

M. Fallu: ... puisqu'il s'agit de la démocratie. Il n'y a personne d'intéressé, à titre personnel, dans ce projet, sauf les citoyens, M. le Président.

Le Vice-Président: M. le député de Marguerite-Bourgeys.

M. Fernand Lalonde

M. Lalonde: M. le Président, à voir le temps que le député de Terrebonne a pris dans son intéressante intervention...

Le Vice-Président: Avec l'accord de tous.

M. Lalonde: ... avec l'accord de tous, on se demande qui fait le "filibuste" actuellement. M. le Président, le projet de loi no 44 contient plusieurs principes. On pourrait s'attacher à l'un ou l'autre et être toujours dans la pertinence du débat. Quant à moi, j'ai l'intention de dégager les principaux principes qui, fatalement, entourent plutôt que découlent du projet de loi. Ce sont les suivants. Il y aura des élections municipales, à Montréal et à Longueuil, en 1978. À la dernière minute, à peu près dans le dernier dixième du mandat qui doit être renouvelé en novembre 1978 et dans les derniers jours de cette session, le projet de loi propose d'imposer un mode électoral différent qui, fatalement, risquerait d'entraîner l'intervention de l'État provincial. Je crois qu'on doit insister sur ces principes pour bien démontrer jusqu'à quel point, quant à de nombreux autres principes, je pourrais être d'accord avec certaines dispositions de ce projet de loi.

Ainsi, il est absolument nécessaire — je joins les propos du député de Terrebonne à cet égard — qu'éventuellement une loi impose une discipline financière dans les élections municipales. Après que l'institution démocratique par excellence qu'est la loi eut imposé, au niveau provincial, cette discipline et eut fait en sorte que l'achat de charges publiques soit le fait du passé et ce depuis plusieurs années... Je pense qu'on doit, en toute justice, reconnaître que le Parti libéral, dont j'ai l'honneur de faire partie, a apporté une contribution majeure à cet égard au niveau du contrôle des dépenses électorales. C'est cela,

au fond, qu'on veut empêcher quand on parle de contrôle des dépenses électorales. C'est mettre fin à cette tradition séculaire, dans divers régimes, de l'achat de charges publiques. Cela existe encore dans certaines démocraties. Il ne faut pas se fermer les yeux. Si cela coûte si cher pour acheter une charge publique, cela doit vouloir dire que c'est payant, cette charge publique. Quand on regarde les salaires — par exemple, puisqu'il faut revenir aux conseillers municipaux — qui sont payés, de façon générale, cela doit être autre chose.

Cela constitue un nuage, un nuage encore considérable dans le firmament électoral de l'homme public ou de la femme publique au Québec. Lorsqu'on parle de la mauvaise réputation des politiciens puisqu'il faut les appeler par leur nom, et qu'on regarde tout le chemin qu'on a fait depuis quinze ans pour rendre la charge de député au-dessus de tout soupçon, au niveau, au moins, de l'accession à cette charge, ce doit être qu'il y a d'autres secteurs où on doit apporter, par la loi, une discipline en ce qui concerne le coût de l'accession à de telles charges. D'ailleurs, c'est un secret de polichinelle — je dois dire que le député de Terrebonne a absolument raison — que des élections municipales, au niveau d'un quartier, coûtent énormément plus cher que l'élection d'un député dans un comté de 40 000 à 50 000 électeurs. Donc, à ce niveau — je pense qu'on doit le dire — toute disposition du projet de loi 44, ou d'autres projets de loi, quant à moi, devra recevoir l'assentiment de cette Assemblée.

Ce qui m'empêche d'appuyer, à ce stade-ci, à ce moment-ci, le projet de loi 44, ce n'est pas un de ces principes. Je pourrais en nommer d'autres à l'égard desquels on pourrait facilement avoir l'accord de l'Opposition officielle, entre autres. Ce qui nous empêche de l'appuyer, c'est la surprenante façon de s'y prendre du ministre et du gouvernement à l'égard de deux municipalités. Le véritable principe, actuellement, c'est qu'on fait une loi ponctuelle pour deux municipalités, qui ne sont pas les moindres, et qu'on veut l'imposer à une élection qui a lieu à peu près demain, quand on considère tout ce qu'il faut faire pour assurer un déroulement électoral valable. Toute intervention, à compter de la fin de juin, va devoir nécessairement constituer une intervention non seulement inattendue mais qui peut créer des torts considérables à l'appareil démocratique lui-même.

J'ai reçu, ces derniers jours, un fascicule intitulé La revalorisation du pouvoir municipal. Le titre: Démocratie, livre 1, mécanismes électoraux. C'est un travail qui a été, de toute évidence, préparé pour la conférence Québec-municipalités qui sera tenue à Québec les 9, 10 et 11 juin 1978. Je pense que le ministre le reconnaîtra. Dans ce document, on parle beaucoup de consultation. De toute évidence, on a voulu que ce soit un document de travail. Ce sont des propositions qu'on fait. Je m'interroge lorsque, dans ce document, référence est faite au projet de loi 44, à la façon d'un projet de loi, alors qu'on a refusé de remettre à quinze jours l'étude de ce projet de loi, indiquant de toute évidence qu'on a l'intention de le faire

adopter immédiatement ou à peu près, probablement avant même la tenue de la conférence, puisque le leader du gouvernement nous a bien indiqué que nous allons passer toute la journée sur ce projet de loi et même la nuit, s'il le faut. Nous sommes rendus à la deuxième lecture.

(17 heures)

On nous a annoncé qu'on se transformerait en commission plénière aussitôt la deuxième lecture adoptée pour étudier article par article ce projet de loi et, pourtant, dans ce document de travail qui émane du ministre ou du ministère, on se réfère au projet de loi d'une façon différente. On s'y réfère réellement comme à un projet et non pas comme à une loi, comme faisant partie de la consultation générale. Je vous invite à lire la page 4 où on parle de mécanismes électoraux: "Le présent document a un double objet d'information et de consultation des citoyens du Québec et des élus municipaux sur l'essentiel des réformes que le gouvernement entend mettre prochainement en oeuvre en vue de rendre davantage démocratique, etc".

Un peu plus loin, on dit: "Le gouvernement a déjà pris des engagements clairs en cette matière. L'Assemblée nationale du Québec a récemment adopté un certain nombre de mesures législatives susceptibles d'améliorer les conditions d'exercice de la démocratie au niveau national". Traduisons: provincial. On va un peu plus loin et on dit: "L'essentiel des réformes envisagées par le gouvernement en ce qui a trait aux mécanismes électoraux au niveau municipal s'inspire donc largement de ces législations récentes, notamment de la loi no 2 sur le financement des partis politiques, ainsi que du projet de loi no 44 concernant les élections de 1978 dans certaines municipalités." D'ailleurs, le projet de loi forme la moitié du fascicule à peu près; il est reproduit en annexe.

Un peu plus loin, au bas de la page, on dit: "Il sera en outre question — à la conférence alors qu'on va consulter les gens — de modifier les lois existantes de manière à assurer plus d'équité lors d'élections municipales. Des mesures précises seront alors proposées concernant la liste électorale, le mode de scrutin, ainsi que le nombre de conseillers". Dans ce document de travail pour la conférence, on nous annonce qu'on va consulter et, en même temps, aujourd'hui, quatre jours avant le début de cette conférence, ou trois jours — cela commence le 9, je crois — on nous oblige à adopter un projet de loi à propos duquel on va consulter les municipalités dans trois jours. M. le Président, je pense qu'il y a là un manque de cohérence évident de la part du gouvernement.

Le ministre termine ce chapitre, à la page 5 de ce document: "Le gouvernement a déjà amorcé la consultation des principaux intéressés par les réformes envisagées". Si la consultation n'est qu'amorcée, pourquoi le projet de loi actuel? Est-ce pour faire un projet pilote? S'il s'agissait de faire un projet pilote, il faudrait nous le dire. Mais ce serait assez étrange de voir un projet pilote pour la grande ville de Montréal et pour la ville de Longueuil. Ce serait comme un investisseur qui

voudrait faire un investissement d'une dizaine de millions de dollars et qui ferait un projet pilote de 85 millions pour s'assurer que sa technologie est bonne. Il y a quand même une mesure qu'on doit respecter quand on fait un test. Si on veut tester des choses, qu'on le fasse à une échelle quand même raisonnable, non pas dans la ville de Montréal, d'une part, et dans la ville de Longueuil.

Un peu plus loin, M. le Président, le document conclut, après avoir passé tous les chapitres nécessaires pour l'examen des participants et des observateurs à cette conférence, à la page 29: "L'ampleur des réformes proposées commande en outre de les soumettre à l'attention des citoyens et élus municipaux du Québec". Pourtant, le document, en ce qui concerne les mécanismes électoraux, ne va pas beaucoup au-delà des dispositions du projet de loi 44. Il va un peu au-delà, mais il y a beaucoup de dispositions du projet de loi 44 qu'on retrouve dans les différents chapitres soumis à la consultation des participants.

Comment le ministre, les 9, 10 et 11 juin, pourra-t-il dire sérieusement et honnêtement, avec honnêteté intellectuelle surtout, que l'ampleur des réformes proposées commande de les soumettre à l'attention des citoyens et élus municipaux du Québec lorsqu'il aura forcé cette Assemblée nationale à se prononcer pour les deux plus importantes municipalités du Québec, quelques jours auparavant?

Le ministre poursuit, M. le Président, à la même page: "Le dépôt du présent document par le gouvernement, lors de la conférence Québec-municipalités 1978, constitue le point de départ d'une vaste opération de consultation. Est-ce qu'on est rendu ou bien si on part? On va être déjà rendu pour à peu près un million d'habitants, et puis on va partir pour le reste. Il me semble qu'il y a là une incohérence qui devrait être expliquée, et dans les termes les plus clairs, par le ministre.

On parle de l'échéancier. A la page 29, dans les conclusions et dans la phase 1, on dit ceci: "Par ce projet de loi, le gouvernement désire mettre en oeuvre l'essentiel des réformes qu'il propose au niveau des mécanismes électoraux". En parlant du projet de loi no 44, il désire mettre en oeuvre, mais il parle d'un projet de loi encore. Comment le ministre pourra-t-il dire cela sérieusement — a moins qu'il ait changé son échéancier, mais dans son échéancier, la phase 1, on parle d'un projet de loi — les 9, 10 et 11 juin? Ce n'est sûrement pas pour tromper la population, ce n'est sûrement pas là le désir du ministre. Il a dû avoir des bonnes raisons qui lui ont fait précipiter son action. On attend, dans sa réplique, des explications claires là-dessus.

Dans la phase II, encore dans le même document, on dit: "A l'automne 1978, le gouvernement envisage de déposer un autre projet de loi. Celui-ci constituerait une loi-cadre concernant les mécanismes électoraux pour les municipalités de 20 000 habitants et plus qui auront à tenir des élections générales après l'année 1978. Ce projet de loi sera déposé et discuté en commission parlementaire." Est-ce qu'on veut dire qu'il y aura une commission parlementaire de consultation de

la population? Est-ce que les municipalités de 20 000 habitants et plus qui auront à tenir des élections générales après 1978 pourront profiter de l'oreille que le gouvernement refuse à la ville de Montréal, actuellement, et à la ville de Longueuil?

Un peu plus loin, dans la phase III, on parle d'un autre projet de loi ayant trait à la démocratie municipale qui sera déposé à l'automne 1978. Et enfin le gouvernement dit ceci, sous le titre "La mise en oeuvre des réformes: Le rythme de la mise en oeuvre des réformes proposées sera avant tout l'affaire des collectivités locales concernées."

M. le Président, il ne faut pas se fermer les yeux. Une loi adoptée, disons par hypothèse, le 7 ou le 8 juin exige, selon les articles 3 et suivants, un découpage de carte électorale avant le 15 juillet 1978, qui permet — commençons par les exigences — qui exige que le greffier de la municipalité, dans les sept jours de l'adoption du règlement concernant les districts municipaux, publie, dans un journal circulant dans la municipalité, un avis résumant l'objet du règlement; qui permet, si au moins cent personnes majeures intéressées ont, dans le délai prescrit, fait connaître par écrit à la commission — il s'agit, d'après la définition, de la commission permanente de la réforme des districts électoraux constituée par la Loi de la commission permanente de la réforme des districts électoraux — le désir d'intervenir, d'être entendues par cette commission, qui exige que la commission fasse alors publier dans un journal circulant dans la municipalité un avis d'au moins trois jours francs, indiquant le lieu, le jour et l'heure où elle siégera aux fins d'entendre les opposants et l'objet de cette séance, un projet de loi qui fait cela au mois de juin pour le 15 juillet, et entre le 15 juillet — parce que le 15 juillet, c'est la date limite pour l'adoption des règlements, tout ce que je viens de vous dire, les appels des cent personnes et plus, c'est après — un tel projet de loi, fatalement, nous annonce l'intervention du gouvernement dans la description des districts électoraux.

Il ne faut quand même pas rêver en couleur. Il faut, comme législateurs, être réalistes et reconnaître au moins qu'il y a un risque très grand que le gouvernement doive lui-même déterminer les districts électoraux. Ce n'est qu'un cas.
(17 h 10)

Mais, M. le Président, je pense que c'est un principe important. Il faut faire la distinction entre la démocratie et la centralisation, non pas que les deux se ressemblent, mais ce que je veux dire c'est que trop souvent, au nom de la démocratie, on a eu recours à l'Etat central pour prendre les décisions. Alors, comment le ministre peut-il sérieusement, en conclusion de son document, dire que la mise en oeuvre des réformes proposées sera avant tout l'affaire des collectivités locales concernées, alors que son projet de loi, fatalement, va amener l'intervention du gouvernement?

M. le Président, la précipitation du gouvernement dans l'adoption de ce projet de loi ouvre la porte à toutes les spéculations. Comment se surprendre que plusieurs entretiennent des soupçons à la vue de l'interventionnisme du gouverne-

ment dans l'appareil électoral municipal? Pourquoi, en plein milieu d'une consultation largement engagée — il faut le reconnaître et en féliciter le ministre — au niveau de la fiscalité municipale avec la tenue de cette conférence, faut-il jeter un goût amer à cette consultation? C'est comme s'il s'agissait d'une vengeance — je l'ai dit, toutes les spéculations sont possibles — comme s'il s'agissait de corriger une catastrophe possible dont seul le ministre connaît l'ampleur et que j'invite à nous décrire s'il s'agit d'éviter une catastrophe. Pourquoi, en plein milieu de cette consultation, intervenir de façon aussi autoritaire, aussi dirigiste? Non pas que ce soit parfait actuellement à Montréal ou à Longueuil, mais ce n'est quand même pas si mal. Que le ministre se souvienne qu'aux dernières élections municipales un de ses collègues actuels a même fait assez bonne figure dans l'élection à la mairie; qu'il se souvienne que les partis qui sont reconnus, dont la vertu est reconnue par le projet de loi 44, existent à Montréal et existaient aux dernières élections.

Il me semble que pour obtenir l'accord de toute la population, l'accord des députés de l'Opposition, entre autres, qui représentent une bonne partie de cette population, le ministre devrait agir avec beaucoup plus de transparence. Sa précipitation actuelle nous empêche de l'appuyer. C'est malheureux parce qu'il y a plusieurs principes de ce projet de loi qui, pris séparément, ont du bon et mériteraient qu'on les appuie. Je me demande pourquoi le ministre, à ce moment-ci, donne cet arrière-goût à cette réforme qu'il s'est engagé à faire et qu'il a quand même assez bien commencée.

M. le Président, c'est au nom de la démocratie municipale, au nom de la liberté de ces gens qui ont le droit d'élire leurs édiles et leur maire suivant des lois bien faites, des lois bien pensées, des lois qui sont surtout réalistes et applicables que, quant à moi, je devrai m'opposer au principe de l'interventionnisme et du dirigisme qui sous-tend ce projet de loi.

Merci, M. le Président.

Le Président suppléant (M. Dussault): M. le député de Saint-Hyacinthe.

M. Fabien Cordeau

M. Cordeau: Merci, M. le Président. Le projet de loi 44, que nous étudions présentement, soit la Loi concernant les élections de 1978 dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes, nous est présenté à la toute fin d'une session et nous devons encore une fois étudier ce projet de loi en toute hâte, contrairement à tout principe démocratique.

M. le Président, nous sommes d'accord sur le principe d'une plus grande démocratie municipale concernant le processus électoral et le financement des partis politiques. Ce qu'on n'accepte pas, c'est la méthode cavalière qu'utilise le gouvernement pour arriver à ses fins. En effet, à la lecture du projet de loi 44, il devient manifeste que, sous le couvert de principes vertueux, le

gouvernement est beaucoup plus intéressé à s'immiscer directement et à la toute dernière minute dans le processus électoral devant régir les élections générales prévues pour novembre à Montréal et à Longueuil, qu'à introduire franchement et sans détour, dans un climat de confiance et de respect mutuels, certains éléments de réforme de la démocratie municipale, dont notamment la reconnaissance de partis politiques municipaux et leur financement selon des règles similaires à celles adoptées l'an dernier au niveau provincial.

M. le Président, nous affirmons qu'il est carrément malhonnête d'inclure dans le même projet de loi, sous prétexte qu'il faille agir rapidement, des dispositions qui, dans un premier temps, modifient dans des délais inadmissibles non seulement les districts électoraux de Montréal et de Longueuil, mais aussi le processus électoral suivi pour l'élection du maire et des conseillers; qui, en deuxième lieu, introduisent officiellement la notion de partis politiques municipaux et imposent des règles strictes sur leur financement. Si le règlement de cette Chambre me le permettait à ce stade-ci, je ferais motion immédiatement en vue de diviser ce projet de loi en deux, afin que nous ayons la liberté de nous prononcer sur chacun de ces deux points, mais la présidence ayant décidé au moins à deux reprises dans le passé qu'une telle motion est irrecevable à l'étape de la deuxième lecture en Chambre, je ne pourrai le faire.

Pour le moment, je voudrais sensibiliser le ministre des Affaires municipales sur le non-sens, sur l'abus de pouvoir que représente la première partie de son projet de loi qui traite plus spécifiquement des élections et du processus électoral proprement dit au niveau municipal. Est-ce raisonnable, est-ce là poser un geste démocratique que de modifier les règles du jeu, à quelques mois à peine des élections générales à Montréal et à Longueuil? Pourtant, le ministre déclarait, lors d'une interview accordée le 17 février 1978, à la question de savoir si la nouvelle loi serait adoptée avant les prochaines élections municipales de novembre 1978, qu'il n'y avait rien de pressant. Qu'est-ce qui s'est passé depuis deux mois et demi pour que le gouvernement impose de force, à Montréal et à Longueuil, un nouveau découpage électoral et de nouvelles règles du jeu pour l'élection du maire et des conseillers?

Car il s'agit bien, en réalité, de l'imposition, par le gouvernement provincial, d'une nouvelle carte électorale au pouvoir municipal. Ce qui revient à dire, M. le Président, que dans les faits, dans la réalité de tous les jours, en suivant scrupuleusement les procédés prévus dans la loi, il est carrément impossible, pour des municipalités comme Montréal et Longueuil, d'adopter et de mettre en vigueur un règlement divisant la municipalité en districts électoraux en tenant compte des critères établis par la loi, ce qui revient à dire que dans les faits, dans la réalité de tous les jours, ces deux municipalités se verront imposer une carte électorale par la Commission de réforme des districts électoraux.

M. le Président, je suis très conscient qu'il faut apporter des correctifs au système électoral mu-

nicipal. Le ministre a été très précis pour démontrer les failles et les iniquités du système actuel dans plusieurs villes de la province. Mais est-ce nécessaire de bousculer tout le monde pour amorcer une réforme que personne ne conteste sur le fond? Le ministre prétend que, dans les cas de Montréal et Longueuil, il est urgent d'agir, vu les élections de novembre prochain. C'est la seule raison d'imposer un délai aussi abusif, aussi ridicule que celui du 15 juillet 1978.

J'ai été heureux d'entendre, il y a quelques instants, que le ministre reportait cette échéance au 30 juillet, à la demande de l'Opposition. Puisque l'urgence d'agir ne tient qu'aux élections de novembre, en ce qui concerne Montréal et Longueuil, est-ce que le ministre a pensé à la possibilité de remettre ces élections au printemps de 1979, de manière à permettre aux autorités élues de ces deux municipalités, ainsi qu'à leur population, de se préparer à la réforme souhaitée, de faire connaître leurs points de vue et de collaborer à l'instauration d'une véritable démocratie municipale.

(17 h 20)

La vertu, c'est beau, mais le ministre devrait savoir que la vertu est d'autant plus belle qu'elle est voulue et acceptée de tous. Mis à part le cas de Montréal et de Longueuil, la réforme préconisée par le ministre nous serait acceptable en principe, puisque, à ce stade-ci, on ne discute que des principes du projet de loi.

Pour ce qui est de la question de la reconnaissance de partis politiques municipaux et des limites apportées à leur financement, nous n'avons que deux réserves. Premièrement, on confie au trésorier un rôle accru à ce niveau sous l'autorité du directeur général du financement des partis politiques et on va accroître les dépenses des municipalités relativement au remboursement des dépenses électorales. Ici, j'aurais une question à poser au ministre: Est-ce que les municipalités vont être subventionnées pour ces dépenses additionnelles? Deuxièmement, le fait de confier l'administration de cette loi au ministre des Affaires municipales place indirectement le directeur général du financement des partis politiques et le directeur général des élections sous l'autorité d'un ministre de la couronne.

Si vous vous le rappelez bien, M. le Président, le ministre d'Etat à la réforme parlementaire et électorale. M. Robert Burns — à qui je souhaite un prompt rétablissement — avait décidé, lors de l'étude du projet de loi no 2 sur le financement des partis politiques, d'abandonner ce principe d'intervention et de dirigisme, à la demande unanime des membres de l'Opposition. Est-ce que le ministre a consulté ces deux personnes à ce sujet? Sinon, s'engage-t-il à le faire et à modifier le projet de loi en conséquence, si celles-ci s'opposent à un tel principe?

Cette réforme de la démocratie municipale se fera sous le signe du dirigisme politique le plus pur. à l'intérieur d'une période de temps réduite où non seulement les membres de cette Assemblée, mais aussi les principaux intéressés, à savoir les conseils municipaux concernés, seront bousculés

comme de simples marionnettes qui n'auront d'autres choix que de ramper devant la dictature de ce gouvernement. Pourquoi ce gouvernement nous présente-t-il des lois qui, en réalité, ne sont que des cataplasmes? Ensuite, il reviendra avec une autre loi pour remplacer la précédente, et cela durant la même année, tel que le spécifie le communiqué du ministre en date du 25 mai dernier: "Le texte de cette loi sera repris, mutatis mutandis, à l'automne prochain, alors que le gouvernement soumettra une loi généralisant les mesures contenues dans le projet de loi à toutes les villes de plus de 20 000 habitants et qui, alors, couvrira également des aspects inédits: L'information du citoyen, le processus de référendum, l'éthique dans les affaires municipales et d'autres sujets. Une commission parlementaire sera tenue à ce moment".

Je me demande pourquoi le ministre n'accorde pas la commission parlementaire que les membres de l'Opposition réclament. En fin de semaine, quelques-uns parmi nous, à titre d'observateurs, participeront à la conférence Québec-municipalités où il sera question de la fiscalité municipale et aussi de la démocratie municipale. Pourquoi ne pas attendre qu'on ait entendu les participants à cette conférence avant d'adopter ce projet de loi? Je suis persuadé que les opinions qui seront émises durant cette conférence mériteront d'être retenues.

L'Opposition n'est pas seule à s'opposer à l'adoption sous pression de ce projet de loi. M. Jean-Claude Leclerc, dans un éditorial, disait: "S'il est nécessaire de reporter de six mois ou d'un an les élections de Montréal afin de permettre un meilleur choix de réformes et de donner aux changements tout le temps voulu pour ne pas échouer, l'Assemblée nationale ne devrait pas hésiter à modifier, à cet égard, la Charte de la métropole, c'est-à-dire pour reporter la date des élections. Quand on est quinze ans en retard, un délai de 15 mois ne fait mourir personne".

Tantôt, le député de Terrebonne parlait d'orgies municipales. Je n'habite pas la municipalité de Terrebonne, mais j'espère que le député de ce comté n'a pas participé aux orgies municipales dans sa localité qu'il a mentionnées tantôt, parce qu'il semblait parler en connaissance de cause.

M. Jolivet:

M. Cordeau: En ce qui me regarde, comme conseiller municipal, je dois dire, au nom des conseillers municipaux du Québec, que s'il existe des orgies municipales à Terrebonne, dans d'autres localités, le climat est très sain dans la plupart des municipalités ou localités du Québec. D'ailleurs, jusqu'à présent, cela fait trois fois que je suis élu à Saint-Hyacinthe et je n'ai pas encore dépensé un sou parce que j'ai toujours été élu par acclamation.

M. le Président, pour les raisons énumérées avant de parler d'orgies municipales, je devrai voter contre ce projet de loi.

M. Jolivet: Le stade olympique, c'est municipal.

Le Président suppléant (M. Dussault): M. le député de Mont-Royal.

M. John Ciaccia

M. Ciaccia: Merci, M. le Président. Ce projet de loi contient certains principes qui sont très inquiétants. Le gouvernement, supposément, à l'intention de démocratiser certaines institutions municipales. Avec cette intention, il nous propose le projet de loi no 44.

Premièrement, je dois vous dire qu'avec ce genre de philosophie, cette manière d'agir qui se contente de dire: Si nous disons que le projet de loi est pour démocratiser les institutions, c'est assez, le peuple va le croire, peu importe si, dans le projet de loi, on fait l'inverse, je ne sais pas quelle sorte de pensée, quelle sorte de stratégie le gouvernement pense qu'il va accomplir et s'il pense que la population va accepter ce genre de procédures de la part du gouvernement. On est censé démocratiser les institutions municipales. On procède en instituant toutes sortes de restrictions.

Quand on dit que la population est souveraine, que les contribuables doivent être en mesure de prendre leurs propres décisions, il ne faudrait pas que ce projet de loi enlève, premièrement, l'autonomie municipale dans certains endroits, empêche certains contribuables de se faire entendre et de participer aux institutions municipales et empêche même certaines catégories de personnes d'être élues de se présenter comme candidats. On fait tout cela au nom de la démocratie. On a même inclus un article — il s'agit de l'article 71 — pour s'assurer que tous les candidats vont avoir un temps égal, équitable, qualitativement et quantitativement quant aux élections. On donne la décision finale à un directeur général pour déterminer la légalité des services qui seront rendus par le journal en question ou la télévision en question. (17 h 30)

Ces principes sont totalement contraires à ce qui fait normalement partie de nos institutions. La population va venir à s'apercevoir que ce qu'on veut faire, c'est de chambarder nos institutions. On veut, par exemple, imposer — je dis imposer, c'est une reconnaissance mais une imposition — les partis politiques au niveau municipal. Je ne sais pas quel est le but de cela. Je voudrais seulement signaler au ministre responsable que, s'il examine les autres endroits, les autres pays où cette pratique s'est implantée, il va voir que cela n'a pas produit des effets bénéfiques pour la population.

Les institutions municipales, c'est pour cela qu'on les appelle des corporations, ont certains objectifs municipaux. Ce n'est pas la même chose qu'un gouvernement d'une province, un gouvernement qui, lui, a certaines juridictions. Si on regarde même dans notre constitution, on voit que

les pouvoirs et le rôle d'un gouvernement touchent chaque aspect de la vie d'un individu et qu'il y a certaines règles de la démocratie qui s'imposent. Mais, une administration municipale, c'est une administration de fonds publics. C'est limité dans sa juridiction. Jusqu'à maintenant, il y a eu un genre de processus municipal qui a bien servi et qui a donné l'occasion à tous les contribuables d'y participer.

Je ne sais pas pourquoi, à cet instant-ci, on veut enlever la participation — je me questionne — par exemple, des personnes morales. On a l'impression qu'on veut parcelliser certaines juridictions, qu'on veut parcelliser certains pouvoirs, certains rôles. Le gouvernement central veut dicter aux municipalités, aux électeurs, aux contribuables ce qu'ils peuvent faire et ce qu'ils ne peuvent pas faire. On a donné plusieurs exemples de la question d'enlever l'autonomie municipale, d'imposer, par exemple, le président d'élection qui est sous l'autorité du directeur général des élections. C'est une ingérence, une intervention et le contrôle par la province des élections municipales. Ce n'est pas cela, la démocratie municipale. On dit une chose et on en fait une autre.

Les candidats doivent être autorisés maintenant par le directeur général du financement des partis politiques. Cela n'élargit pas le champ à plus de candidats. Cela ne permet pas à plus de gens de participer à la vie locale. C'est ce que cela devrait être, ce projet de loi. Il devrait réduire les obstacles, mais on semble en créer, rendre la chose plus difficile pour empêcher le plus d'individus possible de participer à l'administration municipale, à l'administration publique, à l'administration locale.

Ce n'est pas cela, encourager la démocratie. Cela, c'est restreindre la démocratie. Maintenant, avec toutes les règles qui existent, avec toutes les difficultés, il va y avoir de moins en moins de personnes qui vont pouvoir se présenter, participer à la vie locale, à l'administration municipale parce qu'il va falloir qu'elles se conforment à tous les règlements implicites et explicites de ce projet de loi.

On peut aussi critiquer certains autres aspects, certains autres principes du projet de loi qui veulent augmenter le nombre de conseillers hors de toute proportion avec la population. Si on regarde dans d'autres juridictions, dans d'autres endroits, nous allons voir que le nombre, par exemple, de conseillers qui est proposé ici est hors de proportion vraiment avec d'autres endroits. Cela augmente le coût de l'administration et n'encourage pas plus la démocratisation de ces institutions. N'oublions pas le rôle des municipalités, l'aspect de l'administration corporative de ces municipalités et la responsabilité qu'elles ont au niveau fiscal. On oublie cela. On change la philosophie, on change le rôle, le fonctionnement de nos institutions dans ce domaine et on le fait sans même nous donner l'occasion d'en discuter, de consulter ceux qui sont impliqués.

M. le Président, ce n'est pas un exemple de démocratie par le gouvernement, parce que si on veut que les municipalités, que ceux qui partici-

pent à l'administration dans ces municipalités, que ces institutions soient plus démocratiques, plus ouvertes, je crois que le gouvernement devrait commencer par nous donner l'exemple lui-même de la façon dont une loi telle que la loi 44 devrait se discuter démocratiquement avec les personnes impliquées, avec les membres de l'Assemblée nationale qui devraient avoir le temps voulu pour examiner tous les articles du projet de loi, pour en faire la critique et apporter des recommandations au gouvernement. Mme le Président, on pourrait demander aussi au gouvernement pourquoi il est si pressé d'adopter ce projet de loi maintenant.

Pourquoi cette hâte? Pourquoi nous bousculer? Je voudrais avoir une réponse du ministre des Affaires municipales. Jusqu'à maintenant, M. le Président, on ne nous a pas donné de raisons pour lesquelles il est absolument nécessaire d'adopter le projet de loi dans les prochains jours. Je dirais même que les membres de l'Opposition ont donné toutes les raisons nécessaires pour qu'il y ait des études plus approfondies, qu'il y ait plus de consultation, qu'on examine certains principes fondamentaux de ce projet de loi. Ce n'est pas seulement la question d'augmenter le nombre de conseillers, d'imposer les districts électoraux. C'est la façon dont le gouvernement s'y prend et les conséquences de cette façon d'agir, d'imposer une loi aux municipalités, de leur enlever une juridiction, de leur enlever l'autonomie, d'enlever le droit aux individus de participer à l'administration publique, de participer au niveau local.

M. le Président, à moins qu'il y ait des changements sérieux apportés par le ministre des Affaires municipales, je vais voter contre ce projet de loi. C'est au nom de la démocratie municipale, c'est exactement au nom de ces principes que ce gouvernement veut soi-disant nous imposer ce projet de loi. Eh bien! ceux qui l'examinent et ont vécu dans ces institutions, qui ont vu comment la démocratie devrait vraiment se dérouler, c'est exactement au nom de cette démocratie que nous avons l'obligation et la responsabilité de nous prononcer contre ce projet de loi.

(17 h 40)

Le Président suppléant (M. Dussault): M. le député de Verdun.

M. Lucien Caron

M. Caron: M. le Président, je voudrais commencer par remercier le leader du gouvernement de m'avoir induit en erreur sur le temps où on discuterait du projet de loi, jeudi. Je l'ai demandé au leader du gouvernement et il m'a dit que le projet de loi serait discuté seulement après la conférence. C'est la raison pour laquelle je n'ai pas pu participer au début du débat. Mais enfin, je suis ici pour mettre mon grain de sel, moi aussi.

M. le Président, à titre de député et maire de Verdun, vous vous imaginez bien l'intérêt que je porte au projet de loi que le ministre des Affaires municipales a déposé récemment devant cette Chambre. Le projet de loi no 44 concernant les élections de 1978 dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes suscite déjà de

nombreux commentaires dans les milieux proches des conseils municipaux.

Je me suis mis à l'écoute de leurs remarques depuis le dépôt du projet de loi. J'ai analysé leurs commentaires et j'ai été à même de constater que les craintes que j'avais au début étaient partagées par une grande partie des intéressés. Je suis venu à la conclusion que ce projet de loi fait des entorses terribles à la démocratie. Je voudrais vous démontrer comment les principes démocratiques prennent le bord dans ce projet de loi. Je voudrais vous démontrer comment un projet de loi, qui veut à l'origine rendre plus démocratiques les élections municipales dans les villes, dessert complètement son but et crée, au contraire, des difficultés au libre cours du processus démocratique.

Le premier point que je voudrais porter à votre attention concerne la reconnaissance que fait le projet de loi no 44 à la formation des partis politiques municipaux. À première vue, il n'y a rien là, diront certains, mais c'est mal connaître les règles qui régissent le jeu démocratique dans les municipalités. Car il est à prévoir que, dorénavant, dans les élections municipales, nous aurons des partis politiques reconnus comme étant libéraux, péquistes ou unionistes, et les partis politiques provinciaux devront s'impliquer comme tels. Vous voyez d'ici la conséquence de ce phénomène. Tous les gens qui voudront oeuvrer sur la scène municipale sans être obligés de s'étiqueter de telle ou telle allégeance resteront chez eux. Car, sur la scène municipale, les personnes qui se côtoient professionnellement n'aiment pas toujours qu'on les identifie à tel ou tel parti.

Je vous parle de ce point d'autant plus à l'aise que moi-même, lors de la campagne électorale à la mairie de Verdun, j'ai refusé de former un parti politique municipal pour ne pas enfermer des candidats municipaux sous le parapluie de la politique provinciale, ce qui a permis à d'excellents conseillers de se faire élire sans, pour autant, avoir l'obligation de s'étiqueter sous tel ou tel autre parti politique provincial.

Je crois sincèrement que ce projet de loi 44 fait en sorte que la politique municipale ne sera plus autonome et libre et qu'elle deviendra le jouet des autres niveaux de gouvernement. Vous conviendrez avec moi qu'il faut éviter qu'une telle entorse à la démocratie soit faite et mettre notre effort pour que la vie municipale suscite la participation des meilleurs éléments de ses citoyens en évitant de faire, de la politique municipale, des batailles rangées entre partis politiques provinciaux.

Le second point que je voudrais traiter concerne le caractère improvisé de ce projet de loi, improvisation qui fait une entorse à la démocratie. Dans un communiqué du 25 mai 1978, le ministre des Affaires municipales déclare que le projet de loi sera repris à l'automne prochain, alors que le gouvernement soumettra une loi généralisant les mesures contenues dans le projet de loi 44 à toutes les villes de plus de 20 000 habitants.

Une commission parlementaire sera tenue à ce moment, apprend-on. Pourquoi le gouvernement est-il si pressé, tout à coup? Quelle est l'urgence d'adopter ce projet de loi d'ici l'ajourne-

ment de la session si l'on doit tout reprendre et remettre en question à l'automne? Comment le ministre peut-il faire valoir qu'une commission parlementaire sera nécessaire à l'automne et qu'elle n'est pas nécessaire actuellement? Pourquoi légifère-t-on aussi à la pièce? Le système politique municipal est-il si peu important pour qu'on le galvaude de cette façon? La tenue incessante des élections dans deux des plus grandes villes québécoises. Montréal et Longueuil, n'exige pas, à mon avis, qu'on aille au plus court. Au contraire, le projet de loi 44 comporte trop d'éléments importants nécessitant réflexion et analyse. Le gouvernement doit prendre le temps de consulter la population sur la réforme municipale et doit l'expliquer et avoir l'humilité de comprendre qu'une commission parlementaire pourra améliorer et rendre plus humain son projet de réforme.

À tout improviser, on risque de tout gâcher. À aller trop vite, on risque de faire des erreurs graves que le gouvernement pourrait payer cher. C'est pourquoi je demande au gouvernement de laisser de côté ses désirs de vengeance mal dissimulée envers le maire de Montréal qui explique peut-être les vraies raisons de sa précipitation.

M. Tardif: Une question de privilège.

Le Président suppléant (M. Dussault): M. le ministre des Affaires municipales, question de privilège.

M. Tardif: Il n'est absolument pas question de vengeance et là, je m'excuse, mais le député de Verdun charrie littéralement, il me prête des intentions, des motifs semblables. Ce sont peut-être des choses qui l'animent, lui, mais certainement pas le ministre des Affaires municipales.

M. Caron: M. le Président, ce n'est pas une question de privilège, mais le ministre est le porteparole pour d'autres collègues dans cette Chambre, peut-être pas le ministre des Affaires municipales même, parce qu'à ce jour j'ai confiance et le ministre des Affaires municipales est honnête, mais peut-être d'autres ne le sont pas dans cette Chambre.

M. Duhaime: Une question de privilège, M. le Président.

Le Président suppléant (M. Dussault): M. le leader du gouvernement, M. le député de Verdun, un instant s'il vous plaît!

M. Caron: ... a tout chambardé pour intervenir directement sur le résultat électoral.

Le Président suppléant (M. Dussault): Une question de privilège.

M. le député de Verdun. M. le leader du gouvernement.

M. Duhaime: M. le Président, c'est avec plaisir que je prends acte des paroles du député de Verdun à l'endroit de mon collègue, le ministre

des Affaires municipales. C'est avec un certain déplaisir, également, que j'ai entendu ces paroles pouvant être pointées vers d'autres membres du Conseil des ministres, en se gardant bien de les nommer et on a reçu...
(17 h 50)

Le Président suppléant (M. Dussault): M. le leader du gouvernement, M. le député de Laval. Une question de règlement, oui.

M. Duhaime: Une question de privilège.

M. Lavoie: Une question de règlement sur la question de privilège. Il est bien établi depuis une très longue tradition, M. le Président, et en vertu de notre règlement, qu'il ne s'agit aucunement d'une question de privilège lorsqu'une attaque est portée soit à un groupe politique, à un gouvernement ou quoi que ce soit. Il n'y a uniquement question de privilège que lorsqu'on vise une personne en particulier, bien désignée. C'est pourquoi il n'y a aucune question de privilège dans ce qui a été invoqué par le leader adjoint du gouvernement. Cela est établi depuis des années.

Le Président suppléant (M. Dussault): Effectivement, M. le leader de l'Opposition, j'attendais que M. le leader du gouvernement soit plus explicite pour voir s'il y avait là question de privilège. Effectivement, j'allais lui dire que cela ne relève pas tellement d'une question de privilège, selon notre règlement, ce qu'il allait nous dire. Mais il faudrait quand même le laisser terminer, parce que je ne voudrais pas présumer qu'il ne répondait pas au règlement.

M. Duhaime: Sur ma question de privilège, M. le Président, ou encore sur la question de règlement soulevée par le leader de l'Opposition officielle, si le député de Verdun a des accusations à porter impliquant l'honnêteté d'autres membres du gouvernement excluant le ministre des Affaires municipales, c'est le lieu et l'endroit pour le faire, mais qu'il soit précis et explicite.

Le Président suppléant (M. Dussault): M. le député de Verdun.

M. Caron: M. le Président, je n'ai pas l'intention de m'étirer là-dessus, mais je sais que certains ministres ont des rancunes envers le maire de Montréal, et on ne m'empêchera pas de le dire ici dans cette Chambre. Ce n'est pas après qu'un projet de loi est adopté qu'on convoque une commission parlementaire. Le gouvernement se rit de la démocratie et des Québécois, en proposant une telle démarche. Cette procédure sent le coup monté, improvisé et ceux qui ont encore à cœur que la consultation est une étape nécessaire dans l'adoption démocratique des lois verront à empêcher qu'on se précipite à adopter un projet de loi qui n'est pas mûr, qui est arrivé trop tard, sur lequel aucune consultation n'a été faite, ou à peu près pas — on a été consulté à Montréal et on n'avait pas le choix, on a dit que c'était ce que le gouvernement voulait et on passe le rouleau à va-

peur — et qui ne fera même pas l'objet d'une commission parlementaire. Où est-il, ce gouvernement qui se veut super-démocratique, qui se veut pour la consultation? Qu'on le juge maintenant sur son vrai visage. Il y a des choses importantes qui demandent qu'on prenne le temps avant d'agir.

Je ne veux pas, ici, faire l'analyse du projet de loi article par article. Cependant, je voudrais, à partir du projet de loi, vous faire le scénario du déroulement des étapes qui mèneront aux prochaines élections municipales, à l'automne et vous démontrer par le fait même que quand on précipite les choses, on risque d'empêcher le jeu démocratique d'agir.

Ainsi, le conseil des municipalités adoptera, selon le projet de loi, les délimitations des districts électoraux municipaux avant le 15 juillet. Il est ici permis de se demander si cette précipitation fera en sorte que le travail de découpage sera fait. Ensuite, sept jours après, le greffier fera publier un avis décrivant les nouvelles limites des districts. Nous sommes donc au 22 juillet. Dix jours seront accordés aux citoyens pour faire connaître leur opposition au règlement de délimitation. Ceci nous amène au début d'août. La commission avisera ensuite par écrit la municipalité des oppositions reçues. Soyons indulgents pour le gouvernement, et n'allouons qu'une semaine pour le déroulement des démarches nécessaires. Nous sommes donc autour du 8 août. La commission devra ensuite entendre les opposants. Elle devra faire publier des avis pour stipuler où elle siègera pour entendre les plaintes. Ensuite, la commission devra faire des recommandations à la ville concernée. Ceci nous porte donc à peu près vers le 22 août.

M. le Président, des milliers de citoyens devront attendre la fin d'août pour savoir dans quel district ils seront regroupés. Plus précisément, si tous les délais sont respectés pour la confection de la carte des districts électoraux, ce n'est donc qu'à la fin d'août ou début de septembre que la carte pourra entrer en vigueur. Certaines gens aptes à se porter candidats dans des districts ne seront donc pas fixés avant cette date. Plusieurs se désisteront à cause du manque de temps à leur disposition pour s'organiser, recueillir des fonds, planifier leur action et informer leurs commettants de leur programme, une tâche qui nécessite au moins six mois de préparation.

Quand on comprend le bouleversement qu'un tel système provoquera dans les habitudes des citoyens, quand on sait surtout le peu de temps que l'on aura pour informer la population de son appartenance à tel ou tel district, on ne peut comprendre les motifs du gouvernement à agir de la sorte. La période des vacances n'aidera certainement pas les individus à se préoccuper des droits que leur accorde ce projet de loi.

Personne, plus que moi n'a autant à cœur l'autonomie municipale. Je voudrais soulever deux points précis du projet de loi no 44 qui vont à l'en-

contre de l'autonomie municipale
rôle accordé au directeur général des élections du Québec et au directeur général du financement

des partis politiques qui sont nommés, comme on le sait, par le gouvernement provincial.

L'un, apprend-on dans le projet de loi, donnera les directives aux présidents d'élection dans les municipalités et sera son autorité. C'est donc dire qu'à partir de maintenant les élections municipales seront contrôlées à partir de Québec par l'entremise du directeur général des élections qui, comme on le sait, est nommé par le gouvernement en place. Curieuse façon d'agir, n'est-ce pas?

D'autre part, pour pouvoir être candidat, faire des dépenses et recevoir des contribuables, il faudra être autorisé par le directeur général du financement des partis politiques du Québec.

A première vue, il n'y a rien d'effrayant dans cela, mais tout ceci cache la centralisation à Québec du processus d'action municipale. Pire, ceci crée un nouveau système bureaucratique au possible du système municipal. J'en veux pour preuve l'article 80 du projet de loi 44 où l'on énumère les multiples rapports que candidats et partis devront envoyer à Québec, de quoi déranger une foule de bons candidats, même écoeurer, qui refuseront de venir servir leurs concitoyens pour éviter la foule de paperasses à renvoyer périodiquement aux fonctionnaires du Québec.

Le système municipal sera beau à voir avec le projet de loi 44. Il n'y aura que les partis politiques municipaux organisés qui pourront répondre aux exigences bureaucratiques de Québec. De nombreuses personnes indépendantes se refuseront toute action engagée sur la scène municipale car tout sera rendu trop bien organisé, trop bien bureaucratisé, trop compliqué. Cela, j'en suis profondément déçu. Au lieu de promouvoir la démocratie, le projet de loi 44 la brisera et suscitera la création de grosses machines électorales municipales bien rodées. Bravo, M. le ministre! Vous vous êtes fait passer un autre sapin par votre chef de cabinet.

M. Bellemare: Mme le Président, nous n'aurions pas d'objection, pour avancer les travaux parlementaires, à ce que le député finisse son intervention. Je crois que ce serait la dernière. Nous laisserions au ministre le droit de réplique à 20 heures. J'avais consulté ce matin le député.

M. Roy: Il n'avait que dix minutes sur la motion de report.

M. Bellemare: Très bien. Il est 18 heures, M. le Président.

M. Roy: Je ne m'engage pas, Mme le Président, mais j'aimerais me réserver le droit d'intervenir.

M. Bellemare: Ah oui! D'accord.

Mme le Vice-Président: M. le député de Verdun, vous disposez encore d'une minute seulement.

Une Voix: Il faut compter les interruptions de cinq minutes.

M. Caron: Mme le Président, j'en aurais encore pour deux minutes. Est-ce qu'on veut que je finisse ou que je revienne à 20 heures?
(18 heures)

M. Duhaime: Mme le Président.

Mme le Vice-Président: M. le leader du gouvernement.

M. Duhaime: Je voudrais proposer l'arrêt de la pendule pour permettre à notre collègue, le député-maire de Verdun — c'est une des dernières fois qu'on peut l'appeler de ce nom — de terminer son exposé.

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Y a-t-il consentement à ce que M. le député puisse conclure? Alors, votre conclusion, M. le député de Verdun.

M. Caron: Mme le Président, le projet de loi no 44 rendra inhabile aux charges municipales une personne membre de l'Assemblée nationale. Vous conviendrez, Mme le Président, que cet article me vise personnellement puisque, tout en étant membre de cette Assemblée, mes concitoyens ont voulu que je les serve également comme maire. C'est pourquoi je dois faire la mise au point suivante aujourd'hui: Je considère cet article comme une attaque personnelle à mon égard de la part du ministre des Affaires municipales.

M. Tardif: Mme le Président, question de privilège. Encore une fois, question de privilège. M. le député de Verdun, pour la deuxième fois en l'espace de dix minutes, impute des motifs au ministre des Affaires municipales, et je ne le prends pas. La loi n'a pas d'effet rétroactif, premièrement, précisément dans le but de respecter le seul député-maire que nous ayons qui passera sans doute à l'histoire comme ayant été le dernier député-maire dans l'histoire du Québec. On comprendra que véritablement il n'y a aucune raison de porter ce genre d'accusation.

Mme le Vice-Président: M. le député.

M. Caron: Mme le Président, dans plusieurs pays ou villes de la France, 50% des députés de l'Assemblée nationale de la France sont également maires d'une municipalité de leur département. En effet, il y a 250 députés-maires en France sur 491 députés.

Une Voix: Pardon?

M. Caron: 250 députés-maires en France sur 491 députés. Signalons, au passage, les noms les plus connus: M. Jacques Chirac, maire de Paris et député de Lozère. M. Duredout, maire de Grenoble et député. M. Gaston Defferre, maire de Marseille et député.

M. Duhaime: Question de privilège. Le maire de Paris est député de la Corrèze.

M. Caron: M. Jacques Chaban-Delmas, député-maire de Bordeaux et combien d'autres que vous connaissez. Si la tâche de député-maire est compatible ailleurs dans d'autres pays occidentaux, je crois qu'elle devrait l'être aussi sur notre terre québécoise. C'est pourquoi je ne peux voir dans le projet de loi péquiste qu'une lâche mesquinerie, un coup monté à mon égard pour m'obliger à ne pas me représenter comme maire dans trois ans et demi. Mes concitoyens savent, Mme le Président, que j'effectue sans relâche et correctement mon travail de maire et de député. Les deux se complètent à merveille, puisque dans 60% des cas les travaux du maire doivent atterrir sur le bureau du député pour aider les citoyens, pour demander des subventions et leur venir en aide ici à Québec.

Et puis, dans ce genre de débat, c'est au peuple de parler et de décider. Le candidat du Parti verdunois et ancien candidat péquiste, M. Proulx, a fait sa campagne sur le double mandat l'année passée, lors des élections municipales. Le peuple l'a renvoyé à ses oignons, d'une façon claire et précise, préférant l'homme du double mandat, pour les gouverner, à un autre qui ne saurait rien régler avec un seul mandat.

M. le Président, le parti gouvernemental a beau jeu. Je lui demande de laisser le peuple maître de décider s'il doit confier un ou plusieurs mandats à certains candidats. Merci, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: Cette Assemblée...

M. Roy: Mme le Président, je propose la suspension du débat.

Mme le Vice-Président: M. le député de Beauce-Sud, vous aurez la parole au moment de la reprise des débats.

Cette Assemblée suspend ses travaux jusqu'à vingt heures.

(Suspension de la séance à 18 h 6)

Reprise de la séance à 20 h 7

Mme le Vice-Président: A l'ordre, mesdames et messieurs!

Veuillez vous asseoir.

C'est la reprise du débat sur la motion de M. le ministre des Affaires municipales proposant que soit lu pour la deuxième fois le projet de loi 44.

M. le député de Beauce-Sud.

M. Fabien Roy

M. Roy: Merci, Mme le Président. A l'occasion de ce débat, je voudrais en profiter pour émettre quelques commentaires — je dis bien quelques commentaires — sur le projet de loi qui est actuellement devant nous. Mme le Président, je n'ai pas l'intention de mettre en doute — ce n'est pas du tout le cas — la bonne foi et la sincérité du ministre de vouloir faire quelque chose de vraiment positif dans le domaine de la politique municipale. Cependant, qu'il nous soit permis de nous poser de sérieuses questions concernant les moyens qu'on entend utiliser. J'ai écouté mes collègues cet après-midi, tant du côté de l'Union Nationale que du côté de l'Opposition officielle. J'ai été un peu surpris du silence presque chronique du côté gouvernemental. On ne semble pas, peut-être, connaître le projet de loi ou on ne semble pas vouloir s'y impliquer tellement, puisqu'on semble se limiter à laisser l'exclusivité au ministre titulaire.

Mme le Président, il y a des dispositions dans ce projet de loi avec lesquelles, je pense bien la majorité, pour ne pas dire la totalité, des membres de l'Assemblée nationale peut être d'accord. Il y a des dispositions sur lesquelles nous devons nous poser de sérieuses questions et il y en a d'autres qui méritent une attention plus particulière compte tenu de la nécessité, une fois que cette loi sera votée à l'Assemblée nationale, de l'appliquer. Quand on dit qu'à l'avenir les personnes qui désirent briguer la mairie d'une ville ne pourront pas, en même temps, être membres de l'Assemblée nationale, sur ce point-là, je suis entièrement d'accord. J'ai assisté à des séances de commission parlementaire, il y a deux ou trois ans, où nous avons dû débattre des projets de fusion de municipalités, de fusion de villes. Ces projets de loi étaient farouchement défendus par des députés membres de la commission parlementaire qui étaient en même temps maires. Par le hasard des choses, cela a été curieux, mais c'est le député qui défendait le projet de loi le plus farouchement à la commission parlementaire qui est devenu maire de la ville regroupée.

(20 h 10)

Ce genre de choses s'est déjà produit ici même à cette Assemblée. Je pense qu'aujourd'hui l'administration municipale a son importance. Le député, membre de l'Assemblée nationale, a une responsabilité qui requiert un travail à temps plein. Une fois que nous sommes élus ici à cette Assemblée, si le député est maire d'une ville, si,

dans son comté, il y a cinq ou six villes, et s'il y a des besoins de développement industriel dans chacune des villes, et s'il y a des besoins de subventions dans chacune des villes, et comme on le sait les budgets étant limités, le député-maire d'une de ces villes est placé dans une situation de conflit d'intérêts. C'est clair, je pense que tout le monde comprend cela.

M. Johnson: Sauf à Verdun.

M. Fontaine: Les subventions, ce n'est pas le député qui les donne.

M. Roy: Le député de Nicolet-Yamaska nous dit que ce n'est pas le député qui donne les subventions, et il a raison. Mais on sait très bien cependant — je pense que dans sa courte expérience comme député de Nicolet-Yamaska il a eu sûrement l'occasion de l'apprendre qu'étant député d'un comté, les autorités municipales s'adressent au député, font parvenir des résolutions au député et le député appuie les demandes de ces villes, de ces municipalités auprès des instances gouvernementales.

Je ne voudrais pas interrompre mon bon ami le ministre du Travail, mais je pense, Mme le Président, que cette disposition dans le projet de loi en est une à laquelle je souscris entièrement. Il y a évidemment toute la question des districts électoraux. Je n'ai pas à reprendre le débat sur cette question, je pense que mes collègues de l'Opposition ont fait valoir, avec justesse d'ailleurs, les points de vue et les inconvénients que cela pouvait comporter, étant donné le court laps de temps auquel les citoyens et les autorités municipales de ces villes devront s'astreindre. Je n'ai pas à revenir là-dessus.

Mais il y a un point sur lequel j'aimerais attirer l'attention du ministre. On y inclut les dispositions à l'effet qu'à l'avenir le gouvernement reconnaîtra officiellement les partis politiques municipaux. À partir du moment où les partis politiques municipaux seront reconnus, ces partis politiques municipaux seront astreints à des dispositions qui régissent le financement des partis politiques. Ils seront sous la surveillance, sous l'œil attentif du directeur général du financement des partis politiques. Mme le Président, il n'y a pas un an que l'Assemblée nationale a voté le projet de loi qui est devenu la loi no 2, Loi régissant le financement des partis politiques et Loi modifiant la Loi électorale. Dans cette loi, il est prévu qu'il y a un comité consultatif qui est composé des représentants des formations politiques représentées à l'Assemblée nationale. Ce sont les seuls qui peuvent faire partie d'un comité consultatif de la Loi régissant le financement des partis politiques.

Cette loi est actuellement mise à l'épreuve. La réglementation n'est pas complétée. Nous avons des réunions à tous les mois et, en tant que représentant d'une formation politique à l'Assemblée nationale, je fais partie de ce conseil consultatif. Il serait trop long de souligner à cette Chambre les difficultés, les discussions que nous

avons, voire même les expériences que nous devons tenter pour que la loi réponde aux objectifs fixés. C'est-à-dire que la loi no 2 et sa réglementation n'ont pas, actuellement, été mises suffisamment à l'épreuve pour nous garantir que nous ne serons pas dans l'obligation, dans un avenir assez rapproché, voire même d'ici la fin de l'année, de revenir devant l'Assemblée nationale pour y apporter des amendements. Et on se prépare, tout de suite, à soumettre les formations politiques municipales à la direction du directeur général du financement des partis politiques.

Je le dis de façon très sérieuse, je suis d'accord avec le principe qu'on doit régir le financement, dans une certaine mesure, les formations politiques pour empêcher que des intérêts autres que les intérêts des administrés puissent prendre la direction et mettre les hommes publics, les hommes politiques en tutelle. Nous avons souscrit depuis fort longtemps à ce principe, mais on ne peut procéder de façon aussi rapide pour inclure tout le processus de l'administration municipale. Par des moyens indirects, peut-être non voulus, on obligerait les cités et villes du Québec à s'organiser des partis politiques le plus rapidement possible pour être en mesure de répondre adéquatement aux objectifs et aux exigences de la loi. Je dis que nous allons trop vite et nous faisons encore preuve d'improvisation. Nous ne sommes pas prêts à adopter une telle mesure et nous ne sommes pas prêts à l'imposer, une fois qu'elle sera adoptée, aux instances municipales du Québec, sans leur créer une multitude de problèmes pour lesquels nous n'avons pas de réponse à ce moment-ci. Qu'on veuille faire des changements dans l'administration municipale des grandes villes de façon à faire en sorte que la distribution électorale se fasse en tenant compte des besoins des différents quartiers, et avoir une saine répartition des responsabilités dans un territoire donné, c'est un principe qui est non seulement défendable, mais c'est un principe que nous approuvons en totalité. J'aimerais rappeler, à l'attention de mon collègue, l'honorable ministre des Affaires municipales, les propos qui ont été tenus par un maire de Montréal, un maire de banlieue. Il est justement président de la conférence des maires de banlieue de Montréal. C'est M. Jean Corbeil, le maire d'Anjou.

Il estime que c'est une bonne chose que deux villes seulement, Montréal et Longueuil, soient obligées, cette année, d'appliquer la loi. On pourra voir ce que cela donnera. Ce sera un bon test. Je cite le texte de M. le maire de la ville d'Anjou. Si M. Corbeil se dit assez d'accord avec l'ensemble des dispositions du projet de loi, il n'en remet pas moins en doute le principe de fond, soit la municipalisation de la politique provinciale...

M. Bellemare: ... vous allez voir là...

M. Roy: ... dit-il, ou cette manière de tenter de modeler la vie politique municipale avec les partis traditionnels, les règles de financement de ceux-ci, et la circonscription ou le quartier sur la

politique provinciale. Le maire d'Anjou estime que voilà qui témoigne d'une manque d'expérience municipale. Il faudrait éviter, conclut-il, que les formations municipales deviennent, comme dans certains pays de l'Europe centrale, des succursales de partis provinciaux. C'est le plus grand danger.

M. Bellemare: C'est ce que j'ai dit.

M. Roy: C'est la plus grande lacune qu'il y a dans le projet de loi no 44. A la suite de ce que disait, ce matin, mon collègue de Saint-Hyacinthe, voulant que ce projet soit scindé de façon à permettre aux membres de l'Assemblée nationale d'accepter un certain nombre de principes avec lesquels ils sont d'accord, d'autres principes, une autre partie du projet de loi qui concerne le financement des partis politiques municipaux et le financement des candidats municipaux devant faire l'objet d'un autre vote à l'Assemblée nationale, il aurait même dû faire l'objet d'une autre loi. Mme le Président, si tous les candidats, dans les municipalités de plus de 20 000 âmes, municipalités dans lesquelles il n'y a pas de formations politiques de formées, sont considérés, à ce titre, comme des candidats indépendants, et doivent détenir un permis du directeur général du financement des partis politiques pour pouvoir se présenter candidat en dehors d'une formation politique parce qu'il n'en n'existe pas dans la municipalité. Demandons-nous, à ce moment-ci, quel sera le coût d'administration d'une telle mesure, quelles seront les conséquences de l'intrusion directe du provincial sur la vie politique municipale. Je suis aussi farouchement jaloux des prérogatives, de l'autonomie et de la souveraineté des municipalités du Québec à l'endroit de la province que je peux l'être de celles de la province vis-à-vis du gouvernement fédéral.

Une Voix: Ce n'est pas tout à fait pareil.

M. Roy: On nous dit que ce n'est pas tout à fait pareil. On nous dit qu'il y a de légères nuances. Il est entendu que, lorsque nous siégeons dans un endroit, nous aimons toujours — c'est une tendance humaine — placer les subalternes sous notre domination. Cela, c'est une tendance humaine qu'on retrouve partout, dans toutes les instances. C'est la même chose qu'on retrouve au niveau des communautés urbaines. On essaie de mettre en tutelle les instances municipales qui constituent le premier et le plus important des gouvernements d'une population, parce que c'est le gouvernement le plus près de la population.
(20 h 20)

Si le gouvernement est sincère dans son désir de décentralisation, si le gouvernement est sincère dans son désir de souveraineté du peuple, si le gouvernement est sincère dans son désir d'autonomie, de liberté, d'autodétermination non seulement de l'Etat du Québec, mais aussi des citoyens du Québec, de leurs institutions, de leurs organismes, il faudra qu'on prêche la même chose

partout. C'est une question de crédibilité. Je pense qu'il y en a, ici, en cette Chambre, qui devraient s'interroger sérieusement. Je me demande comment on va faire tantôt, au niveau de certaines personnes, si on veut aller défendre le droit à l'autonomie, le droit à la liberté, le droit à la souveraineté du Québec, si on travaille et si on encourage la mise en tutelle des administrations municipales par le gouvernement provincial quand on sait très bien que ce n'est même pas le gouvernement et que ce n'est même pas le ministre, mais que ce sont les fonctionnaires, ce sont les bureaucrates et ce sont les technocrates... Nous en aurions long à dire là-dessus.

Je pense que l'ancien ministre des Affaires municipales, maintenant qu'il est dans l'Opposition, pourrait nous dire certaines choses. Sur ce point, ceux qui ont une certaine expérience politique savent très bien qu'au niveau municipal nous avons beaucoup moins de difficultés à nous faire entendre par les ministres concernés que nous avons de difficultés à nous faire entendre par les services à l'intérieur des ministères.

Alors, si on fait en sorte que chaque candidat indépendant, non membre d'une formation politique, qui se présente à l'occasion d'une élection dans une ville donnée dans la province de Québec, soit obligé d'obtenir un permis du directeur général du financement des partis politiques, je dis que la démocratie municipale est gravement atteinte de sclérose, voire même de cancer généralisé.

Est-ce que cela ennuie l'honorable leader adjoint du gouvernement? Est-ce que mes propos l'ennuient?

M. Duhaime: Vous avez 20 minutes.

M. Roy: On m'a dit que j'avais 20 minutes, Mme le Président. De toute façon, je n'ai pas l'intention du tout de dépasser mon temps de parole. Ce que je voulais, et je voulais le faire de façon très sincère, je voulais le faire en toute objectivité, je voulais sensibiliser les autorités gouvernementales, étant donné que je connais la sincérité du ministre des Affaires municipales, sur les dangers que comportent certaines dispositions de son projet de loi. Et comme il y a plus de paragraphes, il y a plus d'articles dans ce projet de loi qui concernent en quelque sorte le financement, ils pourront régir, en quelque sorte, la vie politique municipale par les instances supérieures que constitue le gouvernement provincial. On sait très bien que ce n'est pas le Conseil des ministres, le Conseil exécutif de la province qui va jouer ce rôle. On va déléguer les pouvoirs, et ces pouvoirs on les déléguera dans les instances ministérielles, dans les hautes sphères de l'administration gouvernementale, à des chefs de service qui vont constituer des Etats dans l'Etat, des petits ministères à l'intérieur des grands ministères et qui vont diriger de leurs chapelles, de leurs cénacles la vie politique municipale.

Il y a un besoin de décentralisation dans la politique municipale au Québec. Les maires des municipalités et des villes du Québec se plaignent

actuellement du peu de latitude qu'on leur laisse dans la gouverne de leurs affaires. Je comprends mal qu'à ce moment-ci, alors qu'il y a un souffle de décentralisation, alors qu'il y a un vent, une propagande de décentralisation du côté gouvernemental, on nous présente en même temps des projets de loi qui visent, par les faits, par les conséquences qui découleront de l'adoption de la loi, à placer les municipalités encore sous une plus grande tutelle.

Mme le Président, j'aurais aimé, en ce qui me concerne, sincèrement — on a disposé de la motion, je ne veux pas revenir là-dessus, seul le gouvernement peut encore le faire — suspendre l'étude de ce projet de loi en commission plénière ou en commission parlementaire afin que, lors de la conférence, du grand dialogue qui doit avoir lieu en fin de semaine — on trouve cela drôle, je pense que le mot "dialogue", Mme le Président, pour les fins du journal des Débats, devrait être mis entre guillemets — lors de ce grand dialogue qu'il y aura en fin de semaine, on puisse dialoguer avec les instances municipales, afin que ces gens puissent nous faire connaître leur point de vue de façon à nous éclairer pour que nous puissions prendre une décision éclairée et une décision responsable.

Mme le Vice-Président: M. le ministre des Affaires municipales.

M. Guy Tardif

M. Tardif: Mme le Président, j'ai entendu ces paroles où à peu près tous les membres de cette Assemblée se sont prononcés en faveur des principes contenus dans ce projet de loi, en exprimant toutefois un certain nombre de réserves et en posant des questions du type: Est-ce qu'il n'y a pas contradiction entre la politique annoncée du gouvernement en matière de décentralisation, par exemple, et celle qui consiste à moderniser et à mettre au même diapason les lois électorales municipales et celles qui nous régissent au Québec? Eh bien non! Mme le Président, il n'y a pas de contradiction. Bien au contraire, à partir du moment où l'Etat s'engage dans un processus de décentralisation où il va remettre aux instances locales un nombre de compétences accrues, il me paraît d'autant plus important que le contrôle de la population soit de plus en plus grand sur ceux qui vont la diriger localement.

Deuxièmement, Mme le Président, on a parlé d'obligation de former des partis politiques. Or, est-ce qu'on a simplement lu le projet de loi? Le projet de loi n'oblige pas de former des partis politiques, il les reconnaît là et lorsqu'ils existent seulement. Mme le Président, qui plus est, il n'y a que dans deux villes où ce projet de loi s'applique dans les faits, puisqu'il dit: Il s'applique obligatoirement aux villes de 100 000 âmes. Or, deux villes seulement de plus de 100 000 âmes ont des élections en novembre, ce sont Montréal et Longueuil.

Pour les villes entre 20 000 et 100 000, l'application de la loi est facultative. Non seulement ils

ne sont pas obligés de former des partis politiques, mais ils ne sont même pas obligés de se soumettre à cette loi. C'est une loi qui habilite, qui fait que, si le conseil de ville juge à propos de redécouper sa carte, de se donner des partis, de s'astreindre au processus du financement, il pourra le faire. Sur ce plan, il n'y a que deux villes. Dans le cas de ces deux villes, justement, il y a eu consultation intensive et, encore une fois, aucune représentation n'a été faite qui viendrait à l'encontre des principes contenus dans ce projet de loi.

Il y a eu des représentations de faites, notamment sur la question d'un système correctionnel, d'un élément de pondération proportionnel; nous en avons tenu compte et cela ne paraît pas dans le projet de loi.

Autre élément, je reviens à certains arguments du type: C'est le gouvernement maintenant qui va contrôler les finances des partis politiques, le financement, qui va contrôler le découpage des cartes électorales. Bien non, c'est tout le contraire qu'on fait puisque, à l'heure actuelle, la loi permet au ministre des Affaires municipales d'autoriser ou d'approuver les découpages actuellement dans la loi. Celle que l'on présente, la loi 44, élimine cette obligation. C'est le conseil uniquement qui fait une carte, et c'est uniquement à défaut par lui de ce faire que la commission permanente de réforme de la carte électorale... Ce n'est pas le gouvernement, c'est un organisme nommé, un président, une commission nommée par l'Assemblée nationale; donc, par vous, messieurs de l'Opposition, autant que par l'équipe ministérielle...

Surtout dans le cas du président des élections. Mme le Président...

M. Bellemare: Mme le Président, est-ce que le ministre a pris connaissance du chapitre 7, Loi de la Commission permanente de la réforme des districts électoraux?

M. Tardif: Oui, j'en ai pris connaissance, Mme le Président. Précisément, je ne vois pas de complications de ce côté-là.

Je reviens maintenant à certaines questions du député de D'Arcy McGee qui disait ce qui suit: Ou bien — enfin, cela avait un peu l'allure d'un sophisme — la loi est bonne, auquel cas elle devrait s'appliquer à tout le monde, ou bien elle n'est pas bonne, auquel cas on ne devrait pas en parler du tout. Ce n'est pas de cette façon qu'il faut poser le problème. Ou bien on procède à une immense réforme s'appliquant urbi et orbi, pour employer un langage papal qu'on ne connaît pas de l'autre côté, et qui couvre tout, et à ce moment-là, Mme le Président, on risque effectivement de changer passablement de choses tout d'un coup; ou bien on procède avec une certaine prudence, ce que nous avons fait dans cette loi, en intégrant des éléments, encore une fois, qui vous régissent, messieurs, et qui nous régissent, comme le financement, comme le découpage des cartes électorales, et tout cela.

(20 h 30)

En ce qui concerne le deuxième point, il y avait aussi une bonne raison pour ne pas l'étendre aux municipalités de 20 000 à 100 000 de population. D'abord, c'est qu'elles n'ont pas toutes été consultées; il n'y a que celles de 50 000 et plus qui l'ont été. Deuxièmement, c'est qu'elles n'ont pas toutes la capacité administrative voulue pour se retourner de bord rapidement, faire une nouvelle carte, etc., alors que, dans le cas des deux villes concernées, il n'y a pas de problème. D'autant plus, encore une fois, que j'ai offert à ces villes, comme à toutes les autres d'ailleurs — ainsi que le ministère, sous mon prédécesseur, l'avait fait — les services techniques du ministère dans des cas semblables.

Un autre élément, Mme le Président, ce sont les coûts additionnels que cela comporterait. Je ne peux vraiment pas comprendre cette allusion du député de D'Arcy McGee à savoir que cela va coûter beaucoup plus cher. Si je poussais son argumentation à sa limite extrême, je dirais qu'un dictateur coûterait moins cher que 110 députés ici. La démocratie a un coût. Or, le même député de D'Arcy McGee, alors qu'il était ministre des Affaires municipales, a, dans le cas de Gatineau, statué que cette ville de 73 000 de population aurait douze conseillers et il reproche à la loi actuelle de prévoir pour une ville de la taille de Longueuil, soit de 122 000 de population, d'avoir 18 conseillers. Si j'appliquais les mêmes barèmes qu'il a appliqués à Gatineau, à Chicoutimi, à Jonquière, il en faudrait 25 ou 26.

Mme le Président...

M. Bellemare: ...

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre!

M. Tardif: ... le député de Marguerite-Bourgeoys a dit: Au cours de la fin de semaine, — le député de Beauce-Sud l'a dit également — il y aura une consultation avec les municipalités sur la fiscalité notamment, puis sur la démocratie municipale et sur la décentralisation et, dit-il, évidemment, si on fait une loi, comment peut-on aller discuter avec elles à ce moment-là?

Or, cette discussion au cours du week-end, qui va porter d'abord, comme je l'ai mentionné, sur la question de la fiscalité, va quand même, pour les villes entre 20 000 et 100 000 de population pour qui la loi est facultative, comporter un élément important d'information pour savoir précisément ce que cela comporte. Ainsi, ce n'est pas, si vous voulez, contraire du tout de parler à leur endroit d'une période de consultation. Il s'agit de transmission d'information pour qu'elles sachent ce que cela implique pour elles. Dans le cas de la ville de Montréal et de la ville de Longueuil, encore une fois des échanges suivis avec les autorités et les partis d'Opposition ont déjà permis de donner les réponses demandées.

Deuxième élément, c'est que nous voulons consulter l'ensemble du monde municipal sur les autres mesures que nous n'avons pas incluses

dans le projet de loi. Par exemple, en cette Assemblée, il a souvent été question — d'ailleurs, on l'a dit en dehors de cette Assemblée également — d'avoir au Québec une liste électorale permanente unique qui serve à toutes fins que de droit, tant aux élections municipales que provinciales.

Cet objectif fort louable, Mme le Président, permettrait, d'ailleurs, d'économiser des deniers — là, cela plaira au député de D'Arcy McGee — puisqu'il en coûte globalement à peu près \$13 millions au Québec pour faire la liste électorale québécoise et celle des 1550 municipalités. Une liste électorale permanente permettrait certainement de faire des économies, mais il y a un hic. Ce hic, c'est que le cens électoral n'est pas le même à Québec et dans les municipalités. A Québec, il suffit d'être citoyen québécois, canadien, âgé de plus de dix-huit ans et résident, pour avoir le droit de vote, alors que dans les municipalités il y a des conditions parfois supplémentaires qui sont imposées. Il y a le fait que parfois il n'est même pas nécessaire d'être résident; il suffit d'être propriétaire. Et il y a tout le problème des endroits de villégiature où des gens qui ont évidemment une propriété ont présentement le droit de vote.

Donc, il y a ces questions, comme celles reliées au cens électoral, non seulement dans les villes de villégiature, mais dans les villes où il y a une population flottante considérable, où il y a des étudiants, à Sainte-Foy, à Sherbrooke, donc dans les universités notamment. Il se pose là des problèmes que les municipalités nous ont soulignés, ce qui fait qu'on ne les retrouve pas là-dedans. Il y a aussi les problèmes reliés aux cens d'éligibilité cette fois, à savoir qui peut se présenter. Il y a des questions reliées aux conflits d'intérêts, des questions reliées à l'éthique dans les affaires municipales, des questions reliées à une foule d'autres points qui ne sont pas contenus là-dedans, mais sur lesquels nous voulons engager le dialogue et la consultation avec les municipalités.

Foncièrement, quand on y regarde de près, c'est vrai qu'on introduit ici une mesure importante, notamment sur le financement des partis politiques et sur le plafonnement des dépenses électorales. Mais on permettra au ministre des Affaires municipales, qui a en main un certain nombre de dossiers d'enquêtes présentement, de dire qu'il sait pertinemment qu'il n'y a pas un maudit clou qui s'achète dans une municipalité sans qu'il y ait une entrée dans un compte de banque quelque part. C'est totalement inadmissible. Et quand on sait — et le député de Marguerite-Bourgeoys l'a répété après le député de Terrebonne — que ce ne sont pas les émoluments de conseillers et de maires qui permettent, à l'heure actuelle, de payer les campagnes électorales qui se font dans les municipalités québécoises, qu'on vienne me dire que je procède avec précipitation pour corriger cette situation, je pense que ce n'est pas très, très sérieux.

M. Bellemare: Qu'avez-vous dit le 25 mai?

Mme le Vice-Président: A l'ordre!

M. Tardif: Le député de Johnson dit: Qu'avez-vous dit le 25 mai? Et qu'est-ce que vous avez dit, je ne sais pas quand, au mois de février — on m'a cité, là — alors que j'avais répondu à un journaliste qui me demandait quand j'allais déposer la loi: Cela ne presse pas comme une cassure!...

M. Caron: Mme le Président, est-ce que je pourrais poser une question au ministre? Je pense que c'est tout à fait...

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Caron: Un instant! Je pense que c'est extrêmement sérieux. Le ministre a dit qu'à certains endroits, il n'y a même pas un clou qui s'achète, ou enfin... Est-ce que le ministre voudrait préciser? Vous laissez planer un doute sur certaines municipalités du Québec, et je pense qu'en tant que premier magistrat de la ville de Verdun, c'est tout à fait normal... Un instant, soyez bien calmes, les "back-benchers", j'ai vécu cela moi aussi! Vous ne serez pas là longtemps.

Mme le Vice-Président: M. le député!

M. Caron: Le député de Terrebonne a mentionné qu'il y avait des orgies dans certaines municipalités. Il est peut-être au courant de certaines choses dont je ne suis pas au courant dans la ville de Verdun. Est-ce que le ministre pourrait en dire un peu plus là-dessus?

Mme le Vice-Président: M. le ministre.

M. Tardif: J'ai eu l'occasion, en commission parlementaire, alors que les questions m'ont été posées dans ce sens, d'indiquer qu'il y avait présentement — d'ailleurs, je l'ai annoncé au cours de la commission — une mise en tutelle, dans le cas de Pointe-aux-Trembles, et deux enquêtes publiques, une à Pointe-aux-Trembles et une à Lachine. Dans le cas de Lachine, je n'ai pas besoin de faire état ici, présentement, des causes pénales qui sont pendantes devant les tribunaux où des pots-de-vin ont été versés. Il y a d'autres municipalités qui sont présentement l'objet d'enquête, ou de pré-enquête de la part du ministère, comme c'est la coutume, puisqu'il ne convient pas, je pense, de déclencher tout le processus d'enquêtes publiques de la commission municipale avant de s'assurer qu'il y a ce que les juristes appellent une apparence de droit. Or, dans certains cas, le ministre des Affaires municipales doit commander des enquêtes et un certain nombre sont en marche. Il y en a peut-être une vingtaine en marche présentement. Lorsque les dossiers seront prêts, ils seront dûment rendus publics, si besoin est.

Cette question reliée au financement, encore

une fois, est peut-être la mesure la plus importante pour contribuer à assainir le climat et à faire en sorte que les hommes politiques, au niveau municipal, soient aussi indépendants que les membres de cette Assemblée le sont.

(20 h 40)

Mme le Président, excluons la question du découpage de la carte électorale qui semblait, encore une fois, causer le plus de problème puisqu'on disait que ce qui était important c'est que la ou les deux municipalités concernées aient le temps de procéder à ceci. On avait proposé, dans ce cas-là, de retarder de quinze jours l'adoption de la loi, mais cela atteignait l'objectif contraire puisqu'en retardant de quinze jours l'adoption de la loi on raccourcissait de quinze jours le temps qu'aurait la municipalité pour faire la carte. Je propose à la place de décaler de quinze jours la date pour se conformer à la loi. Ce sont là les quelques commentaires que je voulais apporter.

Je voudrais terminer là-dessus. Bon nombre d'intervenants, dont le député-maire de Verdun et le député de Beauce-Sud, ont dit: Ça y est: on oblige les municipalités. D'abord on parlait d'obliger les municipalités à se former en partis politiques, enfin d'obliger les candidats locaux à se regrouper, ce qui n'est pas le cas car on ne les oblige pas.

On a dit immédiatement: Cela veut dire qu'on introduit les partis politiques traditionnels québécois — enfin il y en a au moins deux traditionnels et il y en a un qui ne l'est pas tout à fait encore: il n'a pas encore de tradition — les partis existants au Québec dans le paysage, comme s'il était impensable qu'il se forme, dans une municipalité, un parti politique qui n'ait pas d'attache directe avec l'un ou l'autre parti agissant sur la scène provinciale. C'est là un glissement dans l'esprit des gens d'en face — je peux le comprendre — de ne voir d'autres formations politiques que celles qu'ils ont connues depuis toujours, mais pour moi cela ne pose aucun problème. Déjà, il y a des formations politiques qui existent à Montréal et à Québec notamment et qui se démarquent, de façon assez claire, des partis existants.

M. Lavoie: Pouvez-vous me donner la raison de ces applaudissements?

M. Tardif: J'ai l'impression qu'ils veulent que j'arrête.

M. Bellemare: C'est parce qu'il a dépassé son temps de cinq minutes. En vertu de 102.

M. Tardif: Mme le Président, là-dessus, je propose donc, s'il convient, l'adoption en deuxième lecture du projet de loi no 44.

M. Bellemare: Vote enregistré, s'il vous plaît!

Mme le Vice-Président: Qu'on appelle les députés.

(Suspension à 20 h 42)

(Reprise à 20 h 52)

Mise aux voix de la deuxième lecture

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Cette Assemblée est appelée à mettre aux voix la motion du ministre des Affaires municipales proposant la deuxième lecture du projet de loi no 44, Loi concernant les élections dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes. Que celles et ceux qui sont en faveur de cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Landry, Léonard, Johnson, O'Neill, de Belleval, Joron, Mme Payette, MM. Proulx, Duhaime, Lazure, Tardif, Michaud, Paquette, Vaillancourt (Jonquière), Marcoux, Alfred, Chevrete, Martel, Fallu, Rancourt, Grégoire, Bertrand, Godin, Laplante, Bisaillon, Guay, Gendron, Mercier, Laberge, Marquis, Lacoste, Ouellette, Perron, Brassard, Gosselin, Lefebvre, Lavigne, Dussault, Charbonneau, Beauséjour, Desbiens, Baril, Bordeleau, Boucher, Gravel, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Gagnon, Jolivet.

Mme le Vice-Président: Contre?

Le Secrétaire adjoint: M. Levesque (Bonaventure)...

Mme le Vice-Président: A Tordre!... A l'ordre, s'il vous plaît! Après deux appels à l'ordre, je pense que je vais devoir nommer certains députés et les rappeler à l'ordre. Je vous demanderais votre collaboration pour que nous puissions terminer cette mise aux voix dans l'ordre.

Le Secrétaire adjoint: ... MM. Lavoie, Vaillancourt (Orford), Lalonde, Forget, Garneau, Mailoux, Goldbloom, Larivière, Saint-Germain, Mme Lavoie-Roux, MM. Raynauld, Lamontagne, Giasson, Caron...

Mme le Vice-Président: M. le député de Sainte-Marie, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: ... MM. O'Gallagher, Ciaccia, Marchand, Gratton, Verreault, Springate, Bellemare, Goulet, Fontaine, Brochu, Dubois, Le Moignan, Cordeau, Samson, Roy, Shaw.

Mme le Vice-Président: Abstentions?

Le Secrétaire: Pour: 48 — Contre: 31 — Abstentions: 0

Mme le Vice-Président: Motion adoptée.

Le Secrétaire adjoint: Deuxième lecture de ce projet de loi.

Mme le Vice-Président: La parole est maintenant à M. le leader du gouvernement.

Commission plénière

M. Duhaime: Mme le Président, suivant les dispositions de l'article 122 du règlement, j'ai

l'honneur de vous demander de bien vouloir quitter votre fauteuil, car je vais faire motion pour que nous siégions en commission plénière pour étudier article par article le projet de loi no 44.

Mme le Vice-Président: Cette motion est-elle adoptée?

M. Lavoie: Même vote.

Mme le Vice-Président: Adopté.

Le Président (Mme Guerrier): A l'ordre! Les membres de cette Assemblée se sont maintenant constitués en commission plénière pour étudier article par article le projet de loi no 44, Loi concernant les élections de 1978 dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes.

M. Goldbloom: Mme le Président...

Le Président (Mme Guerrier): M. le député de D'Arcy McGee.

M. Goldbloom: ... en abordant l'étude de ce projet de loi article par article, je voudrais commencer par quelques commentaires qui découlent dans une certaine mesure du débat de deuxième lecture que nous venons de terminer.
(21 heures)

Mme le Président, au cours de ce débat, le ministre a dit que les intéressés n'ont pas formulé de demandes d'être entendus, n'ont pas réagi à l'égard de ce projet de loi. Mme le Président, il est vrai que, quand le ministre nous met au défi de produire un télégramme ou une lettre ou quoi que ce soit, un document qui indiquerait le désir des intéressés de se faire entendre, nous n'avons pas de tels documents. Mais, entre-temps, je suis allé aux renseignements et j'ai découvert certaines choses. Il serait bon que la commission plénière en soit saisie.

D'abord, nous poursuivons ce débat à un moment où un grand nombre de dirigeants municipaux, un très grand nombre, en ce qui concerne les cités et villes qui sont intéressées, sont à Edmonton pour la réunion annuelle de la Fédération canadienne des maires et des municipalités. Il n'y en a que très peu qui sont actuellement au Québec. Ce fait n'est pas d'une très grande importance, parce que même si l'on est à Edmonton, on doit s'occuper de ses responsabilités ici, j'en conviens. Sauf que je suis informé que le ministre des Affaires municipales et notamment le ministre d'Etat à la réforme parlementaire et électorale ont consulté privément, discrètement, un certain nombre de municipalités. Selon les renseignements que j'ai, ces municipalités ont eu l'impression, à la suite de ces conversations, que le projet de loi ne serait pas présenté avant la conférence de vendredi, samedi et dimanche de cette semaine, et c'est pour cette raison qu'il n'y a pas eu de réactions, qu'il n'y a pas eu de communications.

Mme le Président, j'en veux comme preuve le document qui a été distribué aujourd'hui même, je

j'ai reçu vers 5 heures. Il y a cinq volumes dont l'un s'intitule Démocratie I, mécanismes électoraux. Quand on l'ouvre, on trouve qu'à la page 33, le document contient en annexe le texte actuel du projet de loi no 44. Pourquoi? C'est un document de travail qui est remis aux congressistes. Ce projet de loi aura déjà été adopté au moment où les congressistes en prendront connaissance, si nous avons, tel que le leader parlementaire du gouvernement l'a indiqué très clairement dans les conversations qu'il a eues avec l'Opposition, à la fin de la soirée ou peut-être à une heure quelconque pendant la nuit, terminé cette étape de l'étude du projet de loi qui permettrait à l'Opposition de proposer des amendements. Rendu en troisième lecture, ce n'est que le ministre qui peut en proposer.

Or, si nous avons terminé ce soir — et sûrement que le ministre demanderait la collaboration de l'Opposition pour que l'on puisse terminer cette étude article par article avant la fin de la soirée — à quoi cela sert-il de remettre aux congressistes, aux municipalités le texte du projet de loi? Cela va leur donner quoi? Ce ne sera même pas le même texte, parce qu'il y aura eu des amendements.

Mme le Président, je trouve que c'est indécent, tout comme je trouve que c'est indécent quand le ministre, après avoir poursuivi des conversations privées — normalement, on ne parle pas en Chambre de conversations privées — sauf quand le ministre arrive et parle en conversation privée de certains arguments et reçoit des explications mais n'en tient pas compte dans le discours qu'il fait publiquement par la suite, je trouve que c'est manquer légèrement à la courtoisie qui a normalement présidé aux relations entre celui qui vous parle et le ministre.

Mme le Président...

M. Tardif: Je demanderais au député de D'Arcy McGee de faire état de nos conversations, s'il le veut bien, et de dire en quoi j'aurais manqué de courtoisie à son endroit.

M. Goldbloom: Oui, Mme le Président. A deux égards. Le ministre a utilisé un argument ad absurdum en disant que...

M. Tardif: Ad hominem.

M. Lalonde: Ad absurdum existe aussi.

M. Goldbloom: Ad absurdum... Je n'ai pas...

M. Lalonde: Surtout quand on vous regarde.

M. Tardif: Vous êtes toujours d'une insolence consommée.

M. Lalonde: C'est votre point de vue et cela ne change pas mon opinion.

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre! C'est M. le député de D'Arcy McGee qui a la parole.

M. Goldbloom: Mme le Président, j'ai bien choisi les mots que j'ai utilisés...

M. Lalonde: Vous l'avez déjà dit et cela n'a pas changé mon opinion non plus.

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre, M. le député!

M. Caron: Mme le Président, je pense qu'on veut travailler d'une façon concrète ici. Actuellement, j'espère que vous allez comprendre le message que je vais porter ce soir. C'est qu'on veut être constructif, nous de l'Opposition ce soir. On est conscient et j'espère que, de l'autre côté, on va nous laisser parler. Je me rappelle du temps où les six étaient de ce côté-ci, on ne nous laissait pas la chance de parler. On veut être constructif envers le ministre des Affaires municipales, mais on a des responsabilités envers les municipalités et c'est notre devoir de le faire. J'espère que les députés d'arrière-ban vont nous laisser dire ce que nous avons à dire. Vous allez le faire adopter votre projet de loi.

Mme le Président, que le ministre du Travail ne s'énerve pas.

M. Johnson: Mme le Président...

M. Caron: Il a bien des problèmes à régler avec les grèves.

M. Johnson: Mme le Président, j'invoque le règlement.

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Caron: Qu'il donne du travail aux gens du comté de Verdun et Montréal parce qu'il y a beaucoup de chômeurs chez nous. Cela est bien important.

M. Johnson: Mme le Président, j'invoque le règlement.

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre! A l'ordre!

M. Caron: Mme le Président, le ministre du Travail devrait essayer de trouver du travail aux chômeurs. Le 24, on va fêter la fête des chômeurs. C'est votre devoir à vous le ministre du Travail.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député.

M. Caron: Laissez donc le ministre des Affaires municipales travailler avec l'Opposition et vous verrez.

M. Johnson: Mme le Président, une question de règlement.

Le Président (Mme Cuerrier): Sur la question de règlement, M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Johnson: Si je comprends bien, Mme le Président, nous sommes en commission plénière et habituellement les règles sont un peu plus souples que celles qu'on retrouve au moment où la Chambre siège en séance régulière. Cependant, je pense que ce n'est pas une excuse pour le député de Verdun, le député-maire de Verdun, devant cette loi de...

M. Caron: Cela vous fait mal.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Verdun, s'il vous plaît! J'ai déjà donné la parole à M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Johnson: Je vous prierais, Mme le Président, de rappeler le député-maire de Verdun à l'ordre étant donné, d'une part, qu'il digresse et, deuxièmement, peut-être va-t-il au-delà de la digression, peut-être qu'il s'adonne à une certaine divagation. Finalement...

M. Caron: Mme le Président...

M. Johnson: ... puisqu'il parle d'être constructif, vous pourriez peut-être lui rappeler d'envoyer aux douches le député de Marguerite-Bourgeoys.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Verdun, je vous demanderais de laisser terminer M. le ministre.

M. Caron: Je n'accepte pas les paroles que le ministre du Travail vient de dire.

M. Charbonneau: On ne vous a pas demandé de les accepter.

M. Caron: Je ne les accepte pas. S'il y a un gars qui travaille depuis 7 h 30 ce matin, pour les contribuables de Verdun, c'est le député-maire. Je suis ici en retard, peut-être, parce que les leaders du gouvernement m'ont induit en erreur jeudi.

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre, M. le député de Verdun!

M. Caron: Mme le Président, puis-je avoir la parole? Voulez-vous me donner la chance de parler? Nous sommes ici jusqu'à demain matin. Mme le Vice-Président, nous sommes ici jusqu'à demain matin, et je pense que nous avons des droits acquis, en tant que parlementaire, même si nous sommes dans l'Opposition et nous allons aller jusqu'au bout.

Des Voix: Expulsion! Expulsion!

M. Caron: Je ne me laisserai pas dire des choses par le ministre du Travail, comme il vient de m'en dire. Je travaille depuis ce matin pour les contribuables de Verdun et du Québec, et je pense que le ministre du Travail devrait trouver du travail aux chômeurs. Ce serait bien plus important.
(21 h 10)

Le Président (Mme Cuerrier): S'il vous plaît, avant de donner la parole à quelqu'un d'autre, je vous demanderais votre collaboration. Je vous ferai remarquer qu'après vos affirmations disant que vous vouliez travailler sérieusement sur ce projet de loi dont nous commençons l'étude article par article, chacun d'entre vous voudra bien respecter le droit de parole de chacun de ceux qui le demanderont maintenant.

M. le député de Roberval.

M. Lamontagne: Mme le Président, le leader du gouvernement a appelé ce matin la loi 44, et je pense que tous les parlementaires à ce jour ont fait un bon travail. Tel que le ministre l'a souhaité, la deuxième lecture de son projet de loi est maintenant adoptée, malgré les motions qui s'inscrivent dans un débat normal. Nous en sommes maintenant à étudier article par article un projet de loi. Quant à moi, je voudrais — je crois que vous pouvez voir un peu quelle opposition nous sommes en mesure de faire en commission plénière — solliciter du ministre, considérant que le ministre des Affaires municipales a jugé à propos, il y a plusieurs mois, de convoquer une conférence provinciale-municipale, laquelle il a voulu comme troisième journée de cette conférence mettre sous le sceau de la démocratie municipale, que, pour bien informer tous ceux et celles que le ministre a bien voulu inviter à Québec, en fin de semaine prochaine, comme le responsable du projet de loi 44 pour l'Opposition officielle, le député de D'Arcy McGee, l'a mentionné, il a même inscrit le projet — on le mentionne — de loi 44 dans l'un des cinq feuillets qui seront remis à titre d'information à tous les délégués à cette conférence...

Or, l'Opposition parlementaire officielle sollicite du ministre, au moment où sa deuxième lecture est adoptée, pour respecter, ce pourquoi il a voulu inviter tous les maires et même les agents des commissions scolaires du Québec, de leur laisser au moins les modalités de la loi 44 pour qu'ils puissent donner leur opinion avant que les parlementaires du Québec soient invités à étudier ce projet de loi article par article.

Il y a des choses, Mme le Président, sur lesquelles nous pouvons être d'accord, comme nous l'avons fait. Nous aurions pu faire une obstruction, parler à 22, 23, 24 et 25 députés et inviter l'Union Nationale qui, d'ailleurs, avait accepté de parler longuement en deuxième lecture. Nous avons donné au ministre son projet de loi en deuxième lecture comme il le souhaitait, mais le ministre des Affaires municipales devrait respecter sa conférence à lui, que j'appelle sa propre conférence. On ne peut pas indûment inviter à Québec, pendant trois jours, les représentants de l'ensemble des municipalités du Québec, leur proposer des textes, leur proposer un projet de loi et en même temps leur faire l'affront de l'avoir adopté quelques jours auparavant.

Mme le Président, nous avons aujourd'hui collaboré d'une façon complète avec le ministre des Affaires municipales et je pense qu'il en est conscient. A notre tour de lui demander sa collabo-

ration. L'Opposition officielle, comme d'autres, a l'impression, ce soir, de le faire au nom de l'ensemble des municipalités, au moins d'un grand nombre. La collaboration que nous lui demandons, c'est de remettre à lundi matin, à 11 h 30 s'il le désire, son étude article par article. La collaboration, Mme le Président, c'est de deux côtés qu'on l'obtient. Tous les députés de l'Opposition sans exception, y compris le député de Beauce-Sud, ayant voté contre le projet de loi en deuxième lecture, il me semble que le ministre des Affaires municipales, s'il est respectueux de l'opinion de la population du Québec représentée par 59% ici ce soir...

M. Proulx: La majorité.

M. Lamontagne: Un instant. Un instant, le jeune député, quand vous aurez droit de parole, au moins, s'il vous plaît, adressez-vous à la présidence.

Une Voix: Le gourmet farfelu.

M. Grégoire: Trudeau n'a pas respecté l'avis unanime de...

M. Lamontagne: J'ai l'impression que j'exerce un droit strict et pour le moins fort représentatif. Mme le Président, si les oppositions aujourd'hui n'avaient pas fait preuve de collaboration, il pourrait en être autrement, j'en conviens. Je suis assuré que même le leader adjoint du gouvernement était loin d'être assuré, à six heures, que son projet, comme moi-même je l'en avais informé, pouvait être adopté en deuxième lecture à 6 heures. Mais c'est un principe et le ministre a parlé beaucoup aujourd'hui sur le principe.

Maintenant, on est sur les modalités du projet de loi. Si nous n'attendons même pas l'opinion des maires et mairesses du Québec, convoqués, invités à Québec pendant trois jours, et si le même projet de loi est déposé d'une façon officielle et imprimé, je pense qu'il pourra arriver ce qui est déjà arrivé en 1977 pour les relations gouvernementales-municipales. On ne peut pas présenter pour discussion un projet de loi et dire: Messieurs, excusez-nous, vous comprenez, la fin de session, c'est comme cela, ce projet de loi est maintenant adopté, ce sera pour une autre fois. Vous savez, cet automne, nous aurons un autre projet de loi et là il y aura une large consultation populaire. Écoutez, il ne faut pas abuser de la bonne foi des gens. Les Québécois ne sont pas aussi bonasses que vous le croyez. Je sollicite le ministre des Affaires municipales d'accepter cela s'il veut avoir l'étude article par article d'une façon démocratique. Comme le député de Verdun l'a mentionné cet après-midi et je le confirme à titre de whip du Parti libéral, vous savez fort bien que la semaine dernière cette loi ne devait être présentée à l'Assemblée nationale qu'après la conférence municipale-provinciale.

Permettez-nous de nous interroger, parce qu'en aucun moment depuis ce temps, que ce soit au cours de conversations privées ou autrement,

nous n'avons été informés ou avisés que cette loi serait adoptée avant le 11 juin. En aucun moment on ne nous a informés des raisons véritables pour lesquelles ce projet de loi a été adopté et qu'il fallait que ce soit la deuxième lecture, puis la commission plénière. Ce n'est pas raisonnable. Je ne dirai pas que c'est indécent, de peur que quelqu'un parmi vous ne me demande de retirer mes paroles. Mais, si ce n'est pas indécent, je voudrais savoir la définition du mot indécent!

Le ministre des Affaires municipales est le responsable devant cette Chambre de l'ensemble des villes et municipalités du Québec. On ne peut pas parler de démocratie et, en même temps, autant la renier. On ne peut pas, pendant trois jours, avec un déploiement de publicité qui dure depuis six ou sept mois, convoquer ici dans la ville de Québec l'ensemble des municipalités pour dire: Nous allons vous parler de démocratie et, en même temps, leur présenter un projet de loi et être obligé de leur dire: Il est maintenant adopté. M. le ministre, ce soir c'est votre crédibilité personnelle qui est en jeu. C'est à vous, ce soir, de prouver pourquoi il y a tant d'urgence, car on nous informe, en riant peut-être, que, si on n'adopte pas ce projet de loi ce soir, à 23 h 30 on aura droit à des sandwiches. Nous ne vivrons pas avec des sandwiches. Si c'est vrai que le Parlement du Québec représente la démocratie du Québec, ce sera à ce côté-là et à ce côté-ci de le prouver! M. le ministre à vous la parole!

Motion de report au 12 juin

M. Tardif: Mme le Président...

M. Bellemare: J'ai été le premier à me lever! J'ai l'honneur de proposer que cette commission plénière soit ajournée au lundi, 12 juin.

M. Tardif: Mme le Président...

Le Président (Mme Cuerrier): M. le ministre... Un moment, s'il vous plaît!

Une Voix: On demande le vote.

Le Président (Mme Cuerrier): Un moment, s'il vous plaît!

M. Bellemare: On demande le vote sur la motion d'ajournement.

Le Président (Mme Cuerrier): Un moment, s'il vous plaît!

M. Tardif: Sur la motion d'ajournement...

Le Président (Mme Cuerrier): M. le ministre, il y a une motion devant cette Assemblée. Alors, cette motion peut être débattue. M. le leader de l'Union Nationale a fait une motion et c'est maintenant le moment de débattre cette motion ou de la mettre aux voix.

(21 h 20)

M. le ministre.

M. Tardif: Sur la motion d'ajournement, je vais dire immédiatement pourquoi il m'apparaît que cette motion est, en l'occurrence, une mesure dilatoire, malgré les semblants de contradiction qu'on s'est évertué à présenter devant cette Assemblée. Je comprendrais l'indignation du député de Roberval et celle du pondéré député de D'Arcy McGee s'il n'y avait pas l'article 121 dans le projet de loi. L'article 121 qui dit que cette loi ne s'applique pas à toutes ces municipalités et à leurs représentants qui sont présentement à Edmonton. Cette loi ne s'applique pas à eux. Il n'y a que deux villes où elle s'applique obligatoirement. C'est Montréal et Longueuil. Dans le cas des autres, la loi ne s'applique pas...

M. Levesque (Bonaventure): Elle peut s'appliquer.

M. Tardif: ... de sorte que, si elles le veulent...

M. Levesque (Bonaventure): Oui, mais elles...

M. Tardif: ... elles auront tout le temps voulu pour poser des questions au cours de la conférence.

M. Marchand: ...

M. Tardif: Deuxième point, Mme le Président. Le député de Roberval a dit: "On nous avait assurés que cette loi ne serait pas adoptée avant le 11 juin." Est-ce cela?

M. Lamontagne: M. le Président, "pas adoptée", mais "appelée".

M. Tardif: Vous avez dit "adoptée".

M. Lamontagne: Excusez-moi. C'est "appelée".

M. Tardif: On va faire sortir le journal des Débats.

M. Lamontagne: Si c'est vrai, je m'excuse.

M. Tardif: Je puis, sur ce plan, donner l'assurance au député de Roberval et à l'Opposition qu'elle ne sera pas adoptée avant le 11 juin.

M. Marchand: Ajournée.

M. Tardif: Elle ne sera pas adoptée ou sanctionnée avant le 11 juin. Il restera la troisième lecture.

M. Bellemare: Il y a seulement le ministre qui peut apporter des amendements.

M. Tardif: Il le fera avec plaisir, comme il s'est rendu à la suggestion du député de D'Arcy McGee de reporter de quinze jours la date pour la présentation d'une carte...

M. Bellemare: ... par exemple.

M. Tardif:... de sorte qu'il me fera plaisir de le faire. Cette indignation qui vous honore messieurs, elle est un peu factice parce qu'elle ne tient pas compte de la loi elle-même.

M. Goldbloom: ... pas votre langage. Ce n'est pas factice.

M. Tardif: Pardon?

M. Goldbloom: Elle n'est pas factice; elle est bien sincère.

M. Tardif: Mme le Président...

Le Président (Mme Cuerrier): C'est M. le ministre des Affaires municipales qui a le droit d'exercer son droit de parole maintenant puisque je lui ai donné la parole. M. le ministre, vous disposez d'au plus dix minutes.

M. Tardif: Lorsqu'on vient dire que tout ceci arrive de façon... deux minutes... combien de temps?

Le Président (Mme Cuerrier): Au plus, dix minutes, M. le ministre.

M. Tardif: Au plus? Alors, j'ai tout le temps voulu. On a toute la nuit. Lorsqu'on vient me dire qu'on apporte ce projet de loi de façon impromptue, cela me porte à dire que, l'an passé — le député de D'Arcy McGee devrait le savoir, le député-maire de Verdun ainsi que d'autres membres de la commission parlementaire des affaires municipales le savent pertinemment — lors de l'étude de la Charte de Montréal, il a été question d'à peu près tous ces points-là. Deuxièmement, ceci était annoncé dans le discours inaugural présenté et lu devant cette Chambre par le premier ministre, et tout récemment, lors de l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales, il a également été question de tout cela, en plus, évidemment, de la consultation avec les municipalités. Mme le Président, encore une fois, je crois que cette mesure est totalement dilatoire et je demanderais qu'on appelle l'article 1.

M. Saint-Germain: Mme le Président...

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député, représentez-vous votre parti sur cette motion?

M. Marchand: Tout le monde a le droit de parler.

M. Pagé: Question de règlement, Mme le Président.

Le Président (Mme Cuerrier): Sur la question de règlement, M. le député de Portneuf.

M. Pagé: Mme le Président, dès le début de ce nouveau débat — il y aura certainement un débat sur l'opportunité ou non d'adopter cette motion d'ajournement — je crois que nous avons tous le

droit d'intervenir pendant dix minutes sur cette motion.

Des Voix: Non, non.

M. Pagé: J'aimerais que vous nous donniez votre directive là-dessus.

M. Grégoire: L'article 117.

Le Président (Mme Guerrier): M. le député, normalement une motion comme celle-là — j'espère ne pas créer de précédent; je ne veux pas en créer — ne peut être proposée que par un ministre.

M. Bertrand: Question de règlement, Mme le Président.

Le Président (Mme Guerrier): Voulez-vous me laisser terminer, s'il vous plaît? Cette fois-ci je me suis donné la parole, M. le député de Portneuf.

M. Pagé: Je ne peux pas vous aider?

Le Président (Mme Guerrier): Au cours d'un débat — je fais maintenant une analogie — la motion d'ajournement du débat peut être faite une seule fois par séance par un député.

Une Voix: Pas par un ministre.

Le Président (Mme Guerrier): Non, vous avez raison, M. le député. Par analogie aussi, en vertu de l'article 76, je donnerais maintenant dix minutes à un représentant de chacun des partis sur cette motion d'ajournement.

M. Bertrand: Article 77.

Le Président (Mme Guerrier): M. le leader du gouvernement.

M. Duhaime: En vertu de l'article 76, il est question d'ajournement de l'Assemblée. Je vous rappellerais respectueusement que la motion qui a été faite est une motion d'ajournement du débat suivant les dispositions de l'article 77 de notre règlement. Il n'y aura qu'un intervenant d'un autre parti pour une période de dix minutes. Oui.

M. Bellemare: Question de règlement.

M. Fontaine: Question de règlement, M. le Président.

Le Président (Mme Guerrier): A l'ordre, s'il vous plaît! Je me ferai un plaisir de vous donner la parole mais, voulez-vous, s'il vous plaît, ne pas parler ensemble. Alors, sur la question de règlement. M. le leader de l'Opposition officielle.

Une Voix: D'autorité.

M. Lavoie: Mme le Président, vous avez mentionné l'article 76. Le député de Saint-Maurice a

mentionné l'article 77. J'ai le goût de vous mentionner le vrai article. Il existe un autre article. Je ne dirai pas où. Je crois que c'est l'article 157. Je pense que cela réglerait le problème. Article 157.

Le Président (Mme Guerrier): Puisque nous apprenons ensemble, nous allons apprendre ensemble, M. le député.

M. Duhaime: 0 sur 10, M. le député.

Le Président (Mme Guerrier): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Grégoire: Cela, c'est une motion pour faire rapport d'une commission parlementaire.

M. Lavoie: La dernière édition de l'article 157 se lit comme suit: "En commission plénière, un député peut proposer — nous sommes en commission plénière, à ma connaissance — de rapporter à l'Assemblée que la commission n'a pas fini de délibérer et qu'elle demande la permission de siéger de nouveau".

M. Grégoire: Ce n'est pas cela, la motion.

Le Président (Mme Guerrier): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lavoie: "En commission élue, un député peut proposer que la commission ajourne ses travaux".

M. Duhaime: 0 sur 10, comme tantôt.

Le Président (Mme Guerrier): M. le leader du gouvernement, s'il vous plaît!

M. Lavoie: Mme le Président, je vous fais confiance.

Le Président (Mme Guerrier): C'est M. le leader de l'Opposition officielle qui a actuellement la parole. Je vous demanderais de le laisser terminer, s'il vous plaît!

M. Lavoie: Mme le Président, je vous fais confiance. Je vous demanderais peut-être de trancher. Lisez l'article 157. C'est tout. Je n'ai pas d'autre chose à dire.

M. Bertrand: Article 77.

M. Duhaime: Question de règlement, Mme le Président.

M. Grégoire: Ce n'est pas une motion pour faire rapport, cela, article 157.

M. Duhaime: Mme le Président.

Une Voix: Dans tous les cas, même si c'est l'article 157, à ce moment-là, c'est un représentant par parti, dix minutes au maximum.

M. Duhaime: Mme le Président, sur la question de règlement, je voudrais que vous me reconnaissiez.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le leader du gouvernement, sur la question de règlement.

M. Duhaime: Sur la question de règlement.

Le Président (Mme Cuerrier): Alors, je vous écoute sur la question de règlement.

M. Duhaime: Mme le Président, le député de Laval invoque l'article 157. Je pense que vous devriez lui décerner la note de 0 sur 10 parce que l'article 157 se réfère à une motion pour que rapport soit fait à l'Assemblée que la commission n'a pas fini de délibérer et qu'elle demande la permission de siéger à nouveau. Ce dont il s'agit — j'ai très bien entendu le député de Johnson faire sa motion — il s'agit d'une motion d'ajournement du débat à lundi...

M. Grégoire: C'est cela.

M. Duhaime:... selon les dispositions de l'article 77. Le leader parlementaire de l'Union Nationale étant membre d'un parti reconnu, s'étant fait le parrain de cette motion, a donc épuisé son droit de parole. Il resterait, selon l'article 77, un droit de parole de dix minutes à l'Opposition officielle.

M. Fontaine: Question de règlement, Mme le Président.

M. Bellemare: Trop savant!

Le Président (Mme Cuerrier): Ce sera la dernière intervention sur cette question de règlement.

M. le député de Nicolet-Yamaska.

M. Fontaine: Si on relit exactement la motion qui a été faite par le député de Johnson et leader de l'Union Nationale, il s'agit de la motion suivante: Que cette commission plénière soit ajournée au lundi 12 juin. Il ne s'agit donc pas d'une motion d'ajournement du débat mais d'une motion d'ajournement de nos travaux.

M. Bellemare: C'est cela.

M. Fontaine: Mme le Président, en vertu de l'article 94...

M. Bellemare: Lisez l'article 94.

M. Fontaine: ... sur une motion de fond, chaque député a le droit de parler pendant 20 minutes.

M. Duhaime: Ce n'est pas une motion de...

Une Voix: Il n'y a pas de fond.

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre, s'il vous plaît!
(21 h 30)

M. Fontaine: Selon l'article 94.1, Mme le Président, chaque député a le droit de parler 20 minutes, mais en vertu de l'article 94.2: "Sur toute autre motion, la durée des discours prévus au paragraphe 1 est réduite de moitié". Donc, chaque député a le droit de parler dix minutes.

M. Bellemare: Sur l'ajournement.

M. Grégoire: Mme le Président, sur la question de règlement.

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre! M. le député de Frontenac, je regrette, j'ai dit tantôt que je n'entendrais plus qu'une seule intervention sur la question de règlement et c'est déjà fait. Je regrette, j'avais déjà dit cela, M. le député. Ce que j'ai dit tantôt, c'est que j'assimilais cette motion à une motion d'ajournement du débat. L'intervention de M. le député de Laval et leader de l'Opposition officielle disait que ce serait une motion qui ressemblerait à un rapport qu'on aimerait remettre au président maintenant à propos de la commission plénière. Je pense que sur cette motion dont M. le leader de l'Opposition officielle parlait, il n'y aurait pas eu de débat, sauf les dix minutes à chacun. Maintenant, j'assimilerai, de toute façon, cette motion à une demande d'ajournement du débat et je m'en tiendrai à l'article 77 de notre règlement où le proposeur a droit à dix minutes, un représentant de chacun des partis a dix minutes et où le parrain de cette motion a un droit de réplique. Le représentant du parti ministériel a déjà parlé. J'accepterai maintenant une intervention de l'Opposition officielle et ensuite l'intervention, s'il le désire, de M. le leader de l'Union Nationale.

Une Voix: Question de règlement. Mme le Président.

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre, s'il vous plaît, à l'ordre! Je pense que j'ai déjà rendu ma décision. Je n'accepterai plus de questions de règlement sur la même question. M. le député de Marguerite-Bourgeoys se levait...

M. Bellemare: Avez-vous lu la motion?

M. Lamontagne: Question de règlement. Mme le Président. Avec toute la condescendance...

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député, je vous ai dit que j'ai rendu une décision. Je vous ai dit...

M. Lamontagne: C'est une motion qui n'existe pas.

Le Président (Mme Cuerrier): Qui n'est pas

faite comme vous l'interprétez. Lisez-la, vous allez voir.

M. Goulet: Je vous demande une directive, Mme le Président.

Une Voix: La porte est en arrière.

M. Goulet: Est-ce que vous me l'accordez?

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Bellechasse, je l'entendrai. Puisque vous me demandez une directive, je ne voudrais pas qu'on camoufle une question de règlement sous une demande de directive. M. le député, s'il vous plaît! Je vous fais confiance.

M. Goulet: Je vous demande une directive, Mme le Président.

Le Président (Mme Cuerrier): Je vous fais confiance, M. le député de Bellechasse.

M. Goulet: Je vous demande une directive, Mme le Président.

Le Président (Mme Cuerrier): J'attends votre demande.

M. Goulet: Mme le Président, comment peut-on expliquer, comment peut-on interpréter... Je vous ai entendu dire: J'assimile votre demande à un ajournement du débat, et ce n'est pas de cela du tout dont il a été question dans la motion. Ce n'est pas cela du tout, Mme le Président. Prenez le journal des Débats, vous allez voir. Écoutez, vous prenez une décision sur une chose qui n'a pas été dite.

Une Voix: Motion d'ajournement des travaux de la commission.

M. Duhaime: Mme le Président, vote sur la motion.

Le Président (Mme Cuerrier): A Tordre! Y a-t-il d'autres interventions, c'est-à-dire une du Parti libéral?

M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Mme la Présidente, la motion du député de Johnson fait suite, en fait, à l'intervention remarquable du député de Roberval qui voulait quand même donner une chance au ministre de ne pas perdre la face en fin de semaine. Ce ne sera pas la première qu'il perdra, mais il lui en reste si peu. Le ministre lui-même a écrit...

Est-ce que Mme le ministre des Consommateurs a des interventions à faire?

Mme Payette: Ce n'est pas un visage à deux faces, lui. Il n'en a qu'une seule à perdre; il n'en a pas deux, lui.

M. Lalonde: Mme le ministre, vous nous gratifiez d'une intervention remarquable.

Mme Payette: Elle est à la hauteur de votre attitude.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député...

M. Lalonde: Cela prendrait un peu de maquillage.

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre, s'il vous plaît! A Tordre! M. le député de Marguerite-Bourgeoys, c'est vous qui avez la parole.

M. Lalonde: Mme la Présidente, je lis — en fait, je me répète malheureusement, parce que je l'ai déjà fait ce matin ou enfin, cet après-midi — le document du ministre que le député de D'Arcy McGee a évoqué tantôt, au fond, pour permettre au ministre de retomber sur ses deux pieds ou sur la tête. Dans ce document, le ministre dit à la page 5: "Le gouvernement a déjà amorcé la consultation des principaux intéressés par les réformes envisagées en matière de démocratie municipale. Il entend poursuivre cette consultation". Il entend la poursuivre. Justement, ce que le député de Johnson veut lui permettre de faire, c'est une vraie consultation.

M. Ciaccia: On ne consulte pas après que la loi sera adoptée.

M. Lalonde: Pas une consultation après que la loi sera adoptée, mais une vraie consultation. Quand je lis, par exemple, les conclusions de ce document de travail, à la page 29, on dit: "Le dépôt du présent document par le gouvernement, lors de la conférence Québec-municipalités, constitue le point de départ d'une vaste opération de consultation". Mme la Présidente, il ne faut quand même pas rire du monde. Qu'on rie des députés, cela arrive naturellement. Surtout quand on se trouve devant ces figures, on est porté à ce genre de réaction, mais, quand même, qu'on ne rie pas du monde. Si c'est le point de départ d'une vaste opération de consultation, qu'on attende la conférence de cette fin de semaine avant d'adopter le projet de loi. C'est ce que la motion du député de Johnson veut permettre au ministre de faire, sauver la face ou, enfin, ce qui reste.

Un peu plus loin dans ce document du ministre, à la page 29, on parle de la phase I: "Le gouvernement a récemment déposé en première lecture un projet de loi". Faisons une certaine transposition, étant donné qu'il s'agit d'un document qui est intitulé Projet de réforme des mécanismes électoraux préparé par le ministère des Affaires municipales — pas l'Opposition officielle — en collaboration avec le secrétariat à la réforme parlementaire — il y a beaucoup d'organismes de ce temps-ci — et déposé par le secrétariat — un autre organisme — des conférences socio-économiques à la conférence Québec-municipalités tenue à Québec le 9, 10 et 11 juin 1978. Je n'ai pas dit "les"; c'est marqué "le" 9, 10 et 11 juin. Il semble que le gouvernement espère que cela ne ressemble qu'à une seule journée. Si vous consultez le calendrier, Mme la Présidente, nous sommes au 6 juin.

Alors, il s'agit d'un document que le ministre va déposer dans trois jours, quatre jours ou le 11 juin et qui dit en conclusion: "Le gouvernement a

récemment déposé en première lecture — pas en deuxième, pas en commission plénière, pas en troisième...
(21 h 40)

M. Goldbloom: Malhonnête.

M. Lalonde: ... en première lecture un projet de loi. Pas une loi, un projet de loi. Veut-on faire mentir le ministre, Mme la Présidente? Jamais. Jamais l'Opposition ne sera complice d'une opération...

Je continue, Mme la Présidente. Le ministre dit...

M. Lavoie: Restez avec nous; restez avec nous.

M. Lalonde: Restez avec nous.

Une Voix: ... pour accepter cela.

M. Lalonde: La vérité vous fait mal.

M. Lavoie: Mets cela dans ta pipe.

M. Lalonde: Mme la Présidente, il semble que le ministre craint de casser sa pipe devant les...

M. Marchand: ...

M. Lalonde:... de l'Opposition. Enfin. Le ministre, présent ou non, il semble, en lisant ce document, qu'il soit plus absent qu'autrement. Je continue: "Une copie de ce projet de loi 44 — pas de cette loi, de ce projet de loi — est annexée au présent document." Je continue la lecture: "Par ce projet de loi — pas par cette loi, par ce projet de loi — le gouvernement désire mettre en oeuvre l'essentiel des réformes qu'il propose au niveau des mécanismes électoraux." Je termine et le ministre continue... Cela vous fait mal. Cela fait mal de voir un ministre perdre la face.

M. Godin: ... C'est moins pire que perdre le pouvoir, dans votre cas.

M. Lalonde: Qu'est-ce que le poète a à dire actuellement? Voudrait-il que je cite certains de ses poèmes? Non. Je les ai toujours dans ma poche. Je pourrais le faire, Mme la Présidente. J'ai des poèmes ici qui sont...

M. Godin: Question de privilège.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Mercier...

M. Godin: Le dépôt, le dépôt. Mme le Président, je demande le dépôt...

Une Voix: Ce sera meilleur que ce qu'on entend là.

M. Godin: ... je demande le dépôt du document, le dépôt du document.

Des Voix: Dépôt.

M. Lalonde: Le député de Mercier voudrait-il que je le cite? Je pourrais le faire.

Une Voix: Ce sera meilleur...

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Mercier...

M. Godin: Question de privilège, Mme le Président. Ayant été cité en tant qu'auteur, j'aimerais que...

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de...

M. Godin: ... le document soit déposé.

Des Voix: Non, non, soit lu.

M. Boucher: Ce sera meilleur que ce qu'on écoute là.

Le Président (Mme Cuerrier): C'est M. le député de Marguerite-Bourgeoys qui a la parole actuellement.

M. Godin: Mais c'est une question de privilège, Mme le Président.

Une Voix: En commission plénière.

Une Voix: Une question de règlement.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député, vous ne pouvez pas soulever de question de privilège, et vous le savez, ni en commission plénière, ni en commission parlementaire.

M. Lalonde: Mme la Présidente, s'il fallait que je dépose quelque chose en lisant les poèmes du député de Mercier, ce serait le crucifix qui est là que je devrais déposer.

M. Godin: C'est de la piraterie. Ce sont des textes qui ont été volés. C'est de la piraterie intellectuelle.

M. Lalonde: Alors, le ministre qui n'est plus là...

M. Godin: ... c'est du plagiat...

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député, à l'ordre!

M. Lalonde: ... le ministre qui a eu honte, le ministre qui brille, et c'est sa seule façon de briller, par son absence...

M. Caron: Mme le Président, j'invoque le règlement. Je pense qu'on devrait écouter religieusement le député de Marguerite-Bourgeoys. On entend des voix de l'autre côté; ce n'est pas sage

de la part du gouvernement de ne pas donner de chance à l'Opposition.

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre!

M. Caron: Riez des municipalités, riez des municipalités. Il ne vous reste pas grand temps. Je pense bien que les municipalités...

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député...

M. Caron: ... ont leur mot à dire dans les élections. Continuez à rire des municipalités et vous verrez le résultat tout à l'heure.

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Godin: On rit de vous. Double mandat.

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre, M. le député!

M. Caron: Cela a porté fruit, par exemple. Riez, continuez à rire. C'est le "fun". J'ai vu cela moi aussi.

Une Voix: La Jeanne d'Arc de Verdun.

M. Godin: Vous avez un mandat de trop. Vous en avez deux de trop.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Bourassa et M. le député de Verdun.

M. le député de Verdun, à Tordre, s'il vous plaît!

M. Caron: Mme le Président, je demanderais au leader adjoint du gouvernement de faire attention pour ne pas casser son assiette pour la balance de la soirée.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Jonquière, s'il vous plaît! M. le député de Marguerite-Bourgeoys avait la parole. Je vous demanderais de le laisser terminer.

M. Grégoire: Mme le Président...

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Frontenac. J'espère ne pas avoir ce soir à faire le tour des députés pour les rappeler à l'ordre. C'est M. le député de Marguerite-Bourgeoys qui a la parole actuellement.

M. Lalonde: Mme la Présidente, j'étais en train de lire un document du ministre. Je ne vois pas pourquoi les députés ministériels s'opposeraient à ce que je fasse cette lecture religieuse. Voyons! Ce ne sont pas naturellement les élucubrations du député de Saint-Jean, ni les poèmes du député de Mercier, mais quand même contentons-nous de ce qu'on a.

M. Godin: ...

M. Lalonde: Le ministre des Affaires municipales continue. Il dit: Ce projet de loi s'applique d'abord aux municipalités de 100 000 habitants. Ce projet de loi qu'il dit, il répète pour la nième fois, Je l'ai dit. c'est lui qui l'a dit, qui le répète dans ce document, qu'il va déposer dans trois jours. Alors pourquoi le faire mentir...

M. Brassard: Pour le projet de loi. Toujours un projet de loi.

M. Lalonde: Mais pourquoi le faire mentir, est-ce que vous voulez absolument qu'il perde la deuxième ou la troisième face? Est-ce ce que vous désirez? Est-ce que vous voulez que ce ministre réclame votre orthodoxie en échange de sa démission, comme d'autres ministres l'ont fait?

M. Brassard: Est-ce que c'est parlementaire cela?

M. Lalonde: C'est ce que vous voulez faire? Mme le Président...

Le Président (Mme Cuerrier): Veuillez conclure. M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Mme la Présidente...

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Lac-Saint-Jean, s'il vous plaît!

M. Lalonde: ... ce document dont la moitié est constituée par un projet de loi en annexe, c'est marqué projet de loi no 44, en annexe, et qui va être distribué dans trois jours comme projet de loi, à moins que les députés ministériels fassent mentir le ministre, contient une conclusion que je vous citerai au dernier article, 10.2 intitulé: La mise en oeuvre des réformes. Le rythme de la mise en oeuvre des réformes proposées sera avant tout l'affaire des collectivités locales concernées. Mensonge, Mme le Président. Mensonge, c'est faux, c'est faux, c'est absolument faux.

Une Voix: Point d'exclamation.

M. Lalonde: Et, à moins que nous votions en faveur de la motion du député de Johnson, nous allons être complices d'un mensonge du ministre des Affaires municipales.

Le Président (Mme Cuerrier): Je vous remercie de votre intervention, M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Je conclurai, comme vous m'invitez à le faire...

Le Président (Mme Cuerrier): Rapidement, M. le député.

M. Lalonde: ... Mme la Présidente, en vous disant qu'à moins d'être un député sérieux, ici, nous devons... à moins d'être un député qui n'est pas sérieux, à moins d'être un député qui n'obéit

que la partisanerie, nous devons appuyer la motion du député de Johnson.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le leader de l'Union Nationale.

M. Bellemare: C'est mon droit de réplique, Mme le Président, et j'ai le droit d'exercer ce droit de réplique. Je pense qu'en vertu des articles 35 et 36, et particulièrement. Mme le Président, je voudrais vous rappeler...

M. Fontaine: Soyez donc polis.

M. Bellemare: ... ici, cet article à la page 20, article 38: Si, à l'heure fixée pour l'ajournement d'une séance. l'Assemblée siège en commission plénière — je voudrais vous faire un raisonnement, madame, suivant cela — le président de la commission, à moins qu'un vote ne soit en cours, interrompt les travaux de la commission pour faire un rapport à l'Assemblée. Toute motion dilatoire devient alors caduque. Donc ma motion peut être une motion dilatoire, je l'admets en toute sincérité. Mais, Mme le Président, en vertu de cet article, si on dit qu'elle devient caduque, c'est parce qu'elle peut être d'autre chose aussi. Justement, Mme le Président, je voudrais vous redemander que cette commission plénière soit ajournée au lundi 12 juin. C'est que je demande que cette commission plénière, qui est un rouage de notre organisation parlementaire, qui fait partie de notre institution, soit ajournée pour des raisons majeures, pour des raisons d'intérêt public, parce que nous ne voulons pas participer à un hold-up. Nous ne voulons pas, comme celui qui a fait la dispersion des Acadiens, faire la dispersion des sièges électoraux de Montréal.

Mme le Président, c'est l'intérêt public qui est en cause. La Chambre est survoltée devant l'intransigeance du ministre qui ne veut pas accepter les conseils qu'on pourrait lui donner en fin de semaine dans ce sommet municipal qui va regrouper tous les intéressés. La loi, dit le ministre, n'est pas obligatoire, mais, parce que justement cette loi va devenir, demain, une loi concrète dans la province, on fait les premiers pas en balbutiant, en imposant à la ville de Montréal, sans référendum, sans assemblée plénière, sans avoir un plébiscite pour savoir si les gens qui démocratiquement pourraient se prononcer en faveur de ces systèmes, puisque, depuis 1921, on a eu des transformations, en 1921 des plébiscites, en 1927, en 1942, en 1962 on a eu des changements des structures municipales.
(21 h 50)

On arrive aujourd'hui en 1978 avec quoi? Avec une dictature. Et c'est dans l'intérêt public de demander que cette commission plénière ne siège pas ce soir pour entendre les justes revendications de ceux qui, dimanche, vont le dire avec un document falsifié comme celui que vous avez là. On n'oserait pas qualifier ces documents qui sont publics de documents falsifiés. Mais parce qu'ils sont distribués et parce qu'on sait qu'il va y avoir des

amendements, on dit que c'est falsifier que de distribuer des documents comme ceux-là. Il y aura des amendements sérieux que nous proposerons en commission plénière.

M. Fontaine: Le ministre en a déposé.

M. Bellemare: Le ministre en a déposé toute une série et cela ne paraît pas dans son livre! On change jusque la date du 15 juillet pour le 30 juillet. C'est encore un amendement fondamental! C'est une erreur que d'avoir distribué un livre comme celui-là et de nous faire siéger ce soir pour étudier un document qui est falsifié, qui va être remis aux congressistes à la fin de la semaine et qui va amener...

M. Tardif: Mme le Président, peut-on soulever une question de privilège, s'il vous plaît?

M. Fontaine: Une question de règlement, Mme le Président!

Le Président (Mme Cuerrier): En commission plénière, vous ne pouvez pas soulever une question de privilège, M. le ministre.

M. Bellemare: Exerçant mon droit de réplique, je pense que...

M. Fontaine: C'est à notre tour.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député.

M. Bellemare: Mme le Président, je pense qu'il va falloir que vous réagissiez pour maintenir la paix. Tordre dans cette Chambre. Cela devient véritablement désastreux, et si des débats comme ceux-là étaient télévisés, je pense que la réputation du parlementarisme ne vaudrait pas grand-chose!

Des Voix: Vous seriez battus.

M. Brassard: Vous n'auriez pas présenté cette motion-là!

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député.

M. Tardif: Une question de règlement, en vertu de l'article 99, paragraphes 7, 8 et 9.

M. Fontaine : Après!

M. Bellemare: Après!

Le Président (Mme Cuerrier): M. le ministre, je vous permettrai d'intervenir après que M. le député aura terminé.

Une Voix: Vous n'avez pas un bon leader.

Le Président (Mme Cuerrier): En vertu de... Aussitôt que vous aurez terminé, M. le député, je...

M. Bellemare: J'ai vingt minutes en vertu de l'article 102?

Des Voix: Dix.

M. Bellemare: En vertu de l'article 102, "tout droit de réplique est limité à 20 minutes..."

Une Voix: Non.

M. Bellemare: ... sauf a) dans les cas visés au paragraphe b) de l'article 101 — parce que c'est le discours en réponse au discours du trône — dans le cas d'une motion de député prévue à l'article 91... J'inviterais mes collègues à lire leur règlement avant de dire que ce n'est pas vrai.

M. Duhaime: Question de règlement, Mme le Président! Jean-François!

Mme le Président, sur la question de règlement.

Le Président (Mme Cuerrier): Sur une motion d'ajournement.

A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bellemare: Je continue à vous dire que cette motion qui va être mise aux votes dans quelques minutes...

M. Alfred: Assoyez-vous!

Le Président (Mme Cuerrier): M. le leader, voulez-vous... Je m'excuse...

M. Bellemare: Vous m'avez donné la parole, madame!

M. Duhaime: Question de règlement.

Le Président (Mme Cuerrier): Je m'excuse. Il y a une question de règlement qui est soulevée maintenant. Alors, je donne la parole au leader du gouvernement.

M. Duhaime: Mme le Président, je voudrais rappeler à mon collègue, le député de Johnson, qu'il exerce son droit de réplique en vertu de l'article 77, suivant la décision que vous avez rendue tout à l'heure et non pas en vertu de l'article 102, et que le droit de réplique du député de Johnson comme parrain de la motion d'ajournement est limité à 10 minutes, ce qui vous donne à peu près 180 secondes pour conclure.

M. Caron: Ce n'est pas au leader du gouvernement, c'est à la présidence de décider du temps.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Verdun, je vous ferai remarquer que M. le leader du gouvernement s'est levé sur une question de règlement.

M. Pagé: C'est pitoyable!

Le Président (Mme Cuerrier): Ce n'est pas lui qui me dit ce que j'ai à faire, mais il a le droit de se lever sur la question de règlement.

M. Caron: Mme le Président, je pense que vous êtes qualifiée pour ne pas avoir besoin du leader du gouvernement pour vous dicter quoi faire!

Le Président (Mme Cuerrier): Je vous remercie, M. le député de Verdun, c'est très aimable à vous.

M. le leader de l'Union Nationale, vous avez encore deux minutes pour terminer votre intervention.

M. Bellemare: Mme le Président, quand je vois ces gens qui se moquent de la démocratie, quand je vois ces gens qui font des farces; ils prennent les autorités municipales pour des gens qui ne sont pas responsables et rient d'eux. Ils arrivent avec un fascisme épouvantable, une dictature de dirigisme contre laquelle on proteste avec véhémence. On supplie d'attendre ce qui va se passer au sommet de vendredi, samedi et dimanche. Mme le Président, je vous supplie de demander le vote. Je sais qu'on va être battus, mais, encore là, on aurait fait foi à la démocratie. On ne s'en sera pas moqué comme ces honorables messieurs.

Le Président (Mme Cuerrier): Cette motion...

M. Tardif: Un instant, une question de règlement, Mme le Président. Il y a quand même des limites qu'il ne faut pas dépasser. Je comprends qu'il est parfois dans l'habitude du député de Johnson de faire preuve d'une certaine enflure verbale, mais il y a quand même des limites. M'accuser d'avoir déposé des documents falsifiés, accuser le gouvernement de fascisme, de dictature et de choses semblables, c'est un langage pour le moins antiparlementaire, Mme le Président. Si, dans la documentation qui a été rédigée et imprimée, j'avais parlé d'une loi, on m'aurait accusé d'avoir bafoué les prérogatives de cette Chambre. Au moment où cela a été écrit, c'était un projet de loi et cela l'est encore, à ce moment-ci. Il n'y a donc pas de falsification, si ce n'est dans l'esprit de certains membres de cette Opposition. Merci.

M. Bellemare: Ceux qui vont le lire vont le tenir pour acquis, par exemple. Ils vont dire que c'est une loi. Ils n'ont peut-être pas la formation parlementaire qu'ont certains députés dans cette Chambre. Je dis, Mme le Président, que c'est falsifier, c'est tromper sciemment le peuple du Québec.

Le Président (Mme Cuerrier): Cette motion.

M. Bellemare: Vous n'êtes pas sortis. C'est bien de valeur, mais vous allez certainement coucher ici.

M. Lamontagne: Question de règlement, Mme le Président.

Le Président (Mme Cuerrier): Cette motion de M. le leader...

M. Lamontagne: C'est une information que je veux avoir pour la bonne marche de nos travaux. Je veux savoir si le député de Frontenac a un siège et s'il a une permission personnelle de fumer en cette Chambre.

M. Pagé: Oui.

M. Lamontagne: Oui ou non? Il est toujours debout en train de fumer en pleine Assemblée. Je pense que vous devez le voir autant que nous.

M. Grégoire: J'ai le droit de fumer?

M. Lamontagne: On ne sait pas ce qu'il fume, à part cela.

M. Duhaime: Ce n'est pas de l'amiante. Il écrase.

M. Grégoire: Mme le Président, sur une question de règlement, je peux l'assurer que, quand je fume, je fume du bon tabac. Tout est croche au cœur croche. C'est pour cela qu'il vient de dire cela.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Frontenac, s'il vous plaît! M. le député du Lac-Saint-Jean. Je regrette de devoir faire cette intervention, mais je ne crois pas que nous donnions un très bon spectacle.

Des Voix: Ah non!

Le Président (Mme Cuerrier): Je ne voudrais pas utiliser le mot que je viens d'utiliser maintenant. Cette motion de M. le leader de l'Union Nationale est-elle adoptée?

Des Voix: Vote enregistré.

Des Voix: Adopté.

Le Président (Mme Cuerrier): Que ceux qui sont en faveur de cette motion veuillent bien lever la main, s'il vous plaît! Contre? — Pour: 20 — Contre: 33

Cette motion est rejetée.

M. Lavoie: Mme le Président...

Le Président (Mme Cuerrier): M. le leader de l'Opposition officielle.
(22 heures)

M. Lavoie: Avec votre permission, j'aurais l'intention, en vue de respecter certains engagements du ministre des Affaires municipales vis-à-vis des 1500 municipalités du Québec qui sont invitées à un sommet des municipalités en fin de semaine, alors qu'on leur a fait parvenir... Je

terminerai mon intervention par une motion en vertu de l'article 157 de notre règlement. Je vous en donne un préavis. Je crois que c'est tout à fait dans l'ordre. Alors qu'on assomme, qu'on assaille les représentants des 1500 municipalités du Québec, on a mêlé à cela les commissions scolaires à une rencontre des municipalités du Québec, trois jours, en fin de semaine, ici, où on leur a distribué...

M. Duhaime: Question de règlement, Mme le Président. Je m'excuse.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le leader du gouvernement, sur la question de règlement.

M. Lamontagne: Pourquoi voulez-vous prendre la parole?

Une Voix: Il n'est pas dans son assiette.

M. Levesque (Bonaventure): Qui enfreint le règlement?

Une Voix: Le gourmet farfelu.

M. Lamontagne: Le gourmet farfelu.

M. Duhaime: Je vais vous le dire.

M. Grégoire: Assoyez-vous! On va vous le dire.

M. Lamontagne: Non, mais tout de même, il n'y a rien...

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Roberval, s'il vous plaît!

M. Duhaime: Mme le Président.

M. Marchand: Allez faire un tour au lac des Neiges.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Roberval, je vous ferai remarquer que je ne peux pas connaître la question de règlement avant qu'elle ne soit soulevée. M. le leader du gouvernement se lève sur une question de règlement.

M. Duhaime: Le député de Laval invoque l'article 157, ce qui, à toutes fins utiles, équivaut à une nouvelle motion d'ajournement dont nous venons de disposer, selon l'article 77 qui dit explicitement qu'une motion non annoncée d'ajournement du débat peut être faite en tout temps. Une telle motion, sauf si elle est faite par un ministre, ne peut être faite qu'une seule fois au cours d'une séance.

M. Fontaine: Question de règlement, Mme le Président.

M. Duhaime: Mme le Président, l'article 157...

M. Grégoire: Il y en a déjà une question de règlement. Il y en a déjà une. Il ne peut y en avoir deux en même temps.

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre, s'il vous plaît! Un instant!

M. Bellemare: Oui. Question de règlement.

M. Grégoire: Non, il ne peut pas y en avoir deux en même temps.

M. Bellemare: Oui, monsieur.

M. Fontaine: Question de règlement.

M. Grégoire: Bien non. Il y en a déjà une.

M. Bellemare: Non mais il a le droit d'en soulever une autre.

M. Grégoire: Il ne peut pas y en avoir deux en même temps.

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bellemare: Voyons donc!

Une Voix: La présidence est là.

M. Bellemare: Le pee-wee! Les jeunes pee-wee!

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Nicolet-Yamaska, je vous donnerai la parole aussitôt que M. le leader du gouvernement aura terminé avec sa question de règlement.

M. Fontaine: Question de règlement.

M. Duhaime: Oui, c'est cela qu'on explique, une question de règlement. Alors, attendez votre tour!

Le Président (Mme Cuerrier): Je vous écouterai ensuite sur une question de règlement.

M. Fontaine: Mme le Président, sur une question de règlement. Je pense que j'ai le droit de le faire.

M. Bellemare: Oui, vous avez le droit.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Nicolet-Yamaska, je ne puis pas écouter trois personnes en même temps.

M. Fontaine: Qu'ils s'assoient! Je vais poser la mienne.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député...

M. Duhaime: Mme le Président, je voudrais attirer votre attention...

M. Fontaine: Question de règlement.

M. Duhaime: Mme le Président, voulez-vous demander au député de Nicolet-Yamaska de prendre son siège et d'attendre d'avoir la parole.

Le Président (Mme Cuerrier): Un instant, s'il vous plaît!

M. Duhaime: Il pourra ensuite intervenir sur la question de règlement.

Le Président (Mme Cuerrier): J'attends que le calme soit revenu.

M. Duhaime: Oui, mais soyez raisonnable.

M. Fontaine: Je veux vous dire qu'il parle pour rien.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Nicolet-Yamaska, je vous donnerai...

M. Duhaime: Bien non!

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Marguerite-Bourgeoys, à l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Nicolet-Yamaska, je vous donnerai la parole avec plaisir quand M. le député aura terminé. Certainement, M. le député, puisque les membres de cette Assemblée ont le droit de parole.

M. le leader.

M. Duhaime: Mme le Président, je veux attirer votre attention sur les dispositions très claires et très bien rédigées, d'ailleurs, par ceux qui nous ont précédés, sur l'article 77, à savoir que par le biais d'une question de règlement ou d'une demande de directive selon l'article 157, si vous écoutez le député de Laval, vous donnez la parole à un député qui ferait une intervention selon l'article 77 alors que notre règlement est explicite. Le débat est terminé. Le vote a été pris. Il ne peut y avoir qu'une seule motion d'ajournement par séance.

M. Fontaine: Question de règlement, Mme le Président.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Nicolet-Yamaska, sur votre question de règlement.

M. Fontaine: Merci, Mme le Président.

Le Président (Mme Cuerrier): C'est parce que je vous ai promis que je vous la donnerais, M. le député. J'étais déjà prête à intervenir sur la question.

M. Fontaine: Je voudrais tout simplement vous dire, Mme le Président, que l'intervention du leader adjoint du gouvernement est tout à fait prématurée. Le leader de l'Opposition officielle ne

venait que de prendre la parole. Il n'y a pas de motion devant vous encore, Mme le Président, alors on ne peut pas critiquer une motion qui n'existe pas. C'est cela que je vous demande. Deuxièmement, Mme le Président, je voudrais vous demander, il y a quelqu'un qui est ici dans la salle...

M. Bellemare: Il n'est pas député, il n'est pas membre des Affaires municipales.

M. Fontaine: Je pense qu'il n'y a que les fonctionnaires du ministère des Affaires municipales qui peuvent être présents dans l'Assemblée.

M. Bellemare: "Out".

Le Président (Mme Cuerrier): C'est cela, nous sommes en commission, M. le député de Nicolet-Yamaska. A l'ordre!

Une Voix: Descendez donc en haut dans les galeries.

M. Lamontagne: Question de privilège, Mme le Président.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député, à l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre! S'il vous plaît, vous allez tenir l'ordre dans cette Assemblée, comme je vous le demande depuis tantôt. Autrement, je suspendrai pour cinq minutes.

Une Voix: On invite la galerie.

M. Lamontagne: Mme le Président...

Une Voix: Ce sont des menaces.

Le Président (Mme Cuerrier): S'il vous plaît! M. le député de Roberval.

M. Lamontagne: Je pense que cela relève de votre autorité, Mme le Président. La question qui vient de vous être posée, je pense, a sa raison d'être. Pourriez-vous vous informer pour nous donner l'information? Cette personne située à côté du ministre des Affaires culturelles, quel est son poste et en vertu de quel privilège se trouve-t-il dans l'Assemblée nationale? Nous avons le droit de connaître cette information.

M. Vaugeois: ... un projet de loi actuellement qui est en relations étroites avec les Affaires municipales. Ce monsieur est de mon cabinet et cette discussion actuelle nous intéresse.

Une Voix: Est-ce qu'on a droit à des fonds payés?

M. Lamontagne: Mme le Président, question de privilège.

M. Duhaime: On n'est pas en assemblée plénière là.

Le Président (Mme Cuerrier): Vous ne pouvez pas soulever une question de privilège, M. le député de Roberval. Un moment, voulez-vous, s'il vous plaît?

M. Lamontagne: Si vous me donnez le droit de parole...

M. Pagé: Mme le Président, me donnez-vous le temps d'aller chercher mon secrétaire de comité?

Le Président (Mme Cuerrier): Je vais simplement demander — à l'ordre, s'il vous plaît! — à la personne qui n'a pas de relations avec les Affaires municipales actuellement, pour nous permettre de continuer à travailler ce soir, d'aller observer à partir des galeries, s'il vous plaît.

M. Vaugeois: Est-ce qu'on pourrait aussi écouter à partir du perroquet?

Le Président (Mme Cuerrier): Sur la question de règlement de M. le député de Nicolet-Yamaska et sur celle de M. le leader du gouvernement. Je regrette d'autant plus, M. le député de Nicolet-Yamaska, de vous avoir donné la parole parce que vous avez dit ce que j'allais dire justement.

M. Lavoie: Est-ce que je peux intervenir sur la question de règlement?

Le Président (Mme Cuerrier): Vous pouvez continuer votre intervention actuellement, M. le député.

M. Lavoie: Mon intervention, cela veut dire que ma motion est reçue?

Le Président (Mme Cuerrier): Oui. C'est-à-dire que vous n'avez pas fait de motion.

M. Lavoie: Non, d'accord.

Le Président (Mme Cuerrier): Je vous laisse continuer votre intervention.

M. Levesque (Bonaventure): C'est le député de Saint-Maurice qui nous a retardés.

M. Lavoie: Mme le Président...

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lavoie: ... dans les jours prochains, soit vendredi, samedi et dimanche, ici dans la ville de Québec, les 1500 municipalités du Québec ont été invitées à venir participer à un colloque, un dialogue ou un prétendu dialogue entre le ministère des Affaires municipales et les 1500 municipalités du Québec qui représentent les six millions de citoyens du Québec. En plus de cela, on invite également le monde scolaire, quelques représen-

tants du monde scolaire. Dans ce scénario, on semble vouloir établir un échange d'idées entre ces municipalités et celui qui doit voir à la bonne administration, qui a la responsabilité auprès du gouvernement provincial de la bonne gestion de ces 1500 municipalités. Aujourd'hui, cette personne en responsabilité après avoir donné, fait distribuer une brique d'environ un pouce, un pouce et demi, il y a quelques jours, sur la fiscalité municipale, qui est un brassage de millions, en somme... Mais on sait qu'en fin de compte ce sera le petit citoyen qui paiera l'addition.
(22 h 10)

M. Tardif: Est-ce qu'il y a une motion?

M. Lavoie: Attendez donc, j'ai le droit de parler.

M. Tardif: Arrivez donc.

M. Duhaime: Une question de règlement, M. le Président.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît. A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Duhaime: Une question de règlement.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît! ...A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Duhaime: Une question de règlement, M. le Président.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Saint-Maurice, sur une question de règlement.

M. Duhaime: M. le Président, je vais vous demander une directive.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre! M. le député de Laurier, s'il vous plaît!

M. Duhaime: Je vais vous demander une directive, M. le Président. Tout à l'heure, notre collègue, le député de Laval, s'est levé en indiquant qu'il parlerait sur une motion en vertu de l'article 157. J'ai soulevé une question de règlement.

Une Voix: Elle a été rejetée.

M. Duhaime: On vous demande pardon.

M. Goulet: Elle a été rejetée par le président.

M. Duhaime: Non.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Duhaime: Je voudrais vous demander, M. le Président, dans une directive, que vous demandiez au député de Laval de nous dire en vertu de

quel article de notre règlement il intervient. Parce que suivant les dispositions de l'article 77, nous devrions normalement procéder au vote sur la motion du député de Johnson, et le député de Laval n'a pas le droit de parole, à la suite de la motion d'ajournement qui a été proposée par le député de Johnson.

M. Bellemare: Un député peut en tout temps...

M. Duhaime: Alors, si c'est une nouvelle motion, M. le Président, nous allons d'abord disposer de la motion du député de Johnson qui est devant nous, et s'il y a une autre motion on y reviendra.

Des Voix: On a voté.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît!

...A l'ordre, s'il vous plaît!...

Des Voix: On a voté là-dessus.

M. Lalonde: M. le Président, une question de règlement.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lalonde: Sur la question de règlement.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Non, M. le député de Marguerite-Bourgeoys, je vais répondre immédiatement au député de Saint-Maurice.

Je pense...

M. Lavoie: Sur la question de règlement, M. le Président, je parle en vertu de l'article 160...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Non, M. le député de Laval.

C'est ce que j'allais dire. Je pense qu'il est clair que ce que l'on appelle en commission parlementaire une motion d'ajournement du débat est en fait, en commission plénière, une motion qui est présentée en vertu de l'article 157. Comme les règles et la tradition de notre parlementarisme veulent que trop fort ne casse pas, j'ai l'intention, malgré le premier jugement, de déclarer recevable une motion qui serait présentée en vertu de l'article 157.

A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lavoie: M. le Président...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît! S'il vous plaît!

M. Lavoie: J'ignore si le député de Saint-Maurice va m'interrompre une troisième fois, pour faire perdre le temps de cette commission plénière.

M. le Président, je crois en toute décence que si le ministre des Affaires municipales s'est égaré

depuis quelques jours, c'est peut-être qu'il a pris sa tradition de technocrate, de sociologue à certains moments ou sa tradition policière, qu'il veut "railroader" à peu près toutes les municipalités du Québec, l'Assemblée nationale, tous les citoyens du Québec. Je lui demanderais un temps de considération, un temps de pause. Je pense que la motion du député de Johnson aurait dû être acceptée en tout respect, non seulement pour les 1500 municipalités du Québec, mais les 6 millions de Québécois qui sont représentés par les élus municipaux de 1500 municipalités qui sont invités ici en fin de semaine pour discuter, dans un premier temps pendant deux jours, de fiscalité municipale et, dimanche prochain, le jour du Seigneur, de la démocratie municipale. C'est cela le thème de cette rencontre de dimanche. Je ne sais pas comment cela a coûté en communications la briquette qu'on a fait distribuer aux municipalités, mais pour une ville comme Laval qui représente 250 000 habitants, uniquement le maire et un officier municipal sont invités, les membres de l'exécutif n'ont pas le droit de participer, d'après mes renseignements. Qu'est-ce que vous pensez de décider d'une manière constructive? C'est de la poudre aux yeux, c'est un scénario. Vous riez du monde. Pendant trois jours vous leur avez donné une briquette que je n'ai pas fini d'étudier, en ce qui me concerne, et aujourd'hui, vous avez une avalanche de six documents. Allez-vous avoir le temps, honnêtement, dans votre concept de pureté, de moralité publique, de démocratie, de considérer tout cela avec les représentants de 1500 municipalités? Prenez-vous les Québécois pour des caves?

M. Tardif: Au contraire, c'est parce que je leur prête de l'intelligence.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre!

M. Lavoie: Il va y avoir mille personnes, en fin de semaine, ici à Québec. Mille fois six, cela fait six mille documents.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Laval, j'ai tenu compte des cinq minutes, à peu près, d'interruption qui ont été occasionnées par des questions de règlement. Je vous ai permis de présenter votre motion à la fin de votre intervention de dix minutes, conformément à l'article 157. Je vous demanderais donc de faire votre motion.

Motion d'ajournement du débat

M. Lavoie: M. le Président, ce n'est pas nous de l'Opposition officielle qui allons renverser ou chambarder les travaux de cette Assemblée. Je respecte votre décision et, si le poulailler, l'autre bord, veut se taire, à commencer par celui qui est dans le coin, je ferai ma motion immédiatement.

Je voudrais faire motion que cette commission n'a pas fini de délibérer et qu'elle demande la permission de siéger de nouveau.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Comme je vous l'avais déjà dit, je déclare donc, officiellement, recevable et reçue cette motion et je cède la parole au député de Johnson. Un représentant par parti.

M. Bellemare: C'est ça.

M. Grégoire: M. le Président, sur une question de directive. J'aimerais avoir une directive. On nous demande la permission de siéger de nouveau, en vertu de cette motion.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Frontenac, s'il vous plaît! M. le député de Frontenac, j'ai dit tout à l'heure que j'estimais que ce que l'on appelait une motion d'ajournement du débat en vertu de l'article 77 en commission parlementaire équivalait, en commission plénière, à une motion présentable en vertu de l'article 157. C'est la décision qui a été rendue tout à l'heure et j'espère que votre demande de directive n'a pas pour but de venir en appeler de cette décision.

M. Grégoire: Non, M. le Président.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): D'accord!

M. Grégoire: Non, M. le Président, ma demande de directive, ce n'est pas cela.

Si on demande la permission de siéger de nouveau, je voudrais savoir si aussitôt la motion votée — je suis bien prêt à voter pour qu'on siége de nouveau — cela veut dire qu'on va siéger de nouveau tout de suite après le vote.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Frontenac, votre question est prématurée et j'attendrai le résultat du vote avant de vous répondre.

M. le député de Johnson.

M. Bellemare: M. le Président, qu'il me soit permis, tout d'abord, de vous féliciter de ce grand esprit de parlementaire...

Une Voix: Pas de discours.

M. Bellemare: ... que vous venez de démontrer en respectant les droits de l'Opposition.

Je voudrais vous demander si j'ai droit à 20 minutes ou à un quart d'heure, ou à une demi-heure.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Vous avez droit à 10 minutes en vertu de l'article 157. deuxièmement.

M. Bellemare: A partir de?

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A partir de maintenant.

M. Bellemare: De 22 h 20.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): C'est parti.

M. Bellemare: M. le Président, je suis très heureux, d'abord, de vous féliciter d'avoir bien voulu accepter le principe de cette motion et surtout de nous permettre, à nous de l'Opposition, les faibles, de vous témoigner beaucoup de gratitude et de donner les raisons qui nous incitent aujourd'hui à vous demander la permission de siéger de nouveau et que le débat qui est en cours, par cette commission parlementaire, soit ajourné.

On a dit tout à l'heure et on l'a répété: Il y a en jeu des sujets de première importance. Il y a là la véritable démocratie municipale, celle de pouvoir entendre ceux qui sont les responsables, qui sont les élus. C'est pour cela que nous, du Parlement, de l'Opposition, en particulier, protestons avec véhémence contre ce "track rolling" qu'on veut nous imposer par cette force de dirigisme.

Tout à l'heure, l'honorable ministre m'a dit que j'avais employé des termes qui étaient peut-être osés. C'est sans doute vrai, le ministre a raison. Je suis prêt à les retirer parce que c'est un grand gentilhomme qui me l'a dit et non pas un pee-wee comme un autre que je réprouve dans cette Chambre.

(22 h 20)

M. le Président, pourquoi le ministre qui est un grand démocrate, pourquoi le ministre qui a une conception de la vie municipale plus qu'un autre, pourquoi, celui qui est aujourd'hui le grand responsable de ce grand changement qui va s'opérer dans la province d'ici quelques années, particulièrement à Montréal, d'ici à six mois... On va entendre, M. le Président, des lamentations, des jérémiades des corps organisés, parce que la délimitation des 54 districts électoraux ne sera jamais acceptée. Je me souviens, lorsque nous avons redistribué les 110 comtés, nous avons fait une action politique dans toute la province pour resensibiliser tout le monde à ces 110 comtés et il en est resté encore des traces.

Exemple, dans le comté de Johnson, où l'on a mis trois comtés ensemble, on a ajouté huit paroisses de Shefford, sept paroisses du comté de Richmond et quatre paroisses du comté de Drummond et où on a exclu cinq paroisses du comté de Bagot. M. le Président, nous avons aujourd'hui quatre sortes de population dans le même comté, quatre sortes de gens qui pensent différemment, qui ne se sont jamais accordés: C'est, pour le député, tout un mandat que d'avoir à naviguer à travers ces groupes distincts, qui ont des mentalités différentes. Ceux de Windsor ne sont pas ceux de Valcourt et ceux de Valcourt ne sont pas ceux d'Acton. C'est seulement un exemple pratique que je cite au ministre, mais qu'est-ce que ce sera dans la ville comme Montréal où il y a différentes sortes de religions, il y a différentes sortes de paroisses et qui seront séparées les unes des autres. La mentalité sera terrible.

Vous entendrez, M. le Président, ces lamentations et ces jérémiades, parce que la structuration des quartiers de Montréal, ce n'est pas d'aujourd'hui, M. le Président, qu'on a touché à cela. Le seul ministre qui peut apporter de la paix, de la concorde, c'est le ministre des Affaires municipales. Ce soir, nous lui demandons, très humblement, de vouloir suspendre pour qu'on puisse entendre les justes revendications du sommet municipal qui va se tenir en fin de semaine. Nous lui demandons très humblement de comprendre, comme il a compris quand nous lui avons demandé un délai de quinze jours de plus, pour que la loi entre en vigueur le 30 juillet au lieu du 15.

Nous avons vu que le ministre était réellement un bon démocrate et un homme qui aimait se rendre à l'opinion publique devant les revendications que nous avons faites, M. le Président. Nous disons donc que ce serait manifester, contre le Parlement qui va adopter une loi, une arrogance sans nom, parce qu'il y a là, M. le Président, un principe démocratique qui fait la force actuellement de nos municipalités et du Parlement provincial. Le ministre le sait, il a tous les jours des cas difficiles à régler, et si ce n'était pas l'autorité qui lui est donnée en vertu de la loi, il ne pourrait pas les régler. Et parce qu'il les règle, il sait qu'il va en avoir d'autres, qu'il va en avoir d'autres qui vont être terribles. Ce n'est pas une prédiction de malheur que je veux faire, mais je voudrais que le ministre comprenne que cette commission plénière se débat pour faire comprendre aux autorités du gouvernement que ce n'est ni le temps, ni l'endroit de professer de la démocratie quand on a sous les yeux ce qui va se passer, particulièrement les documents qui ont été écrits et falsifiés parce qu'ils ne seront pas conformes à ce que nous allons établir ce soir.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît! S'il vous plaît! A droite et à gauche et en arrière.

M. Bellemare: Oui, ce n'est que vous qui avez le droit de me le dire, M. le Président et non pas le député du Lac-Saint-Jean.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Johnson, s'il vous plaît!

M. Bellemare: ... qui se promène négligemment comme un pee-wee.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Franchement, j'en entendais de partout, en avant, à gauche, à droite et en arrière même. Silence, s'il vous plaît! Respectez le droit de parole.

M. Bellemare: M. le Président, on assiste depuis 8 h 15, à une vraie comédie bouffe faite par le gouvernement, M. le Président, par le gouvernement...

M. Godin: Vous dégradez le Parlement. Vous dégradez le Parlement.

M. Bellemare: ... par ceux qui prêchaient, par ceux qui allaient au programme Appelez-moi Lise et qui disaient: Jamais, dans la province de Québec, je n'ai vu des spectacles pareils. M. le Président, elle est assise ce soir devant nous, et cela en est une qui devrait se lever et protester contre cette comédie bouffe que fait son gouvernement ce soir. C'en est une qui a prêché pendant des années qu'on était des bouffons, des gens irresponsables. Que fait-elle en cette Chambre, à part...

Des Voix: A l'ordre!

M. Bellemare: On vient de dire que c'est le président qui mène, pas vous!

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A la pertinence du débat, s'il vous plaît!

M. Bellemare: M. le Président, je vous remercie, c'est à vous que j'obéis.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Avec deux minutes, M. le député de Johnson.

M. Bellemare: Merci, c'est encore assez long. Je vous demande s'il serait possible au ministre des Affaires municipales de poser le geste du grand gentilhomme et d'empêcher cette comédie bouffe qui se répète depuis à peu près deux heures, deux heures et quart, d'avoir la condescendance d'entendre les responsables municipaux à la fin de la semaine. Lundi, nous reviendrons parce que c'est seulement le ministre qui peut nous apporter des amendements en troisième lecture. Il en a déjà fait toute une série, M. le Président. Donc, sa loi n'était pas parfaite! Il en a déjà ajouté d'autres aujourd'hui, donc sa loi n'était pas parfaite! Que pensez-vous que cela sera, lundi prochain, après les revendications que feront les municipalités? Après qu'on aura défini si c'est véritablement du dirigisme d'Etat ou si c'est véritablement de la démocratie municipale? Là, le ministre va nous revenir plus fort. Le ministre va nous dire: J'ai maintenant quelque chose qui peut vous convaincre, messieurs!

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Merci, M. le député de Johnson.
M. le ministre.

M. Duhaime: M. le Président, je serai très bref. Vous avez jugé recevable la motion du député de Laval suivant l'article 157 de nos règlements. Je vous sou mets respectueusement que vous n'auriez peut-être pas dû recevoir cette motion.

M. Bellemare: A l'ordre, a l'ordre! M. le Président, à l'ordre! On n'a pas le droit d'attaquer une de vos décisions. Autrefois il y avait un article du règlement où on pouvait en appeler de la décision du président, mais il n'en existe plus!

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Duhaime: Un instant! Doucement.

M. Bellemare: Vous avez eu une gifle tout à l'heure, digérez-la!

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre! M. le député de Johnson, M. le député de Saint-Maurice, s'il vous plaît! Je suis sûr de ne point être renversé, il n'y a pas de tribunal d'appel! Alors, M. le ministre, sur la motion, s'il vous plaît!

M. Duhaime: Je vous sou mets, M. le Président, que vous n'auriez peut-être pas dû recevoir cette motion, et à partir du moment où vous l'avez reçue...

M. Bellemare: A l'ordre! M. le Président. Quelle audace et il récidive!

M. Duhaime:... je sou mets à votre jugement et j'y consens bien volontiers en attirant votre attention sur le fait suivant. C'est que la commission plénière est justement en train de siéger pour étudier article par article le projet de loi no 44. Et, si vous lisez attentivement l'article 157, nous ne pouvons rapporter à l'Assemblée que la commission n'a pas fini de siéger...

M. Levesque (Bonaventure): Question de règlement.

M. Duhaime: ... parce que la commission n'a pas commencé de siéger...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le chef de l'Opposition officielle, sur une question de règlement.

M. Duhaime: ... et que de plus...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le ministre!

M. Duhaime: ... elle n'a pas à demander la permission.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le ministre, s'il vous plaît!
M. le chef de l'Opposition.

M. Duhaime: ... j'interviens sur la question de règlement.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Il y a eu une question de règlement.

M. Duhaime: Je suis sur la question de règlement.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Vous êtes sur une motion. Vous êtes sur la motion du député de Laval. A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lavoie: C'est épouvantable! Il doit montrer l'exemple.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre!

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, vous avez donné la parole, et nous en sommes tous témoins, au dépeader adjoint du gouvernement, sur la motion, uté de Saint-Maurice, le ministre du Tourisme, let vous avez vu immédiatement — et cela à deux ou trois reprises, et il persistait dans son attitude — qu'il a critiqué la décision que vous avez prise, et cela, en toute justice, quant à notre règlement. Vous êtes l'interprète du règlement. Et si nous avons eu certaines difficultés ce soir, c'est justement parce que — je ne veux pas accuser un côté ou l'autre — il y a eu certainement certains écarts quant au respect que nous devons à la présidence. Je pense que le leader du gouvernement devrait être le premier à donner l'exemple en cette Chambre!

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Alors, sur la motion.

M. Duhaime: Sur la motion, M. le Président, je voudrais assurer mes collègues d'en face que j'ai le plus grand respect pour la présidence de l'Assemblée nationale et je me soumettrai bien volontiers à toute décision rendue par la présidence. Cependant, je voudrais attirer votre attention sur la lettre et l'esprit de l'article 157 parce que cette motion faite par le député de Laval est le plus parfait exemple d'une motion de procédure dilatoire.

(22 h 30)

Le député de Laval demande à la commission, par sa motion, de faire rapport à l'Assemblée qu'elle n'a pas fini de délibérer et qu'elle demande la permission de siéger à nouveau. Or, M. le Président, l'Assemblée a justement accepté que la commission plénière siège dans le but de commencer à étudier le projet de loi qui est devant nous article par article. C'est le plus parfait exemple d'une motion pour nous faire perdre trois fois vingt minutes. Je vous demanderais, M. le Président, d'appeler le vote sur cette motion.

M. Goldbloom: M. le Président...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Non, M. ...

M. Goldbloom: M. le Président, question de règlement.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Sur une question de règlement, M. le député de D'Arcy McGee.

M. Goldbloom: Je sou mets respectueusement, M. le Président, en lisant l'article 157...

Une Voix: Il n'y a pas le droit de parole là-dessus.

M. Goldbloom: Je m'excuse.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Sur une question de règlement, M. le député de D'Arcy McGee.

M. Goldbloom: Le ministre des Affaires municipales a dit qu'un dictateur ne coûte pas cher. Combien lui coûte le député de Saint-Maurice?

M. le Président, en vertu de l'article 157, un député, pas un parti, mais un député peut proposer une motion. La nature de cette motion est définie. Cette motion n'existe pas avant d'avoir été proposée. Une fois qu'elle est proposée et reçue là, la motion qui, à partir de ce moment, prend son existence ne peut être débattue, sauf qu'un représentant de chaque parti reconnu peut prononcer un discours de dix minutes chacun au sujet de cette motion. Je sou mets respectueusement à votre considération, M. le Président, que le député de Laval a agi de façon autonome, de façon individuelle comme député en cette Chambre. Maintenant qu'il a proposé une motion que vous avez reçue, que vous avez déclarée recevable, chaque parti reconnu a le droit de prononcer un discours de dix minutes à ce sujet. C'est ce droit de parole que je réclame. Il y a des précédents à cet égard, M. le Président.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Un instant. Est-ce qu'il y a un membre du parti ministériel qui voudrait se faire entendre sur l'argumentation employée par le député de D'Arcy McGee?

M. Duhaime: Consentement, M. le Président.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A Tordre, s'il vous plaît!

M. Bellemare: Les culottes à l'envers. Il a été pris les culottes à l'envers.

M. Duhaime: Il faut le consentement pour que nous écoutions pendant dix minutes le député de...

M. Grégoire: Non, non. Pourquoi?

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Un instant, s'il vous plaît.

Une Voix: Il veut parler mais il n'a rien à dire.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Devant le peu de collaboration des membres de cette commission, je suspends les travaux de la commission pour dix minutes.

(Suspension à 22 h 34)

(Reprise à 22 h 48)

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît! Lorsque j'ai suspendu les travaux de la commission, le député de D'Arcy

McGee venait de soulever un problème intéressant d'ailleurs. La question qui se posait était de savoir si le député de Laval, lorsqu'il avait pris la parole, avait parlé au nom du parti de l'Opposition officielle conformément à l'article 157. Le ministre du Tourisme, le député de Saint-Maurice et leader du gouvernement, a semblé dire consentement, mais ce consentement a été refusé demandant une décision de la présidence. C'est bien cela?

M. Duhaime: Je retire mon consentement, M. le Président.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Alors, voici la décision que je vais rendre. Tout d'abord, j'aimerais faire un aveu de culpabilité. Je pense que j'aurais dû exiger, au préalable, du député de Laval qu'il présente sa motion et qu'il parle par la suite, ce que je n'ai pas fait. Au contraire, faisant preuve de souplesse, j'ai laissé parler le député de Laval qui, à la fin, a terminé avec sa motion en vertu de l'article 157. Donc, c'est l'aveu de culpabilité et le seul que j'ai à faire.

D'autre part, je dois me rappeler quand même deux choses pour essayer d'établir dans quel esprit intervenait le député de Laval. Les premiers mots qu'il a dits en intervenant, c'est: "M. le Président, j'aurais une motion à présenter en vertu de l'article 157". Je ne peux oublier cette partie de son intervention qui me démontre de façon non équivoque que le député de Laval voulait intervenir et est intervenu en vertu de l'article 157.

(22 h 50)

Le deuxième fait qui me démontre de façon non équivoque que le député de Laval est intervenu en vertu de l'article 157, c'est que, lorsque je lui ai fait part que son temps achevait, qu'il ne lui restait que quelques minutes en vertu du règlement, lui qui connaît très bien le règlement, il a consenti, comme il le fait d'ailleurs régulièrement, il a tout simplement présenté sa motion et s'est assis.

Ces deux attitudes, premièrement, le fait d'intervenir en vertu de l'article 157, comme il l'a dit au début, et le fait de respecter une demande du président, à savoir que son droit de parole achevait, de l'accepter de façon bien volontaire et bien amicale, font qu'effectivement, dans l'esprit du président — je sais que tout le monde ne sera peut-être pas d'accord avec la décision; je n'aimerais quand même pas qu'il y ait de charivari là-dessus — dans mon esprit à moi, bien objectivement et bien honnêtement, j'estime que le député de Laval a parlé et que c'était son intention de parler au nom de son parti sur l'article 157.

C'est la décision que je rends, de telle sorte que je refuse, bien à contrecœur, mais en vertu de mon interprétation... S'il vous plaît, M. le député de Nicolet-Yamaska, je vous en prie! Je peux vous dire qu'il y a eu consultation oui, mais avec une personne qui est le président de l'Assemblée nationale. Je n'ai pas honte de le dire, surtout que cela vient d'un collègue et d'un confrère, c'est plus désolant.

M. Goldbloom: M. le Président...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de D'Arcy McGee, j'allais vous dire, avant d'être interrompu, que, malheureusement, à contrecœur, je me dois de vous refuser, en vertu de l'article 157, votre droit de parole.

M. Goldbloom: M. le Président, puis-je vous demander...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Goldbloom: ... une directive très simple? Vous venez d'invoquer le fait que le député de Laval, en commençant son intervention, a indiqué son intention d'invoquer l'article 157 et de présenter une motion. Un député peut, n'importe quand, en commission plénière, se lever et demander la parole et parler sans donner l'avis qu'il va conclure par la présentation d'une motion. Si un député prend la parole et, en cours de route, prend la décision de terminer par une motion en vertu de l'article 157, l'interprétation de la situation serait-elle la même? C'est une question que je vous pose, une demande de directive parce qu'il y a, en quelque sorte, un précédent qui peut découler de la situation que nous venons de vivre.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): C'est que normalement, d'abord on doit se dire qu'on n'était pas encore rendu à l'article 1. Dans mon esprit, si j'avais été sur le banc, à ce moment, j'aurais appelé l'article 1, mais ici, cela n'a pas été fait parce que le député de Laval a indiqué son intention de présenter une motion qui pouvait être présentée avant l'étude de l'article 1. Je vous dis que si j'étais ici au moment où cela se représenterait et que nous ne soyons pas encore rendus à l'article 1, je ne permettrais à aucun député d'exercer un droit de parole limité, à moins de lui demander auparavant: M. le député, est-ce que vous parlez sur l'article 1, est-ce que vous parlez au nom de votre parti sur les remarques générales ou est-ce que vous avez une motion à présenter? Dans le cas du député de Laval, lui qui connaît très bien le règlement, les premiers mots qu'il a prononcés ont été: Et je vous avertis, Mme le Président, que j'aurai une motion à présenter. Or, c'est l'interprétation bien honnête que je donne. Je n'ai pas la prétention de renverser des jurisprudences ou en faire d'autres, mais c'est ma décision.

M. Lavoie: M. le Président, je n'ai pas l'intention d'intervenir sur votre décision de crainte de la critiquer.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Est-ce que la motion du député de Laval sera adoptée?

Des Voix: Adopté.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Vote à main levée en commission plénière.

Une Voix: Un instant.

Une Voix: S'il vous plaît!

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît. A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lalonde: Le député d'Iberville vient de s'asseoir.

M. Lavoie: On devrait sacrer notre camp!

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Le président ne peut quand même pas empêcher les gens d'entrer. Un instant.

M. Lavoie: Faites-le sortir. Le vote est en marche, la motion est aux voix.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre! M. le député de Laval, j'ai l'intention de faire appliquer le règlement. Ce que je veux dire, c'est que le député de Jonquière et président ne peut pas se lever pour empêcher physiquement les gens de rentrer. Cela, vous le comprenez; vous devez le comprendre, du moins. Je demande bien honnêtement à ceux qui étaient absents, au moment où j'ai demandé le vote, de bien vouloir se retirer de la Chambre, à moins qu'il y ait un consentement de tous les membres de cette Chambre.

M. Lavoie: Il n'y a pas de consentement.
MM. les députés de Beauharnois, de Laprairie.

M. Bellemare: Dehors!

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): S'il vous plaît!

M. Lavoie: On va prendre sa parole à l'effet qu'il n'était pas là.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît! Alors, à main levée.

M. Lavoie: Question de règlement, il y a un député, on va prendre sa parole, il y a assez de témoins à l'effet que le député de Laprairie n'était pas là. Soyez donc assez honnête pour vous retirer.

M. Michaud: M. le Président, je n'ai pas l'intention de voter.

M. Lavoie: Retirez-vous, vous êtes obligé de vous retirer.

M. Michaud: A part cela, j'étais tout simplement ici au coin.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Laprairie, s'il vous plaît!

M. Gratton: Retournez-y.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Laprairie, s'il vous plaît! Pour les fins du vote seulement.

A main levée, que ceux et celles qui sont pour la motion du député de Laval lèvent la main.

Que celles et ceux qui sont contre la motion du député de Laval lèvent la main.

La motion du député de Laval est rejetée; 21 voix pour et 31 voix contre.

M. Goldbloom: Article premier, M. le Président.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de D'Arcy McGee.

M. Goldbloom: Je présume que vous allez appeler l'article 1.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): J'appelle l'article 1.

Elections de 1978 dans certaines municipalités

Dispositions déclaratoires et interprétatives

M. Goldbloom: Merci, M. le Président, je vous demande la parole sur l'article 1.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Mais, au préalable, je me dois de demander au ministre des Affaires municipales s'il a quelque chose à dire sur l'article 1.

M. Tardif: Non, M. le Président, j'appelle tout simplement l'article 1 qui établit le champ d'application de la partie I du projet de loi.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Je donne la parole au député de D'Arcy McGee, sur l'article 1.

M. Goldbloom: Merci, M. le Président. Cet article définit le champ d'application du projet de loi et, effectivement, identifie, sans les nommer, les deux municipalités qui sont visées et qui seront affectées.

M. le Président, il me semble qu'il y a un certain nombre de choses que le ministre devrait clarifier pour que nous puissions poursuivre ce débat en parfaite compréhension des buts visés par le gouvernement.

D'abord, j'ai déjà cité au début de mon discours, en deuxième lecture, un communiqué de presse émis le 25 mai par le ministre. Le ministre dit, en ce moment, ce soir, en commission plénière que l'Opposition exagère en disant que le projet de loi aurait un effet sur des municipalités qui seront parmi les invités du ministre et du gouvernement vendredi, samedi et dimanche de cette semaine, à l'exception des deux qui sont spécifiquement visées. Pour quelques autres, ce sera une affaire facultative, ces municipalités devraient po-

ser le geste de demander que la loi s'applique à elles. (23 heures)

Mais, M. le Président, c'est là où la clarification devient nécessaire. Je cite, encore une fois, le texte que j'ai ici. Si je le cite mal, si je le cite d'une façon qui ne traduit pas l'intention du ministre et du gouvernement, je prie le ministre de bien vouloir me corriger. Ce que j'ai ici devant moi se lit comme suit: "Le texte de loi sera repris, mutatis mutandis, à l'automne prochain alors que le gouvernement soumettra une loi généralisant les mesures contenues dans le projet de loi à toutes les villes de plus de 20 000 habitants et qui, alors, couvrira également des aspects inédits, l'information du citoyen, le processus de référendum, l'éthique dans les affaires municipales et d'autres sujets. Une commission parlementaire sera tenue à ce moment. Il s'agit donc ici d'un premier pas dicté par la tenue incessante des élections dans deux des plus grandes villes québécoises et près de 20% des citoyens québécois seront automatiquement touchés par la loi 44."

M. le Président, si le ministre a toujours cette intention, comment peut-il aller devant les municipalités de cette province, plus spécifiquement devant celles qui ont 20 000 âmes de population et plus, et leur raconter ce qu'il est en train de faire à l'Assemblée nationale — présumant que le gouvernement, avec le petit caucus privé qui vient d'avoir lieu, a décidé d'aller jusqu'au bout ce soir et de terminer coûte que coûte l'étude de ce projet de loi article par article en commission plénière? Si telle est la décision du gouvernement, si tel est le résultat de notre débat ici ce soir, comment le ministre pourra-t-il en toute décence se lever devant les municipalités de cette province qui ont plus de 20 000 âmes et leur dire: Je n'ai pas créé de précédent, cela ne vous concerne pas, vous aurez toute la liberté voulue pour vous exprimer sur le projet de loi, vous aurez une commission parlementaire, vous viendrez, tous les citoyens intéressés pourront venir. Là, vous me direz que ce que je vous propose comme régime électoral n'est pas parfaitement acceptable, et j'apporterai des amendements à ce que je propose.

M. le Président, il y a un document de travail remis avec le texte du projet de loi 44 là-dedans. Si c'est pour information, pour indiquer ce que le gouvernement a déjà fait, que le ministre ne vienne pas nous dire que nous pourrions terminer l'étude en commission parlementaire, mais ne pas adopter la loi. Il sait bien qu'une fois l'étude en commission plénière terminée, il sera le seul à pouvoir proposer des amendements.

M. le Président, il nous a fait la courtoisie de nous inviter à la conférence. Mais s'il nous invite à la conférence, si, effectivement, lors de cette conférence, il y a une discussion qui se poursuit dimanche sur la démocratie municipale et sur ce document de travail qui inclut le texte du projet de loi 44, si nous revenons par la suite, ayant écouté comme lui les discussions, les points de vue des municipalités, et que nous avons comme résultat de cette discussion une meilleure compréhension de la situation et le désir de proposer des amendements, nous ne serons plus en mesure de le faire.

M. le Président, je pense que c'est — je ne veux pas utiliser un mot trop fort; j'allais dire bafouer, je n'irai pas jusque-là — une façon de manquer, dans une certaine mesure, au respect de gentilhomme à gentilhomme qui doit exister entre les deux côtés de cette Chambre.

Deuxièmement, M. le Président, il y a ce projet de loi qui serait, selon l'intention apparente du gouvernement, adopté article par article à une heure quelconque au cours de cette nuit. Il n'y aura pas eu de consultations là-dessus. Il y aura eu des consultations de la part du ministre et, apparemment, de la part de son collègue, le ministre d'État à la réforme parlementaire et électorale. Quant aux autres participants et, notamment, les députés de l'Opposition, il n'y aura pas eu l'occasion d'échanger des propos avec les intéressés, ni avec les dirigeants municipaux, sauf dans la mesure où nous avons pu faire des appels téléphoniques pour rejoindre quelques personnes et poser quelques questions.

Ce n'est pas cela, une consultation valable, M. le Président. Les citoyens n'ont pas été consultés. Et, pourtant, dans le document remis par le ministre aux congressistes, à la page 25 et en haut de la page 26, on trouve les principes qui doivent présider à la réforme que propose le ministre: 8.2: Éléments de la réforme, paragraphe 1: "Que le conseil — il s'agit du conseil municipal évidemment — ait la responsabilité de confectionner la carte électorale de sa municipalité et qu'il ne soit plus tenu d'obtenir l'autorisation du ministre des Affaires municipales dans pareil cas". C'est très beau, sauf que l'on tourne la page et on lit le paragraphe 2: "Que le conseil municipal soit tenu de consulter les citoyens concernés lors de la confection ou de modifications apportées à la carte électorale de la municipalité".

M. Bellemare: Ah! Les deux faces du ministre.

M. Goldbloom: M. le Président, nous sommes appelés à voter sur un processus qui donnera à la ville de Montréal et à la ville de Longueuil une nouvelle carte électorale. Le principe énoncé ici, que les citoyens concernés devraient être consultés et que ce serait une obligation imposée au conseil municipal, n'est pas respecté par le gouvernement. Le gouvernement ne le fait pas. Que le ministre ne nous dise pas que ses consultations avec le maire de Montréal, avec les partis d'opposition, avec le maire de Longueuil et peut-être avec les conseillers municipaux de Longueuil, c'est la même chose. Ce n'est pas la même chose, M. le Président. Les "citoyens concernés", il y en a un million à Montréal et il y en a 122 000 à Longueuil. De quelle façon ont-ils été consultés? Et, pourtant, nous nous apprêtons à déterminer leur sort et à leur dire: Quelqu'un, quelque part, va présenter une carte électorale et, si le conseil municipal n'agit pas, la commission va intervenir et vous aurez l'occasion de vous faire entendre.

Oui, mais, M. le Président, c'est un processus quand même exceptionnel, un processus empressé de la part du gouvernement qui se sent obligé d'agir maintenant pour que cela change à Mont-

réel et à Longueuil, malgré le fait que Montréal existe, comme un des collègues l'a dit au cours du débat, depuis 336 ans. Quatre années de plus ou de moins, cela ferait quoi dans la vie d'une telle municipalité? Mais le gouvernement est pressé. Il faut que cela change maintenant.

M. le Président, j'aimerais bien savoir pourquoi et j'aimerais bien savoir pourquoi le ministre trouve toujours nécessaire d'agir à l'encontre du principe qu'il énonce dans son propre document de travail. J'aimerais qu'il dise clairement à cette Chambre: A-t-il oui ou non l'intention, cet automne — tout en tenant à ce moment-là ce qu'il nous refuse maintenant, une commission parlementaire pour entendre les intéressés — de présenter un projet de loi qui généralisera le régime à toutes les municipalités de 20 000 âmes et plus? Si oui, si telle est son intention, comment peut-il aller devant ces mêmes municipalités, dimanche de cette semaine, et leur dire: Le projet de loi no 44, ce n'est qu'un document de travail; cela ne doit pas vous inquiéter, cela ne vous affecte pas?

M. Tardif: Mme le Président...

Le Président (Mme Guerrier): M. le ministre des Affaires municipales.
(23 h 10)

M. Tardif: ... ou bien on est de mauvaise foi, de l'autre côté de cette Chambre, ou bien on prend un malin plaisir à jouer sur les mots: consultation, information et tout cela.

Effectivement, il y aura une loi qui généralisera les dispositions contenues dans la loi 44 et qui couvrira également tout un champ nouveau à l'automne, loi sur laquelle il y aura une commission parlementaire. La loi qui est devant cette Assemblée présentement ne s'applique qu'à deux villes, effectivement, Montréal et Longueuil. Quant aux autres, elle ne s'applique que si elles veulent bien se prévaloir de ces dispositions. J'imagine qu'avant de s'en prévaloir, les municipalités vont demander des renseignements sur ce qui était, au moment de l'impression des textes, et est encore un projet et il nous fera plaisir de les leur donner. Deuxièmement, il y aura évidemment consultation sur des amendements qui pourraient être apportés à cette loi permanente, à supposer qu'un certain nombre d'entre elles décident de se prévaloir des dispositions actuelles, et nous fassent des suggestions sur des amendements possibles ou encore sur ces autres points non compris dans la loi 44 et portant, comme ceux que j'ai mentionnés déjà, sur le cens électoral, le cens d'éligibilité, l'éthique, les conseils de quartier, les commissions du conseil, et j'en passe.

Le député de Laval, tantôt, a demandé si on prenait les Québécois pour des caves. Précisément, je pense avoir fait appel à leur intelligence, particulièrement à celle des édiles municipaux en leur envoyant une abondante documentation, très étoffée qui, précisément, indique l'intention du gouvernement non seulement en ce qui concerne le projet de loi et les principes qui le sous-

tendent, mais également dans quelle direction nous nous en allons. Je comprendrais l'Opposition, après avoir énoncé son accord de principe — tout le monde est pour la vertu, tout le monde est contre le vice — mais quand je vois le type d'opposition que l'on fait, je m'interroge vraiment. D'autant plus qu'il ne s'agit pas de droit nouveau. Tout ce qui est dans cette loi est déjà appliqué au Québec. Par exemple, le plafonnement des dépenses électorales. C'est déjà appliqué et cela a été voté à l'unanimité par cette Chambre! On transpose cela sur le plan municipal. Et cela pose des problèmes de principe? Deuxièmement, le financement des campagnes électorales. Il y a une loi québécoise qui permet cela depuis des années. On transpose cela sur la scène municipale. Cela pose des problèmes? La reconnaissance des partis politiques. On transpose cela sur la scène locale. La confection de cartes...

M. Goldbloom: Là c'est différent!

M. Tardif: ... électorales équilibrées, avec un nombre d'électeurs par quartier, avec une marge plus ou moins, 15% dans le cas des municipalités, au Québec c'est 25% et au fédéral c'est ailleurs. Ce n'est pas, encore là, du droit nouveau tout cela.

M. Lalonde: En deux semaines!

M. Tardif: Quatrièmement, le nombre de conseillers et le système uninominal. Cela non plus n'est pas nouveau, c'est ce qui existe au Québec présentement et c'est ce qui existe à Ottawa! La création de comités exécutifs existe déjà dans une demi-douzaine de municipalités. Dans certains cas, cela a été accordé par bill privé à des municipalités par mon prédécesseur précisément. Il suffira qu'il prenne le bill privé concernant la ville de Sainte-Foy, notamment, pour retrouver, en ce qui concerne les devoirs et pouvoirs des comités exécutifs dans cette loi, exactement ce qui a été adopté du temps où il était là. Enfin, dans cette loi aussi le droit de vote aux personnes morales est enlevé. Encore là, ce n'est rien de neuf sous le soleil, ces mêmes personnes morales n'ont pas non plus le droit de vote, ni au Québec, ni à Ottawa.

Encore une fois, il ne s'agit là de rien de révolutionnaire, de vraiment nouveau sous le soleil. Il s'agit uniquement de transposer sur la scène municipale un certain nombre de principes que cette Chambre a, à l'unanimité, reconnus comme étant bien fondés pour son propre fonctionnement.

Alors, Mme le Président, faire ce genre d'obstruction peut sembler de bonne guerre, mais encore une fois je pose la question: Quels intérêts défend-t-on? Qui a demandé à ce qu'on s'oppose à tel ou tel article? Il y a deux villes présentement concernées qui n'ont pas manifesté d'objection à ce projet de loi. Toutes les autres, si elles en avaient, n'auraient qu'à décider de ne rien faire, elles sont régies par les dispositions de la loi actuelle.

Mme le Président, je demande donc l'adoption de l'article 1, avec l'amendement pour corriger la coquille qui s'y est glissée, c'est-à-dire de remplacer l'article 124 qui y apparaît par l'article 121, c'est-à-dire que c'est l'article qui habilite les municipalités à se prévaloir des dispositions de cette loi.

M. Lavoie: Mme le Président.

M. Lalonde: Mme la Présidente.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Si toutes ces dispositions — parce que le ministre vient de faire une revue générale, il a débordé l'article 1 — sont si claires, si c'est tellement du droit non nouveau, pourquoi les consultations de fin de semaine?

M. Tardif: Pour parler des autres aspects non couverts dans le projet de loi.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Marguerite-Bourgeoys, sur la motion d'amendement.

M. Lalonde: J'ai le droit de poser des questions au ministre qui vient... Il n'y a pas d'amendement, l'amendement de 124 à 121, ce n'est pas grave, si vous voulez...

Le Président (Mme Cuerrier): Cette motion est-elle adoptée?

M. Lalonde: Adopté.

Alors, pourquoi consulter ou prétendre consulter les 1500 municipalités sur toutes les dispositions de cette loi, parce que votre document, Démocratie, mécanismes électoraux, couvre toutes les dispositions de la loi et d'autres? Alors pourquoi les consulter si c'est si clair et qu'il faut légiférer actuellement? Est-ce que c'est un scénario? Et là, la question du député de Laval est valide, est-ce qu'on prend les Québécois pour des caves? Est-ce qu'on les consulte simplement pour la forme?

Première question — et c'est là que l'Opposition se situe, c'est là qu'on s'est situé en deuxième lecture, si vous vous souvenez de nos interventions et la même question est valide actuellement — pourquoi les consulter dans trois jours, si c'est si bon pour tout le monde? Pourquoi consulter ceux qu'on va consulter à l'automne à des commissions parlementaires? Pourquoi ne pas consulter celles à qui on impose actuellement cette loi sans consultation? La ville de Montréal, avec un million et plus d'habitants, et la ville de Longueuil, avec 122 000, ce n'est quand même pas marginal. C'est là la question que l'on vous pose.

Deuxièmement — et là la question est très pertinente à l'article 1 — où avez-vous péché les 100 000 habitants, pourquoi pas 120 000, pourquoi pas 80 000? J'aurais espéré que le ministre nous

l'explique, Mme la Présidente. Il a choisi cela pourquoi? Pourquoi pas 500 000 ou pourquoi pas 50 000? Combien de municipalités se situent entre 50 000 et 100 000? Combien se situent entre 100 000 et 125 000 et pourquoi ne les a-t-il pas accrochées au passage? Quelles sont les catastrophes que le ministre veut nous éviter pour intervenir de façon aussi intempestive, aussi précipitée, à la dernière minute, par cette loi à l'égard de la ville de Montréal et de la ville de Longueuil? Il me semble, Mme la Présidente, que les députés d'Opposition méritent qu'on réponde à ces questions. Non seulement les députés d'Opposition, puisque, d'après le ministre, ils ne font qu'une opposition systématique et déraisonnable, mais au moins la population, s'il la respecte.

M. Ciaccia: Mme le Président.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Mont-Royal.

M. Ciaccia: Le ministre a demandé quels intérêts nous défendons ce soir, en nous opposant au projet de loi. Je ne sais pas où le ministre était au cours des trois dernières heures, depuis que nous avons commencé notre opposition à certains aspects de ce projet de loi. Je pourrais vous dire ce que nous défendons, nous défendons des principes très fondamentaux de notre démocratie et de nos institutions municipales.

(23 h 20)

Vous voulez donner l'impression de protéger la démocratie. C'est la volonté du peuple. Vous voulez protéger les institutions municipales. Par exemple, vous placez un article dans ce projet de loi qui va défendre à un élu de remplir deux mandats. Ne trouvez-vous pas que vous vous contredisez vous-mêmes? D'une façon, vous dites: C'est la volonté du peuple. C'est la consultation populaire. Quand cela fait votre affaire, vous allez défendre à la population de se prononcer, à savoir si quelqu'un doit avoir un mandat ou deux. Ne pensez-vous pas que c'est une contradiction? La population va être souveraine seulement quand vous déciderez qu'elle sera souveraine. Comme dans le cas du député de Verdun, la population savait qu'il avait deux mandats, mais elle a décidé de l'appuyer. Cela n'a pas fait votre affaire.

Dans ce cas, vous voulez protéger le monde. Vous voulez le protéger et vous le faites comme si c'était la défense de la démocratie. C'est hypocrite, ce que vous faites dans ce projet de loi. C'est ce qu'on veut empêcher. On veut défendre des principes très fondamentaux. Si on laisse passer ce projet de loi ici, ce soir, qu'est-ce que vous allez nous faire après? C'est une loi d'exception que vous faites. Une loi d'exception. Il y a des principes très fondamentaux disant qu'une loi d'exception devrait être adoptée par l'Assemblée nationale seulement dans des cas exceptionnels. C'est pour cela qu'on l'appelle une loi d'exception.

Cette loi d'exception vise deux municipalités: la ville de Montréal et la ville de Longueuil. Est-ce que vous nous avez expliqué les caractéristiques?

les raisons exceptionnelles pour lesquelles elle devrait être adoptée maintenant? Vous ne l'avez pas fait, M. le ministre. Vous avez insisté sur le fait que c'est ce soir, maintenant, que nous allons débattre le projet de loi article par article. Vous avez refusé de retarder de quinze jours. Vous avez même refusé de remettre l'étude article par article à lundi. Quelle sorte d'explication avez-vous sur la loi d'exception? Ne prenons pas la population pour des caves. Ne prenons pas les législateurs ici pour des caves aussi. L'article 1b, c'est encore pour donner l'apparence de la démocratie. Hein?

Vous dites que pour une population de 20 000 ou plus, cela ne s'applique pas, sauf si, conformément à l'article 124, elle veut s'en prévaloir. Voulez-vous que je vous fasse un scénario de ce droit que vous donnez aux municipalités? Si vous appliquez la même flexibilité à ces municipalités, le même sens du dirigisme que vous avez ce soir, le même sens de la dictature, pensez-vous que les municipalités vont vraiment avoir le choix? Quelle sorte de pression, comme ministre des Affaires municipales, allez-vous pouvoir appliquer à toutes ces municipalités? Vous voulez nous faire croire qu'elles vont décider cela d'elles-mêmes? De la même façon que la ville de Montréal va décider cela elle-même? De la même façon que la ville de Longueuil va décider elle-même? Vous êtes décidés à faire appliquer ce projet de loi. Vous voulez vous couvrir un peu. Vous voulez faire des petites exceptions pour qu'on ne vous accuse pas vraiment d'être dictateur, d'être un gouvernement dictateur et d'imposer vos volontés à des organismes qui devraient avoir le droit élémentaire, fondamental de la démocratie. Alors, vous avez inséré l'article 1b.

On sait le genre de pression que vous avez. On sait, d'après les discussions de ce soir, le genre d'esprit dans lequel vous voulez même adopter ce projet de loi, le genre de stratégie que vous utilisez en imprimant un document qui donne l'apparence de la consultation mais qui n'en est pas du tout. Vous voulez nous faire croire que les municipalités qui ont une population de 20 000 habitants ou plus mais moins de 100 000 vont avoir le droit de décider elles-mêmes, d'une façon démocratique, sans pression du ministre des Affaires municipales, quand vous passez au rouleau à vapeur ce projet de loi. Voyons! Ne nous prenez pas pour des caves. Même si vous le faites à la population du Québec qui n'est peut-être pas ici dans cette Chambre, elle ne voit pas le déroulement des travaux de ce soir.

Une Voix: Heureusement.

M. Ciaccia: Oui, heureusement. Je suis très heureux que vous ayez soulevé ce problème parce que la pratique de la démocratie, ce soir, l'exemple que vous avez donné, l'exemple que la Chambre a donné de ce côté de la table, c'est déplorable. Vous contestez les décisions du président, vous interrompez les députés de ce côté-ci pour qu'ils ne parlent pas. Vous nous hurlez des insultes chaque fois qu'on fait un point, qu'on veut

discuter d'une façon rationnelle. Oui, parlons-en. Parlons-en de la façon d'agir de votre gouvernement. Mme le Président, nous sommes prêts à rester et à prendre le temps qu'il faut pour voir les vraies intentions de ce gouvernement, à prendre le temps qu'il faut pour discuter du projet de loi, voir les vraies intentions, nous voulons avoir des raisons spécifiques et des raisons rationnelles, savoir pourquoi vous insistez pour nous imposer et à imposer aux municipalités un projet de loi qui n'a pas de signification dans le sens démocratique, qui ne respecte pas les droits de ses municipalités.

Mme le Président, nous allons certainement apporter d'autres suggestions, mais je me demande bien, avec l'esprit que le ministre a démontré ce soir, avec la collaboration de ses collègues, ce que nous faisons en cette Chambre en essayant de protéger les droits des municipalités, en essayant quelles soient consultées. On ne dit pas que ce projet de loi ne devrait pas être adopté, ne sera pas adopté éventuellement, mais au moins qu'on respecte les droits non seulement des parlementaires, mais aussi des municipalités que vous avez invitées et que vous donnez l'apparence de vouloir consulter, de vouloir protéger. Merci, Mme le Président.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le leader de l'Opposition officielle.

M. Lavoie: Mme le Président, cet article 1 nous montre vraiment le scénario du jour. Le ministre nous dit: Pourquoi s'en faire, cela n'affecte que deux municipalités d'une manière obligatoire, soit la ville de Montréal et la ville de Longueuil, les deux ayant plus de 100 000 habitants, et qui doivent tenir une élection pour 1978. Cela aurait pu être une formule. Le ministre aurait pu limiter sa loi à cela. Cela aurait été une possibilité. Mine de rien, il glisse en disant: Cela ne concerne pas les autres. Elles sont libres de le faire et on peut adopter cela. Il n'y a aucune conséquence. On peut adopter cela avant la consultation de la fin de semaine. Les autres ne sont pas tenues, ne sont pas assujetties à cela, parce qu'on sait que ce projet de loi n'a qu'une vie provisoire. Ce projet de loi, une fois les élections de Montréal et de Longueuil passées, une fois le 31 décembre 1978 arrivé, s'il n'y a pas d'autre projet de loi, va entrer dans les statuts du Québec, mais il ne sera pas dans les statuts refondus, parce que c'est uniquement provisoire. Mais l'attrape, Mme le Président, le piège, le miroir aux hirondelles, c'est pour les municipalités de 20 000 âmes et plus qui ne sont pas tenues de le faire.

D'après mes informations, il y a peut-être dix ou quinze de ces municipalités qui ont des élections cette année. Il y en a 17. Il y en a peut-être deux ou trois, à peine, peut-être aucune — 17 — où il y aura assez de pressions pour leur faire accepter cela. Peut-être qu'il n'y en aura pas. Peut-être qu'il y en aura cinq qui vont se soumettre...

M. Tardif: Il y aurait un débat sur la place publique locale.

M. Lavoie: Mme le Président, il y aura un précédent. Dans les statuts, jusqu'au 31 décembre 1978, il y aura une loi, mais le ministre dit que, cet automne, pour qu'elle soit permanente, il sera tenu de présenter — il le dit, d'ailleurs — une loi définitive à la session d'automne. Il aura les deux pieds dans l'étrier et à côté de consultations comme il va y avoir en fin de semaine, si le ministre a l'intention de faire adopter sa loi avant lundi, à l'automne, il y aura une autre loi qui dira: La loi 44 est reconduite pour toutes les municipalités de 20 000 âmes. C'est cela l'attrape-nigaud que le ministre nous propose d'adopter actuellement. Cela deviendra définitif, cela deviendra figé dans le béton et toutes les municipalités de 20 000 âmes et plus n'auront plus le choix d'opter pour cette loi ou non à l'automne.
(23 h 30)

M. le ministre, nous n'avons pas de poignée dans le dos. Ecoutez, on en a vu passer d'autres. Vous voulez qu'il y ait un précédent de créé, vous allez nous dire à l'automne: Il y a deux ou trois villes où cela a bien fonctionné, elles se sont soumises à cette loi. C'est bon, notre démocratie. On fera un autre petit semblant de consultation et cette loi entrera dans les statuts et deviendra obligatoire pour toutes les municipalités du Québec. M. le ministre, on n'acceptera pas ce piège.

C'est la raison pour laquelle, nous attendons que vous nous disiez dans votre réplique, tout à l'heure, que vous avez l'intention de faire voter ce projet de loi; c'est l'étape de la commission plénière où tous les députés ont le droit de parler 20 minutes, où on peut faire des amendements à gogo. Nous sommes prêts à siéger à des heures convenables, on peut siéger, d'après le règlement actuel, jusqu'à minuit, une heure, deux heures, trois heures, pas plus tard que dix heures demain matin, pour la période de questions. On n'embarquera pas dans ce rouleau compresseur. On voudrait savoir, dans votre réplique, si vous voulez mettre de côté complètement le semblant de consultation populaire des 1500 municipalités. Dimanche, elles doivent discuter de démocratie populaire. Si vous nous dites: On est prêt à siéger à des heures convenables, à adopter des articles. Nous sommes en faveur des grands principes de ce projet de loi, nous vous le disons. Sur cet équilibre de population dans les quartiers municipaux, nous sommes d'accord. Nous sommes d'accord sur les comités exécutifs, même des partis municipaux. Sur la limite, le contrôle des dépenses électorales, nous sommes d'accord, mais on ne veut pas vous permettre de vous moquer des 1500 municipalités du Québec, de les convoquer dimanche prochain pour qu'elles viennent, mais, une fois franchie l'étape de la commission plénière où certains des députés de l'Opposition vont participer au sommet des municipalités dimanche, ils vont être à l'écoute des municipalités. Il y aura des propositions valables sûrement, parce qu'il n'y a rien de parfait en ce bas monde sur ce projet de loi de la démocratie. Des villes de 100 000 âmes, de 50 000 et de 20 000 âmes, vont être à l'écoute, vont avoir des représentants et nous aussi de

l'Opposition, dimanche, elles vont venir faire des représentations, même si cela doit être bousculé parmi toutes les brochures et tout cela, à travers 600, 700, 800 délégués, je me demande quel travail efficace vous allez pouvoir parvenir à accomplir pendant ces trois jours, deux jours de fiscalité, le brassage de millions qui n'apporte rien aux municipalités du Québec, et le dimanche de la démocratie municipale.

Je disais donc que nous ne pouvons accepter comme législateurs responsables de l'Opposition de passer cette étape de la commission plénière où nous avons le droit et un droit premier d'apporter des améliorations, des amendements. Si vous voulez "railroader" le projet de loi, avant la fin de semaine, on ne peut pas participer à ce scénario, parce que vous allez dire: Le projet de loi ne sera pas adopté lundi, il restera la troisième lecture, et le ministre pourra, suite aux suggestions valables des représentants des municipalités dimanche, apporter des amendements, s'il y a de bonnes idées, constructives. Mais pensez-vous qu'on peut vous faire confiance de la manière que vous agissez? Vous nous donnez l'impression que vous voulez adopter le projet de loi et on va se priver du droit d'apporter des amendements, alors qu'on se sera dérangé pour être à l'écoute des municipalités? Non, M. le ministre, on n'est pas élu pour cela.

J'aimerais que vous nous disiez, dans votre réplique, si vous voulez qu'on étudie d'une manière convenable, constructive, ce projet de loi, mais on ne veut pas rire des municipalités. Dites-nous, avec votre majorité, si vous voulez l'adopter, passer toute l'étape de la commission plénière, et, après cela, on prendra notre décision, M. le ministre.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le ministre.

M. Tardif: M. le Président, il est minuit moins vingt-cinq, l'Opposition n'a pas fait encore un seul amendement. Si elle en a, je vais les recevoir avec plaisir. Est-ce qu'il y a un amendement proposé?

M. Lavoie: Répondez à nos questions.

M. Lalonde: Répondez à nos questions, pourquoi...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Tardif: Est-ce qu'il y a un amendement proposé à l'article 1?

M. Lalonde: Répondez à nos questions. Pourquoi 100 000?

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lalonde: Répondez à nos questions. Pourquoi 100 000?

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre!

M. Tardif: Y a-t-il un amendement à suggérer à l'article 1?

M. Lavoie: En temps et lieu.

M. Lalonde: M. le Président, j'ai posé des questions. Pourquoi 100 000 habitants...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre!

M. Lalonde: Combien de municipalités ont plus de 100 000 habitants? Le ministre veut-il nous cacher cela aussi?

M. Tardif: Trois municipalités, pour l'information du député de Marguerite-Bourgeoys qui devrait, je l'espère, connaître un peu mieux l'ensemble des municipalités du Québec, surtout les plus importantes qui ont au-delà de 100 000 habitants. Il s'avère que deux d'entre elles seulement vont en élection au mois de novembre et que ces deux villes ont la capacité administrative suffisante pour se retourner de côté assez vite et appliquer une telle loi. Voilà.

M. Lalonde: Lesquelles?

M. Tardif: Montréal et Longueuil.

M. Lalonde: Mais les deux autres?

M. Tardif: Laval et Québec.

M. Lalonde: Pourquoi pas 50 000?

M. Tardif: Pardon?

M. Lalonde: Pourquoi pas 50 000 habitants?

M. Tardif: A cause justement de la capacité administrative de ces villes qui est moindre précisément que dans le cas des villes comme Montréal et...

M. Lalonde: Dans quelle mesure, M. le Président...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): S'il vous plaît! S'il vous plaît!

M. Lalonde: Une question, M. le Président.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): S'il vous plaît! M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Qu'est-ce que la capacité administrative?

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre! Pas de dialogue, pas de duo; on n'est pas en commission parlementaire.

M. Tardif: De toute façon, encore une fois si on n'a pas d'amendement à suggérer à l'article 1, M. le Président...

M. Bellemare: M. le Président...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Johnson.

M. Lalonde: ... Vous allez le faire tout seul; ne continuez pas cela.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bellemare: L'honorable député de Laval a dit...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bellemare: L'honorable député de Laval, M. le Président, s'est exprimé dans des termes très courtois à l'endroit du ministre quant aux heures raisonnables pour siéger. A-t-il l'intention de tout faire adopter en commission plénière ce soir, oui ou non? C'est une question qui semble bien adéquate et je pense que l'honorable ministre devrait nous répondre par un oui ou un non. A-t-il l'intention de faire adopter toute la loi — les 123 articles — ce soir, durant cette nuit, oui ou non?

M. Tardif: Jusqu'à épuisement, M. le Président.

M. Bellemare: Alors, voici une réponse, M. le Président...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Sur l'article 1, M. le député de Johnson.

M. Bellemare: ... qui va nous guider dans la décision que nous allons prendre. Il ne sera pas très tard parce que, je pense, que nous ne pouvons pas participer à cette ignominie. Je pense que nous allons prendre une décision qui va être capitale, mais qui va prouver au gouvernement que nous ne voulons pas partager cette arrogance qu'il a et surtout ce...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre! A l'ordre!

M. Bellemare: ... manque de collaboration que nous avons offerte de bonne grâce...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Sur l'article 1, M. le député de Johnson.

M. Bellemare: M. le Président, je dis que si le ministre veut faire adopter tous les 123 articles ce soir, nous allons demander de suspendre la séance pour cinq minutes.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): L'article 1 sera-t-il adopté?

M. Lalonde: M. le Président...

Une Voix: Non.

Une Voix: Adopté.

M. Lalonde: ... il faut quand même avoir un peu de décence.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: M. le Président, une question a été posée par le député de Laval et qui a été reprise par le député de Johnson. Enfin, c'est une question qui concerne les travaux de cette commission plénière, à savoir: Est-ce l'intention du ministre ou du leader adjoint du gouvernement d'imposer à cette commission de siéger jusqu'à épuisement — je cite le ministre — pour l'adoption des 123 articles de ce projet de loi à la présente séance? Le ministre était-il sérieux quand il nous a dit tantôt qu'il va exiger que cette commission siège jusqu'à épuisement, c'est-à-dire au cours de cette présente séance pour l'adoption des 123 articles?

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre!

Une Voix: Une question sur...

M. Lalonde: La question a été posée, le ministre peut répondre.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre!

M. Duhaime: M. le Président...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le leader du gouvernement.

M. Duhaime: ... je comprends mal la réaction des députés de Laval, de Marguerite-Bourgeoys et de Johnson de lancer des cris d'alarme alors que notre horloge nous indique qu'il est 23 heures 40. A cause du règlement de fin de session et également à cause du fait aussi que nous siégeons en commission plénière, cette commission peut poursuivre ses travaux après minuit. Il n'est pas encore minuit, M. le Président, et suivant l'évolution de nos débats ce soir en commission plénière, nous jugerons en temps opportun de l'état de nos travaux avant de vous demander, M. le Président, de faire rapport à la présidence de l'Assemblée nationale sur l'étude du projet de loi, article par article, qui est devant nous.

Une Voix: Excellent.

M. Lavoie: M. le Président, pourrait-on avoir l'assurance du... Vous comprenez notre position ici. Si vous étiez dans l'Opposition, vous agiriez de la même façon. L'article 1 est très important; c'est l'article 1 qui dit quelles sont les municipalités

visées, soit 100 000 âmes et plus, et la possibilité pour d'autres, de 20 000 âmes et plus, d'opter pour des mesures contenues dans ce projet de loi. (23 h 40)

Nous voudrions avoir l'assurance du ministre, nous ne voulons pas tellement dépasser l'article 1. Nous avons annoncé nos couleurs, nous avons fait notre lit. Je le répète encore, nous allons être à l'écoute des municipalités de 20 000 âmes et moins et de 20 000 âmes et plus, en fin de semaine. Nous voulons garder nos droits et nos privilèges à la reprise des travaux lundi. C'est la raison pour laquelle nous ne voulons pas avancer trop loin dans le projet de loi parce qu'une fois qu'un article est adopté, on ne peut pas y revenir. Il va y avoir des demandes, soit du côté de l'Opposition, ou du côté ministériel, pour qu'il y ait des changements au projet de loi. C'est fort possible, surtout lorsqu'on sera à consulter, à causer ou à dialoguer avec les représentants de toutes les municipalités du Québec.

On voudrait avoir l'assurance — nous sommes prêts à travailler jusqu'à minuit, minuit et demi, une heure — d'être encore en position, lundi, lorsque nous reprendrons les travaux en commission plénière, d'être le porte-parole des représentations faites par les élus des municipalités. C'est cela, je pense qu'il n'y a rien d'anormal dans cela. Je crois qu'au début de la semaine on vous a dit que nous étions en faveur, à peu près, de tous les principes qu'il y a dans ce projet de loi. D'ailleurs, nous avons voté pour ce projet de loi. A cause de la bousculade, on ne voulait pas que le projet de loi passe avant la consultation qu'il y a...

Une Voix: ... contre le principe.

M. Lavoie: Vous savez pourquoi on a voté contre? Vous avez déjà apporté des adoucissements; les quinze jours que vous accordez à la ville de Montréal, c'est bien vu de notre côté et nous avons l'assurance, maintenant, que ce ne sera pas le ministère des Affaires municipales qui fera le plan des circonscriptions ou des districts électoraux. Comment voulez-vous qu'on se prive de notre droit d'apporter, de faire des représentations à l'étape de la commission plénière? Vous ne pouvez pas nous faire passer cette étape. On se donne le bâillon soi-même; on est prêt à continuer à travailler jusqu'à minuit et demi, une heure, mais avec l'assurance ou la parole du ministre que, lundi, on pourra apporter des amendements au projet de loi et même revenir sur certains articles qui pourraient être adoptés à des heures convenables, s'il y a des représentations qui sont faites de la part des élus des municipalités.

M. Bellemare: M. le Président...

M. Duhaime: ...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le leader du gouvernement.

M. Bellemare: ... l'honorable ministre nous a posé une question. Je voudrais bien savoir d'où viennent les objections si les membres de l'Oppo-

sition en ont. Oui, nous en avons mais je pense que dévoiler maintenant nos batteries ferait énormément tort à ceux qui nous ont fait confiance et qui sont venus nous voir et qui nous ont exprimé leurs objections. Ce n'est pas le temps, je pense; lundi, par exemple, nous vous donnerons les noms, nous vous ferons part des objections, quand on aura entendu... Je sais que le ministre lui-même va avoir des objections, dans des conversations privées, dans des caucus ou dans des forums qui viendront l'avertir que tel ou tel geste est une compromission et, surtout, un acte de dirigisme qui n'est pas toléré dans la province de Québec.

M. le Président, le ministre sait que, habituellement, les changements colossaux comme celui des structures et particulièrement de districts électoraux, ne se fait jamais sans qu'il y ait eu au moins une enquête préliminaire ou qu'il y ait eu, après enquête préliminaire, un vote plébiscitaire pour faciliter à la population l'acceptation ou le refus. Les propriétaires qui seront obligés, demain à Montréal, d'être...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Johnson, s'il vous plaît!

M. Bellemare: Je parle sur l'article 1.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Un instant. J'ai laissé parler trois députés complètement en dehors de l'article 1, le leader, le député de Laval, parce qu'il y a eu un consentement tacite de parler d'autre chose que de l'article 1. Il y a eu des questions posées par le député de Laval, par le député de Johnson. Je demanderais au leader de bien vouloir répondre et ensuite de continuer l'étude de l'article 1.

M. Bellemare: ... la parole, là. Qu'est-ce que je vous ai fait, moi?

Vous n'aimez pas cela? J'aime encore bien moins cela!

M. Grégoire: Vous avez droit à 20 minutes sur l'article 1.

M. Duhaime: Je voudrais assurer mes collègues, membres de cette commission plénière, que, selon la marche de nos travaux ce soir et de la progression de l'étude que nous ferons du projet de loi qui est devant nous, il est entendu qu'il n'est pas de l'intention du gouvernement de faire siéger la commission jusqu'à des heures indues. Cependant, M. le Président, seriez-vous assez aimable pour rappeler à chacun des membres de la commission le mot à mot de l'article 154 qui s'applique aux travaux de la commission plénière et qui nous dit qu'on ne peut discuter que les détails d'un projet de loi. Et si depuis 20 h 30 ou 21 heures nous nous étions mis à la tâche pour l'étudier article par article plutôt que d'entendre des motions sur les articles 157, 160, 77, nous en serions peut-être à l'article 119.

M. Bellemare: Frère directeur! Oui, chef!

M. Duhaime: Je vous demanderais d'appeler l'article 1 s'il y a d'autres interventions.

M. Bellemare: M. le Président, puisque je continue...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Johnson, sur l'article 1.

M. Bellemare: C'est cela, sur l'article 1, M. le Président. Quand on dit qu'on va imposer à une population comme Montréal un régime nouveau, une structure nouvelle, des quartiers, de 19 qu'ils étaient on passe à 54, je pense que c'est notre droit de protester et de demander que le ministre nous donne les fruits de son expérience et particulièrement des conversations qu'il a eues avec des autorités de Montréal, par exemple. Qu'il nous dise donc: Oui, le maire Drapeau est d'accord, le Conseil exécutif a été consulté et il est d'accord. Oui, les cartes qui nous sont fournies aujourd'hui et qu'on n'a pas eu le temps de développer — vous pourrez peut-être faire un "putty" dans ces choses. Mais oui, la délimitation des districts électoraux est convenable et convenue entre les parties; oui, nous avons une pile de documents qui prouvent à l'évidence que ce n'est pas de la dictature. Nous avons fait de la consultation. Un, deux, trois. Non, cela ne compte pas en démocratie.

Vous allez voir, M. le ministre, combien de protestations vous allez avoir dans les différentes paroisses qui vont être sectionnées, vous allez voir combien il y aura de protestations! Vous avez conclu que vous en auriez tellement, que vous avez déjà accepté un amendement de quinze jours supplémentaires.

Je dis donc qu'au point de vue simplement démocratique le ministre se trompe certainement et que ce n'est pas son but d'imposer cette dictature à la ville de Montréal, sans avoir au moins l'opinion des gens qui vont venir lui dire, dimanche, publiquement: Oui, oui, oui, nous sommes en faveur de la démocratie municipale. Oui, nous sommes prêts à voter et nous allons voter dans le sens que va nous indiquer le maire Drapeau. Ce serait bien mieux si, au moins, on avait cette participation.

M. Tardif: Bien au contraire, pour la première fois dans l'histoire de Montréal, les citoyens de Montréal vont pouvoir se prononcer sur la délimitation de leur district...

M. Bellemare: Quand...

M. Lalonde: Lisez donc le projet de loi.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre!

M. Tardif: C'est le conseil de ville qui adopte le règlement délimitant les quartiers; il y aura donc un débat au conseil...

M. Ciaccia: D'ici le 15 juillet?

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre!

Une Voix: ...

M. Tardif: Non, j'ai bien accueilli la proposition du député de D'Arcy McGee de reporter cela à 15 jours.

Deuxièmement,...

M. Bellemare: Quinze jours de séances, quinze jours... pour le 30 juillet, ce n'est pas pareil.

M. Tardif: C'est cela. Il doit y avoir un avis dans les journaux circulant dans le territoire de la ville de Montréal, dans les sept jours de l'adoption du règlement, et toute personne peut, dans les dix jours, faire des représentations auprès de la commission permanente de réforme de la carte électorale.

M. le Président, cela fait au moins un mois que le projet de carte de la ville de Montréal a été publié pour la première fois, dans un journal montréalais, du dimanche matin. Ce projet de carte a été repris, hier, dans un autre journal montréalais. Donc, depuis un mois un projet de carte est rendu public et court, et je n'ai pas entendu une seule question, une seule objection. Encore une fois, lorsqu'on fait état de dictature ou de tout ce qu'on voudra, on charrie royalement puisque c'est le conseil... Et si ces cartes que les techniciens de mon ministère ont préparées ne plaisent pas au conseil de la ville de Montréal, on peut les déchirer et les mettre au panier; c'est à lui qu'incombe la fabrication d'une carte et, pour la première fois, les citoyens montréalais pourront se prononcer sur cette carte.
(23 h 50)

M. Bellemare: ...

M. Tardif: C'est cela la situation.

M. Gratton: M. le Président.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Gatineau.

M. Gratton: Il doit y avoir quelque chose qui est clair pour tout le monde, incluant le ministre des Affaires municipales et le leader du gouvernement, c'est que, de ce côté-ci de la Chambre, il n'est pas question du tout d'adopter les 123 articles du projet de loi no 44 avant la consultation de dimanche. On se comprend là-dessus?

M. Bellemare: C'est clair!

M. Gratton: Et je vous dis, M. le ministre et M. le leader, que les questions qu'ont posées le député de Laval, le député de Johnson et le député de Marguerite-Bourgeoys, quant à la conduite de nos travaux, visent cela... que les 123 articles qui sont inclus dans votre projet de loi ne seront pas adoptés par cette commission plénière avant dimanche. Cela aussi est clair, M. le Président?

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'article 1.

M. Gratton: Oui, cela aussi est à l'article 1, parce que pour adopter les 123, il va falloir commencer par adopter l'article 1.

M. Springate: C'est cela.

M. Gratton: Si le ministre et le leader du gouvernement comprennent cela, c'est clair pour tout le monde. On veut vous demander tout simplement de prendre les moyens pour que l'étude des articles de ce projet de loi ne se fasse que lundi, qu'après la consultation qui aura lieu en fin de semaine. Je préviens le ministre et le leader du gouvernement qu'on aura une quantité de moyens à notre disposition pour faire en sorte que cela se fasse ainsi, selon nos désirs...

M. Grégoire: Des menaces!

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Gratton: Ce n'est pas une menace, c'est clair. Vous n'aurez pas votre projet de loi pour lundi. A bon entendeur, salut!

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Est-ce que l'article premier sera adopté? M. le député de Jacques-Cartier.

M. Saint-Germain: Depuis déjà quelques heures que l'on discute de ce projet de loi et de l'article premier en particulier, il me semble que, par les déclarations du ministre, la ville de Montréal est la propriété du gouvernement et du conseil municipal de Montréal. Bien humblement, je dois vous dire que je crois que la ville de Montréal appartient aux citoyens de la ville de Montréal, que la ville a existé longtemps avant que le ministre soit élu et nommé ministre des Affaires municipales et que Montréal va exister bien longtemps après, quoi qu'on en pense.

Que le ministre ait consulté les représentants de la population, parfait! Qu'il ait fait ces consultations privément, c'est inacceptable! Les hommes qui ont été élus à Montréal sont responsables non pas au ministre des Affaires municipales, ils sont responsables à la population. Le premier devoir d'un homme public, c'est de dire à la population ce qu'il pense d'un projet de loi, ce qu'il pense des modifications qu'on peut amener dans l'administration de sa ville et de défendre ces principes publiquement. Il me semble que cela, c'est élémentaire en démocratie.

A part les hommes élus à l'hôtel de ville, il y a des gens et des citoyens de Montréal qui sont intéressés à leur ville. Il y a, par exemple, des associations de manufacturiers qui auraient certainement quelque chose à dire relativement aux changements de la carte électorale et aux changements du mode électoral de leur municipalité, de leur ville, d'autant plus que ces gens-là ont une certaine difficulté depuis que le nouveau gou-

vernement est élu. Cela marche moins bien, les affaires. Il y a aussi des syndicats qui seraient probablement intéressés à dire ce qu'ils pensent de ce projet de loi et de l'article premier en particulier, surtout ceux de la construction, par exemple, qui sont en majorité en chômage. Peut-être que cela les intéresserait de dire quelque chose au gouvernement et de dire quelque chose au ministre des Affaires municipales.

M. Tardif: On a interdit le "moonlighting".

M. Saint-Germain: Il y a des universités à Montréal. Probablement qu'il y a des hommes, au niveau de ces universités, qui seraient très intéressés à dire au gouvernement et aux élus du conseil de ville ce qu'ils pensent de ce projet de loi et de la modification qu'on veut apporter au mode d'élection. Il y a une Bourse à Montréal. C'est vrai que c'est tranquille. C'est vrai que cela va mal. Peut-être que ces gens seraient intéressés à donner leur idée.

Une Voix: Il y a des chômeurs.

M. Saint-Germain: Les chômeurs, on n'en parle pas. Que voulez-vous? S'il fallait tous les écouter, il y en a tellement qu'on ne finirait pas avant le mois de décembre. Il y a des corps intermédiaires, il y a la chambre de commerce qui serait certainement intéressée et qui aurait des choses intéressantes à nous dire. Il y aurait aussi The Board of Trade qui aurait peut-être quelque chose à nous dire. Il a perdu plusieurs de ses membres. Il y en a une foule qui sont partis à Toronto. Il en reste encore quelques-uns qui se considèrent Montréalais et qui seraient peut-être intéressés à dire quelque chose là-dessus.

Quant aux gens de la Sun Life, ils ne sont plus intéressés. Ils s'en vont. Pourquoi, puisque c'est un projet important, puisqu'on veut modifier d'une façon importante le mode d'élections au niveau des municipalités, pour quelles raisons ne consulte-t-on pas les citoyens? Qu'y a-t-il de si urgent? Y a-t-il un cataclysme à Montréal? S'il y a des difficultés à Montréal, cela ne dépend pas du conseil de ville. Cela dépend du gouvernement du Québec. C'est tout à fait aberrant d'écouter le ministre parler et défendre ce projet de loi. Il nous disait tout à l'heure: Cela regarde deux municipalités exclusivement. On lui laissait voir que l'article 121, cela considérait, cela n'affectait personne, excepté ces deux municipalités, mais, M. le Président, si je lis cet article 121 qui se rapporte à l'article premier, et bien exactement: "Une municipalité visée dans l'article 1 dont la population est inférieure à 100 000 habitants peut, par règlement de son conseil adopté et mis en vigueur conformément à la loi qui la régit, décréter que la partie I de la présente loi s'applique à elle."

"La partie I prend effet dans cette municipalité à la date de l'entrée en vigueur du règlement visé dans le premier alinéa". Si je comprends bien le français, cela donne un choix à ces municipalités. Cela les concerne. Cela leur donne un choix.

Une Voix: Obligation ou choix?

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît, M. le député de Vanier! A l'ordre! A l'ordre!

M. Saint-Germain: Il y a certainement, parmi ces municipalités...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre! M. le député de Vanier, s'il vous plaît!

M. Saint-Germain: ... certaines d'entre elles qui voudraient réadapter leur mode d'élections. Mais, si elles ont le choix entre le statu quo et une loi qu'elles n'acceptent pas, cela les met dans une drôle de situation. Si la loi était mieux étudiée, si on prenait des avis des citoyens concernés, peut-être qu'on pourrait adopter une loi qui donnerait un choix beaucoup plus attrayant aux divers conseils de ville. Alors, cette loi affecte toutes les municipalités. Que le ministre vienne nous dire que cela concerne exclusivement Montréal et Longueuil, c'est un peu aberrant. Ce n'est pas le sens de l'article 121. Pas du tout. Si on veut nécessairement élire, pour la ville de Montréal, un conseil de ville d'une autre façon, par un autre genre de votation, pourquoi ne pas retarder les élections? C'est un autre moyen.

On peut aussi attendre aux prochaines élections. Mais c'est certainement une loi discriminatoire. Quelle est la motivation du gouvernement pour changer le mode d'élections d'une façon aussi précipitée? Il s'agit de la métropole du Québec. Il s'agit du coeur de l'industrie, de l'économie, de la finance québécoises. C'est important. Est-ce que, par hasard, le ministre aurait un compte politique à régler avec le maire de Montréal?

Une Voix: Il a raison.

(Minuit)

M. Saint-Germain: De toute façon, si le ministre considère le conseil de ville de Montréal et le maire en particulier, comme un adversaire politique, il ne fera pas autrement que de légiférer de la façon qu'il le fait ce soir. On pourrait croire que c'est une façon efficace de lui faire son compte ou est-ce qu'il voudrait aider la réélection du conseil de Longueuil? C'est peut-être possible, je ne le sais pas. Mais il faut qu'il y ait des motivations autres que celles que le ministre vient de nous décrire pour nous obliger à étudier un tel projet de loi à des heures indues et nous laisser croire qu'on est obligé d'étudier un projet de loi de 123 articles dans la même nuit. C'est de la foutaise. Franchement, le ministre a perdu la tête. Il peut peut-être menacer tout le monde ou prendre des décisions d'autorité, mais il y a une limite qu'il ne faut pas dépasser.

On ne se battra plus, Mme le Président, contre ou pour un projet de loi, on va se battre pour défendre l'institution. Ce comportement est absolument illogique. Personnellement, je comprends très mal que le ministre nous amène un tel projet

de loi d'une façon aussi précipitée. Il n'y a pas, que je sache à Montréal, actuellement de catastrophe. Si on veut décentraliser, comme le ministre le dit si souvent — on ne dit pas déconcentrer, c'est en éducation. Là, c'est la décentralisation — il faut avoir le respect des hommes élus. Les hommes élus vont se rassembler en fin de semaine, ils auront certainement quelque chose d'intéressant à nous dire. Mais pourquoi vouloir légiférer avant cette conférence qui va avoir lieu dans quelques jours? Quelle est la motivation? Quelle est la raison? On est bien prêt à écouter le ministre s'il a quelque chose de logique à nous dire. Si on veut décentraliser et avoir une démocratie plus efficace, il faut au moins commencer par avoir le respect des hommes élus.

De la façon que le ministre se comporte avec les hommes élus, on peut réellement douter s'il veut décentraliser l'administration provinciale vers les municipalités. Parce que de la façon que les hommes élus dans la ville de Montréal sont traités actuellement et dans la ville de Longueuil entre autres, et dans toutes les municipalités, et la façon dont les hommes élus sont traités ce soir, fait que nous avons de graves inquiétudes à ce sujet.

M. Springate: Mme le Président, on a toujours dit en politique que le Parti québécois est un parti très démocratique, un parti près du peuple, un parti qui faisait la consultation populaire, à chaque occasion qu'il avait de le faire. En anglais même, parce qu'ils cherchaient des votes anglophones, on disait aux anglophones, en 1976, que c'était un parti de "neighbourhood consultation". C'est quelque chose qu'on disait fréquemment dans le comté de Westmount, dans le comté de Notre-Dame-de-Grâce. J'imagine que du 5 juin au 5 juillet, le candidat du Parti québécois va dire exactement la même chose aux anglophones de Notre-Dame-de-Grâce que son parti "is a party of neighbourhood consultation". Mais maintenant, vous avez l'occasion de faire de la consultation et qu'allez-vous faire? Le ministre dit: Non. Cela c'est quelque chose qu'on dit pour attirer les votes. Une fois en place, on met cela de côté, on met cela dans le tiroir. Ce n'est pas la première fois que le ministre des Affaires municipales fait cela aux autorités et au peuple de Montréal. Le premier projet de loi qu'il a présenté ici en Chambre...

M. Guay: Mme le Président, la pertinence, ce propos ne se rapporte pas à l'article 1.

M. Springate: Je parle sur l'article 1 du projet de loi no 44. On parle aussi de consultation, de donner une occasion, dans une démocratie, aux gens de venir parler aux gens qu'ils ont élus, parce que les gens qu'ils ont élus veulent savoir ce que la population pense avant de voter, avant de se prononcer. Au moins, c'est ce que nous faisons, ici, de notre côté. On voit que le gouvernement n'a aucune intention de le faire.

Je vous demande pourquoi cette vitesse?

Pourquoi adopter des lois à la vapeur? Autrement dit, j'ai posé une question au ministre, cet après-midi, et il ne m'a pas répondu. En anglais, on dit: "What is the rush?" Surtout après que le ministre et ses fonctionnaires ont invité presque 1500 personnes à un congrès ici qui commencera dans trois jours. Nous avons vu aussi que le ministre et ses fonctionnaires ont travaillé assez fort pour préparer tout un plan et des documents qu'ils ont déjà présentés à différents représentants qui vont être ici cette fin de semaine. "It is about time he was woken up."

Mme le Président, tout cela va coûter combien? 1500 personnes ici pour trois jours. Pourquoi dépenser tout cet argent, si nous n'avons aucune intention de les écouter? Est-ce simplement un spectacle qu'on veut faire? Est-ce simplement pour donner l'apparence que nous allons faire de la consultation populaire? Ce n'est pas cela qu'on veut du gouvernement. On veut un gouvernement qui écoute, qui a réellement les besoins de la population à coeur, quelque chose que ce gouvernement ne nous démontre pas.

Comme le député de Gatineau, comme le député de Laval, le député de Marguerite-Bourgeoys, le député de Mont-Royal, le député de D'Arcy McGee, le député de Johnson, ont demandé au ministre, est-ce que le ministre peut nous dire s'il a l'intention d'adopter les 123 articles ce soir, ou bien est-ce que le ministre, par respect pour les contribuables de Montréal et de Longueuil, a l'intention d'attendre à lundi pour donner l'occasion à ces élus et aux députés de cette Chambre de prendre connaissance des différentes discussions, des différentes suggestions, des différents amendements que ces élus du peuple, ces 1500, vont nous présenter cette fin de semaine?

On est seulement à l'article no 1, il nous en reste 121. Mais est-ce que le ministre peut nous dire s'il a l'intention d'adopter cela à la vapeur, ce soir, ou bien est-ce qu'il a l'intention d'attendre? En anglais, on dit "railroading". J'ai l'impression que c'est cela que le ministre veut faire ce soir. Mme le Président, par votre entremise, je demande au ministre de répondre aux différentes questions qui ont été posées par le député de Laval et le député de Johnson. Autrement dit, est-ce que le ministre va nous épuiser ce soir, pour finalement adopter ces 123 articles ou bien s'il a l'intention d'attendre à lundi matin? Get up, John.

M. Fontaine: Oui, Mme le Président.

Le Président (Mme Cuerrier): Sur l'article 1, s'il vous plaît!

M. Fontaine: Merci, Mme le Président. Je m'aperçois qu'on vient de changer la date du calendrier. Je voudrais vous dire qu'hier, alors qu'il y avait un autre président qui était à votre siège, j'ai eu quelques paroles que je voudrais, en premier lieu, retirer, à son endroit.

Une Voix: ...

M. Bellemare: Maudit pee-wee!

M. Fontaine: Mme le Président...
(0 h 10)

M. Bellemare: Qui a commencé? C'est lui encore. C'est encore lui qui a commencé, quand il a dit qu'il était plus grand que le leader. Maudit pee-wee. Va changer ta couche. Va changer ta couche.

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre! C'est M. le député de Nicolet-Yamaska qui a la parole sur l'article 1.

M. le député.

M. Fontaine: Le ministre des Affaires municipales, face à ce projet de loi, comme plusieurs autres ministres qui veulent faire adopter leur projet de loi, adopte un style "low profile". Il nous présente un projet de loi qui, à première vue, paraît anodin. Il nous dit que cela va toucher seulement deux municipalités, soit la ville de Longueuil et la ville de Montréal. Mais je pense que lorsqu'on scrute ce projet de loi à la loupe et plus particulièrement l'article 1, on s'aperçoit que les autres municipalités du Québec, les autres villes du Québec sont en train de se faire passer un sapin. Le ministre des Affaires municipales, avec ce projet de loi, et plus particulièrement avec l'article 1 met un pied dans l'étrier pour arriver avec un projet de loi, à l'automne, auquel il aura tout simplement à faire quelques petites modifications d'ordre mineur.

M. Bellemare: Très bien.

M. Fontaine: A ce moment-là, les municipalités seront obligées, sans avoir été consultées, d'adopter l'attitude que le ministre veut leur faire prendre.

M. Bellemare: C'est cela.

M. Fontaine: A ce sujet, je voudrais faire référence à un article qui a été publié hier, le 6 juin 1978, dans la revue Municipalité 78. La source de cet article est indiquée: cabinet du ministre des Affaires municipales. Dans cet article on dit: "Le gouvernement désire tout d'abord présenter, pour adoption à l'Assemblée nationale, d'ici la fin du mois de juin, un projet de loi visant les mécanismes électoraux des villes de 100 000 habitants allant en élection en novembre 1978." Je saute quelques lignes et je vais un petit peu plus loin: "Cette loi spéciale contiendra, pour l'essentiel, les dispositions électorales que le gouvernement envisage pour toutes les municipalités du Québec, en vue des élections des années prochaines."

Des Voix: Ah, ah!

M. Fontaine: Mme le Président, il est bien évident...

M. Tardif: Sauf que, entre-temps, celles qui voudront s'en prévaloir pourront le faire.

M. Fontaine: ... que le gouvernement a l'intention de faire adopter ces mesures à toutes les municipalités du Québec, dès l'automne prochain. Mme le Président, ce qu'on veut éviter, c'est que le gouvernement le fasse sans avoir, au préalable, consulté les municipalités en fin de semaine. C'est pour ces raisons que nous nous battons ce soir, pour empêcher que ce projet de loi soit adopté avant la fin de semaine.

Les modifications que le ministre des Affaires municipales va adopter l'automne prochain, je peux vous les donner immédiatement; cela va être très facile, si on veut faire appliquer ce projet de loi à toutes les municipalités. On n'aura qu'à amender l'article 1, le paragraphe a), pour dire que cela s'appliquera, plutôt qu'aux villes de 100 000 habitants, aux villes de 25 000, de 10 000 ou de 5000 habitants, comme le ministre le voudra. Ensuite on n'aura qu'à biffer le paragraphe b) et biffer l'article 121. A ce moment-là, le tour sera joué et les municipalités auront été bernées comme le ministre a l'intention de le faire.

Mme le Président, si le ministre peut nous confirmer ce soir qu'en fin de semaine, lorsqu'il va rencontrer les municipalités du Québec, il n'y a aucune municipalité qui va lui formuler des objections sur ce projet de loi qui est présenté aujourd'hui et qu'on veut faire adopter en deuxième lecture, coûte que coûte, à ce moment-là, on n'aura pas un mot à dire. Mais je pense que le ministre ne peut pas présumer ce que les municipalités vont lui dire en fin de semaine.

M. Tardif: Exactement, Mme le Président, je ne veux pas le présumer. C'est la raison pour laquelle les municipalités pourront, jusqu'à l'adoption d'une loi permanente, décider de se prévaloir ou non des dispositions de la loi actuelle. En d'autres termes, elles pourront — celles qui vont en élection en novembre prochain, les 17 — décider de se donner elles-mêmes une constitution nouvelle.

M. Lalonde: Montréal et Longueuil.

M. Tardif: Dans les cas de Montréal et Longueuil, non, la loi est obligatoire, elle est mandataire.

M. Lalonde: C'est cela, il n'y a pas de consultation. Pour 2 500 000, c'est obligatoire.

M. Gratton: Cela ne vaut la peine pour personne.

M. Lalonde: Il faut les punir, eux autres.

M. Ciaccia: Bien oui, ils ne sont pas d'accord avec vous autres.

M. Tardif: Mme le Président, je présume, malgré toutes les inepties qu'on a pu entendre ce soir, que les gens d'en face savent lire. Le fait est qu'on nous a fait état de certaines publications abondantes du ministère qui n'ont rien caché en

ce qui concerne la réforme. Ils ont dû lire aussi le Nouvelliste de Trois-Rivières, il y a à peu près six mois, dans lequel, à la suite d'une consultation, on a révélé à peu près tout le contenu. Qu'on vienne dire que le ministre des Affaires municipales fait état aujourd'hui, pour la première fois, de ses intentions dans ce domaine, cela aussi me paraît être complètement charrié.

Je présume que les gens d'en face, malgré le désir qu'ils ont de passer pour les soi-disant défenseurs du monde municipal, comme si cela leur faisait mal de voir le succès anticipé de la conférence qui s'en vient pour la fin de semaine, ont des idées...

M. Lalonde: ...

M. Tardif: ... qui ont un contenu, ce ne sont pas des gens vides. Je présume qu'ils ont une conception de la démocratie, qu'ils ont une philosophie, qu'ils sont capables de nous en faire part ici ce soir, sans aller consulter. Deuxièmement, ils sont capables de nous dire à quelle enseigne "ils crèchent".

M. Lalonde: Pourquoi la consultation de la fin de semaine?

M. Ciaccia: On vous en fait part, mais vous ne voulez pas écouter.

M. Tardif: Ou bien ils n'ont pas d'idée, ils sont absolument vides de toute idée, de toute conception ou bien ils sont capables de nous dire, face à tel article, quels sont ceux sur lesquels ils sont d'accord et quels sont ceux sur lesquels ils ne peuvent pas se décider dès maintenant. Qu'on fasse donc le tour des 123 articles et on pourra nous dire: Ceux-là, non, on n'est pas d'accord maintenant, on ne peut pas se décider maintenant, on préférerait consulter. Il serait peut-être révélateur de voir la profondeur de leurs idées.

Le Président (Mme Cuerrier): Article 1, adopté?

M. Marchand: Mme le Président.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Laurier.

M. Gratton: M. le député de Bourassa aurait avantage à ne pas parler trop fort.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Gatineau, s'il vous plaît!

M. Laplante: ... attendez là.

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre! M. le député de Bourassa, M. le député de Gatineau, à l'ordre, s'il vous plaît!

M. le député de Laurier.

M. Marchand: Mme le Président, si je re-

prends la parole sur l'article 1, l'ayant prise cet après-midi, c'est que cet après-midi, j'ai posé plusieurs questions au ministre, lesquelles sont encore demeurées sans réponse. Encore, le ministre vient de confirmer, une fois de plus, dans ce qu'il vient de dire, qu'il met en tutelle la ville de Montréal et les conseillers municipaux de Longueuil.

M. Tardif: Mettre en tutelle?

M. Marchand: Vous mettez en tutelle la démocratie de la ville de Montréal, vous venez encore de confirmer que c'est tout simplement pour la ville de Montréal que vous adoptez ce projet de loi. Le maire de Longueuil est d'accord, mais les conseillers municipaux ne le sont pas, et vous venez de dire que, quand même, votre projet de loi, vous allez l'adopter.

Quel intérêt avez-vous à adopter vos articles...

M. Tardif: Le projet de loi est pour la population et non pour les élus.

M. Marchand: ... avant la fin de semaine. Pardon?

M. Tardif: Le projet de loi est pour la population et non pour les élus.

M. Lalonde: Quels sont les intérêts occultes que vous représentez?

M. Tardif: Question de privilège, Mme le Président.

M. Lalonde: Vous avez posé la question pour le Parti libéral, je vous la pose. Quels sont les intérêts occultes que vous représentez?

M. Tardif: Question de règlement, l'article 99, Mme le Président...

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre!

M. Lalonde: Répondez à nos questions.

M. Tardif: ... En vertu duquel un député n'a pas le droit d'imputer des motifs. C'est le genre de bassesses auxquelles s'est déjà livré le député de Marguerite-Bourgeoys. Je le prierais de ne pas recommencer ce manège trop souvent.

M. Ciaccia: Des menaces!

M. Lalonde: Mme le Président...

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député...

M. Lalonde: J'ai posé la même question que le ministre qui se scandalise très facilement. Il me semble que ceux qui se scandalisent facilement ont des choses à cacher.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Marguerite-Bourgeoys.
(0 h 20)

M. Lalonde: J'ai posé la même question que le ministre a posée à l'Opposition libérale en nous accusant de représenter des intérêts inavouables. Je lui dis: Quels intérêts occultes, et je le répète. Qu'il réponde à nos questions.

M. Tardif: Inavouables. Je n'ai pas dit inavouables.

M. Lalonde: Sinon, nous allons nous permettre toutes les spéculations.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Marguerite-Bourgeoys, s'il vous plaît!

M. Tardif: Mme le Président, j'ai demandé quels intérêts représentait... je n'ai jamais parlé d'inavouables ou d'occultes, je n'ai pas mis d'épithète ou de qualificatif, ainsi que le fait le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Moi, je le fais.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député.

M. Tardif: Cela décrit le personnage.

M. Lalonde: Alors répondez à nos questions et on retirera nos paroles.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Marguerite-Bourgeoys, à l'ordre, s'il vous plaît! C'est M. le député de Laurier qui a la parole maintenant.

M. Marchand: Merci, Mme le Président. Comme je venais de le souligner, le ministre n'a répondu à aucune des questions que je lui avais posées cet après-midi. Il venait de reconfirmer qu'il mettait la ville de Montréal dans une tutelle morale, s'il aime mieux, en lui imposant un système électoral, en lui imposant que les dépenses électorales seront — je ne dirai pas dirigées par le ministre — mais par le directeur du financement des dépenses électorales des districts électoraux, nommé par le gouvernement.

Mme le Président, c'est pourquoi, en lisant le document que le ministre a déposé à nos bureaux, cet après-midi, le ministre dit: La conférence 1978 revêt un caractère particulier, le gouvernement du Québec dépose un projet de réforme de la fiscalité municipale, un projet de réforme des mécanismes électoraux des municipalités ainsi que des documents de réflexion sur les mécanismes de décision des municipalités et sur la décentralisation politique et administrative. Oui, le ministre dépose le document, mais dans le même document, il y inscrit un projet de loi qui, ce soir, si on adoptait les 120 articles et plus qu'il y a dans le projet de loi amendés, le document que l'on propose aux 1500 représentants des municipalités qui sont invités... Est-ce que vous pourriez empêcher les bourdons de bourdonner dans le fond de la salle, encore une fois? C'est tout ce qu'ils ont fait depuis le début de la session, Mme le Président, les bour-

dons jaspinent, mais il n'y en a pas un qui a le courage de venir défendre les municipalités de la province de Québec. Ils sont là pour voter avec le ministre ce projet de loi, ce projet de loi totalitaire, ce projet de loi restrictif, ce projet de loi qui met en tutelle la plus grande ville de la province, qui empêche les citoyens de la ville de Montréal de décider par eux-mêmes ce qu'ils ont à décider.

Je vois le député de Bourassa, imaginez-vous si c'est impressionnant de venir rire des concitoyens de la ville de Montréal, lui, un député de la ville de Montréal. Est-ce qu'on s'est occupé des hommes d'affaires d'Ahuntsic où le ministre est député aussi? Pas du tout, on ne les a même pas consultés. Est-ce qu'on a consulté les hommes d'affaires du Nord? Est-ce qu'on a consulté les gens de l'Est de Montréal? Est-ce qu'on a consulté l'Association du Plateau Mont-Royal? Est-ce qu'on a consulté les syndicats qui dirigent les ouvriers de la ville de Montréal, les syndiqués, les travailleurs de la ville de Montréal? Non. Encore une fois, l'arrogance du ministre et du gouvernement dans tout ce que vous nous présentez depuis 1976, depuis votre élection, c'est encore la même chose. Jamais la transparence que vous aviez promise pendant votre élection, élection que vous avez gagnée sous de fausses représentations d'ailleurs, c'est connu de tout le monde, la transparence et non pas la séparation du Québec, et vous manquez à vos promesses: vous n'avez aucune transparence et vous voulez faire la séparation du Québec. Vous êtes en train de jeter le Québec dans le trou.

M. le ministre, je veux lire une autre partie de votre document. C'est très impressionnant, parce que c'est sur votre invitation que 1500 municipalités vont s'en venir ici, à Québec, discuter avec vous. A quel prix, M. le ministre, faites-vous venir ces 1500 municipalités pour leur dire qu'elles n'ont plus un mot à dire, parce que le projet de loi a été adopté article par article?

Naturellement, dans votre omnipotence, vous nous dites que vous, vous avez le droit d'amener les amendements, vous, vous avez le droit d'en suggérer en troisième lecture, mais les députés de l'Opposition qui seront présents à cette conférence auront, eux aussi, écouté les représentants de ces 1500 municipalités. Ils auront sûrement des propositions afin de bonifier votre projet de loi. Vous ne vous occupez pas de cela. Vous êtes des totalitaristes.

Voici un autre article qui prouve comment vous pouvez embêter la population avec vos propositions tendancieuses. "C'est au niveau des municipalités que se trouvent les conditions fondamentales de la vie démocratique d'une société". Où est le respect de ce que vous venez de dire dans votre document? Lorsque vous les amenez, en fin de semaine, ils n'ont plus un mot à dire sur le projet de loi qui va faire, pour plusieurs années, de la ville de Montréal... Ceux qui s'endorment peuvent aller se coucher, le député de Bourassa est bon juste pour cela. J'aimerais qu'il se lève. Qu'il en parle donc du projet de loi, le député de Bourassa. Qu'il en parle donc! Au lieu de s'asseoir

lâchement à son siège, au lieu de toujours critiquer et ne jamais se prononcer sur un projet de loi comme cela, qu'il dise donc ce qu'il pense! Ce qu'il veut dire aux citoyens de la ville de Montréal, qu'il le dise donc, le député de Bourassa. C'est un suiveux. A titre de commissaire à la Commission scolaire de Montréal, qu'il nous donne donc ses réalisations, s'il est si fin que cela. Qu'il nous le dise, ce qu'il a fait à la Commission scolaire de la ville de Montréal.

En conclusion, le leader parlementaire, je pense bien, ne connaît même pas son règlement. Il nous l'a prouvé toute la veille. Il aurait avantage à se taire. D'ailleurs, c'est le troisième leader adjoint.

M. Duhaime: Mme le Président, je pense que mon collègue, le député de Laurier va reconnaître qu'il erre, parce que je suis tout à fait coi. Je l'écoute attentivement.

M. Marchand: Si ce n'est pas le leader qui m'a interrompu, je m'excuse. En conclusion, je cite le ministre dans ses conclusions: Le gouvernement est parfaitement conscient du fait que les propositions qu'il formule dans le présent document ne peuvent être mises en oeuvre simultanément et non plus que du jour au lendemain. C'est bien écrit. J'espère que vous avez lu ce document. Alors, ce sont encore des promesses, M. le ministre.

La transparence n'existe pas en voulant ce soir faire adopter votre projet de loi article par article. Merci, Mme le Président.

M. Tardif: Lorsqu'on décrit ce projet de loi comme étant quelque chose de dictatorial, de tutélaire vis-à-vis des municipalités, etc., et avec un langage encore moins recherché, est-ce qu'on se rend bien compte que 79 articles sur 123 sont repris d'une loi que vous avez votée à l'unanimité, messieurs? 79 articles sur 123.

M. Lalonde: On ne l'a dit à personne.

M. Lavoie: On va voter sur ces articles. On n'est pas rendu là encore. Tout à l'heure.

M. Gratton: M. le Président.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît! (0 h 30)

M. Tardif: M. le Président, je ne peux m'empêcher, devant une telle démonstration de contradictions, de citer une phrase qui me revient à l'esprit, que j'ai lue quelque part et qui disait: Persister à voir dans ce projet de loi que nous étudions présentement de la contradiction et ce que le député de Marguerite-Bourgeoys a appelé de la duplicité dans l'attitude du gouvernement ou même du ministre des Affaires municipales, équivaut à imiter l'ivrogne qui a perdu sa montre dans une ruelle sombre et qui persiste à la chercher sous le réverbère de l'entrée parce que c'est le seul

endroit éclairé. C'est à peu près cela. Le débat est complètement à côté et ne porte pas sur le bon...

M. Ciaccia: Où est la pertinence de votre histoire?

M. Lalonde: Etes-vous la montre ou le réverbère?

M. Tardif: Je ne pouvais pas résister à la tentation d'attirer...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre. A l'ordre!

M. Tardif: Il faudrait peut-être ramener le débat là où il doit être et sur l'article premier. M. le Président, dont je propose l'adoption.

M. Gratton: M. le Président, est-ce que M. le ministre me permettrait une question?

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Gatineau.

M. Gratton: Je m'excuse auprès de mon collègue. C'est une question très brève. Le ministre a fait allusion tantôt à la loi 2, Loi du financement des partis politiques, que nous avons votée, il est vrai, à l'unanimité. Mais le ministre reconnaîtra-t-il qu'il y avait une certaine différence avec ce qu'il entend faire avec le projet de loi 44, qu'il y avait eu une commission parlementaire pour entendre les représentations des personnes concernées dans le cas de la loi 2?

M. Tardif: Donc, on n'a pas besoin d'en faire une.

M. Gratton: Un instant, laissez-moi finir ma question. Donc, il y a eu cela. Il y a eu également le fait que la loi 2 ne s'appliquait pas seulement à quelques partis ou à quelques parties de territoires, à quelques comtés, cela s'appliquait à tout le monde, et ce n'est pas le cas de la loi 44. En plus, c'est que, justement, il n'y avait pas de minisommet convoqué pour la fin de semaine à la veille, au moment où on étudiait le projet de loi article par article. Ce sont là les différences fondamentales entre la loi 2 et la loi 44.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Verdun.

M. Caron: Je remercie mes amis d'en face de m'applaudir parce que je pense qu'ils savent que j'ai un peu d'expérience et que je suis près de la population. Je suis resté près de la population. M. le Président, je voudrais, à l'article premier, demander encore une fois au ministre... Et je sais que le ministre n'est pas responsable à 100% du geste qu'il pose actuellement. Je l'ai dit dans mon intervention...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Caron: Je l'ai dit dans mon intervention cet après-midi. Le ministre est le porte-parole de certains membres du cabinet actuel qui sont en face pour maganer l'honorable maire de Montréal et les conseillers de la ville de Longueuil. C'est mon devoir, ce soir... Je ne peux pas me permettre, M. le Président...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît! Asseyez-vous.

M. Caron: Un instant, ne me parlez pas si fort. Ne vous énervez pas.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Asseyez-vous parce que je vais vous rappeler à l'ordre.

M. Tardif: M. le Président...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Je comprends qu'aux séances du conseil municipal ce sont les maires qui sont les présidents, mais, en commission plénière, ce sont les présidents des commissions parlementaires.

M. Caron: Chez nous, au conseil municipal, c'est dans le grand calme.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Ce qui n'est pas le cas ici ce soir. A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Caron: C'est qu'on invite toute la population.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Caron: Et on écoute!

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre! M. le ministre, sur une question de...

M. Tardif: Sur une question de règlement.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): ... de règlement.

M. Tardif: M. le Président, je n'accepterai pas le genre de remarques que vient de formuler le député-maire de Verdun, à savoir que le ministre des Affaires municipales ne serait pas responsable de ce projet de loi et de ce qui est présentement devant cette Chambre. J'assume la responsabilité et la paternité de ce projet de loi. J'en suis fier...

Des Voix: Bravo.

M. Tardif: ... et...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre!

M. Tardif: ... s'il y a irresponsabilité, elle n'est pas de ce côté de la Chambre.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Verdun.

M. Caron: Je pensais et je suis encore convaincu...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre!

M. Caron: ... malgré que le ministre, actuellement, me dise que cela vient de lui, j'ai le droit d'y penser, M. le ministre, je sais que vous êtes plus sérieux que cela. Je dirais d'autre chose, mais enfin, je ne le dirai pas.

M. Laplante: Parlez-nous des pensions un peu.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre! M. le député de Verdun, excusez-moi. Cela a assez duré. Je vais rappeler à l'ordre une première fois, une deuxième fois et une troisième fois tout député qui interrompra de son siège, sans se lever, un autre député, quel qu'il soit. C'est clair, c'est précis, c'est net.

M. le député de Verdun.

M. Caron: Alors, M. le Président, je voudrais encore une fois, avant qu'on adopte l'article no 1, demander au ministre, nous sommes rendus au 7 juin, une heure moins vingt environ, il reste deux jours avant qu'un groupe des représentants des municipalités du Québec se présentent ici pour écouter, entendre... Oui, M. le député de Bourassa, riez et vous verrez aussi dans votre ville, à la prochaine élection, vous allez être seulement de passage ici et profitez-en.

Je demande encore une fois au ministre d'y penser. Il reste quelques jours. En fin de semaine, les membres de la commission parlementaire vont être ici comme observateurs, vont avoir la chance de discuter, de dialoguer avec les maires ou les représentants des municipalités, et si ces gens sont satisfaits du projet de loi, tant mieux. On se fera un plaisir, dès lundi matin, on va siéger ici lundi matin, et après la période de questions, le leader du gouvernement amènera...

M. Bisailon: M. le Président, question de règlement.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Sainte-Marie, sur une question de règlement.

M. Bisailon: M. le Président, il me semble qu'il est clair qu'en commission plénière, c'est article par article, et qu'il faut s'en tenir quand même à la pertinence du débat. On est à l'article 1, il me semble que c'est normal.

M. Lalonde: M. le Président, sur la question de règlement.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bellemare: M. le Président, sur la question de règlement.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bellemare: Parlant sur la question de règlement.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Johnson, puis, M. le député de Gati-neau.

M. Bellemare: Parlant sur la question de règlement, M. le Président, qui vient d'être soulevée par le député de Sainte-Marie, il est de coutume, c'est une tradition parlementaire en cette Chambre, que quand on adopte l'article no 1 d'un projet de loi, c'est qu'on donne l'assentiment pour tout le reste. Je prétends que la discussion qui se fait sur l'article 1, présentement, est très large, parce qu'on n'a pas fini de donner nos explications. Il en reste beaucoup à donner.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Sur la question de règlement, M. le Président, c'est important. Le député de Verdun, dans son plaidoyer, demande au ministre d'attendre le sommet de la fin de semaine pour entendre les représentants des municipalités qui sont directement affectées. C'est à l'article 1 qu'on détermine — je demande au député de Sainte-Marie de bien lire l'article 1 — quelles sont les municipalités qui sont péremptoirement affectées par le projet de loi. Il pourra déchirer son règlement de toute façon; de la façon qu'il l'interprète, c'est comme s'il n'existait pas.

M. Gratton: Il est bien mieux de ne pas en avoir.

M. Bisailon: Je vais le déchirer.

M. Lalonde: C'est à l'article 1 qu'on dit que cela s'applique à Montréal et à Longueuil. Alors, c'est bien là que le député de Verdun est autorisé et justifié par le règlement de demander au ministre d'attendre après la fin de semaine et de consulter les représentants de Montréal et de Longueuil. C'est justement à l'article 1 qu'on définit quelles sont les municipalités qui sont frappées — c'est le mot juste — par ce projet de loi.

M. Gratton: Est-ce que vous êtes suffisamment éclairé?

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Oui, M. le député de Gati-neau.

La décision s'en vient et tout ce que j'ai à dire, c'est que je voudrais simplement reconnaître le fait qu'il est vrai qu'à l'article 1 d'un projet de loi, la présidence a l'habitude d'être plus souple qu'aux articles suivants, étant donné que c'est la première

occasion, sauf pour les représentants de chacun des partis qu'ils ont de soumettre leurs opinions générales sur le projet de loi. Mais il faudrait au moins que les remarques des députés soient à l'intérieur et aient rapport au contenu du projet de loi lui-même.

M. le député de Verdun.
(0 h 40)

M. Caron: M. le Président, je disais que, si on attend à lundi, naturellement, en fin de semaine, il y aura des membres des deux côtés de cette Chambre, de toutes les formations politiques, pour rencontrer, dialoguer et discuter avec les représentants des municipalités. Si, naturellement, les représentants des municipalités sont d'accord avec le projet de loi du ministre, on va se faire un plaisir lundi matin de vous faire part de la rencontre qu'on a eue en fin de semaine.

Le projet de loi sera adopté — je ne dirais pas à la vapeur — mais assez vite, et on pourrait sauter et continuer à adopter d'autres projets de loi. Pour autant que cela me concerne, je pense que c'est insultant pour les gens qui auront à se présenter, à venir ici à Québec, de savoir que tout est planifié, accepté d'avance. Je pense qu'on laisse un doute et un mauvais doute pour le parti ministériel. Pour rendre justice à ces gens-là, pour montrer votre sincérité, car, combien de fois nous parlez-vous de la démocratie, c'est le temps de le prouver, il reste deux jours et on va avoir la chance de se rencontrer.

C'est une des raisons pour lesquelles, personnellement, pour quelque considération que ce soit, je pense que je ne peux me faire le porte-parole des maires et des conseillers municipaux du Québec au moment où je vous parle, c'est mon devoir de demander aux ministériels de bien vouloir y penser. Vous savez que ce délai de quelques heures seulement va faire plaisir aux gens des municipalités. Je pense bien que, s'il y a quelqu'un durant la dernière campagne électorale qui a promis mer et monde aux municipalités, sont bien nos amis d'en face à l'hôtel Reine-Elizabeth. Votre chef doit s'en rappeler à la fin d'une veillée, si ma mémoire est bonne, c'était un vendredi soir. On a promis beaucoup de choses et c'est le temps de le prouver et de continuer.

C'est vrai que tout ne se fait pas en 24 heures; cela ne se fait pas en l'espace de 24 heures. Mais c'est une façon de dire aux gens: On va vous écouter. Si on peut améliorer ce projet de loi ou si on peut adopter les 123 articles tels quels, lundi — pensez-y donc — seulement quelques jours.

Le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières me regarde. Elle est venue dans le beau comté de Verdun dernièrement. Je suis certain qu'elle a eu la chance de discuter avec certaines personnes. On aime être à l'écoute; alors, c'est le temps, au Conseil des ministres. Si vous voulez, on peut suspendre quelques minutes.

Le député-ministre de Fabre est venu dans le comté de Verdun et vous savez que les gens veulent être entendus. S'il y en a un qui le sait, c'est bien vous. Je vous ai donné l'occasion, en plus de cela d'être écouté. C'est le temps de dire

aux gens: On va suspendre, on va recommencer demain un autre projet. Je crois que les gens, les représentants, les élus du peuple auront quelque chose à dire. Ils ont été élus, ils sont entrés par la porte d'en avant comme moi je suis entré par la porte d'en avant le 15 novembre avec 6000 voix de majorité. Je pense qu'aujourd'hui je peux me permettre — oui, je peux me permettre — ce soir de vous donner une petite leçon.

Une Voix: D'humilité.

M. Caron: Vous savez que parfois on abuse du pouvoir et je pense qu'à certains moments vous en abusez. Actuellement, vous en abusez. J'écoutais une émission radiophonique à ligne ouverte en fin de semaine; de dix heures à treize heures, il n'y a pas eu un bon coup de téléphone pour le parti au pouvoir. C'est dommage. C'était au poste de Verdun, oui. Et puis, Dieu sait que si le poste de Verdun n'est pas à 100% libéral, je suis bien à l'aise de le dire ce soir.

M. Bertrand: Une information?

M. Caron: Oui, je vous passe un message, il est encore temps ce soir...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): S'il vous plaît, à l'ordre! A l'ordre, s'il vous plaît! Sur l'article 1, M. le député de Verdun.

M. Caron: Il est encore temps d'y penser, si vous nous donnez une chance...

Cela sera facile, votre projet de loi, si les gens du monde municipal disent oui, on est d'accord, cela nous fera plaisir, lundi, en peu de temps, d'adopter votre projet de loi, mais, entre-temps, les membres qui siègent en arrière, je suis certain, surtout ceux qui représentent la ville de Montréal, à moins qu'on veuille faire plaisir au RCM, ah! le RCM est bien d'accord avec cela. Je les ai entendus en commission parlementaire, ils sont bien d'accord...

M. Bisailon: M. le Président...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Verdun, s'il vous plaît!

M. Caron: Si on a une dette de reconnaissance, qu'on nous le dise donc, et on ne continuera pas à parler longtemps. Si on a une dette de reconnaissance, je pense que quelqu'un de l'autre côté devrait nous le dire.

Une Voix: Comment s'appelle le maire de Longueuil?

M. Caron: Oui, on me souligne que le maire de Longueuil... C'est drôle, l'un est d'accord, le reste n'est pas d'accord, je pense qu'on devrait faire une petite enquête. Personnellement, je sais que les membres de mon parti sont heureux et vont continuer, l'heure n'a pas d'importance, on

est bien en forme, même que le leader m'a induit en erreur, jeudi, en disant: Le projet de loi, seulement après la conférence. Cela m'a été dit jeudi...

M. Duhaime: Une question de privilège, M. le Président.

M. Caron: Cela m'a été dit jeudi. M. le Président, le député de Saint-Maurice...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Caron: ... devrait me donner la chance de parler. C'est rare que je parle en cette Chambre...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre! A l'ordre! A l'ordre!

M. Duhaime: Je voudrais indiquer à la commission, M. le Président, que je n'ai pas eu l'honneur d'avoir une conversation avec le député maire de Verdun à ce sujet.

M. Gratton: Une question de règlement, M. le Président.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Gratton: Une question de règlement, M. le Président.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Gatineau sur une question de règlement.

M. Gratton: Je veux simplement faire remarquer au député de Saint-Maurice qu'il n'est pas leader de la Chambre. L'affirmation qu'il vient de faire au député de Verdun est donc tout à fait dans l'ordre. C'est le leader de la Chambre qui l'a induit en erreur. Il n'a pas été nommé leader de la Chambre.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre! A l'ordre! A l'ordre! A l'ordre, s'il vous plaît. A l'ordre! M. le député d'Arthabaska, s'il vous plaît, parlez de votre siège, si vous voulez parler. S'il vous plaît! A l'ordre!

M. Caron: Quand je parlais de leader de la Chambre, M. le Président, je parle du leader qui remplace, on le dit à regret, notre collègue qui a été hospitalisé, c'est ce que je voulais dire, jeudi, et j'ai eu l'occasion en fin de semaine, de rencontrer d'autres membres de conseils municipaux, et je leur ai dit que le projet de loi serait entendu seulement après la conférence. Ils avaient le sourire, ceux à qui j'ai eu l'occasion d'en parler, et je suis convaincu que ces gens doivent être très déçus.

En terminant, je voudrais dire encore — je vois le ministre qui est de bonne humeur, et j'espère qu'il va rester de bonne humeur, il est toujours de bonne humeur — que si je me suis permis de me lever et de dire quelques mots sur l'article 1, je le fais pour rendre service au ministre. Si le ministre est conscient des paroles que je lui ai dites, et vous savez à quel point je suis près de la population, non seulement de Verdun mais d'ailleurs, j'ai eu l'occasion de rencontrer le whip en chef dans le comté de Saint-Jean, samedi, et il s'est aperçu que j'étais près des gens de Saint-Jean aussi, que le ministre y pense avant de continuer à poser son geste. Merci.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Saint-Louis.

M. Blank: C'est exactement cela, on veut éviter un écran de fumée ici, il y a quelque chose en arrière de cela, exactement, il y a trop de fumée ici dans cette Chambre, particulièrement avec ce bill. Il y a quelque chose en arrière de l'affaire, on ne sait pas quoi, mais on va le découvrir.
(0 h 50)

M. Jolivet: Il n'y a pas de fumée sans feu.

M. Blank: Il n'y a pas de fumée sans feu, c'est vrai!

M. Lalonde: Il y a un tas de fumistes devant nous.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Les députés sont beaucoup plus bavards à une heure moins dix qu'à cinq heures de l'après-midi! Beaucoup plus nombreux d'ailleurs.

M. le député de Saint-Louis, sur l'article 1.

M. Blank: M. le Président, je voudrais seulement expliquer à cette Chambre que, comme député de la ville de Montréal, je dois participer à ce débat en deuxième lecture et appuyer la motion d'amendement du député de D'Arcy McGee. C'est dommage, je suis un des présidents et, comme président représentant l'Opposition, je n'ai pas toujours la chance de présider des commissions parce qu'on veut que je préside seulement des commissions moins politisées que d'autres. Aujourd'hui, je fais mon devoir à la commission de l'industrie et du commerce. Je n'ai pas eu la chance de participer au débat de deuxième lecture et au débat sur l'amendement. Franchement, je pose la question. Quand on est ici, à l'article no 1, où on veut imposer ces lois à des villes de 100 000 âmes et plus, y compris particulièrement la ville de Montréal. C'est la ville de Montréal et la ville de Longueuil, deux grandes villes, qui seront assujetties à cette loi et qui, par cette loi, seront assujetties aux conditions qui sont exprimées dans cette loi. Comme le député de Laval l'a dit, en principe c'est possible qu'on soit d'accord avec les conditions de cette loi mais, quand le député de Laurier parle de régime totalitaire, il ne parle pas du contenu de la loi, il parle des moyens que

prend le gouvernement pour imposer cette loi en vitesse. C'est à cela que nous nous opposons. Si le gouvernement ne comprend pas encore, je ne comprends pas pourquoi il ne comprend pas! Cela fait trois "comprend"! Mais franchement, quand nous sommes à deux jours de ce mini-sommet où on pourrait au moins entendre l'opinion des gens impliqués dans les affaires municipales... Je me souviens de la dernière fois où l'on a changé le système électoral de Montréal, quand cette Chambre a voté la loi, ou la ville de Montréal... A ce moment, je pense, que c'est quinze circonscriptions avec trois... quand on a éliminé les classes et qu'on est revenu au système des quinze circonscriptions avec trois membres chacune, c'était en 1961 ou 1962...

M. Tardif: C'était en 1962, sous le gouvernement Lesage, et il n'y a pas eu de référendum!

M. Blank: Une minute!

M. Bellemare: ... Champagne.

M. Blank: Avant cela il y avait Paul Champagne qui avait... et une étude en profondeur avait été faite par une commission autonome auparavant. Et aussi...

M. Tardif: Et dans ce cas-là il y a eu la commission Castonguay, commandée par l'ancien gouvernement, qui a fait des recommandations précisément là-dessus.

M. Blank: Laissez-moi finir. Je vais vous raconter une petite anecdote qui s'est déjà passée dans cette Chambre. Quand la ville est venue ici en 1962 pour étudier les changements au système électoral de la ville de Montréal, on n'a pas fait cela en cachette à 1 heure ou 2 heures du matin! On a fait cela devant une commission parlementaire où il y avait des groupements, des citoyens, des personnes intéressées qui sont venus ici en assez grand nombre. Et savez-vous ce qui est arrivé? On a déplacé cette commission parlementaire qui étudiait cette loi. On l'a transportée de la salle 81-A à la Chambre. C'était la première fois dans l'histoire de cette Chambre qu'on avait une commission parlementaire avec des représentants du public qui occupaient ces sièges, ici. A ce moment-là, il y avait tous les gens intéressés par ce projet de loi, la commission des bills publics à ce moment-là, et ils étaient assis dans les banquettes gouvernementales. De ce côté-ci, il y avait des représentants de la ville de Montréal, des conseillers, des groupements, le Barreau...

M. Bellemare: Le Dr Goldbloom n'était pas député.

M. Blank: Oui, le Dr Goldbloom était, à ce moment-là, représentant des médecins. Je me souviens qu'il y avait le bâtonnier qui représentait le Barreau. Au moins une cinquantaine de groupes sont venus ici pour témoigner devant la commis-

sion parlementaire. Cela a pris quatre ou cinq jours, ici dans cette Chambre, devant ce Parlement. Ce fut une première dans l'histoire de ce Parlement. Cela, c'est la vraie transparence. On a eu une chance. Ici on ne demande même pas cela. On ne demande même pas une commission parlementaire. On demande au moins de consulter des gens qui sont au courant, et non seulement des gens de Montréal, mais aussi des maires et des conseillers d'autres municipalités dans toute la province. Qu'est-ce que cela va donner? On demande deux ou trois jours de plus. On ne demande pas une, deux ou trois semaines. La motion d'amendement du député de D'Arcy McGee d'ajouter quinze jours de délai a déjà été rejetée. D'accord, on ne demande plus 15 jours maintenant. On demande trois jours. Si le gouvernement ne nous donne pas ces trois jours, il doit avoir une raison. Quelle est cette raison?

M. Lalonde: C'est cela les questions occultes.

M. Blank: Je n'ai pas voulu utiliser le mot.

M. Lalonde: Moi, je l'utilise. Si on avait des réponses on le retirerait.

M. Blank: Je me demande pourquoi le gouvernement est pressé de voter cette loi ce soir. Je me pose cette question. Je n'étais pas ici durant la journée. Je suis arrivé ce soir. J'ai entendu des discours. J'ai attendu jusqu'à ce moment, soit depuis 20 heures, pour faire mon discours parce que j'ai pensé que je n'aurais peut-être pas besoin de le faire car j'aurais eu la réponse avant, mais la réponse n'est pas venue. Il n'y a pas encore de réponse. Le député de Vanier a dit que "où il y a de la fumée, il y a du feu". Je veux savoir où est le feu? Qu'est-ce qui brûle? Est-ce qu'il fait chaud de l'autre côté? Je ne le sais pas.

Qui a-t-on consulté? A qui a-t-on fait la promesse d'adopter ce projet de loi en vitesse et pour quelles raisons? Est-ce une raison technique? On ne va pas avoir des élections. Alors pourquoi aujourd'hui au lieu de lundi? Est-ce qu'il y a vraiment une raison ou si c'est le gouvernement qui est entêté et qui se dit: C'est cela, on veut cela et on va l'avoir. Cela arrive. Il y a des gouvernements qui le font et ce gouvernement en est un exemple parfait. Quand il veut avoir quelque chose, "the hell with democracy, the hell with everything else."

M. Springate: That is right. "Railroading".

M. Blank: "Railroading" est le vrai mot. Comme vous dites en bon français, "bulldozing". Franchement, on a ici une loi d'exception. C'est une loi qui s'applique seulement à deux villes. S'il y a une raison pour cette exception, il doit y avoir une raison pour la vitesse. Le "railroading", le "bulldozing", nommez-le comme vous voulez, cela ne fait rien. Il doit y avoir une raison. S'il y a une raison valable, le ministre peut être certain que tous les députés vont l'appuyer, mais dites la nous au

moins. Nous sommes ici pour cela. Nous sommes payés, mais pas tellement comme le député de Beauce-Sud l'a dit l'autre jour. Au moins, on est appuyé et on doit faire notre devoir. On fait du temps supplémentaire aujourd'hui. On n'est pas payé temps et demi. Je constate que le ministre du Travail n'est pas ici. On ne peut même pas faire une plainte à la Commission du salaire minimum.

Comme le député de Johnson l'a dit: "Qu'est-ce que vous avez à nous cacher ici?" Qu'est-ce qu'il y a en arrière de cette affaire? Est-ce que c'est une promesse au RCM, comme le député de Verdun la dit? Est-ce qu'il a raison? Est-ce qu'il y a une promesse de faite au maire de Longueuil? C'est intéressant à Longueuil. C'est le maire qui est pour et les conseillers sont contre. J'aimerais que les conseillers et le maire soient ici pour leur poser cette question. Si je ne peux pas les rencontrer ici, je suis certain que mes collègues qui passeront la fin de semaine à ce mini-sommet, ici à Québec, vont aller trouver le maire de Longueuil et les conseillers. Quand ils vont revenir lundi matin, on va avoir la réponse. C'est peut-être pour cela que le ministre a peur qu'on ait les vraies réponses. Je suis certain que le ministre a la réponse. Il sait quelque chose, mais il ne veut pas nous le dire. Je ne sais pas pourquoi mais c'est son affaire. Il a le droit de ne pas le dire.

M. Lalonde: ... vraie démocratie.

M. Blank: En vraie démocratie, il n'en a pas le droit, mais ici est-ce que c'est de la vraie démocratie? Ce n'est pas certain du tout.
(1 heure)

Une Voix: ... Gendarmerie royale.

M. Blank: Oui, c'est vrai, c'est un autre secret de la Gendarmerie royale. Un ancien de la Gendarmerie, il a des habitudes, il n'a pas oublié.

M. Springate: ...

M. Blank: Oui, je discute avec Colombo et ça va, notre affaire. C'est le "horseman connection".

M. Springate: ... "horseman connection".

M. Blank: Le "horseman connection" et il a des secrets que nous n'avons pas le droit de savoir. Peut-être que ce sont des secrets qu'il donne au député de Verchères qui écrira un livre la semaine prochaine pour nous en expliquer la raison.

Une Voix: Colombo-les-deux-pays.

M. Blank: M. le... Mme le Président — excusez-moi, je n'ai pas vu le changement — en terminant, je veux simplement dire qu'ici on a une loi d'exception qui implique une ville d'un million de personnes, la plus grande ville du Canada et on veut essayer d'adopter quelque chose en vitesse qui peut-être est bonne. J'ai dit que c'est peut-être bon, mais on ne sait pas si c'est bon pour cette

municipalité avant qu'au moins on consulte. C'est très surprenant de voir que jusqu'à maintenant on n'ait aucun bruit pour ou contre de la ville de Montréal, des deux côtés de la Chambre, le RCM ou le Parti civique. On ne le sait. Ont-ils peur de donner leur appui? S'il y avait des discussions, de l'opposition, ont-ils peur que ce soit pire après? Je ne le sais pas.

Je sais que, comme avocat, j'aime confronter les témoins. J'aime poser des questions. Je ne veux pas le savoir par oui-dire. Nonobstant le fait que je prenne la parole du ministre, je ne sais pas à ce moment-là quelle est l'opinion du RCM, quelle est l'opinion du Parti civique, s'ils sont pour ou contre ce projet de loi. Je ne le sais pas, mais samedi ou dimanche, je vais le savoir. Lundi, je viendrai ici en pleine connaissance de cause et je pourrai appuyer le ministre à 100% ou je pourrai apporter des objections ou des amendements. C'est seulement cela qu'on demande. On demande un sursis de deux ou trois jours. Qu'est-ce qui est terrible dans cela?

M. Verreault: Une libération conditionnelle.

M. Blank: Oui, une libération conditionnelle pour la fin de semaine, un "weekend pass". Lundi, on reviendra dans cette enceinte comme prisonniers. On est maintenant prisonniers jusqu'à la fin de session ici maintenant. On pourra alors discuter ce projet de loi.

Mme le Président, c'est le but de mon intervention. Voyant que tout le monde est bien pressé, j'ai des doutes, de grands doutes que les raisons données par le ministre jusqu'à maintenant sont valables. J'aimerais que mes collègues consultent les gens du milieu et reviennent ici lundi avec une opinion.

M. Tardif: On m'a posé une question, cela me permet quand même...

Le Président (Mme Cuerrier): M. le ministre...

M. Tardif: Le congrès de fin de semaine porte essentiellement sur la réforme de la fiscalité municipale.

Une Voix: C'est cela...

M. Tardif: Il suffit de consulter l'ordre du jour de la conférence pour se rendre compte que 90% du temps — oui, un instant! — du congrès est consacré à la fiscalité et il y a 10% à ces questions reliées à la démocratie et à la décentralisation, premièrement.

Deuxièmement, Mme le Président, après avoir entendu tant les discours de deuxième lecture que sur la motion de report que sur ce qui est dit depuis bientôt quatre heures que nous sommes en commission plénière, après dis-je n'avoir entendu aucune objection sur le fond et, au contraire, toutes sortes d'affirmations, d'accords de principe ou avec les objectifs poursuivis, j'en viens à la conclusion qu'il y a dans ce cas-là véritablement

obstruction, qu'il s'agit de mesures purement dilatoires et je retourne la question à l'Opposition: Pourquoi, si on est d'accord avec le principe...

M. Lalonde: Répondez à nos questions. Pourquoi imposer cela à Montréal maintenant? Quelle est la catastrophe?

M. Tardif: A ce moment-là, je suis convaincu qu'on n'a aucune objection sérieuse sur le fond. Si on en a...

M. Lalonde: Oui, on en a.

M. Tardif: ... qu'on les mette sur la table.

M. Lalonde: On en a à l'article 1, on l'a dit. On l'a dit.

M. Tardif: ... et on va en discuter avec plaisir.

M. Lalonde: On l'a dit.

Une Voix: C'est une loi d'exception.

M. Lalonde: Répondez à nos questions.

M. Blank: Un instant, M. le député de Saint-Laurent. Le ministre m'a répondu. Je veux seulement avoir une petite réplique. Il me reste encore un peu de temps à l'article 1. Même si cette rencontre de la fin de semaine était pour un but autre que pour la fiscalité et la démocratisation, même si c'était seulement pour fêter le ministre de sa retraite de la Gendarmerie royale, c'est une occasion idéale pour rencontrer des gens du milieu, des conseillers municipaux et des maires, qui sont plus au courant que nous des affaires municipales. Nous, les députés, on pense toujours au niveau provincial. Toutes les choses qui sont dans ce bill, on est d'accord fondamentalement avec elles au niveau provincial. Notre pensée se situe au niveau provincial. Peut-être qu'on fait une grande erreur, nous autres, en pensant que c'est bon pour les municipalités. Donnons-leur une chance de parler, à ces gens, qui sont au courant des problèmes municipaux. Nous comprendrons les problèmes provinciaux et que ce soit inscrit dans les projets de loi, pour nous, cela a l'air correct, mais c'est possible que ces gens nous prouvent qu'on fait une grande erreur. On veut avoir ces 72 heures pour le savoir, trois jours; c'est seulement cela.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Saint-Laurent.

M. Forget: Merci, Mme le Président. Les interruptions commencent avant le discours, c'est remarquable.

M. Lalonde: On va pouvoir entendre le député de Frontenac.

M. Forget: Si les députés de l'autre côté me demandent la permission avant de parler avant

moi, je leur céderai la priorité avec plaisir, brûlant du désir de les entendre. On est plus modeste.

M. Grégoire: Je lui laisse la parole, simplement parce que je me suis ennuyé de lui depuis qu'on n'est plus face à face à la commission.

M. Forget: C'est dommage, mais ce n'est pas réciproque. Mme le Président, on semble s'étonner de l'autre côté — "s'étonner" n'est pas un mot assez fort — de l'espèce de masochisme qui nous pousse à résister à cette mesure gouvernementale à 1 h 10 du matin. Je pense que ce n'est pas du tout par masochisme que nous nous imposons cette présence et cette résistance à un projet gouvernemental. Le seul reproche que le gouvernement peut nous faire, c'est de prendre au sérieux les prétentions qu'il a mises de l'avant lui-même, que le ministre a mises de l'avant lui-même en présentant cette mesure comme étant le coup d'envoi d'une vaste réforme des institutions municipales, de la fiscalité municipale, de la démocratie municipale. Si c'est comme cela qu'on veut commencer une réforme d'envergure, en quelque sorte, cul par-dessus tête, on commence très mal une réforme qui demande beaucoup plus de réflexion qu'un débat à 1 h 30 le matin peut en permettre dans une fin de session. Si c'est si important, la réforme des institutions municipales, et moi, je crois qu'effectivement c'est important, comment peut-on imaginer amorcer un tel processus dans une telle bousculade, au nom de la démocratie?

L'opposition qui s'est exprimée n'est pas, à ce moment, une opposition sur le fond. Elle est une demande d'un délai de réflexion devant l'importance d'un projet comme celui-là qui engage l'avenir, qu'on le veuille ou non, puisqu'on pourra, après cette expérience qui s'applique, d'ailleurs, de façon un peu inexplicable à seulement deux municipalités, prendre comme un fait accompli ce qui n'aurait jamais été pleinement discuté. Il me semble que ce n'est pas déraisonnable pour les partis d'opposition de solliciter un délai de réflexion. Peut-être le projet est-il bon! J'ai de plus en plus de doutes qu'il soit sans reproche.

Justement, ce qui fait la nécessité d'un délai de réflexion, c'est qu'au fur et à mesure qu'on s'y penche on se rend compte que, derrière la façade impressionnante, des grands slogans de démocratie et de participation, il y a des problèmes de fait, des questions de fait sur le comportement des citoyens dans le cadre des institutions municipales sur lesquelles on n'a aucune assurance que les hypothèses vont se réaliser. On dit: On va favoriser la participation. Tant mieux si c'est vrai, mais cela suppose un tas de conditions dont on ne sait pas si elles sont réunies ou non. J'aimerais bien, sans doute, consulter, mais aussi réfléchir pour en venir à la même conclusion que le ministre.

(1 h 10)

La discrimination envers deux villes, au départ, me semble un geste absolument gratuit. Je ne sais pas quelle entente, quel "deal" secret peut exister pour faire qu'une municipalité qui a 100 001

habitants doit absolument, dès cette année, se conformer à des règles de jeu, alors que l'autre, qui en a 99 999 en est exemptée. Quelle est la magie de ce nombre qui fait que c'est urgent dans un cas et que ça ne l'est pas dans l'autre?

Vraiment, on ne se comporte pas comme des législateurs, on se comporte comme des gens qui ont des problèmes à régler, des problèmes ou des comptes à régler. Ce n'est pas la première fois que ce gouvernement cherche à régler des comptes avec certaines personnes, à d'autres niveaux, et peut-être assiste-t-on encore une fois à ce même genre de règlement de compte. Je n'en sais rien, mais je ne peux pas expliquer autrement une précipitation comme celle-là, à moins, évidemment, qu'on ait d'autres motifs qu'on n'avoue pas, mais, si on en a, qu'on les donne, ce serait simple. On a posé cette question douze fois, vingt fois. On a toujours les mêmes réponses, ni chair ni poison, qui laissent tout le monde sur son appétit.

La consultation, bien sûr, devrait précéder plutôt que suivre le projet de loi. Plus on parle de la consultation, plus j'ai l'impression qu'on se trouve en face d'un alibi. On a convoqué un mini-sommet, c'était commode. On ne savait pas, quand même, ce qui se passerait au niveau de la deuxième lecture. On savait bien, on pouvait se douter que l'Opposition demanderait une commission parlementaire. On s'est dit: Bon! On va dire à ces gens-là qu'il y a un mini-sommet, ils n'oseront pas nous mettre une commission parlementaire dans les jambes dans les derniers jours de la session. Cela a servi. Jusqu'à maintenant, dans le fond, on peut se dire que le mini-sommet municipal a servi les fins auxquelles il était destiné. C'était d'éviter qu'on insiste trop sur une commission parlementaire. Bravo! M. le ministre, vous avez réussi. On n'a pas insisté. On a pris au sérieux cette espèce de simulacre de consultation en se disant: Mon Dieu! S'ils sont consultés, on va s'enlever le plaisir de le faire nous-mêmes, on va laisser le gouvernement consulter. Mais, dans le fond, une fois que la deuxième lecture est passée, on n'a plus besoin de ça. On peut mettre ça aux oubliettes. Le même phénomène existe ailleurs — ce n'est pas unique au ministère des Affaires municipales; je ne lui fais pas le compliment d'inventer une nouvelle stratégie — le ministère du Travail fait la même chose avec les changements aux lois qui vont régir les négociations dans les secteurs public et parapublic. On les a consultés privément et là, on va le faire publiquement, une fois que les dés sont jetés; une fois que tout est décidé et que les lois sont publiées, on va convoquer les gens pour venir nous répéter publiquement ce qu'ils ont déjà dit au gouvernement, il y a un mois, en privé, et qu'on n'a pas écouté, de toute façon. Cela a aussi servi ces fins. Cela sert des fins de présentation. Cela sert des fins de relations publiques. C'est le scénario, c'est la mise en scène.

Mais, dans le fond, je sais bien pourquoi on ne veut pas attendre la fin de semaine. C'est parce que ce n'est pas pour les entendre qu'on les a convoqués, c'est pour empêcher qu'on les convo-

que ici. Parfait! C'est fait! Alors, maintenant, on peut procéder à l'étude article par article. Mais ce n'est pas tout à fait comme ça que ça marche, surtout pas, bon Dieu! au nom de la démocratie. Respectez-vous vous-même si vous ne respectez pas les autres.

Ce n'est pas seulement la procédure parlementaire ou l'absence de procédure et même de politesse élémentaire qu'on peut déplorer dans cette question. Moi, je ne sais pas ce que les maires vont dire là-dessus. Je ne sais pas combien il va y en avoir qui auront le courage de tenir tête au gouvernement. On ne sait jamais. On vit dans un curieux climat au Québec, dans le moment, et on ne sait jamais jusqu'à quel point on peut compter que les gens vont se tenir debout devant le gouvernement, étant donné que le gouvernement, c'est fort et ces gens savent utiliser le pouvoir. Ils le disent d'ailleurs. Ils aiment ça utiliser le pouvoir. Ils en donnent des démonstrations fréquentes.

Alors, est-ce que les gens se tiendront debout en fin de semaine? Je n'en sais rien. Je ne voudrais certainement pas lier la position que nous défendrons éventuellement à la position que tel ou tel maire pourra prendre. Il y a une limite aux risques qu'on peut prendre de ce côté-là, et ce n'est peut-être pas seulement aux maires à défendre la démocratie, municipale ou autre, au Québec. Il reste que ce serait intéressant de les entendre et, quand on regarde le fond du projet, on peut faire, bien sûr, de grands sparages sur le contrôle des dépenses, etc.; ça va bien. On n'a pas tellement d'objection là-dessus, au contraire.

Mais quand on parle — et cela est beaucoup plus profond comme conséquence — de politiser, de façon nécessaire, la vie municipale, est-ce qu'on sait bien ce qu'on va faire? Est-ce qu'on a bien mesuré la portée des conséquences d'un geste comme celui-là? On veut favoriser la participation. On peut, au contraire, la décourager de façon radicale. Qu'est-ce qui va arriver lors des élections municipales, si tout est politisé, en fonction des partis politiques provinciaux? Ce qui va arriver, c'est que dans le fond, on va se foutre, comme de l'an quarante, de la qualité de l'administration locale, on va voter, soit contre le gouvernement, soit pour le gouvernement, à l'occasion d'une élection municipale, comme cela se fait dans les pays qui ont politisé les élections à ce niveau, de façon radicale. L'administration municipale pourra bien être pourrie, si l'opinion publique veut donner une leçon au gouvernement en place ou, au contraire, veut l'appuyer, on la réélira de toute façon.

Est-ce que c'est cela qui va motiver les gens? Est-ce que c'est cela qui va contribuer à augmenter la qualité des administrations municipales? Il faudrait peut-être se poser la question. Ce n'est pas magique que la création ou l'imposition des partis politiques qui vont nécessairement être à la remorque des partis politiques provinciaux, va augmenter la qualité de la vie démocratique.

Il y a deux ordres de préoccupation et ce n'est pas clair, surtout quand on s'occupe de ce que

s'occupent actuellement au Québec les municipalités, qu'il faut nécessairement faire coller des options municipales aux options provinciales. Ce n'est pas du tout évident. Et plus on se pose des questions, plus on doute de la sagesse de l'option prise par le ministre. Je ne doute pas de sa bonne foi là-dessus. Encore faudrait-il avoir un peu plus d'éclaircissement, d'éclairage, sur les conséquences d'un geste comme celui-là.

Quand on favorise un régime qui est essentiellement un régime parlementaire, sur le plan municipal, est-ce qu'on mesure bien les conséquences de cela sur la qualité de la participation des conseillers? Est-ce qu'on est tellement satisfait du rôle des députés à l'Assemblée nationale pour créer des petites "assemblées nationales" dans toutes les municipalités du Québec?

Je connais quelques collègues du ministre des Affaires municipales qui émettraient des doutes sérieux là-dessus, surtout ceux qu'on appelle les "back-benchers". Sont-ils tellement satisfaits de leur rôle à l'Assemblée nationale, pour dire: On va faire cela en miniature, dans toutes les municipalités du Québec?

Et on va pouvoir battre les mains et se taper sur l'épaule, après, en disant: On est donc bon, on a donc amélioré les choses. Je suis loin d'être convaincu. Et peut-être qu'un régime exécutif, la nomination d'un maire qui n'est pas un conseiller, avec quelques améliorations, pourrait, au contraire, permettre une participation plus intense des conseillers face à un pouvoir exécutif qui ne dépend pas d'une majorité, un peu un genre de régime présidentiel, qui est le régime actuel, avec quelques aménagements, peut-être avec la réforme des circonscriptions.

Mais encore là, sur le plan des circonscriptions, la représentation unique plutôt que la représentation multiple, cela va donner quoi, quand l'opinion publique, avec le vote flottant qu'on connaît, se porte d'un côté ou de l'autre à la façon d'un pendule? Cela va donner des conseils municipaux de couleur unique, très probablement.

Quelle est l'importance du vote flottant dans des élections municipales, par opposition à son importance dans les élections provinciales? Est-ce qu'il y a quelqu'un qui sait cela? Est-ce qu'il y a quelqu'un qui peut nous faire une prédiction? Si on ne fait pas de prédiction, de toute façon, on va vivre l'expérience, et peut-être de façon pénible.

Mme le Président, cette pause que l'on demande dans des débats sur l'amorce d'une réforme importante, ce n'est rien d'exorbitant, ce n'est rien de déraisonnable, c'est quelque chose d'éminemment pratique, d'éminemment raisonnable. On demande aussi que la population en général ait le temps de prendre connaissance des travaux. Je ne pense pas qu'on va suivre nos débats ce soir, ni dans les prochains jours, avec l'attention requise pour un débat de cette nature.

Il me semble que le minimum serait de mesurer les étapes. Peut-être qu'il y aurait une autre élection à Montréal ou à Longueuil, qui ne serait pas selon les vœux de certains. Et après? Est-ce que le toit va nous tomber sur la tête pour

autant? On est capable de tolérer cela. Nous ne sommes pas si impatients que cela d'avoir des réformes dont on ne connaît pas tout à fait le sens, qu'on devrait le faire tout de suite, à n'importe quel prix.
(1 h 20)

C'est essentiellement cela que nous demandons, Mme le Président, et je pense encore une fois, que ce n'est pas une partisanerie aveugle, ce n'est pas une opposition qui veut à tout prix bloquer les projets gouvernementaux qui sont réclamés à grands cris par le peuple qui se bouscule à notre porte. C'est une mesure obscure, inconnue de la grande majorité de la population, qu'elle n'a pas eu le temps de digérer, qu'elle n'a pas eu le temps d'analyser et qu'on veut nous faire adopter à la pièce en nous bousculant, de façon partielle, pour certaines municipalités et pas pour d'autres. Il y a tellement de gratuité dans ce processus, il y a tellement de choses inexpliquées qu'il me semble, M. le ministre, que sans perdre aucunement le prestige qui va nécessairement s'attacher à celui qui va réaliser des réformes dans le domaine municipal, qui sont attendues depuis longtemps et qui sont nécessaires, que c'est donner bien peu d'importance à la tâche qui est la vôtre que de vouloir la faire sombrer dans une cacophonie d'opposition, de récriminations sur la façon de la faire. Il me semble que le fond devrait l'emporter sur la forme et vous inciter à retenir quelque peu le déroulement du processus législatif de manière à permettre à chacun des membres de cette Assemblée, si le coeur lui en dit, d'y participer de façon plus constructive. Merci.

Mme le Vice-Président: Mme le député de L'Acadie.

Mme Lavoie-Roux: Mme le Président, quand je me suis fait élire comme député de L'Acadie, je ne pensais jamais que cela me conduirait à ceci, faire des discours à 1 h 20 alors qu'on a commencé à 10 heures le matin.

Une Voix: Vous avez l'air en pleine forme.

M. Grégoire: On est tous ici.

Mme Lavoie-Roux: Je suis une femme libre, mais je suis une femme solidaire. Mon droit de parole, qu'est-ce que vous en faites?

Mme le Président, si j'interviens, même à cette heure-ci, c'est que je m'explique fort mal ce qui m'apparaît être de l'entêtement de la part du ministre des Affaires municipales. Ce n'est pas dans mes habitudes, apparemment, de faire trop de compliments aux ministres qui sont en face, mais à tort ou à raison — je me demande si c'est à tort à ce moment-ci — j'avais toujours eu l'impression que le ministre des Affaires municipales était un homme rationnel et dont les décisions étaient toujours bien pesées. Je m'explique mal, ce soir, devant les arguments qui ont été utilisés par mes collègues et devant ce document que son ministère apparemment a eu l'amabilité de faire parvenir

à tous les députés, où on parle de la revalorisation du pouvoir municipal...

M. Tardif: C'était de l'imprudence.

Mme Lavoie-Roux: Oui, mais c'est peut-être plus transparent que si vous ne l'aviez pas fait, d'accord? C'est peut-être mieux...

M. Tardif: Je blague.

Mme Lavoie-Roux: ... cette imprudence, de toute façon, que vous avez commise en nous faisant parvenir ces documents sur la revalorisation du pouvoir municipal. Je suis arrivée ici, je dois l'admettre, assez tard parce que je siégeais à une autre commission, et je n'ai pas encore entendu le ministre nous donner des raisons pour lesquelles il s'entête à vouloir que ce projet soit...

M. Grégoire: Vous n'étiez pas là.

Mme Lavoie-Roux: Je suis quand même ici...

M. Grégoire: Comment pouvez-vous dire qu'il n'en a pas donné?

M. Bellemare: On peut certifier qu'il n'y en a pas eu.

Mme Lavoie-Roux: Mme le Président, je suis quand même ici depuis minuit dix, cela fait au moins une heure quinze. J'ai entendu le ministre des Affaires municipales prendre la parole à plusieurs reprises et, jusqu'à maintenant, je n'ai pas encore entendu de raison valable pour laquelle il s'entête à vouloir qu'on adopte ce projet de loi avant que la conférence ne soit tenue. Je voudrais dire à ces messieurs et dames de l'Opposition, je vois que le ministre des consommations est aussi très persévérante...

Mme Payette: Qu'est-ce que je peux vous servir, madame?

Mme Lavoie-Roux: On pourra s'en reparler après.

Mais sérieusement, on nous a remis, ce matin, en prenant bien soin de nous faire signer pour qu'on n'en ait qu'un exemplaire, la politique québécoise du développement culturel... Si j'en lis une partie, vous aurez au moins cela de lu. C'est peut-être la seule lecture que certains d'entre vous feront de ce fameux document.

Dans ce document, il y a tout un chapitre sur la complexité de l'information gouvernementale. On dit qu'il serait pour le moins paradoxal que le gouvernement s'interroge sur une politique de l'information sans s'attarder d'une façon toute particulière sur la matière dont il communique avec les citoyens et les différents organismes. De là, on fait de longues réflexions pour dire que les projets de loi sont souvent précédés de mémoires, de livres verts ou blancs, etc., de livres roses, on n'en parle pas. Des documents proposant des

énoncés de politique, des études, des expertises, des rapports de commissions d'enquête, des comités d'étude s'accumulent, les commissions parlementaires, les conseils consultatifs reçoivent des avis et en formulent à leur tour.

Enfin, on s'inquiète vraiment comment on pourrait améliorer la communication et l'information avec les citoyens. Ceci semble très compliqué dans le livre, parce que là, on va poser différentes hypothèses, comment on va essayer de résoudre le dilemme que ça pose, etc. Pourtant la réponse est si simple. Le ministre des Affaires municipales a fait préparer un beau document dans lequel il nous dit, dans son avant-propos, que cette conférence Québec-municipalités est l'un des moments importants des grandes consultations.

"Le sommet économique. Les conférences socio-économiques sectorielles que le gouvernement poursuit avec les principaux agents décideurs au Québec". Mais apparemment, les municipalités ne semblent pas être parmi ces agents décideurs, quoique la conclusion de l'avant-propos nous fasse penser le contraire.

Un peu plus loin, on ajoute, et ceci est en réponse à la remarque du ministre des Affaires municipales. C'est une des réponses qu'il a données, essayant de nous dire que les deux premières journées porteraient sur la réforme fiscale et que c'était ça, en somme, l'importance de cette conférence municipale. Mais encore ici on dit "l'accent de cette conférence portera donc sur la réforme municipale. Ce n'est là qu'un premier volet du projet gouvernemental de revalorisation du pouvoir local."

"Les autres volets dont les grandes lignes sont présentées au cours de la dernière journée de la conférence: la démocratie municipale et la décentralisation. Aussi, les élus municipaux seront-ils appelés à formuler leurs avis au cours de futures rencontres et conférences". On ajoute encore: "Ce thème de la démocratie locale, l'un des trois grands volets de la conférence", là, c'est devenu un grand volet.

M. Lalonde: Ce n'est pas 10%?

Mme Lavoie-Roux: Non, c'est un grand volet.

M. Lalonde: C'est un grand volet maintenant?

M. Lamontagne: Un grand volet égale 10%.

Mme Lavoie-Roux: En tout cas, je cite, le ministre a sûrement lu ce beau document. "L'un des trois grands volets de la conférence donne lieu au dépôt de deux documents, l'un sur un projet de mécanismes électoraux municipaux".

M. Tardif: Le député de L'Acadie serait beaucoup plus confortable dans un des petits salons, installée à lire le document.

Mme Lavoie-Roux: Vous savez, je suis allée à la bonne école, parce que le ministre de l'Éducation lit beaucoup quand on est en commission parlementaire, c'est là que j'ai appris cette technique.

C'est au cas où vous ne l'auriez pas lu, M. le ministre.

M. Lavoie: Pour moi, il ne l'a pas lu.

Une Voix: Ah non!

Mme Lavoie-Roux: Lavez-vous lu, M. le ministre?
(1 h 30)

"Et l'autre sur un ensemble de réflexions visant à démocratiser davantage le processus de prise de décision dans les gouvernements locaux". Ce que j'aime, c'est surtout la conclusion de l'avant-propos: "Un temps et un lieu pour le dialogue, parce que le progrès et le développement de la société québécoise sont la responsabilité conjointe et solidaire de tous". C'est plutôt familier comme propos?

Mme Lavoie-Roux: "C'est par rétablissement et la continuité du dialogue que les différents partenaires établiront des consensus. Une conférence comme celle-ci constitue donc un temps et un lieu privilégiés pour l'édification d'une vie sociale et politique qui satisfasse pleinement aux aspirations des citoyens".

M. Lalonde: ... Les sanglots longs des violons de l'automne bercent mon cœur d'une langueur monotone!

M. Jolivet: C'est pareil aux feuilles mortes.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît!

Mme Lavoie-Roux: Si vous voulez, je peux aller chercher des poèmes. Mais, sérieusement, à ma connaissance, je ne connais pas de gouvernement, qu'il soit provincial, municipal ou autre, qui ne nous serve quotidiennement la chanson de la consultation, de la participation, de la solidarité...

M. Lavoie: Du dialogue.

Mme Lavoie-Roux: Du dialogue, de la démocratie, et qui nous serve justement cette façon de procéder que le ministre des Affaires municipales s'entête à conserver dans ses relations avec les municipalités.

Je le lui ai dit ce matin, je pense que c'est établir sur des bases bien fragiles cette opération d'une plus grande démocratisation municipale et d'une plus grande participation des citoyens.

J'aimerais que le ministre des Affaires municipales nous dise... Cet après-midi, je l'entendais dire qu'il était prêt à accorder un délai supplémentaire pour la ville de Montréal, quinze jours. A-t-il des indications de la ville de Montréal qu'il lui faut absolument ce quinze jours, ou, en d'autres termes, s'il lui soustrait deux jours, son opération de redistribution de quartiers électoraux sera compromise? Je pense que c'est là une question qu'on devrait se poser. Encore une fois, j'aimerais que le

ministre des Affaires municipales tente de nous expliquer l'entêtement qu'il démontre. Il n'a pas encore donné de raisons valables. Je pense même si, à ce moment-ci, on pense uniquement à la ville de Montréal, que les autres municipalités pourront facilement tirer leurs propres conclusions de toute cette consultation dont on parle tant.

Ce n'est pas un désir sincère de la part du gouvernement, mais seulement une façade pour ensuite mieux faire avaler des projets de loi dont la population ne veut pas vraiment.

Mme Payette: M. le Président, est-ce que le député me permettrait une question?

Mme Lavoie-Roux: Certainement.

Mme Payette: Est-ce qu'elle est informée que les femmes qui posent des questions à deux heures du matin ont très peu de chance d'avoir des réponses, habituellement?

M. Lavoie: Elle peut parler sur son côté. M. le Président, vous pouvez parler de votre côté, pas du nôtre.

Mme Payette: Vous ne pouvez pas nier les bons moments.

Mme Lavoie-Roux: Mais, de toute façon, je n'ai pas encore désespéré. Peut-être que le ministre des Affaires municipales reviendra sur sa décision. Je pense que ceci serait d'abord dans son intérêt, dans l'intérêt des municipalités et dans l'intérêt du gouvernement. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Frontenac.

M. Grégoire: M. le Président, on pose des questions comme: Pourquoi n'attendez-vous pas quinze jours? Pourquoi n'attendez-vous pas une semaine? Pourquoi n'attendez-vous pas trois jours? Depuis novembre 1976 que nous siégeons ici, régulièrement, nous avons des motions comme cela: Reportez donc l'étude de la loi de six mois, la loi 101. Attendons donc encore six mois, la Loi sur l'assurance automobile. On a parlé six heures pour dire qu'il faudrait attendre six mois la loi sur l'amiante. Il y a une motion pour reporter à six mois, là on a parlé pendant deux heures...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Un instant, M. le député de Nicolet-Yamaska, sur une question de règlement. A l'ordre!

M. Fontaine: M. le Président, une question de règlement. Je pense que le...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Sainte-Marie, s'il vous plaît! Ne présumez pas de la question de règlement.

M. Fontaine: M. le Président, je pense que M. le député qui prend la parole n'a peut-être pas

suivi, tout à fait, le débat. Il se pense encore sur la motion d'hier après-midi pour le report à quinze jours. M. le Président, nous sommes à étudier l'article 1 du projet de loi.

Des Voix: Ah! Bravo!

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Frontenac.

M. Grégoire: M. le député est toujours le premier à demander: Attendons six mois pour étudier la loi. A chaque loi qu'on a ici, on demande toujours de retarder de quinze jours, d'un mois, de six mois. M. le Président, l'ancien gouvernement a toujours retardé de six mois en six mois. C'est pour cela qu'il s'est fait battre. Il n'a jamais pris de décision.

Des Voix: Bravo!

M. Grégoire: L'ancien ministre des Affaires sociales a plaidé tellement souvent de reporter nos lois de six mois en six mois, parce que lui n'a jamais pris de décision et qu'il a toujours retardé ses décisions de six mois en six mois, qu'il est maintenant dans l'Opposition parce qu'il n'a jamais rien décidé. L'ancien ministre des Affaires municipales, lui, il a pris des décisions. Trois semaines avant l'élection de 1976...

Une Voix: ... au mauvais moment.

M. Grégoire: ... il a décidé de promettre pour \$300 millions, alors qu'il avait un budget de \$25 millions.

Une Voix: Bravo!

M. Grégoire: ... Il en promettait, là il décidait de promettre. Il est dans l'Opposition. Vous en avez des lettres?

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre! s'il vous plaît! M. le député de Frontenac.

M. Grégoire: ... mais, il n'a jamais décidé, ce gouvernement.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Frontenac, je pense que vous êtes en train de franchir les barrières de la souplesse présidentielle.

M. Grégoire: J'explique la raison pour laquelle, M. le Président...

M. de Belleval: ... le 23 novembre... tu as toute la liste, lis-la.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Grégoire: ... oui, la liste est ici. Je pourrais la lire, ce serait trop long d'énumérer toutes les promesses. C'est long, il y en a eu des promesses.

Mais les fruits n'ont pas passé la promesse des fleurs! C'était l'automne, c'est devenu l'hiver pour le Parti libéral qui se retrouve dans l'Opposition. Pourquoi? Justement parce que vous retardiez toujours de six mois en six mois. M. le Président, je reviens au projet de loi. Le gouvernement actuel décide et ne retarde pas toujours de six mois en six mois.

Des Voix: Bravo!

M. Grégoire: M. le Président, on les entend placoter. Je voudrais lire une phrase de M. Pierre Elliott Trudeau...

Des Voix: Quoi? le chef?

M. Grégoire: Oui, de M. Pierre Elliott Trudeau.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre.

M. Grégoire: Le député de L'Acadie a fait une citation, moi, j'en fais une de M. Pierre Elliott Trudeau. Dans Cité libre, avril 1963, c'est écrit par M. Pierre Elliott Trudeau, vous pouvez venir consulter l'article, cela s'appelle: "L'abdication de l'esprit". M. Pierre Elliott Trudeau définit la philosophie du Parti libéral!

M. Bellemare: Je soulève un point de règlement. M. le Président...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît...

M. Bellemare: Vous nous avez dit, M. le Président, que vous rappelleriez à l'ordre ceux qui sortiraient de l'article 1. Je ne sais pas si nous pouvons avoir un exemple plus concret...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bisaillon: Ça va, je vais faire cela vite comme le Président.

M. Bellemare: M. le Président, je pense qu'on a discuté sur l'article 1 qui est le principe même de toute l'application de la loi. On est resté, tous et chacun, dans cet esprit là.

M. Jolivet: Non, non.

M. Bellemare: ... Là, actuellement, M. le Président, on divague. On va divaguer, comme cela, jusqu'à cinq heures du matin pour entendre ces sornettes!

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Grégoire: M. le Président, c'est le premier de mon parti qui parle après vous avoir tous écoutés.

M. Bellemare: Un, deux, trois, "fall ball".

M. Grégoire: M. le Président.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): ... sur le projet de loi.

M. Grégoire: C'est une citation, M. le Président, qui s'applique exactement au débat du présent projet de loi...

M. Saint-Germain: ... règlement, M. le Président.

M. Grégoire: ... sur l'article 1.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): ...

M. Saint-Germain: M. le Président, on peut faire preuve d'imagination à cette Assemblée, mais de relier M. Trudeau à l'article 1, vous allez un peu loin.

M. Bisaillon:... On ne vous avait rien dit, vous.

M. Saint-Germain: Au moins, si le député nous parlait de M. Caouette, comme ancien crédite, il serait dans le sujet.

M. Grégoire: M. le Président, on voit qu'il y a de fausses questions de règlement, de l'autre côté, mais c'est une citation qui s'adapte très bien au débat actuel.
(1 h 40)

M. Saint-Germain: M. le Président, question de règlement, je vous prierais de...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Jacques-Cartier, je ne peux, d'avance, décider si la citation dont va nous faire part le député de Frontenac est dans le cadre, ou non, de l'article 1, puisque je n'en connais point l'essence, et le sens.

M. Saint-Germain: M. le Président, vous croyez...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Ciaccia: On peut suspendre pour quelques instants...

M. Saint-Germain: Le premier ministre du pays peut avoir parlé de l'article 1, à un moment donné.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, M. le député de Vanier, s'il vous plaît.

M. Goulet: M. le Président...

M. Bellemare: M. le Président, sur l'appel au règlement...

M. Goulet: Il n'y a pas d'appel au règlement.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Bellechasse.

M. Goulet: Vous avez dit, M. le Président, qu'il fallait entendre tout l'article pour savoir si c'était pertinent au débat. Je peux vous dire que si cela vient de Pierre Elliott Trudeau, cela ne cadre à nulle part, M. le Président. Prenez votre décision immédiatement.

M. Grégoire: M. le Président, je crois que j'ai tout de même le droit de parole. Voici cette citation de Pierre Elliott Trudeau, Cité Libre, 1963, page 10: "Ainsi la philosophie politique du Parti libéral est fort simple. Dites n'importe quoi, pensez n'importe quoi ou, encore mieux, ne pensez rien du tout". C'est la philosophie politique du Parti libéral. "Dites n'importe quoi", c'est ce qu'ils font depuis le début de la soirée, M. le Président.

M. Ciaccia: Lui l'a dit, mais vous l'appliquez.

M. Grégoire: M. le Président, je vais en lire une autre plus à jour. C'est très bien.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre.

M. Grégoire: Celle-là est dans l'ordre. Je cite: "Ce n'est pas sans raison qu'on dit: Libéral à Québec, libéral à Ottawa, mais cela entraîne, aussi, certaines responsabilités. La tête du troupeau, Ottawa, ayant indiqué la voie, la suite du troupeau, à Québec, se déroule avec l'élégance du bétail qui se bouscule vers la mangeoire".

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Grégoire: C'est leur chef qui dit cela.

M. Saint-Germain: Où est le règlement?

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Grégoire: M. le Président, j'en ai une autre.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, M. le député de Jacques-Cartier.

M. Saint-Germain: J'aurai à prendre la parole dans quelques instants, M. le Président, et je vous prierais de croire que si vous laissez une telle liberté au député, j' imagine bien que vous allez, en plus, me laisser la même liberté de parole.

Une Voix: On pourrait en dire des bonnes.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre.

M. Bisaillon: M. le Président, sur la question de règlement...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Sainte-Marie.

M. Bisaillon: M. le Président, sur la question de règlement, je pense qu'effectivement, je dois convenir, avec le député de Jacques-Cartier — je pense que le député de Jacques-Cartier a raison — qu'il n'est tout à fait pas pertinent de relier Pierre Elliott Trudeau à la démocratie.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Sur l'article 1, s'il vous plaît.

M. Bellemare: Tout est permis, voyez où c'en est rendu. Qui en est responsable? Le Président. C'est cela, continuez. Cela va bien, M. le Président.

M. Grégoire: M. le Président, après avoir défini la philosophie politique du Parti libéral et le Parti libéral lui-même, que pense-t-il des libéraux? J'hésite à le dire. Je pense que je devrais dire ce que Pierre Elliott Trudeau pense de vous.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Frontenac.

M. Grégoire: M. le Président, je vous préviens, ce n'est pas moi; c'est Pierre Elliott Trudeau. Il dit: "Les libéraux, tous des caves, ma foi". Ce n'est pas moi qui aurais dit cela, M. le Président.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît. A partir de maintenant... Effectivement, je dois avouer...

M. Grégoire: ... déposer ce document.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Je dois vous avouer que lorsqu'on fait preuve de souplesse, à un moment donné, les députés en abusent, d'un côté comme de l'autre. Je viens d'en avoir des exemples évidents. A partir de maintenant, puisque de tous les côtés de la Chambre on soulève des questions de règlement pour que l'article 1 soit respecté, je vous dis que les interventions devront porter essentiellement sur l'article 1 et sur le contenu de l'article 1, à savoir si on est d'accord ou non avec le contenu de l'article 1.
(1 h 45)

M. Grégoire: Au vote!

Des Voix: Adopté. Ils ne sont pas perspicaces!

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Frontenac, vous avez la parole sur l'article 1.

M. Grégoire: M. le Président, il faut admettre que je n'aurais pas dit cela moi-même, c'est le chef des caves qui le dit.

M. le Président, je voudrais terminer en disant qu'à l'heure actuelle, le gouvernement se décide. Il vous a vu à l'oeuvre pendant des années...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Frontenac, sur l'article 1!

M. Grégoire: Oui. Si le gouvernement avait passé le projet de loi immédiatement...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Etes-vous d'accord ou non avec l'article 1, le contenu de l'article 1?

M. Grégoire: Oui, M. le Président. Je suis surtout d'accord pour l'adopter immédiatement et non pas le retarder, comme l'Opposition le demande depuis le début de la soirée, parce que nous avons un gouvernement qui prend des décisions, contrairement à l'ancien gouvernement. C'est pour cela qu'il se retrouve dans l'Opposition.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Jacques-Cartier.

M. Saint-Germain: Le ministre déclarait...

Des Voix: Pertinence!

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît! Puis-je rappeler aux députés de cette Chambre que c'est l'article 160 qui s'applique, que chaque député a un droit de parole de 20 minutes qu'il peut prendre, soit d'un seul coup ou en plusieurs occasions, du moment que le total ne dépasse pas 20 minutes. Or, il reste onze minutes au député de Jacques-Cartier.

M. le député de Jacques-Cartier.

M. Saint-Germain: M. le Président...

Une Voix: Vous êtes là pour parler, votre temps court!

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. le député de Jacques-Cartier.

M. Saint-Germain: Je suppose que j'ai onze minutes, à partir de maintenant, M. le Président?

Le ministre déclarait, au cours de la soirée, que le Parti libéral ne s'opposait pas sur le fond de ce projet de loi. Il affirmait d'ailleurs qu'il n'y avait aucun principe très nouveau dans ce projet de loi. On pourrait tout simplement dire que, si ce projet de loi ne comporte rien de nouveau, il est difficile de comprendre pour quelles raisons on voudrait en compléter l'étude de façon aussi brusque.

Pour appuyer ses dires, il parlait en particulier des partis politiques, au niveau des élections municipales et je suppose...

Une Voix: La pertinence de l'article 1!

M. Saint-Germain: La pertinence, M. le Président, c'est que j'avais à l'idée de parler de Lachine, en particulier, qui a une population de quelque 40 000 habitants. Si je lis bien, l'article 1 de cette loi peut s'appliquer, à cause du para-

phe b), aux villes de 20 000 à 100 000 habitants et, si je ne m'abuse, Lachine, qui est la principale ville de mon comté, est incluse dans ce nombre. Je peux vous dire qu'à Lachine, il a toujours été très mal vu par la population que les partis politiques se mêlent des élections municipales. Constamment la population a rejeté ce principe. Les citoyens ont toujours difficilement accepté qu'un maire se présente en groupe avec des échevins. Bien souvent, à cause de ce regroupement la population a négligé d'appuyer certains candidats qui auraient probablement gagné leurs élections, s'ils avaient été indépendants. La population a toujours cru que, si un groupe d'hommes se présentent ensemble et, par malheur, sont tous élus, il devient alors extrêmement difficile pour le citoyen de savoir réellement ce qui se passe au niveau administratif.

(1 h 50)

Je sais pertinemment que le ministre avait en tête le fait qu'à Montréal et Québec en particulier, les partis politiques avaient été élus par la population, mais il est important, au niveau de la démocratie...

M. Bertrand: Question de règlement.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Vanier sur une question de règlement.

M. Bertrand: M. le Président, question de règlement; je pense que vous avez émis tantôt une directive très claire et, à l'heure actuelle, le député de Jacques-Cartier parle du chapitre 7 de la loi, à partir de l'article 34, et pas du tout de l'article 1; alors, je vous demanderais de le ramener, s'il vous plaît, à la pertinence du débat.

M. Bellemare: Nous ne sommes pas au Forum, ici, M. le Président; je pense que le député de Jacques-Cartier a parfaitement raison puisque l'article 1 considère les municipalités de 20 000 âmes jusqu'à 100 000 âmes et Lachine, justement, est l'une de ces municipalités. Il a parfaitement raison de parler de l'article 1. Ce n'est pas le Forum, ici.

M. Bertrand: ...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Jacques-Cartier.

M. Saint-Germain: M. le Président, je ferais remarquer au ministre que les partis politiques municipaux qui se sont formés dans cette province ne se sont pas formés par voie de législation. Ils se sont formés démocratiquement. Les gens intéressés à se présenter ont cru qu'en se groupant en formation politique, ils pourraient...

M. Bertrand: M. le Président.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre! s'il vous plaît, M. le député de...

M. Saint-Germain: ... donner à la ville...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Frontenac, s'il vous plaît. Si vous voulez parler, allez vous asseoir. M. le député de Jacques-Cartier, votre collaboration s'il vous plaît. Sur l'article 1.

M. Saint-Germain: C'est juste, M. le Président, je vous ai dit que chez moi, à Lachine, c'était une ville de 40 000 de population et je crois que j'ai l'obligation, ce soir, de me faire le porte-parole de cette population. Je veux bien vous transmettre, transmettre à cette assemblée, la façon dont les citoyens de Lachine voient la situation au point de vue municipal.

Je disais donc, M. le Président, que les partis politiques qui se sont formés au niveau municipal sont des partis qui ont été formés par l'initiative des citoyens, en toute liberté d'action, non pas par une législation...

M. Bertrand: Pertinence.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Saint-Germain: ... parce que ces villes en particulier...

M. Bellemare: Il fait allusion à l'article 1.

M. Bertrand: Pertinence.

M. Ciaccia: Basé sur la pertinence, M. le Président.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre! s'il vous plaît.

M. Saint-Germain: Si les partis politiques ont été élus dans différentes villes, c'est que la formation de ces partis correspondait au bon vouloir des citoyens et ils les ont acceptés comme tels.

Ce n'est pas le législateur qui a imposé cela, et ce n'est pas le ministre. Lorsque le ministre se sert de ses antécédents pour dire que c'est une politique qui doit exister au niveau de la province — et là, on se pose des questions — pourquoi ne pas demander le point de vue des maires et des échevins dans la province? Il me semble que c'est cela la démocratie. Il n'est pas du tout assuré que cette incitation à former des partis politiques municipaux soit à l'avantage des citoyens. On peut avoir de forts doutes là-dessus. Ce n'est pas si simple que cela. Les citoyens, comme les élus, au niveau des municipalités, connaissent les besoins de leur population. Pourquoi le ministre... Je ne connais pas ses antécédents, ses connaissances et ses expériences passées à ce niveau-là, mais on doit penser, M. le Président, que les gens qui ont été élus ici, parce qu'ils faisaient partie d'une formation politique, feraient bien au niveau provincial.

Beaucoup de nous qui avons été élus ici

l'avons été à cause d'un parti politique. Il y en a beaucoup qui ne se seraient pas fait élire marguilliers dans leurs paroisses! On sait cela. Laissons donc aux municipalités le soin de choisir entre une politique municipale et des élus municipaux indépendants ou en formation politique. Oui, et je dis que dans ce projet de loi il y a probablement une incitation à former des partis politiques. Quelles garanties avons-nous, avec ce gouvernement qui agit d'autorité, que le candidat indépendant sera aussi favorisé que s'il faisait partie d'une formation politique? On sait pertinemment comment c'est difficile dans cette province de se faire élire comme député indépendant? Avec cette loi, est-ce qu'il deviendra aussi...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Jacques-Cartier, s'il vous plaît! Je ne pense pas que l'article 1 parle de partis politiques, mais je pense qu'en parlant de Lachine, vous pouvez nous donner les raisons pour lesquelles vous pensez que la ville de Lachine devrait ou non être soumise à la loi. Je pense qu'en ce sens, vous pouvez parler sur l'article 1, mais non pas des partis, puisque l'article 1 ne parle pas de partis politiques.

M. Saint-Germain: M. le Président, je me base toujours sur Lachine. J'ai très bien dit qu'on n'avait jamais eu cette expérience à Lachine et qu'on n'en avait jamais senti l'utilité, pas plus, d'ailleurs, qu'on ait senti la nécessité de voir un tiers se mêler de la division de nos districts électoraux. Il y a des plans qui ont été faits; ils ont été faits par qui et comment? On me corrigera si je ne dis pas la vérité. On dit que cela a été fait au niveau du Québec.

M. Tardif: Ce n'est pas prévu à l'article 1, M. le Président.

Des Voix: La pertinence.

M. Saint-Germain: On sera obligé à Lachine, si ce projet de loi est voté, à cause de l'article 1, d'accepter cette loi ou de ne pas l'accepter, alors que la division des districts électoraux a été corrigée, m'a-t-on dit, par les autorités municipales et retransmise aux autorités provinciales. Qu'est-ce que la population de ces districts a eu à dire dans le tracé de ces divisions? C'est clair qu'elle n'a jamais eu rien à dire. Le ministre disait que...

M. Grégoire: L'article 1.

M. Saint-Germain: La population peut faire des représentations au niveau de Montréal, en particulier au niveau du conseil municipal.

M. Grégoire: La pertinence.

M. Saint-Germain: Oui, mais on sait tous que c'est de la foutaise. On ne peut pas faire cela dans un mois. On en fait une division de la carte

électorale au niveau du Québec. C'est fait au Québec et on sait ce que cela peut donner. Vous nous avez remis un projet d'ailleurs de division de comtés. Pour ce qui regarde l'ouest de la ville, c'est de la foutaise. Il n'y a pas un citoyen de l'ouest de la ville qui aurait dessiné une carte électorale semblable. La même chose va arriver pour les districts municipaux.

M. Bisailon: A l'encontre du règlement.

M. Saint-Germain: J'ai parlé de la ville, le ministre a parlé de personnes morales. Les personnes morales à la ville, on en a beaucoup. Il y a beaucoup d'industries. C'est une des villes, Mme le Président, les plus industrialisées de la province. C'est vrai que ce n'est pas bien grave. Leur nombre est limité, parce que même si le nombre d'industries peut être assez considérable, le nombre de votes est extrêmement limité. Il n'y a pas de problème là-dedans.

M. Bertrand: ... qui sont inclus là-dedans.

M. Saint-Germain: On nous arrive avec les dépenses électorales. Il n'y a pas de difficultés là-dedans. C'est clair, mais il faudrait tout de même en connaître un peu les techniques d'application...

M. Bertrand: La pertinence.

M. Saint-Germain: ... parce que si Lachine et Dorval, qui sont dans mon comté, sont concernées par l'article 1b, population entre 20 000 et 100 000, il faudrait les soumettre elles aussi à ces questions de dépenses électorales. Je n'y vois pas d'objection. En principe, c'est bien que cela se fasse. Cela s'est fait au provincial, cela aurait probablement dû se faire en même temps pour les municipalités, mais il faudrait au moins connaître les techniques d'application. En fin de semaine les maires pourront me parler de cela. Ils ont vécu le problème, au jour le jour et de semaine en semaine, à chaque élection, à part cela. Ils pourraient nous donner des idées sur le sujet. Malheureusement, le gouvernement veut absolument voir les quelque 120 articles acceptés.
(2 heures)

M. Lalonde: Ce n'est pas encore la période des questions.

M. Saint-Germain: J'avoue, Mme la Présidente, que, si je parlais du ministre de l'Agriculture...

M. Garon: J'apporte un verre de lait au député de D'Arcy McGee.

M. Saint-Germain: ... je serais absolument à l'encontre du règlement, parce que l'agriculture n'est pas trop importante.

M. Grégoire: Question de règlement!

M. Saint-Germain: Je disais que dans l'application des techniques...

M. Grégoire: Le député est nettement à l'encon-

tre du règlement. Il ne parle du tout du

Je crois qu'il s'est trompé de loi. Il parle de l'article 1 d'une autre loi. Je me demande si vous ne devriez pas le ramener à la pertinence du débat, parce qu'on n'est pas dans un débat sur le ministère de l'Agriculture, à l'heure actuelle.

Une Voix: Ce n'est pas la loi 67.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Jacques-Cartier, je comprends qu'on vous demande de revenir à la pertinence du débat. Je vous demanderais de faire un effort très spécial.

M. Saint-Germain: Alors, je vais faire comme le député de Frontenac, je vais parler de Trudeau. M. Trudeau, le premier ministre du pays, a lui aussi apporté des lois pour contrôler les dépenses électorales.

Une Voix: Il est allé à Lachine.

M. Saint-Germain: D'accord, il est bien connu à Lachine. Même si en principe les citoyens sont pour le contrôle des dépenses électorales, il reste que, si on avantage les partis politiques au détriment des candidats indépendants, je crois que c'est fausser la démocratie. Il faudrait nécessairement avoir sur ce sujet les avis des maires et des conseillers municipaux qui, d'ailleurs, dès cette fin de semaine, vont se réunir. Il en est de même pour la formation d'un comité exécutif. Jusqu'à quel point un comité exécutif peut-il être efficace et peut-il améliorer la qualité de l'administration municipale? Cela reste à discuter, surtout pour les petites villes ou les villes moyennes.

M. Bertrand: Question de règlement.

Le Président (Mme Cuerrier): Une question de règlement maintenant. M. le député de Vanier.

M. Bertrand: Mme le Président, quand le député de Jacques-Cartier a pris la parole, on avait inscrit qu'il lui restait onze minutes. A ce moment, c'était à 1 h 50, si ma mémoire est bonne. Il a tellement bien parlé sur l'article 1 que je pense qu'après 15 minutes vous pourriez peut-être reconnaître un autre député, Mme le Président.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Jacques-Cartier, pour me faire plaisir pendant la minute qui vous reste, seriez-vous assez bon de parler sur l'article 1 de la loi 44?

M. Saint-Germain: Combien me reste-t-il de temps, Mme le Président?

Une Voix: Quatre minutes.
contre du règlement, parce qu'à Lachine, l'a-

M. Saint-Germain: Combien de temps me reste-t-il? Il me reste une minute. Je vous ai entretenu sur les personnes morales de Lachine. J'aurais aimé vous parler des personnes immorales, mais je vois que je n'en aurai pas le temps.

M. Bertrand: Les dépenses électorales.

M. Gratton: Mme le Président...

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre, M. Duhaime!

M. Bertrand: Dites-lui d'enlever sa gomme!

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Gatineau.

M. Gratton: Mme le Président...

M. Lalonde: Excusez-moi, M. le député de Gatineau.

M. Gratton: Je vous en prie.

M. Lalonde: Pouvez-vous, s'il vous plaît, Mme la Présidente, tourner la tête vers la droite et constater la foire de l'autre côté, alors qu'il y a à peu près une dizaine...

Une Voix: La foire ou la poire?

M. Lalonde: ... de personnes qui sont debout, qui se promènent, qui dissertent...

M. Saint-Germain: Une question de règlement. Je m'excuse auprès de mon collègue, mais il y a des étrangers dans la Tribune de la presse.

Une Voix: C'est l'équipe de nuit.

Le Président (Mme Cuerrier): S'il vous plaît! Sur la question de règlement, M. le député de Rimouski.

M. Marcoux: J'ai regardé à votre gauche et j'ai constaté qu'il y a à peine une dizaine de députés libéraux, alors que nous sommes tout près de 60 députés ministériels.

Des Voix: Bravo!

M. Marcoux: L'Union Nationale...

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre!
M. le député... M. le député, s'il vous plaît!

M. Goulet: Mme le Président, je demande une directive.

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre!

M. Goulet: Mme le Président, je demande une directive.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Bellechasse, sur la question de règlement.

M. Goulet: Est-ce qu'à 2 heures de la nuit on doit interpréter différemment le règlement qu'à 2 heures de l'après-midi?

Madame, depuis une demi-heure, c'est une véritable foire dans cette Chambre. Alors, qu'il soit 2 heures de la nuit ou 2 heures de l'après-midi, si nous sommes ici, je crois que c'est parce que nous avons quelque chose à dire, qu'il y a des gens qui ont des choses sérieuses à dire. Alors, madame, je ne vois pas pourquoi on n'interpréterait pas le règlement de la même façon à 2 heures de la nuit qu'à 2 heures de l'après-midi, si nous jugeons bon d'être ici.

Le Président (Mme Cuerrier): J'en conviens. M. le député de Bellechasse, j'apprécie le fait que vous ne causiez pas d'ennuis pendant ce débat, et j'apprécierais que les autres députés dans cette Assemblée nous apportent la même collaboration. C'est M. le député de Gatineau qui m'a demandé la parole, et nous apprécierions tous... S'il vous plaît!

M. le député de Lac-Saint-Jean, je pensais que nous allions pouvoir procéder.

M. Gratton: Mme le Président...

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Gatineau.

M. Gratton: Pourriez-vous me dire, Mme le Président, de combien de temps je dispose à l'article 1?

Le Président (Mme Cuerrier): Vous avez parlé cinq minutes, M. le député de Gatineau.

M. Gratton: C'est drôle, Mme le Président, j'avais parlé trois minutes tantôt et je ne me suis pas levé depuis. Tout à coup, j'ai parlé cinq minutes.

Le Président (Mme Cuerrier): Non, vous vous êtes levé deux fois, M. le député de Gatineau.

M. Brassard: ... passé.

Le Président (Mme Cuerrier): Vous savez que ce même débat...

Une Voix: Question de règlement...

Le Président (Mme Cuerrier): ... dure depuis assez longtemps.

M. Gratton: Mme le Président, je suis intervenu pendant deux minutes sur une question de règlement, mais, que je sache, ça ne devait pas être soustrait...

Le Président (Mme Cuerrier): Non.

M. Gratton: ... du temps dont je dispose sur l'article 1.

Le Président (Mme Cuerrier): Je suis tout à fait d'accord avec vous, M. le député.

M. Gratton: Alors, ce serait 17 minutes, Mme le Président?

Le Président (Mme Cuerrier): 15 minutes, M. le député.

M. Gratton: On ne se comprend pas. J'essaierai de résumer, Mme le Président!

Mme le Président, je sais que le ministre des Affaires municipales est derrière le fauteuil, j'aimerais lui faire une suggestion. J'ai nettement l'impression que, s'il n'a pas besoin de ses conseillers quant à l'article 1, il pourrait facilement les libérer tout de suite, parce qu'il n'est pas question de dépasser l'article 1 cette nuit.

Le Président (Mme Cuerrier): ... l'article 1, M. le député de Gatineau, s'il vous plaît!

M. Gratton: Je pensais que c'était de l'article 1 que je parlais, Mme le Président.

Mme le Président, je comprends mal l'entêtement du ministre des Affaires municipales. C'est sans doute sa formation policière qui l'inspire ce soir de vouloir imposer l'étude de ce projet de loi article par article. Cela me déplaît beaucoup que le ministre se lève et me tourne le dos au moment où j'engage la discussion...

Une Voix: Il sort de la Chambre, il s'en va.

M. Gratton: Je regrette donc infiniment, Mme le Président, que le ministre ne comprenne pas que le projet de loi no 44, à toutes fins pratiques, pourrait très facilement être adopté en commençant par l'article 1, bien entendu, si on reportait, au lendemain de la consultation qui doit avoir lieu en fin de semaine, l'étude article par article en commission plénière.
(2 h 10)

Mme Payette: La pertinence...

M. Gratton: Vous savez, Mme le Président, que lorsqu'à l'article 1, on traite...

Mme Payette: ... hier.

M. Gratton: Est-ce que vous avez quelque chose à dire, Mme le ministre? Vous me dérangez.

Mme Payette: Oui, la pertinence du débat. Là, vous parlez sur la motion d'hier.

M. Gratton: Levez-vous et dites-moi cela.

Une Voix: Il y a la pertinence du ministre et la pertinence du débat.

Mme le Vice-Président: A l'ordre.

Mme Payette: ... à se lever à ce moment-ci.

M. Gratton: Mme le Président, quand on parle de l'application d'une loi au premier article d'un projet de loi, on parle, bien entendu, de toutes les dispositions de cette loi. En particulier à l'article 1 de ce projet de loi, on spécifie que celle-ci ne s'applique que dans deux cas, dans deux villes, soit celle de Montréal et celle de Longueuil. Et, Mme le Président, c'est à se demander — et Dieu

sait que les députés de l'Opposition ont posé la question à plusieurs reprises ce soir — pourquoi cette démocratisation dans deux villes seulement du Québec. Pourquoi, comme le disait le député de Saint-Laurent, entre autres, avoir choisi cette limite de 100 000 électeurs plutôt que 50 000 ou 60 000 ou 75 000? Pourquoi, par exemple, la ville de Hull, qui tiendra des élections au mois de novembre, ne sera-t-elle pas obligée, comme le sont les villes de Longueuil et de Montréal, de se plier aux dispositions du projet de loi no 44?

On a beau dire, Mme le Président, M. le ministre, qu'il ne s'agit pas de considérations partisans quelconques, qu'il ne s'agit pas de règlements de compte vis-à-vis des maires ou conseillers de la ville de Montréal ou de Longueuil, c'est à se demander ce qui presse tant dans le cas de ces deux villes, alors que pour toutes les autres villes de 20 000 habitants ou plus c'est facultatif. On laisse la municipalité décider si la loi 44 s'appliquera dans leur cas.

Lorsqu'on parle de démocratisation, Mme le Président, il va sans dire qu'on doit parler également de consultation de la population. Je vous citerai à cet égard un éditorial signé de Jean-Guy Dubuc, dans le journal La Presse, édition du mardi 30 mai, où il dit: "Par exemple, le projet de loi suggère qu'il y ait partout un seul conseiller par district. A Montréal, le changement sera important. Comme il faut abolir une tradition, refaire les districts, déplacer des gens et imposer un nouveau cadre, il aurait été plus respectueux des règles démocratiques de consulter correctement la population, car c'est elle qui doit, en principe, se donner des structures adéquates. Il est cavalier de l'obliger contre ses désirs. C'était le temps plus que jamais de mettre à l'épreuve cette fameuse formule de référendum dont on parle tant". Vous voyez, Mme le Président, que dans le cas de cet éditorialiste, il ne s'agit pas de surseoir à l'étude du projet de loi article par article pour trois jours en attendant la consultation du mini-sommet de la fin de semaine. Il parle même d'impliquer la population par la tenue d'un référendum.

Et je cite à nouveau M. Dubuc: "D'autant plus qu'il n'y a pas d'absolu dans des questions comme celles du nombre des conseillers. A priori, il semble inutile de multiplier les représentants à l'intérieur d'un même district. Il est donc possible que le projet de loi amène à plus de logique et à plus de rationalité, mais c'est collectivement qu'il faut parvenir à la raison et c'est en échangeant avec droit de parole qu'une collectivité peut le mieux réfléchir". Je dirai simplement, Mme le Président, que c'est encore plus vrai lorsqu'un gouvernement a lui-même convoqué les représentants des 1500 municipalités de la province pour, dit-il, les consulter, et qu'entre-temps on demande à l'Assemblée nationale, dans des conditions tout à fait inacceptables, de procéder à l'adoption du projet de loi no 44, article par article, à un moment pour le moins inopportun, compétence de ce mini-sommet qui doit avoir lieu en fin de semaine.

Je répéterai donc, à l'intention du ministre des Affaires municipales et du gouvernement, qu'il

n'est pas question pour l'Opposition de faire une obstruction systématique au projet de loi. Les ricanements d'arrière-trône, Mme le Président, me convainquent que certaines personnes n'ont pas encore compris que ce à quoi nous nous opposons, c'est à l'adoption du projet de loi article par article à ce moment-ci. A ce moment-ci, c'est-à-dire avant la tenue du mini-sommet de fin de semaine.

Nous l'avons dit combien de fois, nous l'avons répété et je le répète volontiers à nouveau: Au lendemain de ce mini-sommet, c'est-à-dire dès lundi prochain, nous serons prêts à adopter ce projet de loi article par article dans un temps convenable. Mais nous pourrions le faire, Mme le Président, à partir des consultations que nous aurons pu faire, que nous aurons pu mener au cours de la fin de semaine.

Si le gouvernement persiste à vouloir nous faire avaler les 123 articles du projet de loi avant la fin de semaine, je répète à nouveau ce que je disais plus tôt ce soir. Pour nous, il n'en est pas question, nous avons la couenne tout aussi dure que celle des ministériels, avec ou sans pizza, Mme le Président, et nous y serons tant et aussi longtemps que le ministre voudra bien continuer de s'entêter dans son projet.

D'ailleurs, Mme le Président, le seul fait qu'on ait déferé ce projet de loi à la commission plénière plutôt qu'à une commission parlementaire élue indique bien la situation dans laquelle se retrouve le gouvernement avec son projet de loi no 44. Bien entendu, les commissions siègent deux à la fois, sinon trois, pour étudier des crédits, pour étudier des projets de loi autres que celui-là. Le gouvernement se doit d'employer le temps de l'Assemblée nationale au meilleur de ses possibilités.

Je doute, Mme le Président, que demander à l'Assemblée nationale d'adopter le projet de loi no 44, article par article, à 2 h 20 de la nuit, soit de nature à revaloriser la démocratie municipale. En fait, Mme le Président, lorsque le ministre des Affaires municipales s'interroge sur les intérêts que peuvent défendre les députés de l'Opposition en supposant aussi systématiquement à l'adoption de l'article premier du projet de loi, cette nuit, il ne fait, en fait... Qu'est-ce qu'il fait, Mme le Président? En réalité, il se refuse à admettre que son empressement à faire voter ce projet de loi à la vapeur, dans des conditions tout à fait inacceptables, cache des intentions que nous nous devons de mettre en doute.

Si le projet de loi ne s'applique qu'aux villes de Longueuil et de Montréal, c'est sans doute que le ministre a des raisons de vouloir précipiter l'adoption du projet de loi pour que les élections de novembre, qui doivent également avoir lieu dans d'autres municipalités, se tiennent selon de nouvelles règles dans ces deux villes seulement.

Or, plusieurs députés se sont posé la question ce soir: Quels sont les motifs, quelles sont les raisons que le ministre invoque pour imposer ces dispositions?

Combien de temps me reste-t-il, Mme le Président?
(2 h 20)

Une Voix: Trois minutes et demie.

M. Gratton: Mme le Président, je me réserve ces trois dernières minutes pour une dernière intervention un peu plus tard.

Le Président (Mme Guerrier): Article 1 adopté?

Des Voix: Non. Non.

M. Goulet: Mme le Président.

Le Président (Mme Guerrier): M. le député de Bellechasse.

M. Goulet: Je vous remercie. Mme le Président, à l'article 1 du projet de loi et à la suite des nombreux arguments de mes collègues, je voudrais m'unir à eux, à cette heure-ci, 2 h 20 du matin, afin d'essayer de convaincre le ministre de revenir sur sa décision et, si possible, de reporter ce projet de loi à lundi.

J'aimerais faire comprendre au ministre que ce n'est pas pour notre plaisir, que ce n'est pas, non plus, par cynisme.

Une Voix: Masochiste!

M. Goulet: Ce n'est pas non plus parce que nous sommes masochistes que nous sommes ici, Mme le Président, à 2 h 20 du matin. Pas masochistes, oui, je l'ai dit. Je m'excuse. Vous aviez compris. Oui, je le savais. C'est parce que nous sommes réalistes et parce que nous croyons qu'il y a quelque chose d'anormal. Ce ne serait pas bon. Les gens de l'Opposition veulent véritablement faire leur devoir et faire comprendre au ministre que ce n'est pas le temps d'adopter ce projet de loi, ni le premier article ni les autres articles. Pourquoi un tel empressement? Pourquoi un tel entêtement? Si la réunion des municipalités avait lieu dans trois, quatre, cinq ou huit semaines, je comprends que le délai serait trop long et que le ministre ne pourrait pas revenir et accorder ce que nous demandons.

Mme Payette: La pertinence.

M. Goulet: Mme le Président, je pense que ce n'est pas le ministre des Consommateurs qui peut nous donner des ordres dans cette Chambre. Si vous voulez parler, je vais m'asseoir. Parlez immédiatement. Je ne pensais pas que vous parliez, madame. Je suis surpris de constater que vous parlez.

Mme Payette: Question de règlement, Mme le Président.

Le Président (Mme Guerrier): Question de règlement, Mme le ministre.

Mme Payette: Mme le Président, je dois dire que j'ai admiré le député de Gatineau qui, après qu'on le lui a demandé, s'en est tenu à la

pertinence du débat et n'a parlé, en fait, que de l'article 1. Comme il y a déjà un député qui s'est plié à cette directive, il me semble qu'un deuxième député devrait pouvoir faire la même chose et respecter la pertinence du débat.

M. Bellemare: Démissionnez.

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Goulet: Mme le Président, sauf erreur...

Une Voix: Donnez votre permission.

M. Goulet: Avec votre permission, Mme le Président...

Une Voix: Nous autres, on va l'accepter.

M. Goulet:... et avec la permission du ministre des Consommateurs, je pensais comprendre que l'article 1 parlait de l'application et du champ d'application. Or, il me semble que mes propos étaient pertinents à cet article. Je disais que la réunion aura lieu dans une journée et demie. Alors, pourquoi obliger les gens de cette Chambre à discuter de ce fameux article 1 cette nuit? Pourquoi ne pas le reporter à lundi matin? Il nie semble que ce serait beaucoup mieux.

Je voudrais que le ministre nous donne une seule bonne raison. Est-ce parce qu'il a fait des promesses au maire de Longueuil? Est-ce qu'il a fait des promesses à quelqu'un? Vous connaissez cela, des promesses. Cela fait dix ans que vous en faites. Il reste à les réaliser maintenant. Il y a une différence. Est-ce qu'on a quelque chose contre le maire Drapeau? Il faudrait le dire ici. Pourquoi ne veut-on pas attendre la fin de semaine et revenir lundi matin pour discuter de cela?

Lorsque les conseillers de la ville de Longueuil disent: Non, nous sommes contre un projet de loi, nous sommes contre le premier article et nous sommes contre d'autres articles, compte tenu du champ d'application de ce projet de loi, je ne comprends pas pourquoi on prend l'idée d'un maire. C'est probablement parce que c'est reconnu qu'il est d'allégeance péquiste. Pourquoi prenons-nous l'idée d'un maire et que, huit échevins à l'intérieur de cette municipalité, nous ne les écoutons pas? Pourquoi ne pas attendre à lundi? C'est de l'entêtement. Je voudrais que le ministre nous donne seulement un bon argument valable qui nous le dise. Cela fait au-delà d'une vingtaine de députés qui lui posent cette question depuis 20 heures, hier soir. Nous ne comprenons pas pourquoi un tel entêtement.

Est-ce une manœuvre du Parti québécois pour s'infiltrer, Mme le Président, à l'intérieur de deux conseils municipaux où, avec les normes actuelles, ils ne pourront jamais s'infiltrer lorsqu'ils essaieront de placer quelques-uns de leurs hommes? Il faut adopter une loi spéciale pour essayer d'entrer ces gens à l'intérieur du conseil

municipal de Montréal ou de Longueuil. Si c'est la raison, il faudrait le dire.

J'ai dit aux ministériels que cela vous rend vulnérables. Cela vous rend vulnérables parce que vous ouvrez une porte à la critique. Pourquoi accepter d'ouvrir une telle porte à la critique et de l'Opposition et des gens du milieu, des gens des municipalités, surtout lorsqu'en fin de semaine on pourra rencontrer les responsables de ces municipalités? Probablement qu'ils pourront nous soumettre des arguments et des amendements même à l'article 1. Si nous adoptons cet article 1 ce soir, lundi matin, lorsque nous reviendrons ici, il sera trop tard. Je l'ai dit au début: S'il s'agissait de quatre, cinq, six, huit ou dix semaines, possiblement que les arguments du ministre pourraient valoir. Mais si, en fin de semaine, les municipalités proposent au ministre des amendements à cet article 1 que nous voulons absolument adopter ce soir, que ferons-nous lundi matin ici? Il va falloir reprendre le travail que nous avons commencé. Si c'est une promesse qu'on a faite à quelqu'un, il faudrait le dire, il faudrait être assez honnête pour le dire, Mme le Président, surtout lorsqu'il s'agit d'une journée, une journée et demie, seulement de quelques heures.

Cessez donc cet entêtement. Je dis au ministre: Vous vous grandirez si vous décidez ce soir, de vous-même, de reporter le vote sur l'article 1 à lundi. Lundi, Mme le Président — les députés de l'Opposition l'ont dit toute la journée — nous nous engageons à étudier ce projet de loi, mais après avoir parlé de certains amendements avec les responsables de toutes les municipalités du Québec que nous rencontrerons en fin de semaine. Laissez donc la liberté aux gens de s'exprimer. Laissez donc la liberté aux maires des municipalités de dire aux députés ministériels comme aux députés de l'Opposition quels amendements ils voudraient avoir à cette loi et lundi, nous nous ferons un plaisir d'apporter ces amendements, qu'ils soient proposés devant cette Chambre par les députés de l'Opposition ou par les députés au pouvoir. Mme le Président, personnellement, si je sais que c'est le voeu unanime ou, en tout cas, d'une bonne partie des municipalités, je serai le premier à proposer des amendements et je serai le premier à appuyer les amendements pertinents à ce projet de loi.

Qu'on laisse la liberté aux municipalités de s'exprimer, de rencontrer en fin de semaine leurs représentants, leurs députés et lundi, lorsque nous reviendrons ici, nous pourrions discuter beaucoup plus objectivement de ce projet de loi. Est-ce que c'est du pétage de bretelles, est-ce que c'est du soufflage de tripes que le gouvernement veut faire? Qu'il le dise tout de suite. Nous lui demandons: Attendez pour adopter l'article 1 à lundi. Tel que le député de Gatineau vous l'a dit, si vous ne voulez pas comprendre — appelez cela des menaces, appelez cela ce que vous voudrez — Mme le Président, nous allons prendre tous les moyens pour que cet article soit voté seulement lundi, je vous le garantis.

M. Verreault: Mme le Président...

Le Président (Mme Cuietier): M. le député de Shefford.

M. Verreault: Je recommence. Mme le Président, j'ai hésité très longtemps avant d'intervenir dans ce débat et vous comprendrez les raisons. A un moment donné, j'ai pensé que le ministre des Affaires municipales comprendrait et accepterait la demande des membres de l'Opposition. Malheureusement, je constate que le ministre ne veut en aucune manière collaborer avec les membres de l'Opposition. Je me devais d'intervenir sur l'article 1, puisque c'est la pertinence du débat, afin de dénoncer le caractère incestueux du ministre des Affaires municipales...

M. Jolivet: Qu'est-ce que M. Trépanier a dit hier?

M. Verreault: ... dans le débat que nous avons...

M. Jolivet: Qu'est-ce que M. Trépanier a dit hier?

M. Verreault: ... puisque le ministre des Affaires municipales, Mme le Président, s'apprête à violer les droits de ses filles, parce qu'il est le père de ce projet de loi no 44, et à violer également leur mère. Alors, dans les circonstances, nous ne pouvons souscrire à de telles choses.
(2 h 30)

M. Springate: Et cela venant d'un ex-policier.

M. Verreault: Mme le Président, lorsqu'on s'attarde au projet de loi no 44 et surtout à l'article premier, il est sûr que si nous décidons de déceler les points de défaillance dans cet article et si nous en faisons l'autopsie, il est officiel que nous pourrions déceler des hémorragies de chiffres, de dates et bien d'autres choses atteintes de symptômes épidémiques nécessitant une quarantaine. Cette quarantaine, Mme le Président, ce sont les 48 heures que l'Opposition s'efforce de demander au ministre des Affaires municipales, afin de permettre aux municipalités de s'exprimer sur le colloque qui se tiendra en fin de semaine à Québec.

Si le ministre accepte de retarder à lundi prochain le débat et l'adoption article par article du projet de loi no 44, loi concernant les élections de 1978 dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes, il est sûr et certain qu'à l'éclairage de renseignements et d'opinions de ces municipalités, le ministre sera davantage renseigné et l'Opposition également pourra, à la lueur de ces informations, appuyer le projet de loi en question.

Tout à l'heure, le député de Vanier parlait du maire de la ville de Granby. Je suis persuadé que si le maire de la ville de Granby avait pris connaissance de ce projet de loi, et si le maire de Granby, d'autre part, se mettait à la place des

maires impliqués par le projet de loi — je parle des maires de la ville de Montréal et de Longueuil — il est sûr qu'il n'aurait pas eu les louanges qu'il a faites ce soir à la télévision, parce que je connais très bien mon maire, et je souhaiterais que le ministre des Affaires municipales connaisse les maires comme moi je connais le mien.

Je suis convaincu que le ministre n'a même pas consulté mon maire. S'il l'avait consulté — mon maire, pas votre maire, mon maire — je suis convaincu que mon maire lui aurait suggéré de bons conseils, lui aurait prodigué d'excellents conseils et il lui aurait suggéré d'attendre quelques mois. Je suis convaincu que les arguments de mon maire auraient sûrement convaincu le ministre des Affaires municipales de prendre le temps nécessaire pour permettre aux autres municipalités du Québec de se faire entendre.

M. Tardif: De sa mère, c'est le complexe d'Electra!

M. Verreault: Je suis dans la pertinence du sujet; quand je parle de mon maire, je ne parle pas de ton père, et mon maire n'a pas été consulté et la ville de Granby est concernée par le projet de loi parce que la population de la ville de Granby est d'environ 40 000 personnes. Si je ne parle pas de mon maire, il est sûr...

M. Bellemare: C'est 37 138.

M. Verreault: Exact, M. le député de Johnson.

Mme le Président, mes collègues, ce soir, tous les membres de l'Opposition ont parlé de discrimination, ont parlé de loi discrétionnaire, ont parlé de différents sujets qui font que les arguments que nous avons donnés sont pour demander au ministre des Affaires municipales d'attendre simplement à lundi prochain, afin que nous commencions l'étude de ce projet de loi, article par article, et de nous permettre à nous, au ministre, à ses fonctionnaires, à tout le monde d'être certains que ce projet de loi no 44 soit un projet de loi à 100% exempt d'erreurs.

De toute façon, le ministre est entêté ce soir...

Une Voix: ... un chiffre pair.

M. Verreault: Pardon? Un chiffre impair. De toute façon, M. le Président, lorsqu'on m'interrompt, je perds mes idées et j'ai assez de misère comme cela. Il me reste encore au moins 20 minutes. Vous pourriez peut-être me donner une chance? Vous ne voulez pas? D'accord, merci.

Alors, je disais tout à l'heure, M. le Président, que le ministre est un homme entêté, qu'il ne veut absolument rien savoir. Nous lui avons exprimé et nous lui avons expliqué de toutes les manières — et d'une manière fort claire par l'intermédiaire du député de Gatineau — que nous n'avions pas du tout l'intention ce soir d'adopter le projet de loi 44 en vitesse et d'étudier les 123 articles un par un parce que, à ce moment-là, cela pourrait être plus de 123 articles. Si je m'en tiens toujours à la pertinen-

ce, M. le Président, à l'article 1 du projet de loi 44, il y a une possibilité de faire une demi-douzaine d'amendements. Je ne crois pas nécessaire, à ce stade-ci du débat, d'amener des amendements...

Une Voix: Minimum.

M. Verreault: Mais, de toute façon, je me réserverai quelques petites minutes afin de revenir à la charge et, s'il y a possibilité, déposer à cette commission plénière de nombreux amendements. Si je m'en tiens au nombre des membres de l'Opposition ici ce soir, qui travaillent avec acharnement afin de faire comprendre au ministre et aux ministériels le bien-fondé de nos arguments, si je dépose une demi-douzaine d'amendements, si nous multiplions cela par une trentaine de membres de cette Assemblée — surtout ceux de l'Opposition — M. le ministre, vous êtes assuré de passer vos 48 heures en Chambre. Ainsi, l'assemblée qui doit être convoquée par votre ministère en fin de semaine pourra se faire entendre au Centre des congrès. Ainsi, nous aurons satisfaction.

Si, M. le ministre, vous croyez nous avoir par l'usure, j'ai l'impression que l'usure va se faire par les deux bouts. Demain matin, vous allez être davantage fatigué, vous aurez l'esprit moins clair, de même que les ministériels. Tout cela fait qu'à un moment donné je me demande jusqu'où on va se rendre.

M. le Président, je reviens toujours à l'article 1, qui parle de l'application, et qui se lit comme suit: "La présente partie s'applique à toute municipalité, quelle que soit la loi qui la régit, à l'exception d'une municipalité de comté, où doit avoir lieu une élection générale en 1978 en vertu de cette loi et: — je n'aime pas les deux points, j'apprécierai voir un point-virgule. De toute façon, cela fait partie d'un des amendements que je proposerai tout à l'heure à l'Assemblée nationale — a) qui a une population de 100 000 habitants ou plus; — ce point-virgule fera l'objet d'un autre amendement — ou b) qui a une population de 20 000 habitants ou plus mais de moins de 100 000 habitants et dont le conseil décrète, — le sujet d'un autre amendement — conformément à l'article 121, que la présente partie s'y applique."

Vous voyez, M. le Président, le nombre d'amendements qu'il m'est possible de déposer en cette Chambre ce soir. Je vous garantis que je peux en trouver encore une demi-douzaine supplémentaire. Je suis convaincu que je serais bon pour me rendre au moins jusqu'à six heures demain matin afin de permettre au ministre de l'Agriculture d'aller faire son train.

Pour le moment, je me limiterai au sujet pertinent qui est l'article 1.

M. Jolivet: Ce n'est pas drôle. On rit bien, mais ce n'est pas drôle.
(2 h 40)

M. Verreault: Tout en concluant, je demanderais quand même au ministre des Affaires municipales de reconsidérer cette position et d'accepter de reporter à lundi matin, dix heures, cette commission plénière, de sorte que nous puissions

étudier, article par article, l'un après l'autre, le projet de loi 44. En terminant, chers auditeurs, il est trois heures moins le quart. Je vais prendre une pause de deux minutes pour permettre aux ministériels de pouvoir se reposer.

M. O'Gallagher: M. le Président.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Robert Baldwin.

M. O'Gallagher: Mr President, I would like to add, to register my objection to this article of Bill 44...

Mme Payette: ... du langage.

M. O'Gallagher: ... in and for the people of my county, the citizens of Dollard-des-Ormeaux and Pierrefonds, both of which have populations in excess of 20 000 voters feel that this blatant, discriminatory law will soon affect them. This imposition, by the provincial government is in fact discrimination against two municipalities. The people of my county and the people of Montreal, the people of Longueuil as well as all the other municipalities of this province realize only too well that this government is again in the process of image making.

And the final result of this type of image making will not be greater democracy, but greater taxes in the form of salaries paid to more representatives, greater expenses for the offices and the secretarial staff, greater election expenses. The people of my county just cannot take any more taxation. One reason that the government intends to pass this bill in the dark of the night, is to hide this fact from the people. That greater democracy will not be achieved only greater increase in public sector spending.

This government is forever doing this, article 1, has only one objective and that is to increase and fatten the bureaucracy of one of the levels of government of this province. The government and the minister have not demonstrated to my satisfaction nor to anyone in the Opposition's satisfaction nor for the matter to anybody in both municipalities involved why the necessity of passing this bill at this time. What is the haste? Why pass this thing immediately this week, before the people can be informed and before the people can speak up and the representatives of the people have a chance to speak to the minister this weekend? It is only a question of a few hours! Why can't the minister wait a few hours and consult in a democratic manner with the representatives of the people? We are left to suspect that they have, indeed, ulterior motives to hide. There is no doubt in the minds of the people, and it is becoming more and more clear, that there are political accounts to be settled by this government. What political accounts are to be settled and with which individuals in these two municipalities, it is up to the newspapers to find out in the next few days!

However it is, Mr President, a continuous demonstration of imposition upon the people of

this province? Why should these two municipalities have been selected for this treatment at this time can only leave all the other municipalities wondering when the government will act upon them? It is ridiculous, in fact, to be discussing this at this hour. I must congratulate, I think there are two reporters left, I hope that they report what goes on in this Assembly and that the people of Montreal will be informed. It is beyond comprehension to us in the Opposition. No reasons have been provided as to why the government has chosen to act this way, has chosen to try to pass this article tonight without waiting a few days to hear the elected representatives of the people of both municipalities. Merci.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Roberval.

M. Lamontagne: M. le Président, je n'ai pas souvent l'habitude d'intervenir sur l'article premier d'un projet de loi à trois heures moins dix du matin, mais vous me permettez, sans aucun doute, de porter à notre attention conjointe des réflexions qui me viennent à l'esprit et qui ont trait au début de mon intervention sur le parlementarisme québécois. A la suite de la longue session de l'été 1977, qui nous a privés, tous et chacun d'entre nous...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre!

M. Lamontagne: Je pense que c'est assez pertinent dans les circonstances.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Sur l'article 1!

M. Lamontagne: Cela va avec l'article 1, je pense que vous allez le comprendre facilement. Cela y a trait directement.

M. Marcoux: ... va recommencer la Cité libre.

M. Lamontagne: Je pense que depuis plusieurs heures que j'écoute ici... Si ce n'est pas intéressant, vous me ferez signe et je m'assoierai. Mais je pense que cela vaut la peine d'être dit, exactement à cette heure-là, sur un ton le plus modéré possible. S'il y a quelqu'un dont je m'ennuie ce soir, M. le Président, c'est du leader du gouvernement! (2 h 50)

Au cours des derniers mois, le leader du gouvernement, M. Robert Burns et plusieurs députés de différents partis politiques ont essayé, objectivement, et je pense de la meilleure façon possible pour le parlementarisme, de fixer un calendrier de travail. Dans cet esprit...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Roberval, s'il vous plaît, sur l'article 1 du projet de loi!

M. Lamontagne: Sur l'article 1 du projet de loi

no 44, avant le départ subit du leader du gouvernement, il avait été question...

M. Bisailon: A l'ordre!

M. Lamontagne: Je pense qu'il y a quand même moyen de se dire des choses. Je me souviens d'un ministre qui, dans le temps, était journaliste, qui était déjà venu assister à une séance un soir à 2 h 45 et qui avait bien des choses à dire le lendemain. Je voudrais...

M. Bisailon: A l'ordre!

Mme Payette: M. le Président, je m'excuse. Question de privilège.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Roberval, à l'ordre!

Mme Payette: Il est exact que j'ai assisté à ces débats, M. le Président, de la Tribune de la presse...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Mme le ministre, un instant...

Mme Payette: M. le Président, c'est une question de privilège, j'ai été mise en cause par le député.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît! Mme le ministre, il n'y a pas de question de privilège en commission plénière.

Mme Payette: La pertinence, M. le Président.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Roberval, pour la deuxième fois, sur l'article 1.

M. Roberval: M. le Président, je pense que cela fait plusieurs heures que vous présidez. J'ai eu l'occasion d'entendre à peu près toutes sortes de choses, mais vous me permettez, au moins pendant quelques minutes, de parler, ayant été partie aux discussions relatives au projet de loi 44 et à l'article 1 plus précisément. Avant-hier soir, à 23 heures, lorsque, avec le leader adjoint du gouvernement, qui est ici, nous avons...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Roberval, pour la dernière fois je vous rappellerai que, vers 1 h 45, j'ai dit que je serais moins souple et que les interventions devaient se limiter au sens et à l'essence de l'article 1. C'est la troisième fois que je vous rappelle à l'ordre; je pense que ce n'est pas le lieu, ici ce soir, pour faire des discours sur le parlementarisme. Aussi...

M. Lamontagne: Ce n'est pas un discours sur le parlementarisme. Mais, M. le Président...

M. Gratton: Question de règlement, M. le Président.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Gatineau.

M. Gratton: M. le Président, je trouve assez curieux que le député de Roberval, qui est debout depuis quatre ou cinq minutes, n'ait pas encore réussi à finir une seule phrase. Parce que le début de sa phrase n'est peut-être pas pertinent aux yeux de certains députés de l'autre côté, on se met tout de suite à hurler: "Pertinence, pertinence". Vous l'avez vous-même dit, vous êtes pas mal moins souple depuis que le député de Frontenac a terminé son intervention que vous ne l'étiez pendant son intervention. J'aimerais...

M. Bisailon: Ce n'est pas un point de règlement!

M. Gratton: Oui, c'est un point de règlement. Vous, vous n'êtes pas président, vous n'êtes rien!

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre!

M. Gratton: M. le Président, en fait je vous demande d'avoir la courtoisie, vous qui normalement l'avez, contrairement aux députés ministériels, de laisser le député de Roberval...

M. Bisailon: Hé, hé, hé!

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bisailon: Je voudrais savoir en quoi c'est un point de règlement de demander au président d'être courtois! Dites-moi cela.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Gatineau, brièvement.

M. Gratton: Qui est-ce, celui-là, qui est assis à côté du ministre des Communications?

Une Voix: C'est un niaiseux!

M. Bisailon: Eh, attention! En quoi est-ce un point de règlement?

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre!

M. Gratton: Je dis donc, M. le Président, qu'on pourrait au moins donner l'occasion au député de Roberval de finir sa première phrase. A ce moment, vous serez en mesure de juger si effectivement il respecte la pertinence du débat ou pas.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Selon l'article 98 du règlement: "Un député qui a obtenu la parole doit limiter son discours à la question qu'il soulève, à la question qu'il entend proposer ou à la question dont l'Assemblée est saisie, et il ne peut s'en écarter, à moins que ce ne soit pour répondre brièvement à des digressions." Article 45: "Le président peut interdire la parole à un

député pour le reste de la séance: a) s'il ne se soumet pas à deux rappels à l'ordre consécutifs."

Alors, M. le député de Roberval, s'il vous plaît, sur l'article 1.

M. Lamontagne: M. le Président, je pense que si vous me donniez quelques secondes... Je ne voudrais pas que vous soyez moins sévère, mais pas plus qu'on ne l'a été envers les autres depuis de nombreuses heures.

Il m'apparaît de mon devoir, concernant l'article 1, dont nous avons eu il y a deux jours l'occasion, à 23 heures, un soir, de discuter avec le leader adjoint du gouvernement et d'autres... Nous avons discuté de cet article 1 du projet de loi 44. Nous avons prévenu le leader adjoint que l'article 1 ne pourrait être adopté avant le...

M. Marcoux: Question de règlement, M. le Président...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre.

M. le député de Rimouski.

M. Marcoux: M. le Président, je crois que nous pouvons affirmer, sans risque d'erreur...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre!

M. Ciaccia: M. le Président...

M. Lavoie: Vous devriez suspendre la séance, M. le Président.

M. Ciaccia: Question de règlement...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Rimouski, sur une question de règlement.

M. Marcoux: Je crois que nous pouvons affirmer, sans risque d'erreur, que les trois quarts des interventions, ce soir, de la part de l'Opposition, ont porté davantage sur la motion d'amendement en deuxième lecture visant à reporter l'étude du projet de loi; nous avons tous écouté ces interventions sans protester et vous avez, vous-mêmes, usé de largesse. Lorsqu'un député ministériel est intervenu, il a eu à peine cinq à six minutes pour s'exprimer sur le même thème, c'est-à-dire du retard de trois mois ou six mois, ou l'attitude face à la rapidité avec laquelle on devrait étudier un projet de loi, à ce moment-là vous avez appliqué la règle de façon très stricte. Je vous demande d'appliquer cette même règle de façon très stricte en ce qui concerne le député de Roberval.

M. Ciaccia: M. le Président, s'il vous plaît...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Mont-Royal.

M. Ciaccia: M. le Président, je voudrais porter à votre attention certains mots dans l'article 98

que vous-même avez signalés à cette Assemblée. L'article 98 dit qu'un député qui a obtenu la parole doit limiter son discours à la question qu'il soulève ou à la question dont l'Assemblée est saisie. Les mots suivants sont très importants, et je crois que, si les autres députés ministériels se donnaient la peine de lire leur règlement, ils feraient moins d'interruptions: "... et il ne peut s'en écarter, à moins que ce ne soit pour répondre brièvement à des digressions."

M. le Président, je voudrais vous souligner qu'il y a eu beaucoup de digressions, spécialement par le ministre, par le député de Frontenac, et on n'a pas encore donné l'occasion, même d'une façon brève, au député de Roberval de répondre à ces digressions. Je demanderais qu'on ait au moins la courtoisie d'accorder le droit de parole au député de Roberval, qu'on respecte le règlement et qu'on respecte l'article que vous-même avez porté à l'attention de cette Assemblée.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M.

le député de Roberval, sur l'article 1.

M. Lamontagne: M. le Président...

M. Jolivet: Avec résistance.

M. Lamontagne: M. le Président, sur l'article 1... Vous ne voulez pas que je parle des conversations que nous avons eues sur l'article 1 avec vos collègues ministériels, mais nous pourrions parler de l'article 1 concernant notre région à vous et moi.

Avant de prendre la parole sur cet article 1, je me suis interrogé longuement. Dans notre région, il y a certaines villes concernées. Vous, particulièrement, M. le Président, je sais que vous ne pouvez pas me répondre actuellement. Les villes de Jonquière, Aima, Chicoutimi auraient pu désirer émettre une opinion publiquement sur la possibilité qu'elles soient rattachées au projet de loi 44, par l'intermédiaire du paragraphe b) de l'article 1 de ce projet de loi. On parle de villes de 20 000 habitants, on parle de 100 000 habitants.

Dans une région comme la nôtre, on peut se demander bien normalement si plusieurs autres villes, La Baie, Roberval, Dolbeau, Saint-Félicien, ne pourraient pas être touchées par une telle loi, ne voudraient pas, du moins, être consultées sur une telle loi et si, à l'occasion d'une rencontre avec les maires ou les personnes représentant ces villes importantes dans notre région, il n'y aurait pas lieu de reconsidérer l'article 1, tel que rédigé. (3 heures)

Bien sûr, lorsqu'on parle de la conférence provinciale-municipale qui aura lieu, ici, dans la journée et trois quarts ou presque deux journées, les maires de notre région comme des autres régions qui viendront n'auront pas le privilège, du moins totalement, de se faire entendre devant l'ensemble de la représentation. C'est donc par groupes qu'ils pourront être rencontrés. Quant à moi, j'ai deux réunions déjà de prévues avec un certain groupe de maires du comté de Roberval qui viendront ici participer à cette réunion fort

importante. Ils viennent, bien sûr, en premier lieu, comme le ministre l'a d'ailleurs dit, parler de fiscalité et également, en essayant, à l'occasion de ces trois journées à Québec, de faire avancer certains dossiers qu'ils ont, ce qui est bien normal. Il y a un peu tout l'appareil qui sera mis en marche pour essayer de rencontrer l'un et l'autre, pour convaincre les autorités du ministère des Affaires municipales de recevoir favorablement des dossiers qui sont déjà en cours et qui sont transmis depuis nombre de mois.

En même temps, c'est à peu près la première fois qu'ils vont apprendre qu'il existe un projet de loi 44. Je pense que si on faisait une enquête pour savoir si l'Assemblée nationale siège actuellement, il y a peut-être 20% de la population au Québec qui sait que nous siégeons. De là à prétendre que même 2% ou 3% savent qu'on est en train d'étudier le projet de loi 44, je pense que ce serait un trop gros nombre que de prétendre que ce projet de loi est connu.

De fait, il est tellement peu connu que l'article 1 qui concerne beaucoup de municipalités et qui pourrait en concerner davantage dans notre région... On s'est donné la peine d'imprimer ce projet de loi dans un dépliant que nous avons déjà, mais que les maires en particulier ne recevront que vendredi, lors de leur inscription à cette rencontre provinciale-municipale. Bien entendu, les maires vont lire cela. Ils n'auront pas droit, comme vous le savez, à leurs conseillers techniques sur le plancher du congrès, mais, comme pour tout projet de loi, ils vont commencer par tourner la page et ils vont arriver, comme on le fait ce soir, j'espère pas à la même heure, à l'article 1.

Je laisse à d'autres qu'à moi le soin de présenter les amendements que, comme représentant du comté de Roberval, je devrai présenter, si on veut être inscrit dans ce projet de loi. Si c'est bon — je pense, M. le député de Lac-Saint-Jean, que la ville d'Alma est incluse par le fait même, à moins que je ne me trompe, si elle le désire, par ce projet de loi — je me demande pourquoi certaines villes moins importantes que la ville d'Alma, dans notre région, qui pourraient, pour certaines raisons, vouloir se rattacher à ce projet de loi ne le pourraient pas.

C'est là qu'arrive toute l'imprécision, tout l'inconnu de l'article 1 qui est fondamental. On a le projet de loi 44 et l'article 1 nous indique à qui il s'adresse, à qui il pourrait s'adresser. Peut-être que les municipalités, en en prenant connaissance, voudraient demander au ministre le privilège de rattacher les villes de 10 000 habitants ou plus à un tel projet de loi. Personne ne le sait. Mon Dieu! Mme le Président, devra-t-on parler — le ministre nous l'a dit d'ailleurs — jusqu'à épuisement? Encore là, avec les quelques forces que nous reprendrons d'ici quelques minutes, en faisant comme nos amis ministériels, en commandant presque un déjeuner, nous pourrions reprendre la discussion avec beaucoup de virilité.

Le ministre pourrait, dès l'article 1, s'interroger lui-même. Je pense qu'on l'a perdu. Il est peut-être parti. Il pourrait peut-être nous proposer un amendement, mais je voudrais qu'il nous renseigne, ou son représentant ce soir, pourquoi, au pa-

ragraphe b) surtout de l'article 1, on parle de 20 000 habitants. A-t-on voulu inclure à tout prix certaines villes du Québec ou a-t-on voulu à tout prix exclure certaines villes du Québec de ce projet de loi?

L'article 1, c'est sans aucun doute l'article le plus important. Comme le député de Johnson le disait, lorsqu'on adopte le premier article d'un projet de loi, c'est qu'on accepte évidemment d'aller au bout. Mais avant d'aller au bout d'un tel projet de loi, encore faudrait-il s'entendre, entre parlementaires, sur quelles villes du Québec, en définitive et en dernier ressort, ce projet de loi s'adressera.

C'est dans cet esprit que je souhaiterais, encore une fois, que quelques jours de réflexion additionnels permettent aux parlementaires de bien réfléchir avant de décider, au cours de la journée de lundi, quelles municipalités seront intéressées à être incluses dans ce projet de loi et pourquoi, pour le moment, ce projet de loi... On le voit maintenant et c'est vraiment évident; c'est avec acharnement, face à deux villes très importantes du Québec, qu'on veut à tout prix — on peut se demander maintenant à quel prix — adopter cette loi envers et contre tous. Je laisse à mes collègues, au cours des prochaines heures, le soin de vous proposer, pour votre réflexion, différents amendements que nous sommes prêts, dès à présent, à discuter, au cours des prochaines heures, peut-être avec quelques instants de suspension vers 9 h 45 ce matin.

Une Voix: Cela, c'est collaborer; c'est parfait.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Vanier.

M. Bertrand: Mme le Président, quand les journaux seront distribués demain...

Une Voix: Pas demain, ce matin.

M. Bertrand: ... ce matin...

M. Goldbloom: Mme le Président, la pertinence!

M. Bertrand: ... à toutes les portes des maisons du Québec...

M. Ciaccia: L'article 1.

M. Lamontagne: Question de règlement, Mme le Président! J'exige, au nom de la pertinence.

M. Goldbloom: Les journaux, qu'est-ce que cela veut dire? Article 1...

M. Lamontagne: Déjà, la première phrase est non pertinente.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député, à l'ordre!

M. le député de Vanier.

M. Bertrand: Quand les media d'information...

Des Voix: La pertinence!

Une Voix: Article 1.

M. Bertrand: Ecoutez donc, deux minutes. Quand les media d'information rendront compte de l'attitude de l'Opposition dans ce débat et qu'ils diront que l'Opposition, tout en se déclarant favorable à la démocratie municipale...

M. Lamontagne: Question de règlement! Comme on m'a rappelé à l'ordre trois fois, je pense que vous comprendrez que je rappelle à l'ordre le député de Vanier.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Roberval, un moment! Voulez-vous, vous allez me laisser vous donner la parole, M. le député de Roberval? Sur une question de règlement, M. le député de Roberval.

M. Lamontagne: Mme le Président... à quelques phrases près comme le député de Vanier, j'avais été rappelé à l'ordre quelques fois. Je pense qu'il en conviendra de s'en tenir, et très strictement s'il veut prendre la parole, à l'article 1.

Une Voix: D'ailleurs, le député de Vanier va...

M. Goldbloom: Mme le Président, sur la question de règlement.

M. Bertrand: Sur la question de règlement, Mme le Président...

M. Goldbloom: La présidence de cette commission plénière a empêché le député de Roberval de parler de certaines conversations qui ont effectivement eu lieu au sujet du projet de loi et de l'article. Là, le député de Vanier veut parler d'articles qui ne sont pas encore écrits. Mme le Président, ce n'est pas du tout pertinent à l'article 1.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Roberval et M. le député de D'Arcy McGee, je constate que M. le député de Vanier n'a pas eu le temps de terminer sa première phrase. Je vous demanderais...

M. Goldbloom: De Roberval.

Le Président (Mme Cuerrier):... d'attendre au moins une phrase ou deux, je ne vous en demande pas tant, pour soulever des questions de règlement quant à la pertinence du débat.

M. le député de Vanier.

M. Bertrand: Mme le Président, l'article 1 du projet de loi no 44 nous indique, en pratique, que deux villes seront soumises l'automne prochain à l'ensemble des articles prévus par le projet de loi 44.

(3 h 10)

Une Voix: C'est vrai.

Des Voix: Bravo!

M. Bertrand: Et l'Opposition nous harcèle depuis...

M. Léger: C'est le premier discours pertinent.

M. Bertrand: ... 9 heures ce soir pour savoir comment il se fait que le ministre des Affaires municipales a décidé que seules, Montréal et Longueuil...

M. Verreault: ...

M. Bertrand: ... je pense que je suis dans le cadre de l'article 1...

M. Lalonde: ... une réponse? Avez-vous eu des réponses, vous?

M. Bertrand: Comment se fait-il que seules les villes de Montréal et Longueuil soient les deux seules municipalités dont la population excède 100 000 personnes...

M. Verreault: Il ne répondra pas.

M. Bertrand: ... et qui iront en élection au mois de novembre prochain? Comment se fait-il que seules ces deux municipalités seront soumises aux dispositions de la loi?

Je pose la question à l'inverse au ministre des Affaires municipales, comme je me la suis posée; mais j'ai aussi, en même temps que je me suis posé la question, tenté de me fournir des réponses. Comment cela se fait-il, au contraire...

Une Voix: ... capable.

M. Bertrand: ... que toutes les municipalités du Québec, toutes...

Une Voix: ...

M. Bertrand: ... celles qui ont entre 20 000 et 100 000 de population, comme celles qui ont en-dessous de 20 000 de population, comment se fait-il que toutes les municipalités ne soient pas maintenant, dans le cadre de l'étude de ce projet de loi, obligées de faire en sorte que, là aussi, commence à exister un véritable climat qui permette la démocratie municipale à tous les niveaux? Comment cela se fait-il?

J'aurais attendu cette question de l'Opposition, elle n'est jamais venue.

M. Lalonde: ... la consultation.

M. Goldbloom: C'est faux!

M. Lalonde: C'est faux!

M. Bertrand: Comme si, au fond...

M. Goldbloom: Elle est venue à plusieurs reprises. Elle n'a jamais eu de réponse.

M. Bertrand: ... déjà...

M. Caron: Mme le Président...

M. Bertrand: ... on reprochait au gouvernement de faire un premier pas pour deux municipalités, ce n'est pas ça! On dit: On vous reproche de le faire pour deux alors que vous devriez dire...

M. Caron: Mme le Président, est-ce que je pourrais avoir une directive...

M. Bertrand: ... vous devriez le faire pour toutes. De cela, vous n'en parlez pas. Vous ne parlez pas de la démocratie municipale, parce que ce n'est pas le sujet qui vous intéresse. Ce n'est pas ça, le sujet qui vous intéresse.

M. Ciaccia: ... plus. Le projet de loi ne parle pas de la démocratie municipale. Il n'y a pas de démocratie municipale dans ce projet de loi.

M. Bertrand: Ce n'est pas ça, le sujet qui vous intéresse.

Une Voix: C'est pour ça qu'on ne se pose pas cette question niaiseuse.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Vanier... A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Caron: Mme le Président, est-ce que je pourrais avoir une directive?

M. Bertrand: La démocratie municipale, vous vous en foutez! Vous vous en foutez, de la démocratie municipale!

M. Caron: Mme le Président...

M. Bertrand: Ce qui vous intéresse...

M. Caron: ... est-ce que je pourrais avoir une directive, s'il vous plaît?

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Vanier, j'ai maintenant une question de règlement.

M. Gratton: Est-ce que le député me permettrait une question, Mme le Président?

Le Président (Mme Cuerrier): Maintenant, une question de règlement. M. le député de Verdun...

M. Caron: Mme le Président, est-ce que je pourrais avoir une directive?

Le Président (Mme Cuerrier): ... j'aimerais savoir si vous vous levez sur une question de règlement.

M. Bertrand: C'est sur l'article 1, Mme le Président.

M. Caron: Je m'excuse pour mon collègue.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Verdun.

M. Caron: ... j'aurais une directive à vous demander, Mme le Président. Il est 3 h 15 et je voudrais faire une motion pour les hauts fonctionnaires qui sont avec le ministre, à savoir si on peut les libérer...

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Verdun...

M. Caron: ... parce qu'on va être ici jusqu'à demain et on n'aura discuté de rien. C'est dommage de les garder ici.

Le Président (Mme Cuerrier): ... nous en sommes à l'article 1 du projet de loi no 44, et c'est M. le député de Vanier qui a la parole.

M. Gratton: Mme le Président, est-ce que le député me permettrait une question?

M. Bertrand: Non.

Le Président (Mme Cuerrier): La question n'est pas permise.

M. le député de Vanier.

M. Gratton: L'heure de tombée des journaux est passée, vous parlez un peu tard.

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre!

M. Gratton: Cela ne vous dérange pas de parler un peu tard pour les journaux?

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre, s'il vous plaît, M. le député de Gatineau!

M. Bertrand: Je pense, Mme le Président, que ce qui agace l'Opposition en ce moment, c'est que justement on parle de l'article 1. Il semble que là, enfin, vous ne puissiez pas reprocher à un député de ne pas parler sur l'article dont il est question. Alors, au moins, donnez-nous la possibilité d'en parler pour une fois qu'on peut en parler.

Article 1: Montréal et Longueuil. J'aurais attendu de vous que vous nous demandiez comment il se fait que le ministre des Affaires municipales n'a pas immédiatement, avec le projet de loi no 44, permis que ce soit fait pour toutes les municipalités du Québec, tellement c'est là notre désir et tellement c'est là notre objectif de faire en sorte que la démocratie municipale, ce ne soit pas uniquement vrai pour Montréal et pour Longueuil, mais que ce soit vrai pour Hull, pour Lachine, pour Granby, pour Québec, pour toutes les municipalités du Québec. Pourquoi? Pourquoi?

Mme le Président, je pense qu'il faut savoir reconnaître que le ministre des Affaires municipales a sans doute eu un bien plus grand sens des réalités, du concret et du pratique que les députés de l'Opposition ne peuvent le penser en avant, car, en même temps que nous sommes fondamentalement d'accord pour faire en sorte que la démocratie municipale devienne une réalité dans toutes les municipalités du Québec, nous avons été obligés de reconnaître que, pratiquement parlant, il y avait sans doute, à l'heure actuelle, au Québec, au maximum, deux municipalités qui avaient les moyens pratiques, en prévision des élections de novembre prochain, de faire en sorte que cette démocratie municipale puisse être transcrite dans les faits. Montréal a les moyens, Longueuil a les moyens.

M. Goldbloom: Le ministre l'a déjà dit.

M. Bertrand: Lachine, peut-être moins, Granby peut-être moins. Mais Montréal et Longueuil ne pourront jamais venir devant une Assemblée nationale ou dans une conférence provinciale-municipale dire au gouvernement: La loi que vous êtes en train de voter à l'Assemblée nationale, nous n'avons pas les moyens pratiques, physiques, concrets de la mettre en application pour les élections de novembre prochain. Au contraire, si ces gens-là croient vraiment à la démocratie municipale, et je pense qu'ils y croient, le maire de Montréal, le maire de Longueuil, les oppositions de Montréal et de Longueuil... Je ne comprends pas que l'Opposition à l'Assemblée nationale n'encourage pas un projet de loi dont l'objectif est à ce point démocratique qu'il va permettre aux oppositions de sentir qu'elles peuvent exprimer leur voix dans les conseils municipaux. Vous devriez l'adopter.

Il y a de la démocratie à l'Assemblée nationale, Mme le Président. Regardez ce débat. Grâce à un système électoral qui permet la démocratie, grâce à des règles du jeu qui permettent la démocratie, grâce à l'instauration des partis politiques qui permettent l'expression libre des opinions, grâce à tout cela, il existe une opposition à l'Assemblée nationale. Grâce aux règles du jeu qui existent au niveau provincial il y a une démocratie qui existe. Pourquoi l'Opposition, aujourd'hui, ne vient-elle pas aussi encourager le fait que puissent exister des oppositions au sein des conseils municipaux dans les municipalités du Québec? Je ne comprends pas votre attitude; elle est complètement à l'opposé des principes qui vous permettent aujourd'hui, comme Opposition, d'exprimer votre point de vue contre un gouvernement, alors que vous refusez que le même principe puisse servir à ceux qui dans les municipalités veulent aussi faire valoir leurs points de vue. Je ne vous comprends pas, et les électeurs ne vous comprennent pas et la population ne vous comprend pas, parce que vous êtes illogiques, incohérents et inconséquents dans votre attitude.

M. Goulet: On verra en fin de semaine.

M. Bertrand: Mme le Président, quand j'entends l'Opposition, face à l'article 1, nous parler de Montréal et de Longueuil et s'empêcher de nous parler dans le fond du véritable principe qui est en jeu derrière cet article 1, je me demande si les verts complots qu'on essaie de voir du côté gouvernemental ne devraient pas se retourner contre l'Opposition elle-même. Je voudrais bien savoir au nom de qui ils parlent quand ils tiennent le genre d'argumentation qu'ils ont tenu jusqu'à maintenant. Les édiles municipaux sont, certes, des gens élus, bien sûr, des gens représentatifs jusqu'à un certain point, des gens qui ont la responsabilité d'exprimer les opinions de leur concitoyens, allons-y voir! Mais il demeure une chose, Mme le Président, c'est que le fond de l'article 1 et de la réforme que permet le projet de loi 44, c'est d'abord et avant tout dirigé vers les électeurs de chacune de ces municipalités. Nous n'avons pas de conseils municipaux à défendre ici; nous n'avons ni maire, ni conseiller, ni parti politique municipal à défendre ici.

M. Ciaccia: Arrête donc de crier, on t'entend dans la salle de toilette.

M. Bertrand: Nous avons à défendre, à l'Assemblée nationale, non pas des pouvoirs établis ou des pouvoirs qui veulent s'établir...

M. Lamontagne: Mme le Président...

M. Gratton: Question de règlement. Mme le Président.

Le Président (Mme Cuerrier): Lequel des deux?

M. Lamontagne: Mme le Président, avant le député de Vanier, j'ai eu à prendre la parole.

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre!
M. le député de Roberval.

(3 h 20)

M. Lamontagne: Je pense que vous avez été témoin de la sévérité qu'on a eue à mon endroit, je voudrais que ces mêmes collègues qui m'ont rappelé à l'ordre, rappellent le député de Vanier à l'ordre. Je pense que ce serait foncièrement honnête. J'invite le député de Vanier... ce n'est pas parce qu'il nomme occasionnellement l'article 1, qu'il est à l'ordre.

M. Bertrand: D'accord, d'accord, très bien, j'y reviens, Mme le Président.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Roberval, j'aimerais simplement vous faire remarquer que, quant à la pertinence, ce matin, j'ai été très large et j'aimerais maintenant, je pense que c'est le moment, vous citer Beauchesne, quatrième édition, à la page 113: "La règle..."

M. Jolivet: Cela ne compte pas dans son temps.

Le Président (Mme Cuerrier): ... de la pertinence n'est pas facile à définir et la mal comprendre peut porter une atteinte grave à la liberté de parole. On empêche souvent des députés d'user de leur droit à la parole en prétextant que leurs propos ne sont pas au point quand, en fait, ils portent sur des questions qui se rattachent, même de loin, voire indirectement à celles que l'on discute. Dans les cas indécis, le député doit avoir le bénéfice du doute. Il faut accorder beaucoup de latitude à la Chambre, forum ou à tous les aspects des affaires publiques et chaque député a le droit de se faire entendre, même si dans l'exercice de ce droit, il s'écarte parfois de la rigidité de la procédure."

Je pense que ce matin...

M. Lavoie: Envoyez-en une copie au député de Jonquière.

M. Gratton: Vous citez Beauchesne, nous pourrions vous citer Vaillancourt.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député, je vous demanderais de permettre maintenant au député, à qui j'ai donné le droit de parole, de terminer son intervention en respectant son droit de parole.

M. le député de Vanier.

M. Bertrand: Mme le Président...

Le Président (Mme Cuerrier): Non, le vote n'est pas encore appelé sur l'article 1, il y a encore des intervenants.

M. le député de Vanier.

M. Bertrand: Mme le Président...

M. Ciaccia: Mme le Président, question de règlement...

Le Président (Mme Cuerrier): ... parole.

M. Ciaccia: Question de règlement. Je suis entièrement d'accord avec la lecture que vous avez faite et l'interprétation que vous avez donnée de la pertinence. Cependant, je dois demander, au nom de la protection des droits de mon collègue, le député de Roberval, si on lui avait accordé cette interprétation, il aurait eu le droit de faire son intervention. Etant donné votre décision et la citation que vous venez de faire, je demanderais que le député de Roberval ait le droit de reprendre son droit de parole pour qu'on interprète le règlement de cette façon en sa faveur.

M. Lamontagne: ... Mme le Président.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Mont-Royal, je vous dirai que quand j'ai cité Beauchesne tantôt, j'ai dit: "en cas de doute". Quand il n'y a pas de doute, M. le député...

M. Ciaccia: Les doutes ne sont pas seulement à votre gauche.

Le Président (Mme Cuerrier): Je vous laisse maintenant à vos réflexions, c'est M. le député de Vanier qui a la parole.

M. Bertrand: Mme le Président, revenant à l'article 1, je dirai que l'attitude de l'Opposition officielle, ce matin, signifie à toutes fins pratiques qu'on veut empêcher cette Assemblée nationale de faire en sorte que l'automne prochain, 686 000 électeurs à Montréal et 70 000 électeurs à Longueuil...

M. Gratton: Question de règlement, Mme le Président.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Gatineau se lève sur une question de règlement.

M. Gratton: C'est exact, Mme le Président, justement pour vous rappeler, pour vous souligner, pour attirer votre attention sur le fait que le député de Vanier est impertinent, qu'il ne respecte pas la pertinence du débat à l'article 1, qu'il est en train de nous faire une leçon de démocratie municipale pour l'automne...

M. Bertrand: Vous en avez besoin.

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre, M. le député de Vanier!

M. Gratton: Mme le Président, je vous demanderais de le rappeler à l'ordre.

M. Bertrand: Mme le Président...

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Vanier, vous avez la parole.

M. Bertrand: Mme le Président, l'Opposition a été tellement loin, durant toute la soirée, de la pertinence du débat, qu'elle ne peut même pas se rendre compte à quel moment on est dedans ou on ne l'est pas. Au moment où on est vraiment dedans et qu'on lui demande de réagir à ce qu'il y a à l'intérieur de cet article 1, on n'entend, de l'autre côté, que des invocations à la pertinence du débat, alors qu'enfin nous en sommes à cette question de l'article 1, des villes de Montréal et de Longueuil et des électeurs d'autres municipalités. Dans l'article 1, il n'est certainement pas question des électeurs d'autres municipalités que celles de Longueuil et de Montréal, en ce qui touche l'obligation pour les élections de l'automne prochain, il n'est certainement pas question d'autres électeurs que ceux des municipalités entre 20 000 et 100 000 de population, qui ont la liberté de décider si, oui ou non, elles appliquent cette loi pour les élections de l'automne prochain.

M. Lalonde: Vive la liberté!

M. Bertrand: Nous sommes à l'article 1 et nous sommes dans le cadre du débat qui doit avoir lieu sur cet article 1.

Mme le Président, je pense bien que l'Opposition officielle, en ce moment, est tout simplement en train de dire, en refusant de voter pour cet article 1, que pour les quelque 686 000 électeurs de Montréal et les 70 000 électeurs de Longueuil, la démocratie municipale, ce n'est pas bon. Ce n'est pas bon pour les électeurs de Montréal et de Longueuil. Il ne faut surtout pas que le gouvernement permette à ces gens-là d'avoir la possibilité de s'identifier à un conseiller dans leur quartier. Méchante chose que celle-là, qui leur permettrait, comme cela se fait au niveau provincial, de savoir qui est cette personne à qui ils doivent faire des représentations pour s'assurer que leurs intérêts sont sauvegardés au conseil municipal. Il ne faut surtout pas permettre cela. Il ne faut pas le faire pour Montréal, il ne faut pas le faire pour Longueuil, alors qu'en définitive, l'Opposition, si elle était vraiment pour le principe de la démocratie municipale, ferait tout en son pouvoir pour mener une lutte acharnée contre le ministre des Affaires municipales lui disant: Étendez donc votre loi à toutes les municipalités, maintenant. Nous sommes prêts à nous associer à votre action qui vise à permettre l'exercice de la démocratie dans les municipalités. Mais non!

Alors, je pose la question à l'Opposition. Qui défendez-vous en cette Assemblée nationale?

M. Ciaccia: La liberté, la démocratie, la justice, les droits.

M. Bertrand: Quelques amis des conseils municipaux qui sont en place, qui profitent d'un système qui ne respecte pas toute la démocratie. Qui défendez-vous?

M. Ciaccia: La liberté.

M. Bertrand: Qui défendez-vous?

M. Ciaccia: Les citoyens libres.

M. Bertrand: Qui défend le député-maire de Verdun? Que défend-il? Sa situation de maire ou celle des électeurs de Verdun?

M. Caron: Vous avez une dette avec le RCM, vous voulez payer la dette au RCM.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Verdun, à l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bertrand: Le gouvernement du Québec, en demandant l'adoption de l'article 1, ne s'adresse pas d'abord, dans un premier temps, à ceux qui occupent des responsabilités parce qu'ils ont été élus dans les conseils municipaux. Si c'est cela que vous avez compris, je pense que vous n'avez compris qu'un aspect de notre objectif, parce que nous allons plus loin que cela.

Les gens qui sont là, dans les conseils municipaux, comme ceux qui sont ici, à cette Assemblée nationale, ils sont tous là, de votre côté comme du

nôtre, et on le sait fort bien. Vous l'avez appris à l'expérience, le 15 novembre 1976. Cela nous viendra bien un jour, en temps et lieu, cela viendra.

Il y a, à la limite, à la base — et c'est cela qui est important chaque fois qu'ici, nous avons à voter des lois — des électeurs, il y a des citoyens, il y a ceux qui veulent que leurs représentants à l'Assemblée nationale traduisent leurs préoccupations de citoyens, qui veulent participer à une vie municipale de façon démocratique. Et ces gens se foutent bien, à la limite, qu'un gouvernement se sente défenseur de petits intérêts circonstanciels, temporaires, de gens qui veulent maintenir des chasses gardées et faire en sorte que les règles du jeu soient le moins possible modifiées.
(3 h 30)

S'il y avait modification des règles du jeu, qu'arriverait-il de certains privilèges, de certains potentats, de certaines irrégularités dans le système démocratique? C'est de cela que vous vous faites les porte-parole alors que vous devriez traduire, comme Opposition, la volonté de ces citoyens qui voudraient aussi connaître des oppositions municipales dans leurs municipalités. Vous n'êtes pas capables de vous battre pour cela. Vous n'en êtes pas capables parce que vous n'avez jamais été en mesure de représenter les intérêts des citoyens quand vient le temps de voter des lois.

M. Lamontagne: Question de règlement.

Le Président (Mme Cuerrier): Sur la question de règlement, M. le député de Roberval.

M. Lamontagne: Mme le Président, je pense que vous comme moi avons entendu, au cours des dernières minutes, le député de Vanier. Il demande une directive. Est-ce pertinent oui ou non à l'article 1? Vous faites preuve d'une certaine largesse dont je n'ai pas bénéficié tout à l'heure.

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Vanier, je dois vous rappeler que vous allez devoir conclure.

M. Bertrand: Oui, Mme le Président, je vais conclure.

Le Président (Mme Cuerrier): Je crois que vous serez pertinent au débat dans votre conclusion. Je l'espère, en tout cas.

M. Ciaccia: Je demande une directive, Mme le Président. Pourriez-vous demander au député de Vanier de crier moins fort, s'il vous plaît?

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Mont-Royal, je vous dirai... M. le député.

M. Bertrand: Mme le Président, depuis que le Parti libéral provincial a un nouveau chef, l'esprit n'a pas nécessairement quitté le journal Le Devoir.

M. Lamontagne: Question de règlement, Mme le Président.

Le Président (Mme Cuerrier): Sur la question de règlement...

M. Ciaccia: Il parle de notre chef...

M. Lamontagne: Mme le Président, pensez-vous que c'est pertinent, ce que dit le député de Vanier actuellement? Je m'adresse à Mme le Président.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Roberval, je vous demanderais votre collaboration pour que M. le député de Vanier puisse conclure maintenant.

M. le député.

M. Lamontagne: Je n'ai pas obtenu de collaboration quand c'était moi tantôt.

M. Bertrand: Mme le Président, ce matin, dans le Devoir, sous la signature de M. Jean-Claude Leclerc, dans un article dont le titre était Une réforme prioritaire, le journaliste disait — en parlant des trois réformes qui vont faire l'objet de discussions durant le week-end, soit celles de la fiscalité, de la décentralisation et de la démocratie municipale: "Des trois réformes envisagées, la plus importante pour le Québec est sans conteste celle que M. Tardif a soumise à la Chambre. La démocratisation des élections municipales et des caisses électorales des partis locaux est le fondement des autres réformes". En conclusion, il disait: "Bref, la réforme importe plus que l'élection. L'élection serait un rituel vide de sens si le régime électoral n'était pas vigoureusement assaini. Le gouvernement doit donc aller de l'avant et se méfier des accidents de dernière heure, comme il en survient hélas! dans les heures fiévreuses de fin de session". Dieu sait que c'est vrai!

"Cette loi ne doit pas passer à la vapeur" C'est le moins qu'on puisse dire. Il n'y a pas de précipitation.

M. Lamontagne: Mme le Président, question de règlement.

Une Voix: C'est terminé.

M. Ciaccia: C'est terminé. Il n'y a pas de pertinence.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Roberval.

M. Lamontagne: Mme le Président, vous l'avez invité à conclure. En aucun moment, depuis votre invitation, le député de Vanier n'a parlé de l'article 1. Vous le savez fort bien.

M. Bertrand: Sur la question de règlement, Mme le Président. Le député de Roberval, malgré

son insistance à vouloir revenir continuellement sur cette question, admettra certainement que, de toutes les interventions qu'on a entendues ce soir, je suis bien prêt à reconnaître qu'il y en aurait peut-être eu quelques-unes, du côté de l'Opposition, qui se sont effectivement attachées à parler quelquefois de l'article 1. Il ne viendra certainement pas me tenir rigueur de m'être écarté souvent du fond de l'article 1. Je pense qu'il aura au moins l'intelligence d'être...

M. Lamontagne: Je vous rends ce qu'on m'a fait, à moi, simplement ce qu'on m'a fait, du côté ministériel.

M. Bertrand: M. le député de Roberval pourrait certainement me laisser encore quelques instants pour me permettre de conclure et après cela il viendra parler sur l'article 1 s'il en a vraiment le goût.

M. Gratton: Question de règlement, Mme le Président.

M. Grégoire: Cela vous fait mal.

M. Gratton: Hé! Je suis ici, Mme le Président.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Gatineau.

M. Gratton: Pourrais-je savoir à quelle heure devait terminer le député de Vanier?

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Gatineau, je pense que je me suis donné la parole au cours de l'intervention du député de Vanier comme je l'ai accordée à quelques membres de cette Assemblée sur des questions de règlement. M. le député avait commencé à 3 h 7.

M. Gratton: Si je comprends bien...

M. Bertrand: J'ai été arrêté au moins dix minutes, Mme le Président.

M. Gratton: Mme le Président, si je comprends bien, il a commencé à 3 h 7 et il devait finir à 3 h 27...

M. Lavoie: Une demi-heure.

M. Gratton: Il est maintenant 3 h 37. Il est peut-être temps qu'il conclue.

M. Lavoie: Cela fait 30 minutes.

M. Gratton: Cela fait 30 minutes et il a droit à 20 minutes, Mme le Président.

M. Bertrand: Si vous arrêtez, M. le député de Gatineau, vous allez me permettre de conclure. C'est tout.

M. Lavoie: Vous n'avez plus le droit de parler.

M. Gratton: Pour autant que je suis concerné, vous avez déjà conclu, M. le député de Vanier.

M. Bertrand: Je m'excuse. Mme le Président...

M. Gratton: Imaginez-vous que oui.

M. Lavoie: Il n'a plus le droit de parole.

M. Gratton: Mme le Président, est-ce qu'il a encore la parole après trente minutes?

M. Lavoie: Cela fait trente minutes.

Le Président (Mme Cuerrier): J'avais cru que M. le député de Vanier avait déjà terminé. Je vous permettrai, tout au plus, une phrase en conclusion, M. le député de Vanier.

M. Bertrand: Mme le Président, vous me permettez au moins de terminer la citation que j'avais commencée. Vous me permettez au moins cela, Mme le Président.

Le Président (Mme Cuerrier): J'entends qu'il y a consentement.

M. Gratton: Elle entend bien quand c'est le temps.

M. Bertrand: Ensuite je ferai cette phrase de conclusion que vous m'avez permise.

M. Gratton: Consentement.

Le Président (Mme Cuerrier): Oui, M. le député de Vanier.

M. Bertrand: J'ai au moins le droit de terminer la citation que j'avais commencée au préalable et de terminer par la phrase qui sera celle de ma conclusion.

M. Gratton: Il a commencé sa citation après avoir terminé son temps de parole. Il n'est pas pour continuer à faire ce qui n'était pas dans l'ordre.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député, je vais tenter de rendre un jugement de Salomon. Je vais demander aux membres de cette Assemblée de lire l'article que vous citez.

M. Lalonde: ... en deux.

Le Président (Mme Cuerrier): Je vais vous demander votre conclusion tout simplement.

M. Bertrand: Mme le Président, le journaliste ajoutait: "Par contre, cette loi ne saurait être retardée non plus sous prétexte — je pense que l'Opposition devrait prendre ces paroles; elles viennent d'un journal qui leur a donné la possibilité d'avoir un chef — ...

M. Gratton: Profitez-en. On est tanné. Citez! Citez!

M. Bertrand: Il faudrait que vous continuiez à lire le journal même si le chef n'y est plus.

M. Gratton: Citez! Citez!

M. Bertrand: "L'adoption de cette loi ne saurait être retardée non plus"...

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Vanier, je pense que vous m'avez mal entendue. J'avais dit...

M. Lamontagne: Cela fait une demi-heure qu'il a la parole.

Une Voix: Non, non. Cela fait plus d'une demi-heure.

Le Président (Mme Cuerrier): J'avais demandé aux députés de l'Assemblée de lire eux-mêmes l'article que vous citez. Je vous demanderais votre conclusion.

Une Voix: On peut suspendre quinze minutes.

M. Bertrand: Mme le Président, le journaliste terminait en disant: "Cette réforme ne saurait être retardée non plus sous prétexte de respecter une démocratie et une autonomie locale qu'elle est justement chargée de rétablir et de protéger. Si le projet de loi no 44 souffre trop d'imperfections..."

M. Gratton: ...

M. Bertrand: " ... ou que son application demande plus de temps qu'en a prévu le ministre, qu'on retarde plutôt l'élection de Montréal et de Longueuil car les électeurs..."

M. Ciaccia: Arrêtez! C'est assez.

M. Lamontagne: Mme le Président, c'est pour cela qu'on ne leur fait pas confiance aux ministériels. Il en est une preuve flagrante.

M. Bertrand: " ... car les électeurs..."

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Vanier...

M. Bertrand: Mme le Président, quand même, permettez-moi de terminer.

M. Lamontagne: Nous refusons notre consentement pour un mot de plus.

M. Bertrand: Il y a quand même une limite.

M. Ciaccia: Assieds-toi!

M. Bertrand: Mme le Président, on n'a certainement pas abusé ce soir du droit de parole.

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lamontagne: ... parler, mais deux minutes à la fois.

M. Ciaccia: Et ne pas crier.

Le Président (Mme Cuerrier): Je suis d'accord avec vous. Je demande maintenant...

M. Bertrand: Mme le Président...

Le Président (Mme Cuerrier): Je vous dis, M. le député de Vanier, que maintenant, je vous demande d'en terminer là avec votre intervention. J'espère que je vais obtenir votre collaboration si elle peut inciter les autres députés à m'accorder la leur.
(3 h 40)

M. Bertrand: Mme le Président, alors je conclus. Question de règlement, Mme le Président.

Le Président (Mme Cuerrier): Sur une question de règlement, M. le député de Vanier.

M. Bertrand: Mme le Président, ce soir, le ministre des Affaires municipales a pris la parole plus d'une fois pour répondre à des questions. Le député de Frontenac n'a même pas pris ses 20 minutes au complet et, Mme le Président, vous êtes en train, après toute la patience qu'on a eue face aux gens de l'Opposition, de leur donner raison en empêchant qu'un député ministériel puisse apporter une phrase de conclusion, alors que c'est la deuxième intervention ministérielle. Vous allez permettre cela, Mme le Président?

Le Président (Mme Cuerrier): Oui, M. le député de Vanier, malgré — A l'ordre, s'il vous plaît! Je vais commencer par répondre.

M. Grégoire: Le député de Gatineau, depuis tantôt, Mme le Président, prend son bureau et le frappe. Je crois que c'est la propriété publique. Il est en train de briser les meubles de l'Assemblée nationale, et je crois que ce n'est pas une conduite digne d'un "gentleman" dans cette Assemblée nationale. Si vous vous conduisez comme cela chez vous, M. le député de Gatineau, vous ne vivez pas dans une porcherie, ici.

M. Gratton: Mme le Président, je voudrais que le député sache qu'à cette heure-ci quand je suis normalement chez moi, je ne m'amuse pas au pupitre, je suis dans mon lit.

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre!

M. Grégoire: Mme le Président...

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député, à l'ordre. M. le député de Vanier, je vous ai demandé de terminer là votre intervention et je ne vous permets plus de conclusion. Ce n'est pas la

première fois que j'obtiens votre collaboration, je vous demanderais de vous en tenir là, M. le député de Vanier. Ce que je vous disais, c'est que vous avez maintenant dépassé le temps qui vous était alloué. Je n'ai pas l'intention de permettre à d'autres députés de dépasser le temps qui leur est alloué sur cet article 1 du règlement. A ce propos, je vous demanderais, il y a d'autres députés de votre formation politique ici, de passer votre conclusion à quelqu'un d'autre qui voudrait prendre la parole.

M. le député de Vanier.

M. Bertrand: Mme le Président...

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député...

M. Ciaccia: Mme le Président...

M. Fontaine: Question de règlement.

M. Bertrand: Ne vous énervez donc pas, en face. Vous ne savez même pas ce que je veux dire.

M. Ciaccia: ... vous lui avez défendu le droit de parole. Cela ne fait rien.

M. Fontaine: Ceci...

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bertrand: Mme le Président...

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre! Je n'accepterai plus...

M. Bertrand: Je voudrais simplement vous dire que je me soumetts humblement et respectueusement à votre volonté. Je pense que cette phrase valait bien la peine d'être entendue des membres de l'Opposition.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Mercier.

M. Godin: Mme le Président, je vais parler de l'article 1, mais surtout du Québec, des libertés et des réalités. La liberté. Pour avoir été chroniqueur municipal pendant de nombreuses années, à l'époque où j'étais journaliste, j'ai observé que bien des citoyens étaient "défranchisés", dans certaines municipalités du Québec, et que le frémissement démocratique que nous allons tenter, en tant que gouvernement, de donner à ces villes de Montréal et de Longueuil aurait dû partir de ces municipalités. C'est faute de l'avoir vu naître à Longueuil et à Montréal que le gouvernement intervient. Je m'étonne de voir que les défenseurs, au Québec, des libertés nous accusent dans chacune de leurs interventions, jour après jour, ou de fascisme, comme le député de Johnson tout à l'heure, ou de violer les libertés fondamentales, jour après jour, ou d'être des racistes, jour après jour, ce que nous avons avalé de travers depuis le début.

Que voyons-nous aujourd'hui? Ces défenseurs de cette nouvelle génération, ces défenseurs tardifs... Et j'en parle en tant que prisonnier de la crise d'octobre, en tant que prisonnier d'octobre 1970. Quand j'entends ces gens parler des libertés, je me dis: Où étaient-ils quand les 450 Québécois, dont moi, maintenant député ici, ont été emprisonnés, sans droit, sans mandat, sans rien et sans être jamais poursuivis?

Mme le Président, l'attitude de l'Opposition à regard de l'article 1 se situe exactement dans la lignée des contradictions fondamentales — et non pas des libertés fondamentales — que nous voyons, que nous observons entre leurs propos et leurs attitudes passées.

M. Grégoire: C'est vrai.

M. Godin: J'ai vu, dans les municipalités, s'installer des fromages dans lesquels proliféraient des souris et des rats douteux qui se reproduisaient entre eux.

M. Marchand: ... de l'ancien siège de Pierre Laporte.

M. Godin: Je ne veux nommer aucune ville, j'ai vu des potentats s'établir, j'ai vu des petits empires s'établir, j'ai vu la démocratie bafouée partout.

M. Grégoire: C'est vrai.

M. Godin: Et après avoir vu cela au Québec, ici, en tant que province, en tant qu'Etat, j'ai également vu — et cela a commencé, d'ailleurs, lors de la révolution tranquille — la lente progression des Québécois vers l'égalité en tant que citoyens. C'est cette égalité que nous voulons maintenant instaurer dans les municipalités, on le dit, de 100 000 habitants et plus, ainsi que le stipule l'article 1 de ce projet de loi no 44.

Je veux citer certaines règles qui sont apparues progressivement, lentement, et dont nous devons d'ailleurs la première, je le répète, à nos amis, les défenseurs des libertés fondamentales, le Québec des libertés, la règle de la proportionnalité. Il fut un temps où certains comtés avaient 1500 électeurs et d'autres 15 000, donc, des citoyens de deuxième classe dans les petits comtés. Nous avons eu ensuite la règle du financement des partis reconnus...

M. Gratton: Question de règlement, M. le Président; la pertinence à l'article 1.

M. Godin: Si vous voulez intervenir, M. le député de Gatineau, levez-vous. La plus élémentaire courtoisie, les règles du parlementarisme que vous défendez verbalement, mais très peu par votre comportement, seraient mieux respectées.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre! Sur l'article 1, M. le député de Mercier.

M. Godin: Je suis, M. le Président... Pardon?

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Sur l'article 1.

M. Godin: Merci, M. le Président. L'autre règle que j'ai vu paraître ici, c'est la règle du plafonnement des dépenses électorales.

M. Gratton: Question de règlement, M. le Président.

M. Godin: Troisième règle...

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): Question de règlement, M. le député de Gatineau.

M. Gratton: Ai-je besoin de vous rappeler, M. le Président, qu'à l'article 1 il n'est pas question de plafonnement des dépenses, il n'est pas question d'autre chose que de l'application du projet de loi. J'aimerais vous inviter à dire au député de revenir à la pertinence.

M. Bertrand: Sur la question de règlement, M. le Président.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Vanier, sur la question de règlement.

M. Bertrand: Est-ce que je pourrais vous faire remarquer, M. le Président, qu'il y a eu un discours que j'ai entendu ce soir, qui était celui du député de Jacques-Cartier, où, à aucun moment, il n'a été question de l'article 1, mais souvent de partis politiques, de dépenses électorales et que le député de Gatineau ne se levait pas souvent à ce moment. Alors, qu'on applique la même règle à tout le monde et qu'il n'y ait pas deux poids deux mesures à l'Assemblée nationale.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): S'il vous plaît!

M. Grégoire: Pendant que vous avez une leçon de démocratie, écoutez donc! Vous apprendriez.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Frontenac. S'il vous plaît! Effectivement...

M. Godin: Est-ce que j'ai la parole, M. le Président? (3 h 50)

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre! A l'ordre, s'il vous plaît! Je pense que M. le député de Gatineau a soulevé une question de règlement et j'en profite pour dire ceci: A l'article 1, on dit "La présente partie..." Si on regarde la loi, il y a plusieurs parties. J'estime que le député qui parle des sujets qui sont compris dans la partie 1, c'est-à-dire la présente partie dont l'article 1 fait mention, parle de l'article 1. Je ne pense pas qu'on puisse discuter. La question qui se pose est la suivante: Est-ce que le sujet dont le député de Mercier parle est compris dans la partie I, dans la partie II ou dans la partie III? Je l'ignore réelle-

ment. Mais si ce sujet des contributions des partis politiques fait partie de la présente partie, qui est la partie I, il est dans le cadre de l'article 1 par référence.

M. Bellemare: Beauchesne, page 2.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Mercier.

Une Voix: Vaillancourt, page 1.

M. Godin: M. le Président, nous avons également vu — et cela s'appliquera dorénavant aux municipalités de 100 000 habitants et plus — la règle du financement — éventuellement — émanant uniquement des électeurs et, enfin, la règle de la publication des noms des donateurs. Tout ceci, dans les municipalités de 100 000 et plus, a en vue de faire en sorte qu'il y ait — c'est un mot qui a peut-être été galvaudé — non seulement une transparence de la vie démocratique, mais également une vie démocratique enracinée profondément dans les mœurs quotidiennes des gens.

Je répète que, si l'Etat provincial doit procéder par cet article 1, c'est que cette volonté n'a pas émané de ces municipalités, c'est que les citoyens de ces municipalités ont dû attendre, ont dû souhaiter — un peu comme des prisonniers attachés aux barreaux de leur prison — que cela arrive, le promettre dans les programmes électoraux, mais ne pas être élus et par conséquent, ne pas pouvoir le réaliser. De sorte qu'il appartient à l'Etat central, qui est le père de famille de toutes les municipalités, en fin de compte, de faire que ces diverses étapes vers l'égalité des citoyens devant l'Etat municipal, l'égalité de leur participation qui est maintenant réalisée à l'échelle provinciale, cette égalité qui est réalisée à peu près totalement grâce à toutes ces lois dont certaines — et les meilleures — nous viennent de vous, messieurs cette égalité qui fut faite au niveau provincial, nous nous étonnons de voir qu'aujourd'hui, alors que nous voulons progressivement l'étendre aux municipalités de 100 000 personnes et plus, il y ait une opposition à de telles mesures et qu'il y ait une flibuste, comme on dit en français.

Une Voix: C'est quoi cela?

M. Godin: Une flibuste. Nous sommes piratés. Par conséquent, c'est le seul moyen, M. le Président, pour permettre au citoyen non pas seulement quand il vote au niveau de l'Etat provincial, mais également quand il va au niveau de l'Etat municipal, qui est également une institution, et la ville de Montréal, en particulier, dispose d'un budget supérieur à certaines provinces de la Confédération canadienne, entre autres, je crois, Ile-du-Prince-Edouard.

Pour cette raison, nous devons la considérer au même titre et lui appliquer les mêmes règles qui sont appliquées et qui furent gagnées de haute lutte et grâce auxquelles aujourd'hui nous pouvons dire qu'en tant qu'Etat, le Québec est un de ceux qui respectent le plus l'égalité fondamentale

des citoyens devant la loi, l'égalité fondamentale des citoyens en tant qu'électeurs. Il faut souhaiter que nous en viendrons un jour au vote proportionnel, qui sera peut-être une étape ultime pour assurer que tout citoyen a ici, au Parlement, un porte-parole. Et c'est ce même schéma que, tranquillement, par étapes, nous voulons établir au niveau des municipalités.

Et que voyons-nous, M. le Président? Je le répète, ces gens qui nous reprochent depuis un an et demi de violer jour après jour les libertés fondamentales, les libertés individuelles qui se sont donné un programme qui s'appelle le Québec des libertés et, quant à l'autre, le Québec des réalités, mais de quelles réalités parlez-vous? De la réalité, du maintien du statu quo débilisant dans ces municipalités, du maintien du fromage à ces municipalités, du maintien d'un pouvoir abusif qui a mené aux errements des Jeux olympiques, que les Québécois paieront pendant des siècles, et quant à vous, messieurs de l'Opposition officielle, ayez au moins la logique d'avoir en Chambre, des attitudes qui ne sont pas trop éloignées de ce que vos programmes prétendent représenter.

Et quant au Québec des libertés, nous en sommes du Québec des libertés, mais nous prenons les moyens pour nous y rendre. Il ne s'agit pas seulement de slogans vides de sens, il ne s'agit pas de coquilles de pinottes, M. le Président, des écales, il s'agit de réalités. Nous voulons, par conséquent, étant au pouvoir, donner aux libertés leur réalité et le Québec que nous proposons, c'est peut-être le Québec de la réalité des libertés.

Contrairement à eux, et ce qui est étonnant, M. le Président, face à cette réalité, nous voulons incarner cette liberté dans des institutions, dans des lois, et ce qui est étonnant, c'est que nous avons en face de nous, le mot n'est pas de moi il est de mon collègue de Johnson, ancien voisin de Trois-Rivières, des bouffonneries, M. le Président.

Moi, en tant que jeune parlementaire, je dois vous dire que, dans bien des cas, ce Parlement m'a énormément déçu et déçu. Et je me suis demandé et de la part même des plus sérieux ou des plus expérimentés des parlementaires qu'il y a ici, d'autres font exception et donnent l'exemple pour ainsi dire aux nouveaux parlementaires que nous sommes et qui seront peut-être ici, comme le député de Johnson, dans vingt ans ou dans vingt-cinq ans ou dans trente ans, et, l'entraînement que nous subissons ici, se reflète sur votre comportement dans vingt ans, et j'espère que tout ce qu'on retiendra, c'est ce qu'on aura vu de mieux et non pas ce qu'on a vu de pire, qui est la négation de certaines choses de notre règlement, la négation de la valeur de l'institution, la négation des fameuses libertés dont le monde de l'autre côté parle, mais dont seul ce côté-ci donne au peuple les gages qu'il veut vraiment y parvenir. Merci.

le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le chef de l'Opposition officielle.

M. Levesque (Bonaventure): Je voudrais tout d'abord soulever une question de règlement. M. le Président, il est quatre heures du matin...

Une Voix: Il fait clair.

Une Voix: Le coq va chanter tantôt.

M. Levesque (Bonaventure): Je n'ai pas demandé de commentaires, M. le Président.

Une Voix: Il est le temps de se coucher.

M. Levesque (Bonaventure): Je ne suis pas intervenu de la nuit, qu'on me laisse donc intervenir quelques minutes, je ne serai pas long, Je voudrais simplement attirer l'attention de cette Chambre sur les dispositions de l'article 31-A de notre règlement qui consiste en un amendement sessionnel adopté le 22 février 1978; il y a également un autre article que l'on retrouve, comme amendement sessionnel, adopté le 22 février 1978, relativement à l'article 150 de notre règlement.

(4 heures)

Ceci, M. le Président, pour vous rappeler que ces deux amendements ont été adoptés par cette Chambre à la suite de rencontres entre les leaders du gouvernement et en présence du président de la Chambre et probablement des vice-présidents. On se rappellera que, lors de ces réunions, il a été convenu qu'il y avait une période plus intensive, si l'on veut, au cours du mois de juin et au cours du mois de décembre, afin d'éviter la motion traditionnelle de fin de session mais, surtout, afin d'établir un calendrier, etc. Il y a eu, de notre part, une demande bien raisonnable pour que les travaux de la Chambre se terminent à minuit. Le gouvernement, vu qu'il y avait un calendrier, a accepté d'une part que les commissions élues terminent leurs travaux à minuit mais, dans le cas de l'Assemblée, on a dit que c'était tellement quelque chose d'exceptionnel et seulement en cas d'urgence, qu'on ne dépasserait pas minuit de toute façon, à moins réellement qu'il y ait des circonstances telles que l'intérêt public justifie que l'on dépasse légèrement minuit. Ce sont les paroles, je pense, qu'on peut attribuer à ceux qui ont été partie à ces discussions.

Nous voici à 4 heures du matin. Je dis, M. le Président — avant que j'invoque le règlement, avant d'aborder les propos sur le fond de la question — qu'à ce moment-ci je ne vois pas, en toute franchise et en toute honnêteté, quels sont les motifs qui peuvent nous justifier, ici, à l'Assemblée nationale, d'être encore réunis à 4 heures du matin, à discuter d'un projet de loi qui n'a aucun caractère particulier d'urgence, que je sache. On n'a pas donné de raisons qui ont pu motiver ces discussions à une heure aussi tardive et je pense, comme parlementaire, qu'on doit à la population de pouvoir discuter des projets de loi qui affectent justement les droits des citoyens, et surtout lorsqu'on touche des citoyens aussi nombreux que ceux de Montréal, de Longueuil et de plusieurs autres villes de la province. A ce moment-là, je pense qu'on ne remplit pas réellement notre devoir, dans le sens qu'un parlementaire devrait le concevoir, en discutant de ces droits à 4 heures du matin. Il me semble que le gouvernement aurait

dû nous dire pourquoi il y avait urgence à dépasser minuit, d'autant plus que je vous rappellerai que, normalement, un projet comme celui-là, qui comporte 123 articles, aurait normalement dû être référé à la commission élue des affaires municipales. C'est clair, M. le Président. On n'envoie jamais en commission plénière un tel projet de loi. Pourquoi le gouvernement l'a-t-il fait, si ce n'est que pour pouvoir dépasser minuit, pour pouvoir nous avoir par l'usure. Je ne pense pas que ce soit là le résultat des conventions auxquelles on est arrivé lorsqu'on a adopté ce règlement sessionnel.

J'en fais part, M. le Président, je sais que ce n'est pas votre faute si cela s'est réglé comme cela. Vous n'avez pas cette responsabilité mais, tout de même, je crois, en toute décence, que je devais vous faire part de ces remarques.

Ceci étant dit, M. le Président, on me permettra de toucher simplement, très brièvement, l'article 1, qui fait l'objet de cette discussion, puisque nous sommes forcés évidemment à aborder cette discussion cette nuit ou ce matin.

M. le Président, ce projet de loi no 44, dans son article 1, indique à quelles municipalités doit s'appliquer le projet de loi que nous discutons. On dirait que cela a été fait sur mesure, on veut toucher une population de 100 000 habitants ou plus, on a en vue certaines villes et, ensuite, il y a une possibilité pour d'autres villes de 20 000 habitants et plus d'accepter d'être soumises aux dispositions de la loi.

Une remarque du député de Vanier m'a frappé particulièrement. Pourquoi, se demande-t-il, limiter cela à ces villes? Pourquoi y a-t-il des villes comme Montréal et Longueuil où c'est obligatoire? Pourquoi y a-t-il des villes de 20 000 habitants et plus où c'est facultatif? Et pourquoi n'est-ce pas permis à des villes de 19 000 habitants? Une bonne question. Je trouve que le gouvernement n'a pas répondu à cela.

Jean-Guy Bolduc, dans la Presse de Montréal, écrit: "Le projet de loi 44 concernant les élections municipales et la structure des conseils de ville va sûrement créer des remous non seulement chez les futurs conseillers et maires des villes, mais aussi chez les électeurs. Du moins devrait-il en être ainsi. Il va de soi qu'un maire et son conseil sont loin d'avoir les pouvoirs des autres gouvernements, mais surtout dans les petites municipalités, ils sont les politiciens les plus près des gens et leurs décisions concernent souvent le vécu quotidien. On n'a qu'à penser aux pouvoirs du maire Jean Drapeau sur la vie des Montréalais depuis quelques années. Pour bien des citoyens, leur maire dépasse en importance les premiers ministres. C'est pourquoi le parrain du projet de loi, le ministre Guy Tardif, doit engager la population dans ce débat sur la transformation des structures municipales. En ce sens, l'idée de tenir un référendum sur ces questions aurait pu être retenue".

Alors, M. le Président, vous voyez l'importance que l'on attache, dans l'opinion publique, à cette démarche qu'on appelle la démocratie municipale. D'ailleurs, je pense que le ministre lui-même — je

pense qu'on doit lui en rendre le témoignage — et l'organisation des conférences gouvernementales avaient préparé déjà des documents qui indiquaient bien l'intention, il me semble, du ministre de réellement procéder, en fin de semaine prochaine, à des consultations. Je vois même que le projet de loi no 44 a été mis en annexe et le ministre, ou celui qui est l'auteur de ces lignes, est bien clair lorsqu'il dit que "le dépôt du présent document par le gouvernement, lors de la conférence Québec-municipalités 1978, constitue le point de départ d'une vaste opération de consultation, etc." On parle d'un projet de loi concernant les élections municipales de 1978; une copie de ce projet de loi est annexée au présent document, etc. On indique bien que ce projet de loi est soumis, après la première lecture, à l'attention des représentants municipaux qui viennent ici en fin de semaine prochaine.

Toute cette démarche me semble assez logique, d'autant plus que le gouvernement, par l'intermédiaire du leader du gouvernement, nous avait indiqué, la semaine dernière, qu'il n'était pas question cette semaine d'étudier ce projet de loi, mais plutôt à la suite de la conférence Québec-municipalités. Encore là, c'est très logique. Je voudrais bien qu'on sache qu'il n'est pas question, dans notre attitude, de ne pas souscrire à plusieurs principes contenus dans ce projet de loi. Il n'est pas question pour nous de faire de l'obstruction systématique sur ce projet de loi. Si vous croyez cela, c'est que vous n'avez pas compris le sens de notre démarche. A mon sens, elle était très claire. Nous ne voulons pas procéder à l'étude de ce projet de loi avant la consultation avec les municipalités. Est-ce clair? Il n'est pas question pour nous de faire de l'obstruction systématique sur le fond de ce projet de loi. Nous avons peut-être certaines objections à faire connaître d'une façon très normale, comme pour n'importe quel autre projet de loi.

Je ne vois pas pourquoi le gouvernement, à l'heure actuelle, à 4 heures du matin, s'entête encore à vouloir faire adopter ce projet de loi en commission plénière avant la consultation qui est prévue pour la fin de semaine. Une planification qui est celle du gouvernement, pas celle de l'Opposition. Nous ne croyons pas avoir tous les éléments nécessaires pour discuter, comme nous aimerions le faire, chacun des articles de ce projet de loi. Si à la suite de la consultation de la fin de semaine, il appert que les municipalités, généralement, sont d'accord sur l'adoption de ce projet de loi, on peut être assuré de notre collaboration la plus entière, et sans doute pourrions-nous procéder avec une certaine diligence, parce que nous sommes conscients également de l'importance du projet de loi et de l'importance de procéder à l'adoption des articles qui nous sembleront correspondre à une volonté populaire qui nous sera plus évidente encore sans doute après consultation avec les municipalités intéressées.

(4 h 10)

C'étaient simplement ces quelques paroles que je voulais ajouter au débat, pour indiquer

l'intérêt de notre parti pour l'étude de ce projet de loi, pas à 4 h 12 du matin, on doit continuer de le faire, mais je ne pense pas que cela va faire avancer les choses.

Ce que nous demandons au gouvernement, c'est simplement un geste de bonne volonté, non pas à l'endroit des Oppositions, nous ne sommes ici que pour faire connaître un point de vue, mais il n'est pas de notre intention de faire obstruction systématique à ce projet de loi; au contraire, nous voulons collaborer avec le gouvernement. A la prochaine occasion, à partir de lundi, dès que le gouvernement apportera ce projet de loi, nous nous empresserons, comme des législateurs responsables, d'essayer de traduire la volonté des municipalités et de l'opinion publique, relativement à ce projet de loi, mieux renseignés alors, et mieux équipés pour faire notre travail. C'est le message que je voulais vous laisser, en toute objectivité.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le leader du gouvernement.

M. Duhaime: M. le Président, je voudrais revenir sur un des points que vient d'aborder le chef parlementaire de l'Opposition officielle.

Bien sûr qu'en incluant la journée de mercredi, il nous reste douze jours, précisément, avant le 23 juin. Les membres de l'Opposition officielle sont bien au fait du calendrier des travaux parlementaires, des crédits qu'il reste à adopter, du discours sur le budget, qui a encore quelques heures à courir, et c'est dans un esprit de bonne volonté que nous avons, hier soir, vers 21 heures, fait motion pour faire siéger la commission plénière, en pensant que l'Opposition officielle qui siège en face de nous, après en avoir pendant si longtemps parlé, serait disposée à en discuter franchement, au sujet de la loi 44 concernant la démocratie municipale.

Une Voix: C'est vrai.

M. Duhaime: Pendant six ans, M. le Président, nos amis d'en face ont été au gouvernement et — on me corrigera si je fais erreur — jamais une conférence des municipalités comme celle que nous vivrons dans quelques jours n'a été convoquée.

M. Goldbloom: M. le Président, j'invoque le règlement pour corriger ce que vient de dire le ministre.

M. Duhaime: En six ans de gouvernement, on n'a jamais commencé, ni même amorcé, une réforme de la démocratie municipale.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre!

M. Jolivet: Il n'y a pas de question de privilège.

M. Goldbloom: Il y a eu deux conférences provinciales-municipales qui ont été convoquées, l'une par mon prédécesseur, Me Maurice Tessier, la deuxième par celui qui vous parle. Que le ministre se renseigne.

M. Duhaime: Je serais curieux, et je suis prêt à vous donner un droit de parole pour que vous nous fassiez part des résultats de ce que vous avez discuté sur la fiscalité municipale, comment cela s'est traduit dans vos lois sur la démocratie municipale.

M. Goldbloom: Volontiers, mais vous êtes en train de gâter un climat qui allait bien depuis quelques minutes.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre!

M. Duhaime: M. le Président, je pense que vous avez eu la preuve tangible et éclatante de cet entêtement systématique, du refus global de l'Opposition, de ne même pas vouloir entamer une discussion sérieuse sur un projet de loi qui est fondamental.

Sous le prétexte de la consultation, les gens qui sont en face de nous sont en train de nous dire que la démocratie municipale, comme leur passé l'indique, ils ne veulent même pas en discuter de façon sérieuse. Aussi bien sur le financement des partis politiques municipaux que sur la démocratie municipale, on comprend que cela peut faire mal d'en discuter, et cela peut prendre encore plusieurs heures, avant que, de façon sérieuse, vous acceptiez honnêtement un débat sur cette question.

M. Goldbloom: Démagogie!

M. Duhaime: M. le Président, je dirai tout simplement, en terminant, que nous avons dépassé de quatre heures et quinze minutes le délai normal où nos travaux s'achèvent, que ce soit en commission élue ou encore, devant l'Assemblée nationale. L'année dernière, l'Assemblée a siégé jusqu'à la fin du mois d'août ou presque. Nous nous sommes rencontrés, autant l'Opposition officielle que les partis reconnus et les députés indépendants, de cette Chambre, pour que nous ayons un calendrier de travail, que nous avons respecté jusqu'à ce jour de part et d'autre. Nous avons cru qu'en déférant ce projet de loi devant la commission plénière nous aurions, pour une fois, l'occasion d'entendre nos amis d'en face nous parler, eux aussi, de la démocratie municipale. On n'en a pas entendu encore parler. M. le Président, je limite là mes propos. Nous serions disposés à voter l'article 1.

M. Lamontagne: Question de règlement. M. le Président, les derniers propos du leader adjoint du gouvernement font état d'une rencontre que nous

avons eue, à laquelle j'ai moi-même participé. Je voudrais lui rappeler que nous l'avons mis en garde contre la commission plénière ici en Chambre et qu'en aucun moment nous n'avons donné notre accord à une commission plénière, lui demandant plutôt de déférer ce projet en commission parlementaire.

M. Bellemare: C'est moi-même qui l'ai demandé.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lamontagne: Je prends à témoin le leader de l'Union Nationale et le leader de l'Opposition officielle...

M. Bellemare: Je l'ai demandé.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): A l'ordre!

M. Lamontagne: ...cette commission plénière a été imposée, n'a jamais été négociée. Au contraire, nous avons supplié de l'envoyer en commission parlementaire, comme le chef parlementaire de l'Opposition officielle l'a mentionné tout à l'heure.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Roberval, ce n'était pas une question de règlement.

M. Duhaime: M. le député de Roberval, vous savez très bien que vous aviez donné votre consentement à ce que ce projet de loi soit déferé à une commission plénière.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le leader adjoint du gouvernement, s'il vous plaît, assez sur ce sujet! L'article 1 sera-t-il adopté?

Une Voix: Adopté.

Le Président (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: M. le Président, après les propos que nous avons entendus du chef de l'Opposition officielle, je pense que la position du Parti libéral, de l'Opposition officielle, là-dessus, est assez clairement définie. J'aurais quelques mots, toutefois, à dire à propos des deux dernières interventions, celle du député de Vanier et celle du député de Mercier. Le député de Vanier, malheureusement, a manqué l'occasion de faire une bonne intervention. L'excitation du député est assez symptomatique. Une certaine forme d'abdication de l'esprit, pour reprendre un mot du député de Frontenac, je crois, veut qu'on croie donner de la valeur à ses arguments en augmentant l'intensité de la voix. Je pense que le député de Vanier a déjà fait de meilleures interventions et d'un ton beaucoup plus sérieux. Au nom de qui, nous a-t-il demandé, parlons-nous? Je pense que le chef de l'Opposition officielle

l'a dit clairement. Nous parlons au nom de tous les Québécois qui veulent que l'égalité que le député de Mercier veut instaurer de plus en plus au niveau de l'administration municipale se fasse dans le respect le plus possible de la liberté aussi. Je pense que le député de Mercier a sûrement lu et même expérimenté, selon l'expérience qu'il a de l'affaire publique, de la res publica, les dangers justement d'imposer l'égalité. L'accession à l'égalité, c'est tout ce qu'on recherche. Ce parti-ci n'a de leçon à recevoir de personne à ce point de vue. Depuis le début du siècle, je pense que, tant au niveau provincial qu'au niveau fédéral, le parti dont nous faisons partie ici...

M. O'Neill: Un instant!

M. Lalonde:... a été l'un de ceux qui ont été le plus impliqués dans les réformes sociales pour instaurer le plus possible l'égalité entre les gens. Mais que cela se fasse dans le respect des libertés le plus possible. Je peux référer le député de Mercier à un auteur qu'il a sûrement lu, Alexis de Tocqueville, qui est venu examiner la démocratie en Amérique et qui parlait justement des dangers pour la liberté de l'accession à l'égalité, si cette accession n'était pas faite d'une façon civilisée et dans le respect des libertés. C'est ce qu'on recherche.

(4 h 20)

M. Bertrand: Est-ce assez fort!

M. Lalonde: Je m'excuse d'avoir réveillé le ministre des Communications.

M. O'Neill: Parlez-nous donc d'octobre 1970, quant à nous parler d'égalité et de liberté!

M. Lalonde: Je m'excuse de l'avoir réveillé.

M. O'Neill: Parlez-nous donc de la GRC, quant à y être!

M. Lalonde: Compte tenu de l'heure tardive, je n'aurai même pas...

M. O'Neill: Liberté...

M. Lalonde: Est-ce que j'ai le droit de parole?

M. O'Neill: Parlez donc de Duplessis? Fascisme!

Le Président (Mme Guerrier): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bellemare: Je vais vous en parler de Duplessis.

M. Lalonde: Je crois que le ministre des Communications fait un cauchemar!

M. Bellemare: Quelle inspiration aviez-vous?

M. O'Neill: Il parle fascisme, Duplessis!

M. Bellemare: Il vous a fait baver! Vous en avez eu votre souïl.

M. O'Neill: Il vient nous parler...

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lalonde: Mme le Président, je n'avais pas souligné...

M. Bellemare: Pendant des années, il vous a pesé sur le dos et sur le nez.

M. Lalonde: Il me semble que cela ne devrait pas faire mal au ministre des Communications que de parler d'égalité et de liberté à la fois. Est-ce qu'il recherche seulement l'un sans l'autre? Il me semble que c'est le cas d'un bon gouvernement démocratique de rechercher les deux. Je n'aurais pas souligné le sommeil du ministre des Communications s'il ne m'avait pas interrompu dans un réveil intempestif.

M. O'Neill: Vous êtes tellement endormant qu'on peut bien dormir.

M. Lalonde: C'est au nom de ceux-là que nous croyons parler ce soir, M. le député de Vanier, pour répondre à votre question, à ceux qui croient que l'égalité, l'accession à l'égalité peut et doit se faire dans le respect de la liberté. C'est pour cela que, pour répondre à votre autre question: comment se fait-il que la loi n'impose pas ce régime à toutes les municipalités? votre ministre lui-même a répondu tantôt, ce soir — vous étiez probablement occupé ailleurs —: c'est parce qu'on veut consulter en fin de semaine. Même si lui-même a tenté de minimiser l'importance de cette consultation, en fin de semaine, il reste que c'est un des trois volets importants d'après le document qu'il a lui-même distribué. Tout cela pour dire qu'au fond, ce à quoi nous nous opposons ici ce soir et cette nuit, à 4 h 20, c'est d'imposer à deux villes qui ont des gouvernements démocratiquement élus, quoiqu'on ne soit pas d'accord totalement avec le genre de démocratie qui se vit là, d'accord, quoique... Malgré cela, nous croyons que nous ne devrions pas imposer d'autorité ce régime avant de les avoir consultées. C'est aussi simple que cela. Dans celui-là, je vais proposer un amendement à l'article 1. "Que l'article 1 soit amendé en retranchant le paragraphe a) et les mots "mais de moins de 100 000 habitants." dans le paragraphe b), en retranchant les: après le mot "et" à la fin du premier alinéa et en retranchant la lettre b)". De sorte que l'article 1 se lise comme suit: La présente partie s'applique à toute municipalité quelle que soit la loi qui la régit, à l'exception d'une municipalité de comté, où doit avoir lieu une élection générale en 1978, en vertu de cette loi, et qui a une population de 20 000 habitants ou plus et dont le conseil décrète, conformément à l'article 121, que la présente partie s'y applique.

M. Goldbloom: Mme le Président...

Le Président (Mme Cuerrier): Nous allons voir si nous pouvons...

M. Tardif: Je crois que cette motion d'amendement du député de Marguerite-Bourgeoys n'est pas recevable, puisqu'elle va à l'encontre même du principe de la loi qui a été votée en deuxième lecture cet après-midi. Pour ces raisons, elle ne saurait être prise... Pardon?

Une Voix: ...

M. Tardif: Le principe de la loi impliquait d'ailleurs, dans le titre même, "Loi concernant les électeurs de 1978 dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes", et impliquait, ainsi qu'il est énoncé dans le préambule, que cette loi s'appliquait obligatoirement aux villes de 100 000 âmes et plus. Donc, pour ces raisons. Mme le Président, cet amendement m'apparaît irrecevable.

M. Lavoie: Sur la question de règlement. Mme le Président.

Le Président (Mme Cuerrier): Sur la question de règlement, M. le leader de l'Opposition officielle.

M. Lavoie: J'ai suivi l'argumentation du ministre des Affaires municipales. Si je comprends bien le fond de l'amendement, c'est qu'on laisse la discrétion à toutes les villes et municipalités du Québec de 20 000 âmes et plus qui ont des élections en 1978 de se soumettre, de s'assujettir à la loi. D'ailleurs, le titre même, comme l'a cité le ministre des Affaires municipales, dit: Loi concernant les élections de 1978 dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes.

Si, dans le titre, c'était: Loi concernant les élections de 1978 à Montréal et à Longueuil et dans certaines municipalités, mais ce n'est pas le cas. On dit que c'est la loi concernant les élections de 1978 dans certaines municipalités, et l'amendement ne change en aucune façon le principe. Cela s'applique à toutes les municipalités du Québec de 20 000 âmes et plus, qui ont des élections en 1978. mais ont la liberté de se soumettre à cette loi. oui ou non.

Je ne vois pas que cela aille d'aucune façon à l'encontre du principe de ce projet de loi.

M. Lalonde: D'autant plus, Mme le Président, si vous permettez...

Le Président (Mme Cuerrier): Sur la recevabilité de la motion?

M. Lalonde: Oui.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: ... que nous sommes à l'article 1, dans le champ d'application de la loi et non pas

dans les principes qui sous-tendent tous les... A tel point, Mme le Président, que si le ministre voulait, par exemple, changer l'article 1 pour augmenter le chiffre de 20 000 à 40 000, par exemple, ou à 50 000, il pourrait fort bien le faire. Il ne ferait qu'élargir ou rétrécir le champ d'application, et je sou mets respectueusement que ce n'est pas là le principe du projet de loi. Donc, c'est parfaitement recevable.

M. Johnson: Sur la question de règlement, Mme le Président.

Le Président (Mme Cuerrier): Sur la recevabilité de la motion, M. le ministre.

M. Johnson: Sur la recevabilité de la motion, Mme le Président, à moins que vous ne considériez que vous êtes suffisamment informée, j'abonderai évidemment dans le sens du ministre des Affaires municipales.

En effet, l'amendement proposé par le député de Marguerite-Bourgeoys aurait comme effet, très clairement, de permettre à ces municipalités de 100 000 habitants et plus qui ont des élections au moins de novembre 1978, donc, Montréal et Longueuil, ce dont on parle depuis le début, d'être soustraites à l'application de la loi, à moins qu'elles ne désirent, par décret municipal, de s'y conformer. Et ça, à mon avis, Mme le Président, ça va carrément à l'encontre du champ d'application — c'est vrai, comme le dit le député de Marguerite-Bourgeoys...

M. Lalonde: ...

M. Johnson: ... de la loi — mais de l'objectif premier de l'article premier, et donc de ce projet de loi lui-même qui, d'ailleurs, est présenté devant cette Chambre pour adoption avant le 23 juin.

M. Goldbloom: Mme le Président?

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de Rimouski et M. le député de D'Arcy McGee, sur la recevabilité.

M. le député de Rimouski.

M. Marcoux: Si j'ai bien écouté les discours en deuxième lecture, un des arguments qu'on a invoqués pour parler contre le projet de loi de la part de l'Opposition, c'est précisément qu'il rendait obligatoires à certaines municipalités un paquet de conditions concernant les prochaines élections municipales et que, par ailleurs, pour d'autres municipalités, ces mêmes conditions étaient optionnelles ou étaient soumises au libre choix du conseil municipal, et nous avons eu à nous prononcer sur le caractère obligatoire de certaines transformations dans les prochaines élections municipales dans certaines municipalités, et, par ailleurs, le caractère optionnel pour d'autres municipalités.

Un des motifs fréquemment invoqués par l'Opposition pour se prononcer contre le projet de

loi en deuxième lecture était précisément ce caractère obligatoire. Or, l'amendement proposé par le député de Marguerite-Bourgeoys supprime un des principes sur lesquels nous nous sommes prononcés en deuxième lecture et ce pourquoi je crois que l'amendement doit être jugé irrecevable, il supprimerait complètement un des principes sur lesquels l'Assemblée nationale s'est prononcée en deuxième lecture.

M. Goldbloom: Mme le Président...

Le Président (Mme Cuerrier): M. le député de D'Arcy McGee.
(4 h 30)

M. Goldbloom: Sur la recevabilité de la motion.

Nous avons un projet de loi qui touche 19 municipalités au Québec, deux de façon obligatoire selon la proposition du ministre et 17 de façon facultative. Mme le Président, en ce qui concerne l'application facultative de la loi à 17 municipalités, la loi créerait un régime qui n'existe pas présentement — autrement, à quoi bon présenter un tel projet de loi? Si la loi a pour but de créer un régime électoral dans les municipalités du Québec, il me semble, Mme le Président, que...

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre!

M. Goldbloom: Mme le Président, je reprends. Il me semble que si ce projet de loi crée un régime électoral, à l'intention des municipalités, qui n'existe pas présentement, c'est cela le principe fondamental de la loi, la création d'un nouveau régime. Les modalités d'application viennent par la suite et, comme vient de dire mon collègue de Marguerite-Bourgeoys, le ministre, ou n'importe quel député pourrait proposer un amendement pour modifier les chiffres qui se trouvent là-dedans.

Ce que vise l'amendement proposé par le député de Marguerite-Bourgeoys, c'est ni plus ni moins que de placer toutes les municipalités visées par ce projet de loi sur un pied d'égalité. Il me semble, Mme le Président, que cela est parfaitement recevable. Ce qui est bon pour certaines municipalités, qui est valide en fonction du régime proposé dans le projet de loi devrait être également applicable au même titre, dans le même sens, dans les mêmes conditions, à d'autres municipalités.

Mme le Président, le gouvernement peut ne pas être d'accord sur ce que propose l'Opposition, c'est son droit de ne pas être d'accord, mais quant à la recevabilité, Mme le Président, il me semble que proposer que la loi s'applique d'une façon identique à toutes les municipalités visées est une considération parfaitement recevable dans le contexte du principe fondamental du projet de loi.

M. Guay: Sur la recevabilité. Très brièvement, je veux simplement vous souligner que la question principale qui est évoquée à l'article 1 est en fait double en ce sens que...

Le Président (Mme Cuerrier): Je vous entends mal, M. le député.

M. Guay: La question principale qui est évoquée à l'article 1 est en fait une question double. Il y a deux questions principales dans l'article 1, me semble-t-il, la première de rendre obligatoire le champ d'application de la première partie aux municipalités de 100 000 habitants et plus, la deuxième de rendre facultatif le champ d'application aux municipalités de 20 000 habitants, entre 20 000 et 100 000. La proposition d'amendement du député de Marguerite-Bourgeoys, à mon avis, intervient à l'encontre de l'article 1. Est-ce que vous appelez les députés?

Le Président (Mme Cuerrier): Alors, nous allons suspendre pour cinq minutes. Je prends cette décision en délibéré.

(Suspension à 4 h 34)

(Reprise à 4 h 42)

Le Président (Mme Cuerrier): A l'ordre, s'il vous plaît. J'espère que les membres de cette commission me pardonneront de ne pas me sentir les idées assez claires pour rendre immédiatement cette décision que j'ai prise en délibéré. Je regrette de devoir vous dire que ça pourrait me prendre un peu de temps pour plonger dans la jurisprudence et que je me vois dans l'obligation de vous dire que je ne rendrai pas ma décision ce matin.

M. le leader du gouvernement.

M. Duhaime: Mme le Président, je pourrais, bien sûr, devant votre décision, faire une motion pour suspendre l'étude de l'article 1 et vous demander d'appeler l'article 2. Mais je pense avoir dit également, très tôt au début de la soirée, hier, que suivant l'état de nos travaux, ce n'était pas mon intention de poursuivre indûment les travaux de la commission, parce que je dois vous avouer que nous nous attendions à une franche discussion, article par article, sur le projet de loi no 44. En conséquence, je vous demanderais de bien vouloir faire rapport.

Le Président (Mme Cuerrier): M. le Président, je ne sais pas si je dois vous dire cette fois-ci que j'ai l'honneur de vous faire rapport que cette commission a étudié le projet de loi no 44 et qu'elle n'a pas fini de délibérer. Elle vous demande de siéger à nouveau.

Le Président: Quand siégera-t-elle, M. le leader parlementaire du gouvernement?

M. Duhaime: A une prochaine séance ou à une séance subséquente.

Le Président: Prochaine séance ou séance subséquente.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Duhaime: Avant de proposer à l'Assemblée, M. le Président, la motion d'ajournement de nos travaux, je rappelle que nous siégerons demain à 10 heures, aujourd'hui, pardon, tout à l'heure, à 10 heures et que trois commissions parlementaires siégeront après la période des questions, suivant les avis donnés hier.

Le Président: Est-ce que vous appelez les députés?

M. Lavoie: Est-ce que le leader du gouvernement serait... On n'a aucune objection, d'ailleurs, c'est normal que les trois commissions siègent demain matin, ce matin plutôt, à partir de 10 heures. Mais peut-être que l'Assemblée pourrait siéger à 15 heures? Les commissions, de toute façon, ne commencent qu'à 11 h 30 demain matin, après la période des questions.

Cela ne changeait pas grand-chose. Les commissions pourraient siéger de toute façon à 10 heures, elles gagneraient même une heure et demie.

M. Levesque (Bonaventure): C'est pour les ministres.

Motion d'ajournement

M. Duhaime: Alors, plutôt que de nous éviter de siéger très tôt après l'aube, qui est toujours incertaine, comme vous le savez, on pourrait retenir les avis, faire siéger les trois commissions à 10 heures et entreprendre les travaux de la Chambre à 15 heures.

Des Voix: Vote enregistré.

Le Président: Les commissions à 10 heures, avez-vous dit, M. le leader parlementaire du gouvernement?

M. Duhaime: Oui.

Le Président: Très bien. Est-ce que la motion sera adoptée?

Des Voix: Vote enregistré.

M. Lavoie: Adopté.

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement?

M. Duhaime: Adopté.

Le Président: Très bien, qu'on appelle les députés.

(Suspension à 4 h 46)

(Reprise à 4 h 49)

Le Président: Je vais maintenant appeler aux voix la motion du leader parlementaire du gouvernement qui vise à ce que la Chambre ajourne ses

travaux à aujourd'hui, quinze heures. Que ceux et celles qui sont en faveur de cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Avant d'appeler les députés, je vais demander au leader parlementaire du gouvernement — il ne s'agit pas d'une motion, dans ce cas-là — de donner ses avis pour les commissions, pour ne pas qu'il y ait d'ambiguïté.

M. Duhaime: Je vais donner les avis, M. le Président, et cela deviendra, bien sûr, un ordre de la Chambre, pour ne pas qu'il y ait de confusion.

A dix heures demain matin, au salon rouge, la commission permanente de l'Assemblée nationale et de la constitution poursuivra ses travaux, soit l'étude du projet de loi 92, article par article.

A la salle 91-A, le début des crédits du ministère de l'Immigration.

Et à la salle 81-A, la poursuite des crédits du ministère des Affaires sociales.

M. Bellemare: Est-ce que je peux faire remarquer à l'honorable leader adjoint que c'est le contraire? A la salle 81-A, ce sont les crédits du ministère de l'Immigration, et à la salle 91-A, la poursuite de l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales. Cela a une grosse importance.

M. Duhaime: Je n'ai aucune objection, M. le Président.

M. Bellemare: C'est votre agenda, que je lis.

M. Duhaime: Non, le mien est tel que je l'ai dit.

M. Bellemare: Oui, 81-A et 91-A.

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement, pour ne pas qu'il y ait aucune ambiguïté, vous avez dit demain, et au journal des Débats, vous verrez que ce sera demain. Il y aura donc une ambiguïté.

M. Duhaime: Alors aujourd'hui, mercredi.

Le Président: Que ceux et celles qui sont en faveur de la motion du leader parlementaire du gouvernement veuillent bien se lever, s'il vous plaît! Motion d'ajournement des travaux de l'Assemblée à aujourd'hui, quinze heures.

Le Secrétaire adjoint: Mme Guerrier, MM. Parizeau, Johnson, O'Neill, de Bellevil; Mme Payette; MM. Proulx, Duhaime, Tardif, Michaud, Paquette, Marcoux, Fallu, Rancourt, Godin, Mercier, Lamberge, Marquis, Lacoste, Ouellette, Perron, Gosselin, Lefebvre, Lavigne, Dussault, Charbonneau, Beauséjour, Desbiens, Baril, Bordeleau, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Gagnon, Jolivet, Lévesque (Bonaventure), Lavoie, Lalonde, Forget, Goldbloom, Saint-Germain; Mme Lavoie-Roux; MM. Lamontagne, Blank, Caron, O'Gallagher, Ciaccia, Marchand, Gratton, Verreault, Springate, Bellemare, Goulet, Fontaine, Cordeau.

Le Président: Que ceux et celles qui sont contre cette motion veuillent bien se lever s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Grégoire, Bertrand, Laplante, Bisailon, Guay, Alfred, Boucher, Gravel.

Le Président: Que ceux et celles qui désirent s'abstenir veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: Abstention. M. Vaillancourt (Jonquière).

Le Secrétaire: Pour: 53 — Contre: 8 — Abstentions: 1

Le Président: La motion est adoptée et l'Assemblée ajourne ses travaux à aujourd'hui, quinze heures. Bonjour!

(Fin de la séance à 4 h 54)